

Un continent au cœur de la croissance

*"Bientôt viendra le siècle de la dernière barrière
L'océan révélera un continent immense
Sur l'horizon marin se lèvera un nouveau monde"*

Médée, Scène III Chœur II 301-379, Sénèque

Cluster Maritime Français 2015-2016



La place maritime française
300.800 emplois directs
69 milliards d'euros de valeur de production



Cluster Maritime Français

*Le Faire-Savoir Maritime
The Maritime Voice*

Introduction

Chers Amis du Maritime Français,

À l'occasion des 11^e Assises de l'économie de la Mer, nous avons le plaisir de vous présenter le nouvel opus du Cluster Maritime Français.

Au fil des ans, cette brochure, notre « bible » a grandi, suivant en cela bien évidemment le rassemblement toujours croissant des forces de l'économie maritime. Cette édition 2015 / 2016 compte désormais 136 pages, (hors pages de couverture), là où elle n'en comptait que 20 dans sa toute première édition, concoctée par l'Institut Français de la Mer, il y a 11 ans.

Les douze pages supplémentaires par rapport à l'édition précédente sont dues pour partie à l'arrivée de plus de trente nouveaux membres, mais également à l'ajout de précisions renouvelées et détaillées dans de nombreux secteurs. Avec toute l'équipe de rédaction, nous nous sommes attachés à ce que cette brochure fourmille de quantité d'informations sectorielles qui permettront au lecteur attentif d'appréhender l'importance de l'économie maritime française dans sa globalité ainsi que dans chaque secteur qui y est relié.

Les données de l'économie maritime que nous vous présentons ici, indiquent des chiffres stables, tant en matière d'emplois que de valeur de production.

Quelques variations, légère baisse du nombre d'emplois dans les industries nautiques et l'action de l'État en mer, compensés par une légère hausse dans le secteur de la pêche... Dans son ensemble, l'économie maritime française résiste bien et reste dans les starting-blocks pour répondre aux défis de la croissance bleue !

10 ans après sa fondation, sous l'infatigable impulsion de Francis VALLAT, aujourd'hui son Président d'Honneur et son inlassable Ambassadeur, le Cluster Maritime Français compte près de 400 adhérents ! Ce chiffre, cette croissance nous obligent toujours plus à l'excellence, à continuer de fédérer et de bâtir une véritable place maritime française pour toujours et encore convaincre nos femmes et hommes politiques de s'intéresser à la Mer et d'agir toujours plus pour l'économie maritime, ce puissant relai de croissance du XXI^e siècle !

Un regard en arrière sur la décennie écoulée ne laisse pas de doute : les résultats sont là ! Ils sont incontestables et doivent nous encourager à prendre la pleine mesure de ce succès jamais définitif et à fixer des axes de progression pour les années à venir. Ainsi,

- hormis dans la presse maritime, souvent d'excellente tenue, il n'y a que peu d'échos à l'économie maritime. Les journaux spécialistes de l'économie au sens large, semblent boudier l'eau salée et le pan entier d'activités qui y est adossé. À quand un journaliste pour s'intéresser aux bienfaits de l'économie maritime, au delà des antiennes sur les catastrophes et la pollution ? À quand un journal télévisé qui saluerait les contrats gagnés, les avancées technologiques, les espoirs de nouveaux marchés, les

initiatives alliant écologie et croissance plutôt que d'ériger le doute en preuve - et toujours à charge - contre l'acteur économique ?

- Occupés à attirer l'attention du politique sur la mer, nous n'avons pas pu être « fins » et travailler en délicatesse. Face à l'absence de préoccupation maritime des politiques, nous avons orchestré un nécessaire battage. Celui-ci a sans doute trop bien fonctionné : il n'est plus de parti politique n'ayant pas d'intérêt (voire de stratégie) pour l'économie maritime. Le défilé d'élus de toutes sensibilités lors du dernier salon Euromaritime en est la preuve ! Pratiquement tous ont désormais un programme dédié ... Mais de là à ce que ce programme soit cohérent, il reste un pas à faire. Non pas que nous nous risquions à vouloir définir une vérité universelle, chaque formation politique a passé l'économie maritime au filtre de ses convictions pour définir son programme, et c'est très bien ainsi... Ou presque... Car là où, 10 ans auparavant, il y avait un silence engourdissant, il y a désormais une certaine confusion de bruits de fond ! On aura beau jeu de relever le paradoxe que le Cluster se plaint tout le temps, trop de silence puis trop de bruit, mais après tout, ce Cluster, votre Cluster est français, et donc râleur !
- Mais surtout, nous craignons que trop de politiques tuent la Politique. Nous attendons une véritable et sincère vision d'homme ou de femme d'État. En quelques mots, nous souhaitons moins de déclarations et plus d'actions concrètes. Les constats sont faits, place aux actes !

Dans quelques jours, s'ouvrira à Paris le grand rendez-vous de la COP 21. Avec d'autres partenaires de l'économie maritime, le Cluster Maritime Français en profitera pour attirer l'attention du plus grand nombre sur le champ des possibles que nous offre la Mer, son formidable potentiel de croissance à la mesure de sa fragilité. Cet événement international majeur sera également l'opportunité rare de faire connaître la compétence des acteurs économiques français, tous convaincus de la nécessaire alliance entre besoin de développement et durabilité.

Avant de vous laisser à la lecture de cette brochure 2015 / 2016, nous souhaitons remercier très sincèrement Monsieur Laurent FABIOUS, Ministre des Affaires étrangères et du Développement international qui a accepté de préfacer le présent ouvrage, mettant en perspective les formidables atouts de l'économie maritime française et le développement international de notre pays.

Et enfin, un grand merci à « l'équipage » du CMF qui a dû « boucler » cet opus avec un mois d'avance du fait de l'avancée des dates de ces 11^e Assises de l'économie de la mer, afin d'éviter une collision préjudiciable avec la COP 21 et le calendrier électoral.

En vous souhaitant autant de plaisir et d'intérêt à sa lecture que nous en avons eu pour sa conception,

Fédéric Moncany de Saint-Aignan et Philippe Perennez

L'équipe du CMF remercie vivement :

- ses 390 adhérents,
- et tous ceux qui ont contribué efficacement à la réalisation de cette brochure : Boris, Eudes, Florence, Patrick, Marie-Geneviève, Marie et Thierry, que nous remercions de leur disponibilité.



L'heure où la France s'apprête à accueillir la 21^e Conférence des Nations-Unies sur les changements climatiques, la « Conférence de Paris », je suis honoré de préfacer ce rapport 2015 du Cluster Maritime Français.

Les océans sont au cœur du défi climatique. D'abord parce qu'ils sont fortement affectés par l'élévation des températures, qui entraîne la fonte des glaces, la montée du niveau des mers, le réchauffement des eaux. Ensuite, en raison même de ces dérèglements, les océans menacent les zones littorales d'inondation, voire de submersion. Enfin, les acteurs de la filière maritime sont aux avant-postes de l'« Agenda pour l'action » que défend la présidence française de la COP 21. Au-delà de notre objectif central, qui est de parvenir à un accord intergouvernemental universel et ambitieux pour limiter la hausse des températures à 1,5° ou 2°C d'ici la fin du siècle, nous voulons à Paris rassembler les initiatives prises par les acteurs non étatiques. Nous voulons montrer que des solutions existent, et que la transition vers une économie bas carbone est en marche. Le Cluster Maritime Français est mobilisé en ce sens.

La France dispose d'un potentiel considérable dans le domaine de la mer. Nous sommes une très ancienne puissance maritime, où se mêlent la tradition et l'innovation, le projet de l'Hermione et le programme de recherche de pointe de l'IFREMER. Grâce à nos littoraux et à nos outre-mer, nous possédons le deuxième espace maritime au monde. Notre industrie maritime est diversifiée. Flotte de commerce, ports, construction navale, industrie nautique, pêche et aquaculture, énergies marines renouvelables, ressources marines, organismes de formation, administrations maritimes : ce secteur est composé d'une vaste palette de métiers et de savoir-faire, qui représentent près de 300.000 emplois et près de 70 milliards d'euros de valeur de production.

La mer constitue également une source majeure d'énergies renouvelables. Nos entreprises connaissent des résultats remarquables. Notre diplomatie économique est mobilisée : les renouvelables sont une « famille prioritaire à l'export », portée par Jean Ballandras, son fédérateur. Les archipels, notamment, peuvent être particulièrement intéressés par notre savoir-faire dans les différentes énergies marines – éolienne, hydrolienne, thermique des mers, osmotique, houlomotrice, ou produite à partir de la biomasse marine.

La mer est une fabrique d'innovations. Grâce à l'impulsion du Cluster Maritime Français, nos entreprises ont appris à se réunir autour de projets communs innovants, à l'instar du projet Blue Dome, issu des réflexions de l'ensemble des acteurs engagés dans la lutte contre la piraterie : armateurs, Marine nationale, assureurs, industriels.

La mer constitue une de nos cartes maîtresses dans la filière du tourisme. Le marché des croisières maritimes a doublé en dix ans et devrait doubler à nouveau dans les quinze années à venir. C'est pourquoi, sur la base du rapport de Jacques Maillot, j'ai adopté fin juillet une série de mesures visant à faire de la France la première destination pour le départ des croisières, en métropole comme en Outre-mer. Ces mesures seront mises en œuvre dans les mois qui viennent. Les premiers résultats de l'été 2015 confirment la dynamique de ce secteur.

Avec le Cluster Maritime Français, la France dispose d'une gamme complète de professionnels, dont le savoir-faire est reconnu au plan international. Le Cluster constitue un outil important de développement économique et de rayonnement international. Vous pouvez compter sur mon soutien pour appuyer vos efforts et vos initiatives.

Laurent FABIUS

Ministre des Affaires étrangères et du Développement international

Laurent Fabius

Sommaire

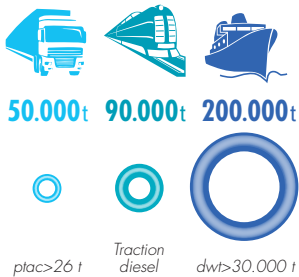
Introduction par Frédéric Moncany de Saint-Aignan et Philippe Perennez	
Préface par Laurent Fabius, Ministre des Affaires étrangères et du Développement international	p 1
Sommaire	p 2
L'importance du "fait maritime"	p 3
Poids du maritime dans l'économie française	p 4
L'Europe maritime	p 5
Réseau des Clusters Maritimes Européens	p 7
Les membres du Cluster Maritime Français au grand large	p 8
Outre-mer et international	p 10
Grands projets	p 12
Les Pôles de compétitivité Mer Bretagne Atlantique et Mer Méditerranée	p 15
Transport maritime et services aux armateurs	p 16
Industrie parapétrolière et paragazière offshore	p 26
Construction et activités navales	p 28
Classification	p 36
Industries et services pour la sécurité et la sûreté maritimes	p 38
Maritime et développement durable	p 44
Énergies marines renouvelables, stockage et services pour les EMR	p 50
Ports, activités et services portuaires	p 57
Logistique maritime	p 67
Défense et action de l'État en mer	p 69
Industrie et services nautiques	p 73
Recherche scientifique et océanographique marines	p 77
Ressources marines	p 80
Pêche et aquaculture	p 83
Assurance maritime	p 89
Courtage maritime	p 94
Financement maritime	p 96
Formation et emploi maritimes	p 98
Droit maritime, droit de la mer et autres droits applicables aux activités en mer	p 104
Services informatiques et électroniques	p 108
Conseil et expertise	p 111
Acteurs économiques locaux	p 118
Rayonnement	p 122
Médias	p 126
Culture et Patrimoine	p 127
Experts maritimes	p 130
Principaux salons et manifestations du maritime en France	p 131
Index	p 132
Annuaire du maritime : principales administrations et institutions	p 135
Pour une place maritime française	p 136

*Illustration de couverture : montage à partir d'une image © SHOM pour le fond et © Arnaud Le Roy pour le globe,
« Tous droits réservés », avec l'aimable autorisation du Club Sup Mer*



L'importance du "fait maritime"

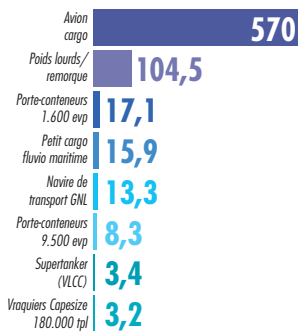
Une tonne-équivalent-pétrole (tep), pour un kilomètre parcouru, permet de transporter :



Source : ADEME/MLTC - 2009

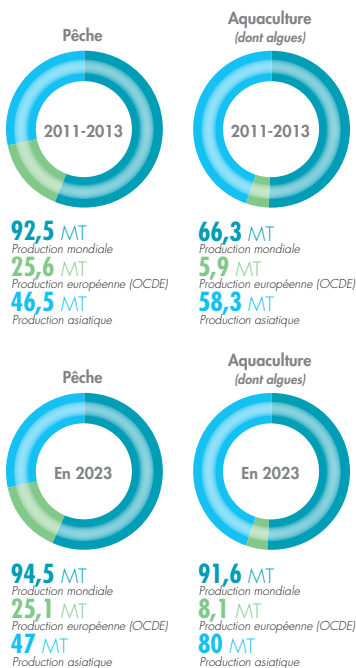
Comparaison des émissions de CO₂ entre les différents modes de transport

CO₂ (gramme par tonne/kilomètre)



Source : ADEME/MLTC - 2009

Quelques repères mondiaux



Source : Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2014 - © OCDE/FAO 2014

Une humanité dépendante de la mer

On compte 7 milliards d'habitants sur notre planète, 9 milliards d'ici 2030. 80 % des habitants vivent à moins de 100 km des côtes et la plupart des grandes agglomérations se situent à proximité des littoraux. De plus en plus, notre humanité se déploie en mer et n'a de cesse de l'utiliser comme support de flux (marchandises, informations, habitants) et comme puits de richesses (halieutiques, énergétiques, minérales). Un nouveau paradigme stratégique s'écrit autour des atouts géographiques et de savoir-faire industriels précieux. La France possède en mer une carte à jouer avec ses 12.840 kilomètres de littoral et son domaine maritime de plus de 11 millions de km² sur l'ensemble des océans.

Une industrie maritime solide et innovante

Si la mer est l'avenir de la terre, l'industrie maritime s'inscrit clairement dans l'industrie du futur. « Tout ce que vous avez autour de vous est passé par la mer ». Cette affirmation part d'un constat simple :

- 90 % des échanges mondiaux sont transportés par la mer et manutentionnés dans les ports maritimes. Avec le phénomène de la conteneurisation, le porte-conteneur est devenu l'icône de la mondialisation avec des navires pouvant transporter jusqu'à 18.000 boîtes (bientôt 20 à 21.000), mesurant jusqu'à près de 400 m de long, soit plus de 4 terrains de football, et possède une puissance équivalente à la production d'électricité d'une ville de 16.000 habitants. Le transport maritime permet d'abolir les distances et de réduire considérablement les coûts de transport : un conteneur allant de Shenzhen à Rotterdam représente un coût de 1.082 \$, soit seulement 50 centimes par kilo. La France compte un pavillon reconnu d'excellence, témoignant de la performance de son secteur maritime et de l'engagement de ses armateurs en matière de sécurité, d'innovation, et de respect de l'environnement. En effet, on oublie trop souvent que le transport maritime est le mode le plus respectueux de l'environnement : avec moins de 3 % des émissions dans l'air, il émet 5 fois moins de CO₂ que le transport routier et 13 fois moins que le transport aérien.

- Autour de nous, ce qui provient de la mer ce sont aussi des ressources essentielles à notre quotidien. En premier lieu il s'agit de la pêche, avec une production mondiale de 92,5 millions de tonnes aujourd'hui et estimée à 94,5 millions de tonnes en 2023. 400 millions de personnes sur Terre vivent de cette activité qui est l'une des premières victimes du changement climatique et des pollutions. En second lieu, ce sont les ressources énergétiques offshore qui représentent 30 % de la production pétrolière mondiale, soit 25 millions de barils par jour, 27 % pour le gaz, et des réserves estimées demain à 30 % pour chacune de ces ressources.

- Ces activités s'appuient sur une industrie navale solide. Secteur innovant, elle permet de développer des technologies pour aller en mer dans des conditions toujours plus propres et plus sûres, mais aussi dans des conditions extrêmes.

Les connexions multiples entre le naval et les autres secteurs (notamment l'aéronautique, l'automobile, ou encore le génie civil) permettent également de renforcer la compétitivité des industries.

Un champ d'activités nouvelles pour le futur de l'humanité

Le rapport « Blue Growth » identifie cinq activités d'avenir pour le secteur maritime :

- L'aquaculture de demain sera un élément clé pour compléter et équilibrer notre agriculture actuelle, inadaptée aux prévisions de notre croissance démographique. En effet, si la consommation de poisson par personne s'élevait en moyenne à 9 kg par personne par an en 1960, c'est à 19 kg qu'elle est désormais estimée depuis 2013. Les prévisions estiment que la production mondiale devrait passer de 66,3 millions de tonnes aujourd'hui à 91,6 millions de tonnes en 2023.

- Dans la lignée des ressources marines, les biotechnologies bleues sont un domaine en plein essor : fort des attentes des marchés dans les domaines pharmaceutique, médical, nutritionnel ou bien de l'énergie et des matériaux, leur secteur connaît une croissance de 4 à 5 % par an et représente 2,8 milliards d'euros de production sur le marché mondial. Le secteur français n'est pas en reste avec un marché de 421 millions d'euros et de très nombreuses entreprises et plateformes de recherche.

- La mer c'est aussi le potentiel énergétique venu du vent, des courants, des vagues ou de la température. Si les EMR ne représentent aujourd'hui qu'une faible part des marchés, leur développement sera essentiel pour parvenir au mix énergétique nécessaire à la diminution des émissions carbonées dans la production d'énergie.

- Le *Deep Sea Mining* est un secteur en plein développement. S'appuyant sur les savoir-faire des industries de l'offshore et des minéraliers, cette filière nouvelle permettra de fournir d'ici 2020, 5 % de la quantité mondiale de minéraux, dont le cobalt, le cuivre et le zinc, et 10 % d'ici 2030, pour un potentiel de 10 milliards d'euros de valeur de production en Europe.

- Enfin, le tourisme littoral et la croisière seront de plus en plus, et notamment dans les Outre-mer français, des enjeux pour dynamiser des littoraux tout en protégeant les milieux marins et en faisant découvrir les richesses et la fragilité de leurs écosystèmes, générant de multiples activités économiques.

Des projets pour toute la société

La multiplication d'activités en mer et leur nécessaire coordination passent avant tout par une connaissance approfondie des mers. Les sciences marines, au-delà de leurs liens avec l'industrie, vont ouvrir de nouveaux horizons à la connaissance de l'Homme. C'est aussi cette frontière que de grands projets veulent repousser ou franchir, qu'il s'agisse de stations scientifiques ou de megaplateformes. La mer est sans doute au delà de la croissance bleue, un nouveau mode de vie qui s'offre à nous.

Poids du maritime dans l'économie française

Domaine d'activité	Emplois directs	Valeur de la production (Mrds €)	"En deux mots..."
Flotte de commerce	22.000	15	Des navires présents dans tous les secteurs de transport et sur toutes les mers du monde.
Ports ^(a)	39.000	4,5	Les ports maritimes de commerce voient transiter 85 % des échanges maritimes extérieurs de la France en volume et 66 % en valeur.
Constructions navales et équipementiers marins ^(a)	42.000	8,5	Un positionnement sur les navires et équipements à forte valeur ajoutée.
Parapétrolier offshore ^(a)	32.000	17,6	Exploitation des hydrocarbures jusqu'à 2.000 m de profondeur d'eau, et plus !
Industrie nautique ^(b)	39.700	4,3	9 millions de pratiquants occasionnels, 4 millions de plaisanciers, 72,4 % des bateaux construits sont exportés.
Pêche et aquaculture	61.040 ^(b)	8,7 ^(a)	7.121 navires (8 % de la flotte européenne), Tonnage de production : 625.000
Energies Marines Renouvelables*	800	0,1	L'effort de R&D français pour le développement des EMR.
Ressources Marines ^(b)	2.250	0,5	Matériaux marins, ressources minérales et biologiques (dont algoculture).
Défense et Action de l'Etat en Mer	36.000	4,2	Nombre de personnes secourues : 1.545 Nombre de navires contrôlés en mer : 2.793 Tonnes de produits stupéfiants saisis : 2,4
Instituts de recherche marine et océanographique	3.620	0,4	Des pôles aux grandes profondeurs, tant à découvrir !
Organismes de formation	2.000	0,1	Dont l'École Nationale Supérieure Maritime et plusieurs MBA dédiés au maritime.
Autres activités**	17.065	~ 5	Des experts reconnus en assurance, courtage, droit, conseils, gestion, management, finance, mais aussi poissonneries et thalassothérapie.
Administrations maritimes (DGITM, DAM, ENIM, LPM...)	3.300	0,2	La fonction publique au service de la mer.
Total (arrondi)	300.775	69,1	

Base 2015 sauf (a) Base 2014, (b) Base 2013

* Uniquement R&D pour cette année. Chiffres à prévoir en forte hausse sur les exercices prochains - ** estimation incluant des chiffres non recoupés pour les emplois (ETP).

En octobre 2014, le secrétaire d'Etat chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche, a présenté les points d'une politique maritime ambitieuse au service de l'emploi, de l'environnement, de l'innovation et de l'éducation. Aux actes maintenant !



Étant donné la dispersion ou l'inexistence de certaines des données statistiques, ces chiffres sont des évaluations.

Cependant, ce tableau s'en tient de façon restrictive aux emplois dépendant de façon quasi exclusive, de la mer. Ainsi les activités du tourisme littoral, qui pesaient à elles seules 28,5 milliards d'euros et 190.000 emplois en 2010, n'ont pas été intégrées aux chiffres du Cluster ! De même les activités portuaires à proprement parler ne tiennent pas compte des emplois indirects, comme ceux des zones industrielles portuaires ou des emplois induits dans le commerce.

Le Revenu National Brut (indicateur proche de l'ancien PNB) a augmenté en France en 2014, la valeur de la production maritime (hors comptes doubles, c'est

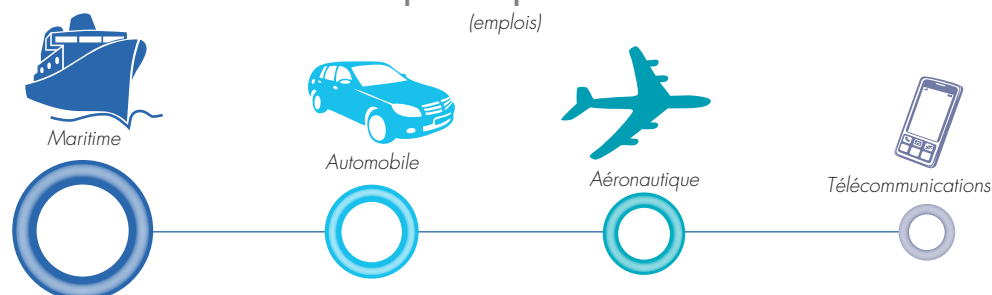
à-dire nette d'échanges internes), ayant également augmenté, reste stable et proche de 3,2 % du RNB. La population active maritime (directe) représente 1,1 % de la population active totale du pays.

Le secteur maritime est aussi important, si ce n'est plus, que les secteurs "traditionnels" français :

Il emploie plus de personnes que l'industrie aéronautique (180.000 emplois en 2014), que le secteur des télécommunications (122.000 emplois en 2014) ou que l'industrie automobile (en 2013, équipementiers compris, 201.000 emplois). L'industrie maritime est supérieure en valeur de production à l'industrie aéronautique (50,7 Mrds d'€ en 2014) ou encore au secteur des télécommunications (33,8 Mrds d'€ en 2014).

Comparaison par secteurs

(emplois)



L'Europe maritime

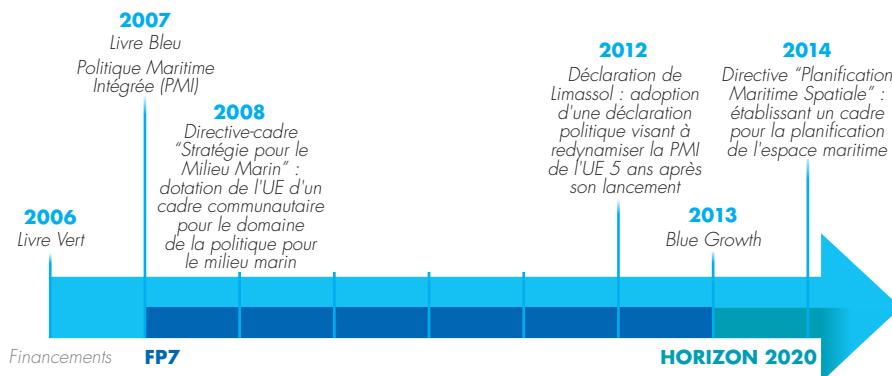
L'océan est le « poumon » de notre planète : **50 %** de notre oxygène, il est le thermostat du système climatique et absorbe **25 %** de nos émissions de CO₂.



L'Europe un continent orienté vers la mer

Le littoral de l'Union Européenne (UE) s'étend sur 68.000 km, soit trois fois plus que celui des États-Unis et la surface combinée de la ZEE de l'UE est de 25 millions de kilomètres carrés, soit la 1^{re} ZEE du monde. Près de la moitié de la population de l'Union vit à moins de 50 km de la mer et ces régions maritimes génèrent plus de 40 % du PIB de l'Europe. Enfin, selon le rapport "Blue Growth" paru en 2012, l'économie maritime de l'Union Européenne représente 5,4 millions d'emplois (7 millions en 2020) et une valeur ajoutée brute de près de 500 milliards d'euros par an. **Toutefois, ces chiffres ne sont qu'indicatifs.** 75 % du commerce extérieur de l'UE et plus de 37 % de son commerce intérieur sont transportés par mer ; tout ceci fait de l'Europe, un continent très orienté vers la mer.

Les politiques mises en œuvre pour une Europe maritime



Une politique maritime et des politiques sectorielles

La **Politique Maritime Intégrée (PMI)**, instituée en 2007, vise à renforcer le développement durable de l'économie maritime européenne, en facilitant la coopération et la coordination multisectorielle de tous les acteurs maritimes. Pour cela, elle s'est enrichie du rapport « **Blue Growth** » qui identifie les leviers de croissance du secteur maritime européen et sert d'outil de réalisation des objectifs définis dans la stratégie **Europe 2020** pour une croissance intelligente, durable et inclusive. La Croissance Bleue a identifié aussi bien les secteurs d'activités « traditionnelles » et les nouveaux secteurs qui serviront de véritables leviers de croissance : aquaculture, biotechnologies, EMR, *deep sea mining* et tourisme côtier. L'objectif est d'acquiescer un leadership européen sur la croissance bleue.

Cette PMI s'appuie également sur deux grandes directives qui ont pour but de protéger au mieux l'environnement marin (**Directive cadre « Stratégie pour le milieu marin »**) et d'organiser les activités qui se multiplient en mer (**Directive « Planification stratégique maritime spatiale »**).

Plusieurs politiques sectorielles comprennent également un volet maritime important comme la refonte du **Réseau Transeuropéen des Transports (RTE-T)** pour créer de véritables corridors de transports au sein de l'Union Européenne reliant les façades maritimes et les ports à l'hinterland européen. Cette politique vise aussi bien à développer les infrastructures portuaires que les infrastructures terrestres (fleuve, rail et route), reconnaissant le rôle clé du *shortsea* intra-européen qui représente 70 % du transport maritime en Europe.

L'avenir de la PMI et de l'économie maritime repose ainsi sur de nombreux acteurs institutionnels et privés, et sur la nécessité d'une harmonie entre toutes ces activités.

Une Europe maritime d'acteurs mobilisés

Les acteurs institutionnels

La politique maritime européenne s'appuie sur un jeu entre de nombreux acteurs institutionnels au premier rang desquels la Commission européenne, avec le Commissaire européen aux Affaires maritimes et à la pêche et la DG Mare, mais aussi d'autres Commissaires et DG. De son côté, le Parlement européen, déjà reconnu avec la Commission Pêche, veut jouer un rôle déterminant dans la mise en œuvre de la politique maritime et la reconnaissance de la Croissance Bleue avec la création de l'Intergroupe parlementaire « **Mers, rivières, îles et zones côtières** ». Fort de 83 Eurodéputés, cet Intergroupe se mobilise régulièrement pour aborder de manière spécifique et transversale tous les sujets qui la composent. Son secrétariat est assuré par la **Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe (CRPM)**. Organe public indépendant des institutions communautaires, la CRPM permet quant à elle la mise en place d'une politique régionale européenne forte encadrant toutes les régions d'Europe, la mise en œuvre d'une politique maritime intégrée contribuant d'avantage à la croissance économique européenne, ainsi que la prise en compte des besoins et des intérêts des RPM au sein de toutes les politiques ayant un impact territorial fort.

Les acteurs privés

Si l'Europe maritime est façonnée en premier lieu par des acteurs publics, les acteurs privés se sont également mobilisés et renforcent tant leur coopération que leurs actions pour affirmer le rôle et la place de la croissance bleue dans l'économie européenne.

Ainsi, l'**European Network of Maritime Clusters (ENMC)** a pour ambition de constituer une voix européenne commune aux dix-sept clusters nationaux qui constituent tous ensemble une véritable carte d'identité de l'économie maritime

européenne. Ses deux grands objectifs sont à la fois la réalisation d'une étude sur les chiffres de cette économie, et le soutien des Institutions européennes pour la création d'un Cluster Maritime Européen qui pèserait dans les décisions et les politiques du secteur à Bruxelles.

D'autre part, de nombreuses fédérations viennent défendre les intérêts des acteurs de leur secteur, au premier rang desquels **Sea Europe**. Née de la fusion entre l'Association des chantiers européens et l'Association des équipementiers européens, cette fédération se structure autour des dossiers clés pour le secteur de l'industrie navale, notamment la recherche et l'innovation, la formation et les financements. L'**ECSA** (European Community Shipowners' Association) fédère quant à elle 25 associations d'armateurs des pays-membres de l'UE et défend les intérêts des armateurs européens dans le contexte du dialogue social-sectoriel. L'**ESPO** (European Sea Ports Organisation) regroupe toutes les autorités gestionnaires et administratives des ports maritimes européens, soit environ 800 ports, afin de leur assurer une représentation auprès des institutions et d'y défendre les intérêts des autorités portuaires européennes, ainsi que pour encourager leur mise en œuvre proactive.

Des projets pour l'avenir

Tous ces acteurs se coordonnent au mieux dans le cadre de projets et d'initiatives qui dynamisent l'Europe maritime, grâce notamment aux financements européens. Outre les fonds structurels, les « **Programmes-cadres pour la recherche et le développement technologiques** », aussi appelés « Framework Programmes » (FP) financent la recherche et l'innovation en vue de soutenir la compétitivité de l'industrie européenne. Le 8^e programme **Horizon 2020** lancé en 2014 s'est ainsi substitué au dernier FP7 et sert d'appui aux différents secteurs, notamment maritimes, grâce à une couverture de 79 milliards d'euros.

En lien avec ces dispositifs institutionnels, les entreprises et industries maritimes européennes ont lancé différentes initiatives. En premier lieu peut être mentionnée la stratégie **LeaderSHIP 2020**, adoptée en 2013, qui formule des recommandations aux court et moyen termes en faveur d'une croissance durable et d'emplois de qualité, tout en traitant les enjeux sociaux auxquels font face la construction de navires et l'industrie maritime. En second lieu, c'est le rôle de la plateforme technologique **WaterBorne-TP**, un forum regroupant tous les acteurs du secteur maritime. Son objectif est de définir et de partager une vision commune du monde de la mer grâce à l'implémentation d'un agenda de recherche stratégique afin de conduire l'effort d'innovation maritime nécessaire à l'économie européenne.

Par ailleurs, et plus institutionnel, le **JPI Oceans** (Joint Programming Initiative) est une initiative de programmation conjointe sur les océans regroupant 20 États membres et associés qui, grâce à un Agenda Stratégique de Recherche et d'Innovation et d'un plan de mise en œuvre, génèrent des investissements dans les sciences marines couvrant l'ensemble des bassins maritimes européens.

Cette initiative devrait être renforcée par un **KIC Marine** (Knowledge and Innovation Community) sous la tutelle de l'Institut Européen d'Innovation et de Technologie pour la création duquel les acteurs européens militent depuis 2010. L'objectif à long terme sera de favoriser la disponibilité d'informations fiables et de qualité afin de permettre l'émergence d'une base de données complète et financée grâce à des investissements publics européens.

Ces projets et initiatives – liste non exhaustive – témoignent du dynamisme de l'Europe maritime à laquelle il faut ajouter de nombreux projets collaboratifs entre industries, laboratoires, clusters, plateformes de recherche, dans les secteurs maritimes notamment pour les EMR et les biotechnologies marines. La France a les atouts pour se placer en leader dans ce mouvement, à l'image de nombreuses entités membres du CMF très impliquées et actives dans la Croissance Bleue.

L'économie « bleue »
représente
5,4 millions
d'emplois et une
valeur ajoutée
brute de près de
500 milliards
d'euros par an.



Réseau des Clusters Maritimes Européens

Le *European Network of Maritime Clusters* (ENMC) est une confédération active regroupant actuellement des clusters nationaux constitués ou en cours de construction. Les travaux de l'organisation portent toujours sur l'échange des bonnes pratiques, et maintenant

sur des initiatives paneuropéennes importantes devant permettre de faire mieux entendre "The Maritime Voice" auprès des instances bruxelloises. **La marche vers un véritable Cluster Maritime Européen a commencé !**

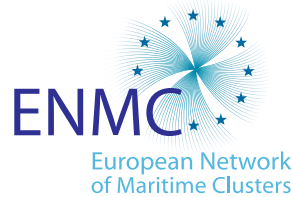
L'Union Européenne possède la plus grande ZEE du monde

avec **25** millions de km². Elle dispose également de la première flotte marchande du monde.



European Network of Maritime Clusters

www.enmc.eu



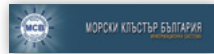
Allemagne :
Bundesministerium für Wirtschaft und Technologie
www.bmwi.de



Belgique :
Flanders' Maritime Cluster
www.flanders-maritime-cluster.be



Bulgarie :
Marine Cluster Bulgaria
www.marinecluster.com



Danemark :
Maritime Development Center of Europe
www.maritimecenter.dk



Espagne :
Cluster Marítimo Español
www.clustermaritimo.es



Finlande :
Meriliitto
www.meriliitto.fi



France :
Cluster Maritime Français
www.cluster-maritime.fr



Irlande :
Irish Maritime and Energy Resource Cluster
www.imerc.ie



Islande :
Iceland Ocean Cluster
www.sjavarklasinn.is



Italie :
Federazione del Mare
www.federazionedelmare.it



Luxembourg :
Cluster Maritime Luxembourgeois
www.cluster-maritime.lu



Norvège :
Maritimt Forum
www.maritimt-forum.no



Pays-Bas :
Nederland Maritiem Land
www.maritiemland.nl



Pologne :
Polski Klaster Morski
www.klastermorski.com.pl



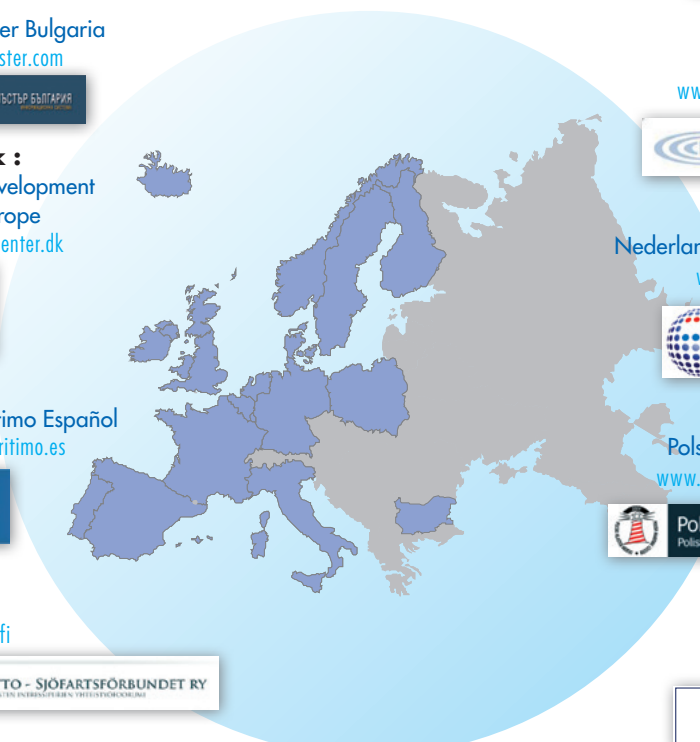
Portugal :
Fórum Oceano
www.oceano21.org



Royaume-Uni :
Maritime UK
www.maritimeuk.org



Suède :
Sjöfartsforum
www.maritimeforum.se



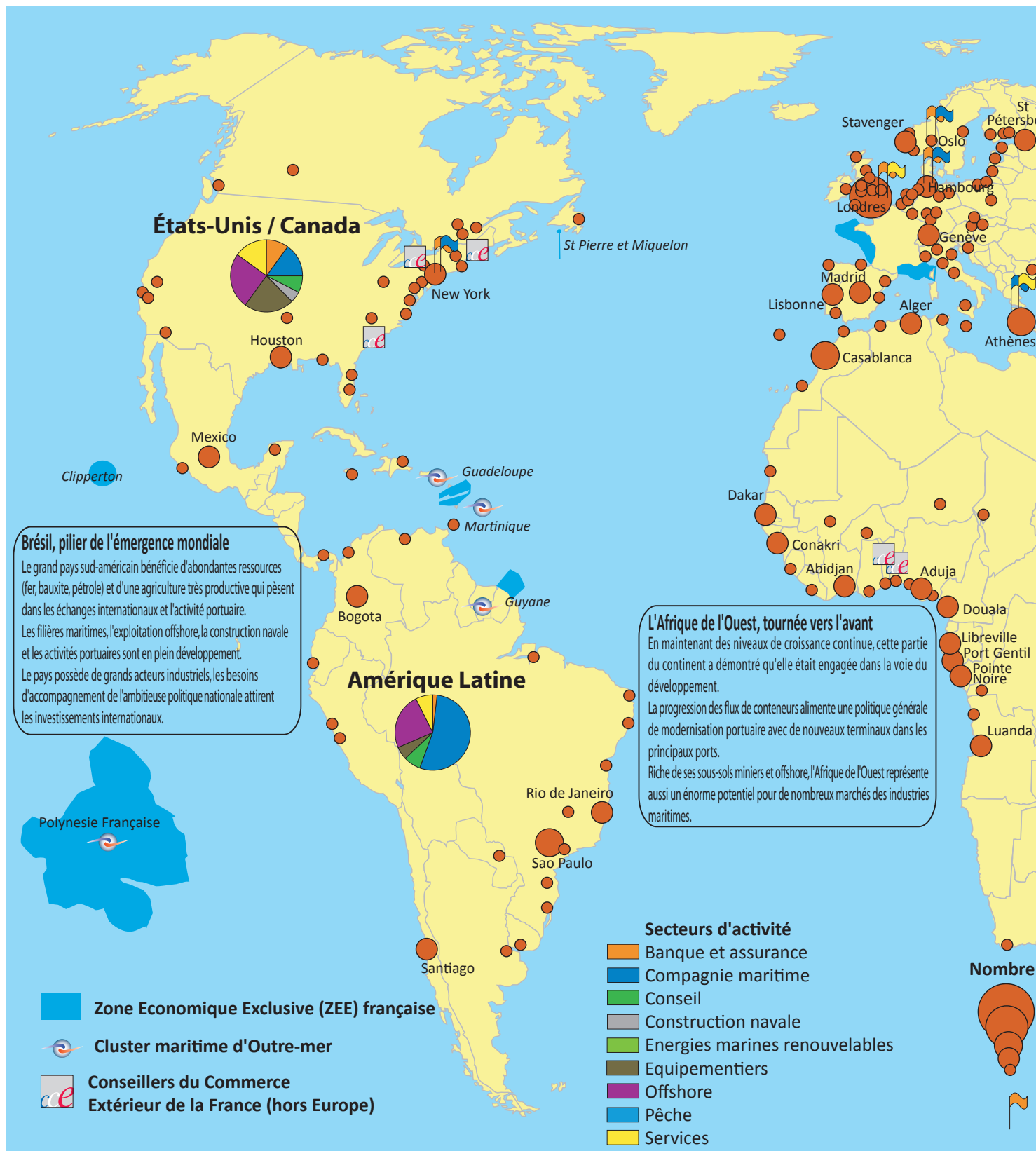


Cluster Maritime Français

Le Faire-Savoir Maritime
The Maritime Voice

Les membres du Cluster Maritime

Entreprises françaises du CMF à l'international, Conseillers du Commerce



Remerciement aux entreprises ayant alimenté cette cartographie : Alstom, Aquimer, ASV, Axa Corporate Solutions, AXS Marine, BNP Paribas, Bourbon, BRS, Bureau Veritas, Cegelec/Vinci Energie, CGG, CMA-CGM, Crocean, Daher, Dassault Systèmes, DCNS, DCI Navfco, Département de la Charente-Maritime, EDF EN, Eolfi, Ernst & Young, Filhet Allard, ENGIE, Grand Port Maritime de Bordeaux,

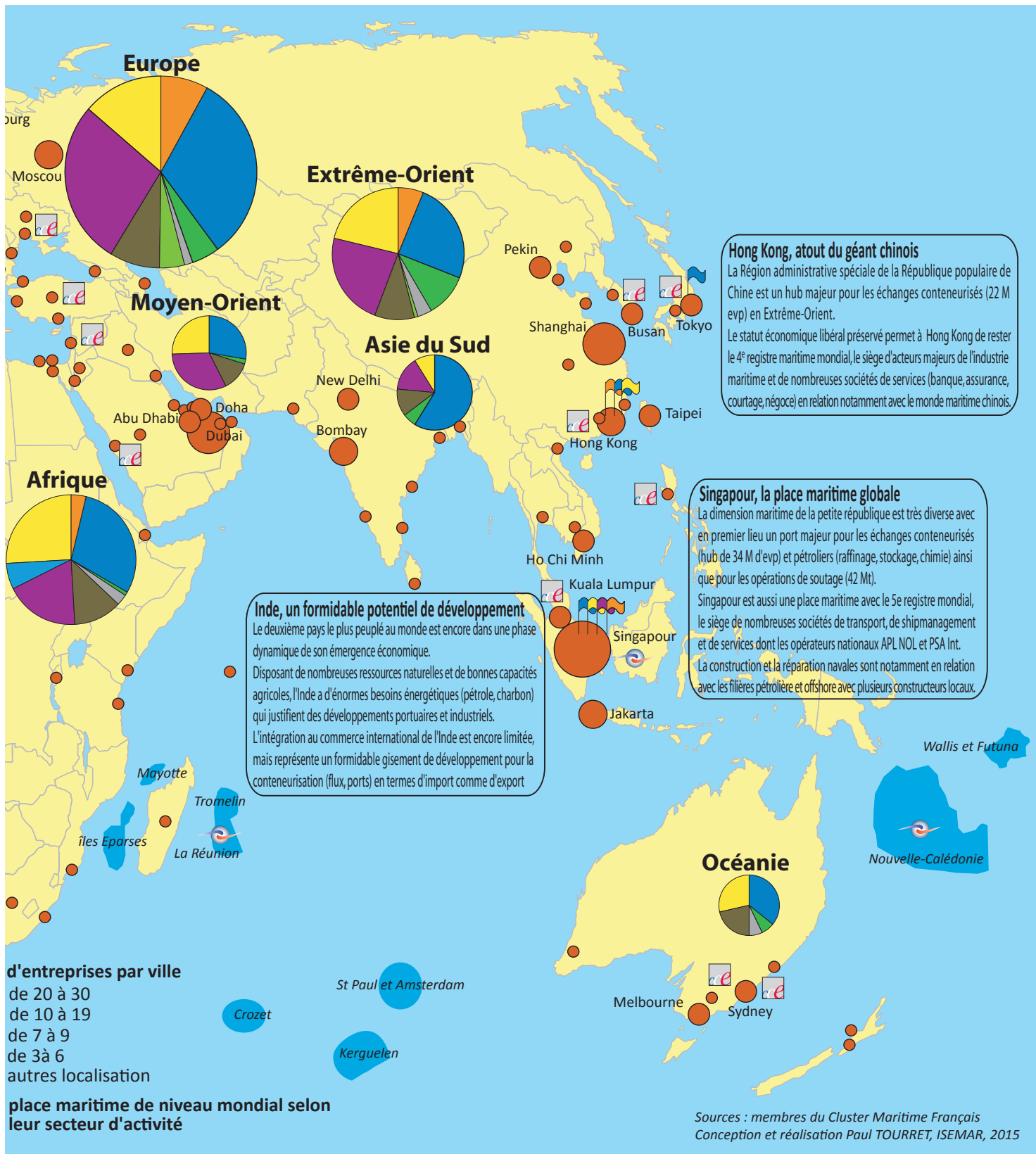
Français au grand large



ISEMAR

INSTITUT SUPÉRIEUR D'ÉCONOMIE MARITIME
NANTES - SAINT NAZAIRE

Extérieur des sociétés membres du CMF, Clusters maritimes d'Outre-mer



Grand Port Maritime de Nantes St Nazaire, Helvetia, Groupe Eyssautier, Gaz Transport Technigaz, Haropa, Havre Développement, Ifremer, Jifmar, JLMD, LOUIS DREYFUS ARMATEURS, Necotrans, Piriou, Raets Marine, Région des Pays de la Loire, S2F Navispec, Sagem, Seaowl, Shom, Socatra, Surtymar, Technip, Thales, Total, UAPF, Zodiac Milpro, Worms.

Outre-mer et international

C'est grâce aux DOM-COM que la France possède aujourd'hui le deuxième espace maritime du monde : l'Outre-mer donne à la France 97 % des 11 millions de kilomètres carrés de sa ZEE (Zone Économique Exclusive), incluant 55.000 km² de récifs coralliens et lagons, soit environ 10 % de la superficie mondiale, et lui assure une présence tout autour de la planète. Quel autre pays peut aujourd'hui se targuer d'être un "empire sur lequel le soleil ne se couche jamais" ?

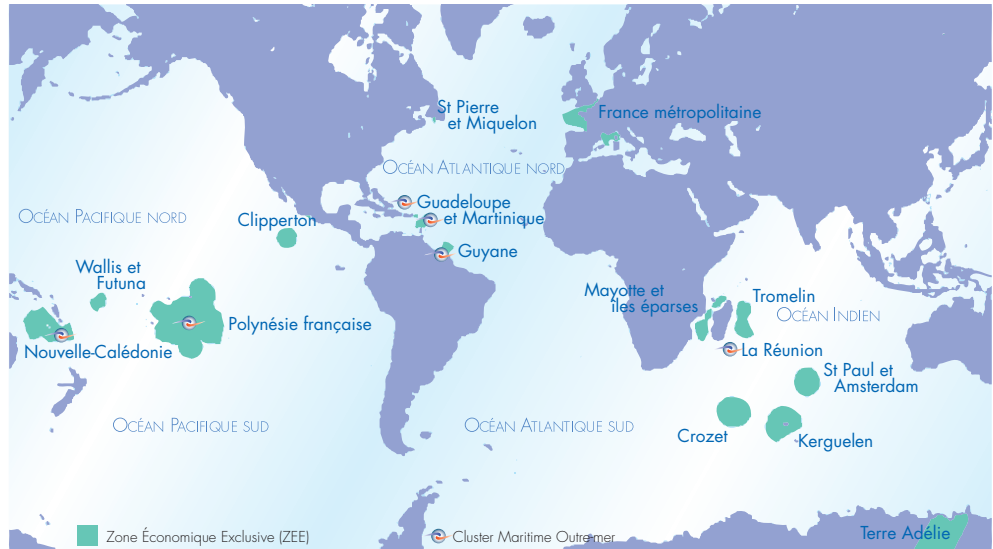
En 2009 a eu lieu le premier CIOM, Conseil Interministériel de l'Outre-mer (depuis, ce CIOM n'a pas été réitéré). Nombre de mesures édictées touchent la mer, prolongement naturel et ressource essentielle pour les DOM-COM, particulièrement à même de développer les activités économiques maritimes déjà existantes, et de s'inscrire dans une démarche "tournée vers le large" selon le souhait du Ministère des Outre-mer.

La Mer présente ainsi de réelles opportunités pour l'Outre-mer :

- ressources alimentaires (ressources halieutiques),
- ressources biologiques (pharmacie, santé, ...),
- ressources commerciales (relais des routes maritimes et pôle de distribution),
- ressources énergétiques (pôle de développement des EMR),
- ressources touristiques.

Les attentes ultramarines méritent d'être examinées avec attention : les règles générales dans le fonctionnement de l'Union Européenne doivent être adaptées aux cas spécifiques que sont les territoires d'Outre-mer, et ses décisions politiques ayant un impact sur la vie économique doivent être, au minimum, relayées aux acteurs du terrain.

90 % des richesses de la ZEE française se trouvent dans les DOM-COM (pétrole, gaz, terres rares), avec des gisements importants en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna.



En ce sens, le Cluster Maritime Français croit au développement maritime des Outre-mer, et à son échelle, a initié, avec les acteurs locaux, la création de "structures correspondantes" qui comptent "peser" dans leur économie et politique locales. Les premiers clusters ont ainsi été créés officiellement en **Guadeloupe** (mai 2011), à **La Réunion**

(septembre 2011), et ont été suivis par la **Guyane** (mai 2012), et la **Martinique** (juin 2013), et enfin la **Polynésie Française** (juin 2014) et la **Nouvelle-Calédonie** (août 2014). Ils sont désormais à l'œuvre pour rassembler les acteurs maritimes locaux, porter leurs projets et développer le secteur maritime en Outre-mer.



Cluster Maritime Guadeloupe

Mail : contact@clustermaritime-guadeloupe.com
25 membres



Cluster Maritime Martinique

Site Internet : www.clustermaritime-mq.com
Mail : contact@clustermaritime-mq.com
16 membres



Cluster Maritime La Réunion

Mail : clustermar.reunion@gmail.com
25 membres



Cluster Maritime Polynésie Française

Site Internet : www.cluster-maritime.pf
Mail : contact@cluster-maritime.pf
33 membres



Cluster Maritime Guyane Française

Site Internet : www.cluster-maritime-guyane.fr
Mail : contact@cluster-maritime-guyane.fr
32 membres



Cluster Maritime Nouvelle-Calédonie



La Voix du Maritime

Site Internet : www.clustermaritime.nc
Mail : secretariat@clustermaritime.nc
52 membres

À l'international

LE FRENCH MARITIME CLUSTER
COMMITTEE À SINGAPOUR
[www.fccsingapore.com/committees/
French-Maritime-Cluster](http://www.fccsingapore.com/committees/French-Maritime-Cluster)



© MBS and Merlion (CF)

L'Asie, moteur de la croissance mondiale, est l'espace où se joue la reprise de la croissance économique dans les années à venir (cf. Rapport d'information du Sénat du 14 juillet 2014).

L'Asie sera en 2030 le premier foyer de création de richesses, d'innovation scientifique et technique et représentera plus du tiers du Produit Intérieur Brut mondial.

L'Asie est le premier partenaire commercial de l'Europe et la France y a des intérêts stratégiques en tant que puissance riveraine des océans Indien et Pacifique.

Avec un trafic de plus de 50.000 navires par an, on estime que 40 à 50 % du commerce mondial passe par le Déroit de Malacca.

Singapour une place maritime incontournable

Naturellement, par son emplacement stratégique sur la route Europe-Asie, son histoire, sa stabilité économique et politique, ce micro territoire insulaire a fait du transport et des industries maritimes un secteur clé de son développement.

Ce statut s'explique aussi par la performance de son port, devenu majeur pour les échanges conteneurisés, 2^e au niveau mondial (31,6 Millions d'EVP en 2012) et pour le raffinage et la pétrochimie et bientôt le gaz. Le secteur du marché de la croisière est, lui aussi en plein développement.

Plus de 5.000 entreprises œuvrent dans le secteur maritime à Singapour, générant plus de 100.000 emplois et 7 % du PIB (chiffre d'affaires de 16 Mrds US\$).

Cela passe aussi par l'affirmation de ses multiples acteurs portuaires, maritimes, navals (spécialisés dans la réparation et conversion de navires pour l'exploration et la production pétrolière), et en ingénierie offshore ; par sa place financière et ses services (banque, assurance, courtage) ; et aussi par ses nombreuses entreprises étrangères implantées, dont notamment celles du transport et des industries maritimes.

Le Comité du Cluster à Singapour

En juin 2014, le Cluster a créé le "French Maritime Cluster Committee" (FMCCS) en association avec la Chambre de Commerce Française de Singapour (FCCS) afin de renforcer les entreprises des secteurs maritimes français ou plus simplement de soutenir l'économie maritime française en Asie du Sud-Est.

Le FMCCS est un lieu de réflexion, d'échanges, de networking, de lobbying et un outil de promotion de ces entreprises, avec une vue transverse, travaillant sous forme de club d'affaires en relation avec les comités plus sectoriels de la FCCS. Depuis un an, le FMCCS a été très actif et a organisé de multiples visites de sites, des rendez-vous de business et de networking, des rencontres avec des responsables de projets et avec des institutions maritimes et portuaires singapouriennes.

Dans le cadre d'une cartographie des industries maritimes françaises en Asie réalisée en 2015 par un groupe d'étudiants de l'ESSEC Singapour pour le FMCCS, plus de 80 entreprises françaises ont été recensées en ASEAN, dont plus de 50 implantées à Singapour. Cette étude a permis aussi d'analyser 5 secteurs porteurs en ASEAN :

- les chantiers navals, contractants et fournisseurs de systèmes de solutions,
- l'ingénierie offshore, fournisseurs de systèmes et solutions, énergies marines renouvelables,
- le transport et la logistique,
- les industries de défense, fournisseurs de technologies de surveillance et systèmes de défense,
- les services périphériques (IT et télécommunications, banquiers, courtiers, assureurs, certification).

A partir de ces analyses, la prochaine étape du FMCCS, en 2015-2016, sera, en s'appuyant sur les puissantes associations locales de l'industrie du maritime :

- l'étude de la stratégie singapourienne dans le maritime, ses évolutions ;
- l'étude des grands partenariats du maritime de la Cité-État dans le monde ;
- l'analyse et la vision stratégique Singapourienne de cette industrie pour le moyen terme.

C'est au travers de ces connaissances que le FMCCS devrait être en mesure de promouvoir au mieux l'offre française maritime produit/services/capacité en Asie du Sud-Est.

Clipperton, un atoll de
1,7 km² perdu au
milieu du Pacifique, offre
à la France une ZEE de
440.000 km²
soit presque la superficie de la
France métropolitaine.



Grands projets

La mer suscite des rêves que les acteurs du maritime s'emploient à réaliser par la quête permanente de technologies innovantes afin de profiter pleinement des richesses et des opportunités de business en mer. Les idées visionnaires des grands projets du maritime, repoussent les limites de la vitesse, du large, de la profondeur et des savoir-faire. Aujourd'hui, abouties ou non, elles sont aussi les prémices de marchés qui se développent et seront demain des secteurs clés, autant de facteurs déterminants pour assurer à la France des atouts compétitifs. Elles rassemblent ainsi toute la France, en reflétant l'excellence de ses entreprises et l'audace d'une communauté de professionnels qui portent à l'international des symboles de réussite.

« Green is good. Blue is better. » :
Né dans l'urgence de la menace
environnementale, un nouveau
courant d'architecture tente de
construire des cités écologiques
sur des îles nouvelles. L'architecture
bleue veut conquérir les mers !



HYDROPTÈRE

www.hydroptere.com

Le trimaran le plus rapide de la planète allie le rêve et la haute technologie. Ce voilier hors normes survole les océans à très haute vitesse et combine les techniques de pointe de l'aéronautique et du génie maritime. *L'Hydroptère* est un projet unique et avant-gardiste qui véhicule des valeurs technologiques et humaines d'une force rare. Son objectif est de démontrer le potentiel au large des voiliers "volants". Alain Thébault, son concepteur et skipper, a détenu en 2009 le record absolu de vitesse à la voile sur un mille nautique (50,17 nœuds soit 95 km/h de moyenne). Désormais, Alain Thébault, Anders Bringdal, Philippe Perrier et Boris Prat travaillent sur *L'Hydroptère Rocket*, un projet de haute vitesse sur trois ans. Objectif 100 nœuds ! Le premier bateau de la nouvelle génération devrait être mis à l'eau dès le printemps prochain.



Hydroptère © Francis Demange

LE NOUVEAU PAQUEBOT FRANCE

www.lenouveaufrance.com

Le monde de la croisière n'a jamais connu un tel essor.

33 nouvelles constructions de paquebots sont prévues d'ici 2019, majoritairement sur le créneau du « mass market ». Avec 600.000 croisiéristes français en 2014, le marché national est en constante augmentation.

Il est donc pertinent de saisir cette opportunité et d'offrir aux concitoyens un navire emblématique,



© Nouveau France

héritage du passé français de transatlantiques prestigieuses !

Le nouveau *FRANCE* propose une expérience de la croisière différente.

Ce navire ambassadeur de la « french touch », pouvant accueillir un nombre limité de passagers (800), présente un design révolutionnaire, inspiré des cheminées mythiques de l'ancien France. Son profil de coque puissant se décline à l'arrière en terrasses successives pour aboutir à une marina permettant aux passagers d'accéder directement à la mer.

Il associe également le talent de grands décorateurs à l'excellence française en matière de gastronomie sous la direction d'Alain Ducasse.

Résolument innovant, il revendique enfin les qualités écologiques qui seront l'apanage des navires de demain.

Prendre le temps, profiter de l'espace, redécouvrir la mer, l'ambition de ce navire est de porter haut les couleurs de la France et de ses talents.

NEOLINE

www.neolinetransport.com

Le projet Neoline, initié et porté par des professionnels de la marine marchande française, a pour ambition de concevoir, faire construire et exploiter une solution novatrice de transport de fret par cargo à propulsion principale vélique : cette solution de transport sobre, qualitative et efficiente



sera conforme aux normes environnementales les plus exigeantes.

Le *Neoliner*, navire roulier de 5.300 tpl, sera doté d'un gréement duplex innovant et d'un dispositif de propulsion auxiliaire diesel électrique lui permettant d'offrir une régularité d'exploitation conforme aux pratiques du marché. Grâce à un objectif de réduction de 90 % de la consommation d'hydrocarbures et des émissions de GES sur une traversée océanique, l'offre Neoline sera à la fois compétitive et proche de l'excellence environnementale. Le premier exemplaire du *Neoliner* assurera une liaison transatlantique entre le range nord européen et le Québec.

La réussite du projet Neoline doit à terme déboucher sur l'armement de plusieurs unités adaptées à différentes routes maritimes et ce faisant porter témoignage de la capacité de la filière maritime française à occuper une position de premier rang dans la mise en œuvre de solutions de transport maritime pérennes et écoresponsables.

OCEAN FRESH WATER

www.ocean-fresh-water.com

La DEEP OCEAN WATER est issue de la fonte des glaciers dont l'origine remonte à près de 2.000 ans. Eau froide provenant des grandes profondeurs marines, cette eau de qualité exceptionnelle est une matière première inépuisable. La DEEP OCEAN WATER est connue pour sa pureté incomparable ainsi que sa haute teneur en minéraux et oligoéléments. Ses vertus thérapeutiques sont également démontrées scientifiquement par diverses études internationales.

Afin d'exploiter cette richesse venue des profondeurs, Ocean Fresh Water (OFW) a mis en place un concept innovant consistant en la production d'eau d'exception – la DEEP OCEAN WATER - puisée à 300 mètres de fond par ses navires-usines.

OFW, compagnie maritime, a pour objectif non seulement la production mais la commercialisation de cette eau unique, luxueuse et prisée par une population soucieuse de son bien-être, sous sa marque NEREE DEEP OCEAN WATER.



Aujourd'hui, l'implantation du marché de la DEEP OCEAN WATER ne peut être remise en cause. En effet, cette dernière, dont la demande internationale ne cesse d'accroître, a déjà fait son apparition à l'étranger. Toutefois, OFW se démarque de ses concurrents par son processus novateur. La production des bouteilles NEREE DEEP OCEAN WATER se fera, non pas à terre, mais directement sur ses navires-usines ainsi capables de produire chacun jusqu'à 375 millions de litres de DEEP OCEAN WATER embouteillée par an. Une production non négligeable qui facilite la livraison et ayant un impact à la fois économique et écologique.

« Voilier du Futur » fédère **22** projets innovants de la filière nautique, visant à réaliser un démonstrateur de voilier de croisière du futur qui intégrera des éco-innovations dans les domaines des matériaux, de l'énergie, du traitement des eaux usées, du gréement, de l'accastillage, de l'ergonomie et de la sécurité.



Création de Jacques Rougerie, *SeaOrbiter* est un vaisseau unique au monde développant un nouveau concept d'observation sous-marine des océans par l'homme, en continu, 24h/24. Il permettra une meilleure compréhension des phénomènes marins, notamment ceux liés à la problématique du réchauffement climatique, et un nouvel inventaire de la richesse des océans pour une préservation de leurs ressources – comme de celles de notre planète. C'est, aussi, un vaste programme de communication, à très grande portée éducative, moteur d'une nouvelle aventure proposée aux hommes à l'échelle de la Méditerranée, de l'Europe et du Monde. C'est enfin un projet industriel innovant, véritable plateforme de tests permettant la mise en œuvre de nombreuses solutions technologiques novatrices, notamment liées à l'utilisation des énergies marines renouvelables.

Au cœur du vaisseau, le laboratoire pressurisé constitue un véritable simulateur spatial qui permettra à un équipage de 6 à 8 astronautes Nasa ou Esa (European Space Agency) de s'entraîner pour les futurs vols habités et d'effectuer des sorties extravéhiculaires, sans contrainte, dans le milieu sous-marin environnant, pour des observations et des expérimentations similaires aux protocoles spatiaux.



© Jacques Rougerie Architecte

© SeaOrbiter © Jacques Rougerie

Plateformes Offshore Multi-Usages

L'implantation d'activités industrielles en mer répond aux besoins du XXI^e siècle : exploitation des ressources énergétiques et minérales, EMR, eau douce, parcs aquacoles et ports offshore face à la congestion des littoraux, etc. Les plateformes offshore multiusages (POMU) présentent une option originale d'accueil de ces activités.

Constituées de flotteurs en béton reliés entre eux par des liaisons élastiques amorties selon une architecture modulaire et évolutive, les POMU seront des infrastructures de grande taille stables face à la houle. Leur modularité facilitera leur transport, leur assemblage et leur entretien. Les premiers marchés visés sont les ports offshore et le soutien logistique à l'offshore,

le soutien aux parcs éoliens EMR ainsi qu'aux fermes d'aquaculture, puis la valorisation des bioressources marines, avant d'accueillir d'autres activités (plaisance, usines de dessalement, etc.) Plusieurs projets en Europe et dans le monde sont à l'étude, et les atouts de l'industrie française (navale, offshore, BTP) la placent au premier rang pour le développement de ces POMU.

Ce développement requiert la collaboration active de tous les acteurs de l'économie maritime (génie maritime et génie civil) qu'ils en soient les concepteurs, les constructeurs ou les futurs utilisateurs pour répondre ensemble aux nombreux défis qui se posent encore (économiques, techniques, environnementaux, socioculturels, juridiques, etc.).

Comme ce projet, soutenu par le CMF et le CORICAN, est encore au stade exploratoire, les travaux de R&D sont dans l'attente d'un soutien public.



© DCNS

Les Pôles de compétitivité Mer Bretagne Atlantique et Mer Méditerranée

Les 70 Pôles de compétitivité sont des leviers pour susciter l'innovation et favoriser la croissance et la création d'emplois. Parmi leurs missions, ils développent des projets collaboratifs innovants, montent des opérations à l'export et assurent une veille sur les aides et le financement à destination des PME. Forts de leurs succès et compte tenu

des attentes et besoins du maritime, les Pôles Mer Bretagne Atlantique et Mer Méditerranée ont étendu en 10 ans leur rayon d'action et multiplient des liens avec d'autres secteurs de l'économie et Pôles de compétitivité pour créer un véritable écosystème générateur de croissance à partir de tous les business liés à la mer.

LES PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ MER BRETAGNE ATLANTIQUE ET MER MÉDITERRANÉE

www.pole-mer.fr



© Franck Mazaes - Fotolia

Les Pôles Mer en chiffres :

- **6** domaines d'actions stratégiques
- **715** adhérents
- **2** façades maritimes (Manche/Atlantique et Méditerranée), et une ouverture internationale validée sur un terrain d'expérimentation national que représente la Zone Economique Exclusive de plus de 11 millions de km²
- Plus de **470** projets labellisés représentant un montant global de R&D d'**1,4 milliard d'euros** dont :
 - **125** projets terminés ou en cours représentant un montant de financement public de près de 500 millions d'euros
 - **23** projets structurants impulsés ou soutenus pour un budget de 1,2 milliard d'euros.

23 % C'est la hausse moyenne observée entre 2006 et 2009, de l'emploi consacré à la R&D des PME et ETI impliquées dans les pôles de compétitivité.



Depuis leur création en 2005, les Pôles de compétitivité Mer Bretagne Atlantique et Mer Méditerranée représentent le pivot des investissements dans la recherche et le développement des techniques et des technologies de demain appliquées au monde maritime.

Les deux Pôles et leurs membres ont pour ambition partagée de développer durablement l'économie maritime et littorale. Cette ambition se décline en trois orientations stratégiques :

- être un des principaux leviers de la politique maritime intégrée,
- être une référence internationale dans le domaine maritime et littoral et valoriser leurs membres et leurs territoires à travers la marque "Pôle Mer",
- être un moteur de la compétitivité des entreprises.

En 10 ans, c'est 1,4 milliard d'euros d'investissements privés et publics, dans plus de 470 projets collaboratifs portés par un écosystème de plus de 700 membres, dont 60 % de PME, et représentant 100.000 emplois.

Les Pôles concentrent également environ 90 % de la recherche et formation françaises en sciences et techniques de la Mer.

Ce modèle innovant de deux Pôles étroitement coordonnés, à fort ancrage territorial et couvrant les deux façades maritimes métropolitaines (Manche/Atlantique et Méditerranée) de façon complémentaire, connectés à l'Outre-mer, et développant un réseau de rayonnement international, a été largement validé par l'expérience.

Les activités maritimes et littorales réunies par le partage d'un même milieu sont vastes et diversifiées. Les deux Pôles ont donc structuré leur stratégie autour de 6 Domaines d'Actions Stratégiques dont les périmètres et les enjeux principaux sont communs aux deux territoires :

- sécurité et sûreté maritimes,
- naval et nautisme,
- ressources énergétiques et minières marines,
- ressources biologiques marines,
- environnement et aménagement du littoral,
- ports, infrastructures et transports maritimes.

Leur statut d'interlocuteur légitime et pertinent a été reconnu par leur implication dans l'ensemble des instances liées au maritime tant au niveau national qu'europpéen et leur succès dans les investissements d'avenir est le témoignage de leur réussite.

Des projets Pôles Mer :

■ **Projet STATIONIS :**

Domaine : "Ressources énergétiques et minières marines".

Outil d'aide à la décision pour l'architecture des liaisons fond-surface d'une ferme éolienne flottante. Ce projet a pour objectif de développer un outil d'aide à la décision permettant de prédéterminer rapidement, pour une ferme éolienne flottante donnée, l'architecture optimale de l'ancrage et de l'architecture électrique interne jusqu'au poste de livraison en mer. L'outil consistera en un logiciel destiné aux entreprises du secteur de l'éolien flottant : développeur de projet, développeur de technologie, société d'ingénierie, acteur étatique, etc. Son interface graphique 3D permettra une configuration rapide des paramètres d'une ferme éolienne flottante.

■ **Projet SÉRÉNITÉ :**

Domaines : "Naval et nautisme" et "Pêche, aquaculture".

Un navire de pêche côtière plus sûr, plus propre et plus économe.

Le projet SÉRÉNITÉ consiste à construire un démonstrateur de navire de pêche côtière de moins de 12 mètres dans le but de mettre sur le marché un navire polyvalent et innovant qui sera, pour les armateurs, un outil d'exploitation plus économe et plus écologique que la flottille de pêche existante.

Les innovations vont porter sur l'architecture du navire, l'utilisation de matériaux bio-sourcés et l'intégration d'une motorisation diesel-électrique.

■ **Projet MCGS :**

Domaine : "Environnement et aménagement du littoral".

Centre de traitement de données spatiales et de services océanographiques.

L'objectif de MCGS est de fournir des informations environnementales personnalisées sur le milieu marin, à partir des satellites Sentinel du programme COPERNICUS, pour la surveillance opérationnelle, l'optimisation de moyens humains et matériels, et le respect des réglementations hauturières et côtières. Il correspond à la demande de l'ESA/UE de construire des centres de traitements de données collaboratifs au sein du programme COPERNICUS (précédemment GMES) pour la fourniture de services personnalisés aux acteurs locaux et nationaux, publics et privés, impliqués dans le milieu marin.

Transport maritime et services aux armateurs

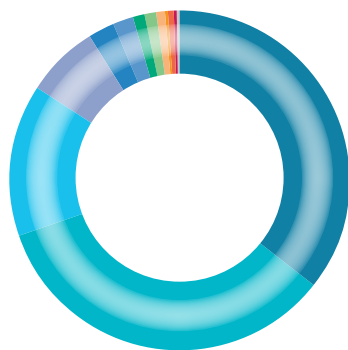
Chiffre d'affaires (transports maritimes et côtiers, services portuaires, maritimes) 14,6 milliards €

Emplois français directs des compagnies maritimes 16.000 navigants
6.000 sédentaires

Source : Armateurs de France

La flotte de commerce sous pavillon français au 1^{er} janvier 2015

Jauge brute en milliers de tonnes



1.814.233	Porte-conteneurs intégraux
1.726.529	Navires pétroliers
728.455	Transbordeurs
359.704	Transporteurs de gaz liquéfié
120.026	Câbliers
97.437	Navires de recherche
63.535	Rouliers
49.004	Paquebots et navires de croisière
37.324	Remorqueurs
25.069	Cargos polyvalents et mixtes
18.551	Navires sabliers
12.080	Vedettes à passagers
9.403	Autres types de navires*
2.215	Services de pilotage
2.035	Autres navires de vrac sec polyvalents
TOTAL 5.065.600	

* Hors navires de service

Source : Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie/Armateurs de France

© Renan Donivan / LOUIS DREYFUS ARMATEURS



Les armateurs français Une flotte jeune, une offre complète et diversifiée

En 2015, l'armement français compte une centaine de compagnies qui opèrent près de 1.000 navires dont 554 sous pavillon français.

Un atout important de l'armement français : avec une moyenne d'âge de 7 ans, sa flotte est une des plus jeunes et diversifiées au monde.

Soucieux de l'environnement et de la sécurité, à la pointe de l'innovation technologique, les armateurs français se mobilisent pour améliorer sans cesse les conditions d'exploitation de leurs navires. Ils s'appuient sur des personnels navigants bien formés dont le savoir-faire est reconnu internationalement.

Autant de points forts qui placent de manière récurrente le pavillon français en tête de la "Liste blanche" du classement international du "Mémoire de Paris sur le contrôle des navires par l'État du Port". À travers ce classement, c'est bien l'excellence du pavillon français en matière de sécurité, de normes sociales et environnementales qui est distinguée sur la scène maritime internationale.

Au cabotage comme au long cours, les armateurs français sont présents partout dans le monde et transportent tout type de marchandise. Sous pavillon français, ils garantissent la sécurité des approvisionnements stratégiques ou énergétiques du pays. Présents dans le transport de passagers, ils assurent aussi à partir de la France la desserte des îles françaises et du reste de l'Europe. Depuis de nombreuses années, les armateurs français sont enfin très présents sur les activités de services : recherche océanographique, pose de câbles, offshore pétrolier, énergies marines renouvelables, etc.

Forts de champions mondiaux mais également d'un tissu très dense de petites et moyennes entreprises sur tout le littoral et Outre-mer, les armateurs français sont aux avant-postes de la mondialisation et assurent le lien entre la France et le reste du monde.

ARMATEURS DE FRANCE
www.armateursdefrance.org

Armateurs de France, l'organisation professionnelle des entreprises françaises de transport et de services maritimes, représente 54 entreprises françaises.

Armateurs de France a pour missions de :

- défendre et promouvoir les intérêts des entreprises maritimes françaises ;

- représenter les entreprises auprès des instances françaises, communautaires et internationales ;
- assurer la communication et la promotion de l'image du transport et des services maritimes ;
- négocier les conventions collectives et les accords de branches ;
- informer et conseiller ses adhérents.

La flotte de commerce française se classe au premier rang mondial de la qualité et de la sécurité (classement PSC), et comptait **179** navires de plus de **100** UMS au 1^{er} janvier 2015.



Les principaux domaines d'activités des armateurs :

Les conteneurs

CMA CGM

www.cma-cgm.com



Jules Verne © CMA CGM

Le groupe CMA CGM est aujourd'hui le troisième groupe mondial de transport maritime en conteneurs et le premier français.

- 16,7 milliards de US\$ en 2014,
- 465 navires dont 89 en propriété,
- 12,2 millions d'EVP transportés en 2014,
- couverture géographique étendue : 655 agences, dans 160 pays ,
- 22.000 salariés dont 4.700 en France.

MARFRET

www.marfret.fr

PME familiale, Marfret exerce le double métier de transporteur maritime et d'armateur. La compagnie emploie 150 personnes et son chiffre d'affaires s'élève à 190 millions d'euros. Avec ses 5 lignes régulières, Marfret a une forte présence territoriale dans trois grandes zones géographiques : Europe et Méditerranée, Amérique et Caraïbes, et Pacifique Sud.



© FOTOFITTE - Marfret Guyenne

Le vrac sec

Par ailleurs, le transport de vracs solides est particulièrement bien représenté avec en particulier **Louis Dreyfus Armateurs** (voir page 18) et :

ABCRM

www.abcrm-shipping.com

ABCRM est une filiale de SMO, une société familiale depuis plus de 25 ans. ABCRM propose des services de transport maritime et fluvial avec des navires de premier choix tout en bénéficiant d'un programme d'investissement pour répondre toujours mieux aux attentes de sa clientèle. La flotte comporte actuellement 4 navires : *André Michel 1*, *Laguêpe*, *Frelon* et *AM Larafale*.

3 navires sont exploités sur l'axe Rhône-Méditerranée. L'*AM Larafale* est quant à lui en service dans le Golfe de Gascogne et autour de la péninsule ibérique. Ils transportent tous types de produits – vrac, divers, colis lourds.

Le volume annuel transporté représente plus de 300.000 MT.

Le bureau de Port-Saint-Louis-du-Rhône se charge de la commercialisation de ces navires et de leur consignation pour les escales sur le Rhône. ABCRM agit également comme courtier de fret maritime, faisant ainsi bénéficier ses clients de ses connaissances en la matière et de son réseau de contacts étendu.

La société organise aussi des transports fluviaux sur l'ensemble des voies navigables intérieures.

AGENCE MARITIME DE L'OUEST

www.amo-ship.com

Si la vocation première de la société, fondée en 1912 à Paimpol en Bretagne, était l'armement au



© Agence Maritime de l'Ouest

cabotage, celle-ci s'est progressivement étendue à de nouvelles activités et l'AMO exerce aujourd'hui les métiers d'armateur, gestionnaire de navire, opérateur et courtier en affrètement maritime, manutentionnaire et logisticien portuaire dans les ports de Cherbourg et des Côtes d'Armor. Parallèlement, la société développe ses activités de commissionnaire de transport dans le cadre de prestations de bout en bout. Au quotidien, le transport du vrac sec et conventionnel, les colis lourds et encombrants, le remorquage et les travaux maritimes constituent l'activité principale de la société. De plus, l'AMO dispose de filiales à Hambourg et Rotterdam, et de partenariats dans les domaines de l'armement vrac sec/conventionnel, du levage lourd et du remorquage.

COMPAGNIE ARMORICAINE DE NAVIGATION

La Compagnie Armoricaine de Navigation (CAN) est un armateur sablier, filiale du groupe breton Roullier. Elle arme deux navires sabliers à élinde traînante, le "Côtes de Bretagne" et le "Côtes d'Armor", immatriculés à Paimpol, qui exploitent des gisements marins d'amendements calcaires sur les côtes nord de la Bretagne et de sables siliceux en Atlantique. Ces deux navires interviennent également pour des chantiers de travaux maritimes, notamment des opérations de ré-ensablement ou de remblaiement hydraulique.



© CAN

DRAGAGES – TRANSPORTS ET TRAVAUX MARITIMES

www.groupe-libaud.fr/activites.html



© DTM - Ansté J. Flying focus

DTM avec ses filiales SDO et Sablimaris est un armateur sablier spécialisé dans l'extraction, le transport, le traitement et la commercialisation des granulats marins. L'activité de DTM s'exerce sur toute la façade Atlantique de La Rochelle à Brest. DTM arme deux navires à élinde traînante et approvisionne les quatre terminaux sabliers de Sablimaris et ses clients GSM et LAFARGE. L'exploitation du sable en milieu marin exige des études préalables précises et complètes, externalisées auprès d'experts. Elle s'inscrit dans une gestion durable de la ressource et est encadrée par une réglementation stricte et des procédures administratives d'autorisation.

LOUIS DREYFUS ARMATEURS

www.lda.fr

Le groupe LOUIS DREYFUS ARMATEURS (LDA) est depuis plus de 160 ans un groupe familial français de services et de transports maritimes. Présent dans le monde entier avec plus de 2.000 collaborateurs et disposant d'une soixantaine de navires, le groupe est organisé autour de deux métiers :

- Vrac sec et logistique : transport de vracs secs avec LD BULK ; projets industriels, transbordement en mer et logistique portuaire de vracs secs avec LD Ports & Logistics.
- Services industriels : transport de colis lourds et spéciaux avec FRET-CETAM pour le compte d'Airbus ; pose et réparation de câbles sous-marins avec ALDA MARINE (en partenariat avec ALCATEL-LUCENT SUBMARINE NETWORKS), installations et protection de câbles sous-

marins et services dédiés aux énergies marines renouvelables avec LOUIS DREYFUS TRAVOCEAN ; recherche sismique avec GEOFIELD Ship Management Services (en partenariat avec CGG).



© LDA / P. Roy



Les grandes villes des régions de Chine, d'Inde et d'Amérique latine sont responsables de plus **38** % de l'augmentation des émissions liées au transport des passagers.

Le vrac liquide

Les armateurs français sont présents dans le domaine des pétroliers avec plus de 60 unités de transport de produits bruts et raffinés. Ils concourent activement au marché mondial de transport de produits, au service des plus exigeantes compagnies mondiales, au premier rang desquelles **Total** (voir page 25). Parmi les armateurs spécialisés dans le transport de produits pétroliers, chimiques ou de gaz liquéfié peuvent être cités :

GAZOCEAN
www.gazocean.com

Gazocean, filiale du groupe ENGIE (page 51) et de l'armateur japonais NYK Line, fondée en 1957, est l'une des plus anciennes compagnies maritimes dans le secteur du transport



© GAZOCEAN

de gaz liquéfié. Son expérience repose sur plus de cinquante années d'activité dans ce secteur. Pionnier dans l'innovation technologique, dans le domaine fortement spécialisé du transport par mer du Gaz Naturel Liquéfié (GNL), Gazocean assure la gestion technique et l'armement de navires méthaniers de la dernière génération. S'appuyant sur son expérience opérationnelle, Gazocean offre également des services de conseil, d'expertise et de formation dans le domaine du transport maritime. Elle emploie près de 200 collaborateurs à terre et à bord des navires.

GEOGAS MARITIME
www.geogas.com

Basé à Paris, l'armement Geogas Maritime SAS ("Geogas") est l'héritier du groupe Gazocéan, pionnier du transport et négoce du GPL dans les années 50. Geogas emploie sa flotte au service de la société de négoce suisse, Geogas Trading SA, et exploite, hors affrètements, une flotte d'une dizaine de navires dont les cinq plus grandes unités sous pavillon français : *Summit Terra* (78.500 m³), *Lapérouse* (22.500 m³), *Surville* (35.000 m³), *Verrazane* (35.000 m³) et *Philippine* (3.000 m³). S'y ajoutent deux bateaux sous pavillon maltais, *l'Albane* (8.600 m³) et *le Forbin* (5.000 m³) et un immatriculé à Panama, *l'Astrid* (5.000 m³). *Le Pénélope* (9.000 m³), actuellement en construction en Corée, va les rejoindre.

L'armement, spécialisé dans le transport de GPL, a pris livraison début mars 2014 du *Surville*. Sistership du *Verrazane*, mis en service en octobre dernier, il est comme lui immatriculé au RIF. Ces nouveaux navires permettent à Geogas Maritime de poursuivre la modernisation de sa flotte (au demeurant très jeune), en remplaçant notamment *le René* (2002), qui a été vendu il y a deux ans et

affrété coque nue par l'armateur jusqu'à la livraison du *Verrazane*, de manière à conserver l'équipage.

Le renouvellement des moyens va se poursuivre puisque Geogas Maritime a passé commande de deux VLGC (Very Large Gas Carrier) de 84.000 m³, qui seront livrés par le chantier Samho du groupe Hyundai en 2015 et 2016. Pour sa flotte sous RIF, Geogas Maritime emploie une soixantaine d'officiers français, le complément d'équipage étant roumain. La gestion des navires est confiée à une société commune formée par l'armateur et V.Ships.



© GEOGAS MARITIME SAS

SOCATRA
www.socatra.com



© Socatra

Socatra, Société d'Armement et de Transport, est un armateur de navires pétroliers. Sa flotte est constituée actuellement de 14 navires double-coque, d'une moyenne d'âge de 4 ans.

Le groupe opère également deux barges Ro-Ro destinées au transport des éléments de l'Airbus A380 sur la Garonne.

De plus, avec cinq dépôts situés sur la côte atlantique, le groupe est présent sur le marché du stockage de pétrole.

Il est également un acteur majeur dans le secteur du tourisme fluvial à Paris (Vedettes de Paris).

Le transport de passagers

Les armateurs français comptent de grands opérateurs de ferries. Parmi eux **Brittany Ferries** (voir ci-dessous), Corsica Ferries et la SNCM sont

les plus importants. La flotte française de navires transbordeurs est constituée ainsi :

	Transbordeurs	Navires à Grande Vitesse	Rouliers	Desserte locale (25 mètres et plus)
Pavillon français	25	1	10	93
Pavillon étranger	13	2	4	-
Total	38	3	14	93

(Chiffres le marin août 2014)

BRITTANY FERRIES

www.brittany-ferries.fr

Spécialisé dans le trafic passager et fret, dessert la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et l'Espagne.

- 2.400.000 passagers (dont 85 % de britanniques), 780.000 voitures et 1.54.000 unités fret ont été transportés en 2014,
- chiffre d'affaires : 376,5 Millions €,
- 10 navires, mixtes passagers-fret, desservant 11 ports dans 4 pays,
- 2.450 salariés dont près de 70 % de personnels navigants, tous français.

Incararnation des autoroutes de la mer sur l'Arc Atlantique, Brittany Ferries, premier employeur de marins français, contribue fortement à l'économie touristique des régions du Grand Ouest français (8,5 M de nuitées et 530 M€ de dépenses générées). En développant ces dernières années une nouvelle autoroute de la mer sur l'axe Grande-



PONT AVEN © Brittany Ferries

Bretagne/Espagne, la compagnie contribue également au désengorgement des routes françaises par les camions tout en capitalisant sur la popularité de la destination Espagne auprès des touristes britanniques.

PONANT

www.ponant.com

Seul armateur français de navires de croisières et n°1 mondial des croisières polaires, la compagnie PONANT s'inscrit dans la grande tradition française de la navigation maritime depuis plus de 25 ans, au travers de destinations d'exception et à bord de superbes yachts à taille humaine déclinant un véritable art de vivre "à la française" et arborant tous le pavillon français :

- le *Ponant*, majestueux trois-mâts de 32 cabines,
- le *Boréal*, l'*Austral*, le *Soléal* et le *Lyréal*, yachts de 122 à 132 cabines et suites.



© Lorraine Turci

Le transport maritime, c'est **40** % des échanges intracommunautaires
et **90** % des échanges avec le reste du monde.



Transport de marchandises à la voile

TOWT - TRANSPORT À LA VOILE

www.towt.eu

TOWT est une entreprise de commission, de courtage, de certification et de négoce, qui utilise strictement des voiliers pour transporter ses cargaisons. À ce jour, une douzaine de navires traditionnels a transporté des marchandises avec TOWT, soit plus de 450 tonnes sur quelque 60.000 milles, pour environ 320 tonnes de CO₂ économisées. Première phase de développement de l'activité de transport à la voile, les voiliers traditionnels, dans leur apparent anachronisme, sont considérés comme un outil de développement d'activité, envisagée comme un levier pour la construction d'unités adaptées aux besoins ainsi identifiés. Lauréate de l'appel à projets « Véhicules et transports du futur - Initiative PME 2015 »



du CGI, TOWT - Transport à la voile investit actuellement en R&D sur un futur cargo-voilier et sur les outils juridico-financiers qui permettront sa construction.

Les services à l'offshore, opérations marines et sous-marines

BOURBON

www.bourbonoffshore.com



Opérant dans plus de 50 pays, avec une flotte moderne et standardisée de plus de 500 navires et 29 filiales opérationnelles, BOURBON répond aux besoins des clients les plus exigeants en leur offrant une vaste gamme de services maritimes à l'offshore pétrolier, gazier et éolien. Le groupe déploie une stratégie opérationnelle fondée sur l'excellence dans l'exécution, au travers de 3 leviers principaux : la compétence & l'engagement de ses collaborateurs, l'intégrité des navires - design, standardisation et maintenance - et l'application de standards à tous les niveaux de l'entreprise.

Profondément ancré en local, comme l'attestent les 60 % de collaborateurs issus des régions où ils travaillent, BOURBON fait de la proximité avec ses clients un de ses premiers atouts. Son réseau mondial de shipmanagers, de BOURBON Training Centers et de BOURBON Repair Centers lui permet d'intervenir partout dans le monde avec le même niveau de qualité et de sécurité.

Avec ses 2 activités, Marine Services et Subsea Services, le groupe est aujourd'hui un *service provider* leader sur le marché international de l'offshore pétrolier.

Offre Marine Services :

- ravitaillement des installations et des navires offshore ;
- remorquage, ancrage et positionnement des installations offshore ;
- support des unités flottantes de production, de stockage et de déchargements pétrolier et gazier ;
- support aux FPSO ;
- support aux navires sismiques ;
- transport de personnels et d'équipements ;
- assistance, sauvetage et dépollution.

Offre Subsea Services :

- ingénierie et management des opérations ;
- support au développement des champs pétroliers, gaziers et éoliens ;
- inspection, maintenance et réparation IMR des infrastructures sous-marines.

COMEX

www.comex.fr



Créée en 1961, la COMEX a ouvert la voie à la plongée profonde industrielle et est devenue le leader mondial de la robotique sous-marine habitée, l'ingénierie, la technologie et les interventions à travers les mers du globe.

Depuis les années 90, la COMEX a mis en place une politique déterminée d'essaimage concernant son savoir-faire technologique et industriel. La société s'est désormais recentrée sur l'ingénierie marine/sous-marine et les services sous-marins.

La COMEX possède une flotte de navires de recherche océanographique équipés d'outils de travail jusqu'à 2.500 m. Ces navires et outils sont exploités par une équipe permanente d'experts.

Le pôle ingénierie est impliqué dans toutes les étapes, du design à la conception de nouveaux outils qui peuvent tous être qualifiés dans les caissons hyperbares ou dans les bassins d'essais de la COMEX.

Cette combinaison entre ingénierie, moyens d'essais et opérations donne une réelle réactivité et assure à ses clients une qualité de travaux et de résultats.

La sécurité et la confidentialité restent les deux aspects majeurs des projets opérationnels ou d'ingénierie de la COMEX.

Créée en 2010, Iroise Evasion réalise toutes sortes de missions et prestations en mer pour le compte de grandes entités en matière de supports pour :

- les travaux maritimes, portuaires...
- les énergies renouvelables (sondages, relevés...),
- l'environnement,
- l'océanographie...

Elle assure également :

- le transport de personnels,
- la sécurité des plans d'eau,
- les départs de courses (médias...),
- les prestations maritimes pour les séminaires d'entreprises...

Les moyens qu'elle utilise sont deux semi-rigides 11 m (deux moteurs de 200 cv) et 10 m (deux moteurs de 250 cv) homologués troisième

catégorie professionnelle (dont un bateau transportable) – navires à utilité commerciale. Basée à Camaret sur Mer, Iroise Evasion est présente à Brest, en mer d'Iroise mais peut se déplacer sur tout le littoral français et outre.



© Iroise Evasion

JIFMAR Offshore Services intervient dans les secteurs de l'Oil & Gas, de la Défense, des EMR et des travaux spéciaux (renflouement, remorquage, etc.) en offrant un service intégré combinant ingénierie de projet, expertise maritime et expertise en travaux sous-marins.



© Jifmar Offshore Services

JIFMAR Offshore Services met à la disposition du marché des moyens nautiques et humains de qualité permettant de travailler en mer en toute sécurité.

L'expertise de JIFMAR couvre les domaines suivants :

- ingénierie de projets maritimes complexes,
- armement de navires,
- inspection par R.O.V.,
- plongée humaine,
- I.M.R. (Inspection, Maintenance et Réparation) d'infrastructures en mer (terminaux pétroliers, parcs éoliens offshore, émissaires, etc.).

La nouvelle division de JIFMAR, JIFMAR Turbine Services, assure l'assistance à la construction et les opérations de maintenance liées à l'exploitation des champs éoliens, ainsi que le transfert de techniciens et de matériels.

Les navires pétroliers transportent près de **60** % (environ **2** milliards de tonnes) du pétrole consommé dans le monde.



Prolarge a développé depuis 2009 un service d'ingénierie et de conduite de projets maritimes. Assurant la maîtrise d'œuvre des moyens nécessaires à un projet (navires, aéronefs, scaphandriers, ...), la société est spécialisée dans le soutien logistique et opérationnel d'essais en mer (70 % du chiffre d'affaires) et dans le soutien de campagnes de survey (20 % du chiffre d'affaires). Prolarge participe également à des études d'intérêt maritime, le plus souvent en amont des projets qu'elle conduit (10 % du CA).

Services assurés :

- conseil et études sur les aspects maritimes d'un projet ;
- sélection et affrètement des navires et des aéronefs dédiés au projet ;
- mise en œuvre des équipements périphériques (appareils de mesure, AUV, courantomètres, ...);
- constitution et management d'une équipe de projet incluant scaphandriers, ingénieurs, experts, juristes, équipages, ...;
- mise en œuvre opérationnelle et coordination des moyens nécessaires ;



© Prolarge

• gestion de l'environnement administratif et des questions de sécurité propres au milieu marin. La société a commencé à commercialiser ses services à l'étranger en 2011. La vocation de ProLarge est de faciliter le développement de ses clients vers les enjeux maritimes.



Bien que talonnée par l'Asie, l'Europe demeure le leader mondial du transport maritime, contrôlant **40** % de la flotte mondiale (avec près de **23.000** navires).

SEAOWL

www.seaowlgroup.com



© VN / Parisian Seaowl

Le groupe SeaOwl propose des services maritimes, à fortes valeurs ajoutées, dédiés aux États (ministère de la Défense), aux industriels de la défense et aux compagnies pétrolières.

Le groupe met à disposition le personnel professionnel, les processus, la technologie et l'expertise de gestion pour les clients nécessitant des solutions sur mesure pour aider à développer et à protéger leurs intérêts commerciaux :

Activités Oil & Gas

- gestion et formation de personnel maritime ;

- gestion et formation de personnel Oil & Gas ;
- assistance technique dans l'industrie du forage ;
- gestion des installations offshore ;
- assistance technique dans l'industrie du ROV ;
- inspection ROV et travaux sous-marins.

Activités Défense & Sécurité

- support à l'entraînement des forces navales ;
- soutien aux qualifications du personnel et des équipements militaires ;
- gestion de drones et cibles aériennes et marines ;
- solutions de sécurité et de surveillance intégrée.

THOMAS SERVICES MARITIMES

www.tsmgroup.eu

TSM est un armateur de navires de servitude intervenant dans le domaine des énergies marines renouvelables, le remorquage maritime et hauturier et le remorquage portuaire.

La flotte actuellement gérée par TSM est composée de 15 remorqueurs répartis sur les façades Manche et Atlantique.

Acteur expérimenté, TSM accompagne ses clients durant leurs projets et opère des navires spécialisés, en particulier dans les domaines suivants :

- transport et transfert de personnel vers les éoliennes en mer,
- remorquage de barges et plateformes,
- assistance aux navires.



© Thomas Services Maritimes

VDC OFFSHORE

www.vdc-offshore.com



© VDC Offshore

VDC Offshore est spécialisé dans l'armement de navires de servitude et la réalisation de tout type de mission en mer. VDC Offshore réalise des prestations de surveillance nautique pour le compte du ministère de la Défense, mais aussi des campagnes de mesures physiques pour les industries des EMR ainsi que des missions de transfert de personnel, d'avitaillement ou de soutien lors de travaux maritimes. VDC Offshore est présent à Lorient et Cherbourg et peut opérer sur tout le littoral français et anglais.

Services de télécommunication

EUTELSAT COMMUNICATIONS

www.eutelsat.com

Créé en 1977, Eutelsat est l'un des premiers opérateurs mondiaux de satellites de télécommunications et bénéficie de l'une des plus longues expériences dans ce domaine. L'entreprise commercialise de la capacité sur 37 satellites auprès d'un portefeuille de clients constitué notamment de télédiffuseurs, d'associations de télédiffusion, d'opérateurs de bouquets de télévision, de fournisseurs de services vidéo, de données et d'accès Internet, d'entreprises et d'administrations. Eutelsat compte également parmi les pionniers de la validation opérationnelle de la Commutation Automatique de Faisceau au moyen d'une antenne de 1m de diamètre en bande Ku, permettant à un navire de passer automatiquement d'un satellite à un autre.

Eutelsat fournit une couverture qui s'étend des Amériques à l'Asie-Pacifique. L'entreprise renouvelle également sa flotte, avec de la capacité sur 3 nouveaux satellites mis en service cette année, et 4 autres satellites à lancer d'ici la fin 2015.

Le secteur Maritime bénéficie de ces technologies avancées qui visent à offrir des solutions multirégionales, souples et adaptables aux prestataires de services maritimes, grâce à leurs bureaux et téléports situés dans le monde entier.

Les équipes d'Eutelsat, qui a son siège à Paris, réunissent 1.000 collaborateurs originaires de 32 pays, qui disposent d'une expertise technologique de haut niveau dans leurs domaines d'activités et travaillent en étroite collaboration avec leurs clients pour offrir une qualité de service de premier ordre.

Solutions de réseaux sous-marins

ALCATEL-LUCENT SUBMARINE NETWORKS

www.alcatel-lucent.com/fr/solutions/reseaux-sous-marins



© ALCATEL LUCENT

La majorité des individus, des entreprises et des institutions à travers le monde, sont connectés via des câbles sous-marins en fibre optique et non via les liaisons satellites. Installés au fond des océans, ces systèmes prennent en charge la plupart de nos données et de nos communications internationales. Ensemble, ils forment l'infrastructure de data centers qui alimentent le world wide web.

Alcatel-Lucent est le seul fournisseur au monde à proposer des solutions de réseaux sous-marins clés en main totalement intégrées. Il met à disposition tout le savoir-faire et tous les produits nécessaires pour concevoir et établir des liaisons de communication optiques d'un bout à l'autre des océans.

Que ce soit pour de nouveaux déploiements, la modernisation des réseaux, des liaisons régionales ou une infrastructure transocéanique, Alcatel-

Lucent se charge de tout, depuis le tracé et la reconnaissance jusqu'à la conception du système, la production, l'installation et la maintenance.

Chiffres clés :

- plus de 150 ans d'expérience des câbles sous-marins ;
- 25 ans d'expertise dans la fibre optique ;
- une gamme complète de solutions aux capacités multi-térabits ;
- plus de 550.000 km de câbles installés au fond des mers ;
- maintenance de plus de 300.000 km de câbles ;
- mise en service de plus de 200 systèmes de fibre optique ;
- plus d'une centaine de projets de mise à niveau réseau ;
- fabrication de plus de 6.300 répéteurs ;
- une flotte de sept câbliers entièrement équipés.

ORANGE MARINE

www.orange.com/OrangeMarine

Orange Marine est spécialisée dans le domaine des télécommunications sous-marines, depuis la phase d'étude et d'ingénierie, jusqu'à l'installation de liaisons intercontinentales et la maintenance de câbles existants.

En activité depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, la branche câbles sous-marins du Ministère des Postes et Télécommunications devient filiale à 100 % du Groupe Orange en 1999.

Orange Marine propose une offre globale d'installation de câbles sous-marins, une flotte expérimentée et sa connaissance des travaux en mer.

En complément de ses activités classiques de pose et de maintenance de câbles télécoms, Orange Marine développe des offres de service sur les marchés porteurs, tels que l'offshore et les énergies renouvelables.

En chiffres :

- 6 navires câbliers (15 % de la flotte mondiale),
- 3 dépôts,
- 175.000 km de câbles installés,
- 500 réparations.



Pierre De Ferman - © H. Valderhaug

Optimisation moteur

EFFICIENCY ENGINE

www.ency-engine.com



© Efficiency Engine

Cette société innovante française, a mis au point une nouvelle technologie permettant l'optimisation des moteurs diesel /gaz et les groupes électrogènes de forte puissance. Cette technologie innovante, Concept EE (*world patente*), par l'analyse des mesures des données moteur, des gaz de combustion et des paramètres monitorés (T°, Pmax etc.), permet une nouvelle vision très précise du fonctionnement d'un moteur. Elle permet surtout de visualiser toutes les étapes de la combustion, d'y associer un ou plusieurs défauts de fonctionnement et de définir ainsi la signature réelle de tout moteur diesel/gaz.

Grâce à son laboratoire scientifique mobile réalisant ses mesures *in situ* (matériels homologués OMI), le Concept EE permet également d'agir

immédiatement sur un défaut constaté et ainsi, de limiter voire supprimer les dérives, les casses, l'usure prématurée mécanique et bien sûr la surconsommation et la pollution qui en découlent. Dans sa démarche de recherche optimale d'efficacité, de maintenance en condition opérationnelle (MCO) et de maintenance préventive, Efficiency Engine établit pour chaque unité étudiée 3 rapports spécifiques avec recommandations : rapport mécanique (gestion de l'efficacité de la chaîne de combustion), rapport environnemental (réduction des émissions polluantes), rapport énergétique (réduction des dérives énergivores).

Efficiency Engine, avec le professionnalisme de ses équipes, intervient sur tous les océans.

Lubrifiants marins

DEXTER OIL

www.dexteroil.com

DEXTER OIL est spécialisée dans la distribution de lubrifiants marins auprès d'une clientèle d'armateurs internationaux. La société représente le groupe CHEVRON pour la branche des lubrifiants Marins dans la zone Francophone (France, Suisse Francophone, Afrique Francophone, Départements et territoires d'outre mer). Elle est également spécialisée dans le service logistique des lubrifiants marins à destination des navires en escale en France et au Maroc.

DEXTER OIL fait partie de la chaîne logistique internationale du réseau de "CHEVRON MARINE LUBRICANTS".

DEXTER OIL assure la promotion et la commercialisation de lubrifiants marins auprès des armateurs internationaux de sa zone de responsabilité, en sa qualité d'agent exclusif de CHEVRON.

Registre d'immatriculation français des navires de commerce

REGISTRE INTERNATIONAL FRANÇAIS

www.rif.mer.developpement-durable.gouv.fr

Le RIF, registre international Français, est le registre d'immatriculation français des navires de commerce.

Le Guichet Unique est l'interlocuteur privilégié des armateurs pour toute démarche ou question ayant trait au pavillonnement ou à la gestion du navire et

des équipages. Le RIF rassemble dans ses bureaux deux administrations : celle des douanes et celle des affaires maritimes pour simplifier l'ensemble des formalités d'immatriculation et de francisation des navires. Une équipe polyvalente est à l'écoute des armateurs.



Plus de **90** % de la chaleur excédentaire accumulée dans le système climatique depuis **50** ans à cause du réchauffement anthropique est stockée dans l'océan (de **15** à **20** fois plus que dans la basse atmosphère et sur les terres émergées).

Affréteurs et agents maritimes

ASSOCIATION DES UTILISATEURS DE TRANSPORT DE FRET (AUTF)

www.autf.fr

Regroupe et défend activement les intérêts des utilisateurs de transport de fret, les chargeurs.

AMCF

L'AMCF (Agents Maritimes et Consignataires de France) est la conjonction de la FACAM et du SNAM. La FACAM est une fédération

regroupant les associations portuaires d'agents maritimes et consignataires de navires. Le SNAM est un syndicat représentant les agents maritimes.

TOTAL

www.total.com

Présent dans plus de 130 pays, Total, l'une des premières compagnies pétrolières internationales et acteur majeur du gaz, joue un rôle prépondérant dans le paysage maritime français et international.

Pionnier de l'industrie du GNL, Total en est un acteur majeur. Il emploie une flotte de méthaniers soit directement soit par le biais de ses différentes participations dans de nombreux projets de GNL.

Total est un acteur majeur dans le domaine du transport maritime d'hydrocarbures :

- plus de 3.000 affrètements de navires transporteurs de brut, produits raffinés et GPL chaque année,
- plus de 115 millions de tonnes d'hydrocarbures transportées annuellement,
- environ 50 navires affrétés à temps,
- plus de 100 navires sur l'eau à un instant donné.

Industrie parapétrolière et paragazière offshore

Chiffre d'affaires	Emplois en France	Part export
17,55 milliards d'euros*	~ 32.000**	Plus de 90 %

Source : *GEP-AFTP – 2014 / ** estimation CMF

Le secteur de l'industrie parapétrolière offshore français est leader mondial, et se classe 2^e exportateur (plus de 90 % à l'export) des services de support à l'extraction offshore à égalité avec la Norvège et le Royaume-Uni. Le chiffre d'affaires est passé de 3,5 milliards d'euros à la fin des années 90 à environ 17,55 milliards d'euros aujourd'hui.

À lui seul le secteur représente plus du quart de la valeur de production de l'économie maritime.

Sa réputation est aussi particulièrement forte et reconnue dans le domaine de l'offshore profond et ultra-profond. L'industrie parapétrolière offshore comprend un ensemble de sociétés disposant de flottes adaptées et réalisant d'importants

travaux d'études et de construction nécessaires à l'exploration et à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures en mer. Elle regroupe des fournisseurs d'équipements et des prestataires de services, en particulier des armateurs, des bureaux d'études et d'ingénierie.

Dans les années à venir, ce sont les développements en offshore profond et ultra-profond qui devraient représenter l'essentiel de la croissance de la production pétrolière et gazière en mer, et il est également envisagé d'utiliser certaines techniques pour l'exploration et l'exploitation minières sous-marines, prochains grands défis de l'extraction offshore sous-marine.

Les entreprises leaders françaises

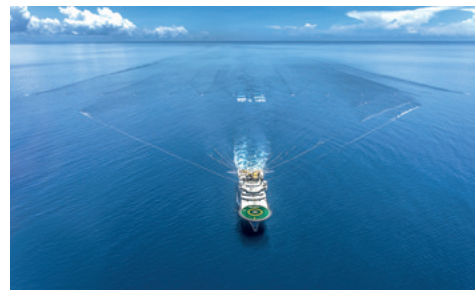
CGG

www.cgg.com

CGG est un leader mondial de géosciences totalement intégré apportant des compétences de premier plan en géologie, géophysique, caractérisation et développement de réservoirs à une base élargie de clients, principalement dans le secteur de l'exploration et de la production des hydrocarbures. Ses trois divisions, Equipement, Acquisition et Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR) interviennent sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'exploration à la production des ressources naturelles.

Avec une flotte de 11 navires 3D, le groupe fournit une gamme complète de services en sismique marine, principalement dans le golfe du Mexique, la mer du Nord, au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest et du Brésil ainsi que dans la région Asie-Pacifique et dans des régions pionnières de

l'Arctique, de l'Afrique orientale et de la mer Noire. CGG emploie plus de 8.500 personnes dans le monde, toutes animées par la passion des géosciences, qui collaborent étroitement pour apporter les meilleures solutions à ses clients. Chiffre d'affaires 2014 : 3,095 milliards de dollars.



© CGG

COFELY ENDEL

www.cofelyendel-gdfsuez.com

Cofely Endel est leader français de l'intégration de prestations industrielles autour d'un cœur de métier de spécialistes du métal, pour des environnements imposant sûreté, sécurité et qualité.

L'entreprise opère sur trois grands domaines : Construction, Maintenance et Démantèlement. Elle intervient majoritairement dans les secteurs suivants : nucléaire, Oil & Gas, sidérurgie, aéronautique et spatial, naval... Les équipes de Cofely Endel maîtrisent un ensemble complet de



compétences industrielles telles que le pilotage de projets complexes, l'ingénierie, la réalisation et la logistique.

Cofely Endel a développé une véritable expertise dans la filière navale, particulièrement auprès des acteurs de la Défense (DCNS, la Marine nationale, le SID, la DGA...) et aussi des acteurs dans le civil (Thalès, DAMEN, STX, SNCM...) : contrats de maintien en conditions opérationnelles, prestations en arrêts techniques complexes ou encore en construction neuve.

Cofely Endel compte 30 zones d'interventions dans le monde, avec des contrats historiques dans les DOM-COM sur la base de Kourou en Guyane ou encore sur le port de l'île de la Réunion. Le groupe continue son développement à l'international notamment avec DCNS en Arabie Saoudite.

Chiffres clés : 6.000 collaborateurs – 700 millions de chiffres d'affaires en 2014 – plus de 140 implantations – plus de 2.500 clients.



© Technip

Technip est un leader mondial du management de projets, de l'ingénierie et de la construction pour l'industrie de l'énergie.

Des développements subsea les plus profonds aux infrastructures offshore et onshore les plus vastes et les plus complexes, les 38.000 collaborateurs de Technip proposent les meilleures solutions et les technologies les plus innovantes pour répondre au défi énergétique mondial.

Implanté dans 48 pays sur tous les continents, Technip dispose d'infrastructures industrielles de pointe et d'une flotte de navires spécialisés dans l'installation de conduites et la construction sous-marine.

Chiffre d'affaires ajusté 2014 : 10,7 milliards d'euros.

Il y a actuellement près de
700 plateformes
offshore en service.



Pour les installations techniques

Saipem (voir page 56) a pour activités principales l'offshore (réalisation de plateformes, de liaisons fond-surface, de systèmes flottants de production et de pipelines), le GNL (gaz naturel et liquéfié), le forage.

Doris Engineering est spécialiste en études techniques, conduite de projets, assistance dans les domaines du gaz et du pétrole.

Une industrie innovante

Des premières mondiales telles que les premières plateformes en offshore profond et environnement sévère (Arctique), les premières plateformes autoélévatrices et des premières en forage intelligent, en transmission de données par ondes électromagnétiques, en nouveaux dispositifs de pose de gazoducs et d'oléoducs en eaux profondes, ont été réalisées par les technologies et des compétences françaises.

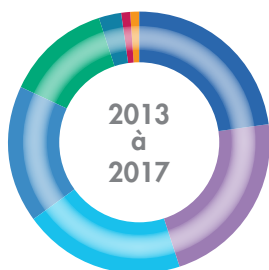
Pour les services offshore

BOURBON (voir page 21) est spécialisé entre autres dans les services maritimes offshore, dont il est devenu un des leaders mondiaux.

COMEX (voir page 21) et Subsea 7 sont pionniers pour l'ingénierie, les technologies et les interventions humaines ou robotisées sous-marines.

Alors que se profile la création d'une nouvelle filière industrielle "exploration/exploitation minière dans les grands fonds marins", des entreprises françaises dont les technologies sont issues de l'Oil & Gas et de l'offshore se positionnent au premier plan, que ce soit en terme de R&D ou de nouvelles technologies, telles que **Technip**, **ERAMET**, **DCNS**, **COMEX**, **Fayat Travaux Sous-Marins**, ou encore **Louis Dreyfus Armateurs**, **BOURBON** et **CREOCEAN**.

Demande de construction subsea pour la période



- 23 %**
Europe du Nord Ouest
- 22 %**
Afrique de l'Ouest
- 20 %**
Amérique du Sud
- 17 %**
Asie Pacifique
- 13 %**
Amérique du Nord
- 3 %**
Méditerranéen Mer Noire
- 1 %**
Amérique Centrale
- 1 %**
Mer Caspienne

Sources : IFFEN, IHS



© dafra - Fotolia.com

Construction et activités navales

L'industrie de la construction et réparation navales françaises emploie environ 42.000 personnes en direct, et se situe au 6^e rang mondial et au 2^e rang européen du marché global civil et militaire.

Cette industrie se caractérise par des savoir-faire et des technologies qui dépassent souvent le créneau "naval", et une forte part de chiffre d'affaires à l'export qui s'explique par sa capacité à innover.

Le plus grand paquebot du monde
"Harmony of the Seas"

(**362** m de long,
227.700
tonneaux-UMS) est en cours de construction à Saint-Nazaire !



2014	CA 2014 (millions d'€)	Emplois	Part export %
Construction de navires de commerce, de servitude, de pêche	700	3.000	80
Réparation des navires de commerce, de servitude, de pêche	150	1.000	60
Construction de navires de défense	2.000	7.500	30
Maintien en condition opérationnelle	1.000	5.000	-
Fournisseurs de produits et équipements maritimes	2.200	10.000	60
Autres fournisseurs et sous traitants	2.500	15.000	40
Total (y.c. achats croisés)	~ 8.500	42.000	-

Une industrie polyvalente et innovante

Les succès français dans le domaine de la construction navale s'expliquent par l'adaptabilité des ressources humaines, la remarquable capacité d'innovation et l'efficacité commerciale. Les chantiers français se sont spécialisés dans la construction des unités les plus complexes: paquebots et autres navires à passagers, navires de recherche et autres navires spécialisés, navires de combat, bâtiments de projection de forces, sous-marins ou navires de soutien. Les chantiers et équipementiers français produisent des navires à forte valeur ajoutée, allant jusqu'à 400 m de long. Ce savoir-faire reconnu est également utilisé dans l'offshore et au profit du développement des énergies marines renouvelables.

Une industrie ensemblière qui se renforce et s'exporte

Un grand navire est comme une petite ville, on y intègre donc un très grand nombre de produits et équipements. C'est le métier d'ensemblier dans lequel notre industrie est particulièrement performante. Les co-traitants, fournisseurs d'équipements ou de services sont implantés aussi bien sur le littoral qu'au cœur des territoires partout en France.

Ce réseau industriel, soutenu par les régions, les clusters et les pôles de compétitivité, fonde la filière navale française.

GICAN - LE SYNDICAT DES INDUSTRIES MARITIMES

www.gican.asso.fr

Avec plus de 160 adhérents, le GICAN représente l'essentiel de l'industrie et des services navals et maritimes français, des chantiers navals, des grands maîtres d'œuvre, des systémiers, des équipementiers et des entreprises de service et de soutien qui concourent à la construction à la réparation et à l'exploitation des navires, ainsi que des infrastructures nécessaires à l'utilisation des ressources offshore, en particulier les énergies marines renouvelables.

Le GICAN fédère également les acteurs industriels maritimes de la sécurité, de la sûreté et de l'environnement. Il représente un secteur de plus de 40.000 emplois pour 8,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

Toutes ces activités ont en commun le développement et la mise en œuvre des technologies marines.

Syndicat professionnel, le GICAN agit pour la promotion en France et à l'étranger de la filière navale et de ses adhérents qu'ils soient des grands groupes, des ETI, PME ou TPE. Il défend leur positionnement stratégique et leurs intérêts auprès des instances nationales françaises (Parlement, Ministères, CIDEF, UIMM...) et européennes

(Sea Europe, Commission européenne, Parlement européen, Agence Européenne de Défense...).

À ce titre, le GICAN en coopération avec les pouvoirs publics, anime le CSF Naval (Comité Stratégique de la Filière Navale) présidé par le Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, ainsi que le CORICAN (Conseil d'Orientation pour la Recherche et l'Innovation pour la Construction et les Activités Navales) présidé par le secrétaire d'État chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche. Le GICAN assure la vice-présidence du CORICAN et du CSF Naval. C'est dans le cadre du CSF-Naval que le GICAN a été désigné par le gouvernement pour porter le programme "Océans 21" de renforcement de la filière des industries navales pour le 21^e siècle.

Le GICAN, avec sa filiale SOGENA, organise EURONAVAL, leader mondial des salons professionnels pour le naval de défense et la sécurité maritime, ainsi qu'EUROMARITIME - EUROWATERWAYS, salon professionnel de l'économie maritime et fluviale (voir page 125).



“Un navire qui n'a pas goûté
au vin goûtera au sang” :
ce proverbe illustre la tradition
consistant à briser une
bouteille sur la coque d'un
bateau neuf pour le baptiser !

Chantiers de construction navale

DCNS

www.dcnsgroup.com



© DCNS

DCNS est un leader mondial du naval de défense et un acteur mondial des énergies marines renouvelables. Le groupe conçoit, réalise et maintient en service des sous-marins et des navires de surface. Il fournit également des services pour les chantiers et bases navals. DCNS propose ses services dans l'ingénierie, la construction, l'installation, la maintenance et la maîtrise d'œuvre d'ensemble des énergies marines renouvelables. Le groupe travaille sur le développement de plusieurs technologies des EMR, aujourd'hui à des stades de maturité

différents, et a déjà noué des partenariats stratégiques pour développer des projets pilotes, en France et à l'international. Attentif aux enjeux de responsabilité sociale d'entreprise, DCNS est adhérent au Pacte Mondial des Nations Unies. Le groupe réalise un chiffre d'affaires de 3,1 milliards d'euros et compte 13.130 collaborateurs.

STX FRANCE

www.stxeurope.com



© Bernard Biger - STX France, Saint-Nazaire

STX France SA est un groupe industriel de construction maritime, détenu à 66,6 % par STX Europe et à 33,4 % par l'État français. Ses deux chantiers navals, situés à Saint-Nazaire et à Lorient, possèdent l'expertise et l'outil industriel adaptés à la conception et la construction d'une large gamme de navires sophistiqués parmi lesquels les navires à passagers, les navires militaires et les navires spécialisés, ainsi que des engins marins complexes. Particulièrement actif en matière de Recherche et Développement, STX France, via son programme ECORIZON®, propose à ses clients des solutions techniques innovantes pour des navires plus économiques et à empreinte environnementale limitée.

Depuis quelques années, STX France et sa filiale STX

France Solutions se développent sur les marchés liés aux énergies Offshore : énergies fossiles Oil & Gas et Energies Marines Renouvelables. Fondations et structures métalliques, sous-stations électriques offshore, navires d'installation et de maintenance, structures et systèmes de production d'énergie marine, quartiers de vie offshore font actuellement l'objet d'études pour certains et de projets en développement pour d'autres.

STX France Solutions propose quant à elle ses services d'ingénierie sur les marchés des infrastructures terrestre et offshore, avec notamment une filiale au Brésil.

Enfin, au travers de son activité Services, STX France propose des opérations de maintenance et de rétrofit des navires (civils et militaires) en opération.

CMN

www.cmn-group.com



© CMN

Les Constructions Mécaniques de Normandie, sont un chantier naval privé, implanté à Cherbourg, qui emploie 340 personnes.

CMN conçoit et construit des navires en acier, aluminium ou matériau composite.

CMN est le seul chantier naval européen constructeur de patrouilleurs rapides à inclure au travers de ses sociétés :

- l'étude et l'intégration des systèmes d'armes en interne,

- l'expertise dans la furtivité et le calcul de Surface Equivalente Radar, les études en compatibilité et interférences électromagnétiques,
- le soutien logistique - ILS - (SIR JOSEPH ISHERWOOD LTD),
- la formation des équipages et des techniciens de maintenance (CMN Support Services Ltd),
- le transfert de technologie tant au niveau de la construction que de la maintenance de la flotte.

PIRIOU

www.piriou.com

- 160 millions d'€ de chiffre d'affaires en 2014,
- Plus de 400 navires construits,
- le groupe est implanté en France, en Pologne, en Algérie, au Nigéria et au Vietnam,
- 1.100 collaborateurs dans le monde.

Le groupe français PIRIOU, qui s'est fortement développé à l'international, est spécialisé dans la



© Piriou

construction, la réparation et l'ingénierie navale de navires de taille moyenne à forte valeur ajoutée. Grâce à son pôle ingénierie performant, conjuguée à son implantation de sites en Europe, en Afrique et en Asie, PIRIOU apporte des solutions globales et personnalisées, de la conception à la construction de tous types de navires, jusqu'au maintien en conditions opérationnelles durant l'exploitation. Depuis 1965, PIRIOU a livré plus de 400 navires dans 26 pays et propose aux armateurs publics et privés, civils et militaires, une large gamme de navires en réponse aux exigences de leurs métiers : pêche artisanale ou industrielle, offshore pétrolier, offshore éolien, remorquage, navires de services public, Action de l'État en Mer, navires d'expédition...

Chaque année, **10** milliards de tonnes d'eau de ballast sont déplacées autour de la planète et déversées dans les eaux étrangères, soit **6** fois le tonnage des navires !



D'autres entités ont des compétences dans le domaine de la construction navale, parmi lesquelles on peut citer entre autres : **CERVAL** (voir page 108), **Cofely Endel** (voir page 26)...

Réparation navale

CEGELEC DÉFENSE

www.cegelec.com



© Cegelec

Au sein de VINCI Énergies, groupe international réalisant un chiffre d'affaires de 9 Mrds€ et employant 64.000 collaborateurs à travers le monde, CEGELEC Défense, créateur de solutions et de services, conçoit, installe et maintient des systèmes ou sous-systèmes dans l'industrie, les infrastructures et le tertiaire. Présent dans une trentaine de pays, CEGELEC accompagne ses clients à tous les stades de leurs projets locaux, multi-sites ou internationaux.

Tout particulièrement : travaux multi-techniques à bord de sous-marins, protection des infrastructures critiques à terre, en mer, à bord, maintenance globale des infrastructures portuaires et navales, MCO de patrouilleurs, frégates de surveillance, bâtiments de transport léger (Batral), etc.

CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE

www.cndm.eu

Le Chantier Naval de Marseille (CNdM) est un chantier de réparation navale, de refitting & de conversion de navires de commerce. Il a été créé en 2010 par le chantier italien San Giorgio del

Porto pour exploiter les formes n°8 et n°9 du port de Marseille.

Idéalement situé au cœur de la Méditerranée, le chantier peut accueillir tout type de navires de commerce sans contrainte de tirant d'eau et bénéficie d'un climat favorable permettant d'effectuer des travaux de réparation tout au long de l'année. Le chantier est certifié ISO 9001:2008. A partir de mars 2016, le chantier sera l'opérateur exclusif de la forme 10 (465mx85m), la plus grande forme en méditerranée.

Le chantier fait partie du groupe "Genova Industrie Navali" composé de 3 chantiers et de plusieurs sociétés spécialisées dans le secteur maritime.



© Chantier Naval de Marseille

DAMEN SHIPREPAIR BREST

www.damenshiprepairbrest.com

Damen Shiprepair Brest est un chantier de réparation bien établi aux infrastructures modernes. Le chantier dispose de 3 grandes cales sèches et de nombreux quais de réparation. Les dimensions de la plus grande cale sont 420 x 80m, ce qui fait d'elle l'une des plus grandes en Europe et permet au chantier d'accueillir la majorité des bateaux au monde.

Le chantier propose une large gamme de services pour tout type de navire, y compris les méthaniers, les pétroliers, les plateformes off-shore, les FPSO, les jack-up, les ro-ro et les ferries. Sa main d'œuvre qualifiée est

particulièrement reconnue pour son expertise sur les méthaniers.



© Damen Shiprepair Brest

DAMEN SHIPREPAIR DUNKERQUE

www.damenshiprepair.com/dunkerque/

Damen Shiprepair Dunkerque est le seul chantier de réparation et conversion dans le port de Dunkerque (3^e plus grand port de France). Il possède deux formes, un dock flottant et trois quais de réparation. Sa plus grande forme peut accueillir des navires jusqu'à 295 m de long et près de 48 m de large. Il possède également un atelier moderne et bien

équipé de 22.000 m², situé au sein du chantier. Son environnement spacieux et ses capacités de grutage permettent la manutention et le stockage de lourds équipements utilisés lors des conversions et des projets d'offshores.

Son expérience, datant du 19^e siècle, lui a permis de développer des compétences propres et à tisser un réseau de sous-traitants spécialisés à proximité. Sa position stratégique, au cœur de la Manche et des principaux axes de navigation européens, font de ce chantier un lieu idéal pour les arrêts techniques.

Le chantier peut offrir tous les services nécessaires pour les ferries (passagers ou véhicules), les dragues, les navires offshores spécialisés et les cargos.



© Damen Shiprepair Dunkerque



Sur les **5** dernières années, le naval de défense français a constitué le moteur des exportations françaises d'équipements de défense représentant plus de **30** % du chiffre d'affaires export.

EIFFEL INDUSTRIE MARINE
www.eiffel-industrie.com

Située au cœur d'une région reconnue pour son savoir-faire en matière de construction et de réparation navale, Eiffel Industrie Marine déploie ses compétences en termes de management de projets navals :

- études d'intégration et montage de machines de navires neufs,
- accueil complet de navires à quai ou en cale sèche et gestion des travaux d'arrêts programmés ou des avaries,
- refit, reconversion de navires et intégration d'équipements neufs,
- expertise et interventions à bord et en mer en France et à l'international.



© Eiffel Industrie Marine

Refit de yacht

ATLANTIC REFIT CENTER
www.atlanticrefitcenter.com

Atlantic Refit Center est l'unique chantier naval de la façade Atlantique entre Calais et Gibraltar exclusivement dédié à la maintenance et à



© Atlantic Refit Center

la réparation - refit - de Superyachts et de Mégayachts. Capable d'accueillir des navires jusqu'à 150 m de long et 21 m de large, Atlantic Refit Center mobilise un solide réseau d'entreprises françaises de la façade atlantique ainsi que des entreprises européennes spécialisées sur le marché des grands yachts.

Créé en 2006 au sein du Grand Port Maritime de La Rochelle, l'objectif est de devenir à moyen terme LE centre de refit de référence sur la façade Atlantique Européenne incluant les services d'une marina pour accueillir les grandes unités de +70 m en hivernage.

Équipementiers

ACCO
www.acco44.com

L'un des leaders européens de la transformation des métaux à plat. ACCO est spécialisée dans la construction aluminium & acier.

ACCO, 30 ans d'ancienneté, 30 salariés avec un CA de 3 millions d'euros et une surface de bâtiments de 5,000 m² sur 3 ha a pour particularité le travail de l'aluminium à plat et en forme pour une réalisation sur mesure, en acier ou en aluminium.

De la région bordelaise au nord de la France, pour la construction de bateaux prototypes ou de série, la société ACCO construit des superstructures et coques de bateaux dans le naval civil et de la défense, yachts, voiliers, plaisance, semi-rigide, paquebot, bateau fluvial, navire de commerce et

navire de pêche, bateau dépollueur, équipements portuaires dans une gamme de 6 m à 35 m.

La société fait de l'innovation son fer de lance par le développement d'une plateforme flottante en aluminium, appelé "TRIPORTECH", destinée à l'équipement des capitaineries, écoles de voile, postes de secours ou agences événementielles.

ACCO est membre d'Apportech Industries, un cluster qui réunit des entreprises locales aux activités complémentaires (mécanique générale, thermoformage, agencement bois, chaudronnerie et design...), et dont la vocation est de proposer un projet clé en main. ACCO est également membre du cluster Néopolia Saint-Nazaire.



AXANTHA II © B. Stichelbaut - JFA

ADTS
www.adts-technicalsupplies.com



© ADTS

ADTS est une société de conseil et négoce en robinetterie marine. ADTS accompagne ses clients dans la conception et la finalisation de leurs projets neufs, et dans la maintenance de leurs équipements.

Pour servir et approvisionner dans les meilleures conditions les chantiers de réparation, les armateurs, les avitailleurs, les sociétés de maintenance ADTS garantit une prestation haut de gamme.

Les exigences des navires (spécificité du métier, urgences, diversité des produits) requièrent une réelle expertise et une implication.

ADTS offre ce service :

- compétence technique,
- réactivité,
- flexibilité,
- prise en compte des impératifs,
- large panel de produits.

ADTS représente des marques leader de la robinetterie.

45 % du chiffre d'affaire de l'industrie
parapétrolière et paragazière est réalisé en offshore
(**39** milliards d'euros de chiffre d'affaire en 2013).



AMERIS FRANCE

www.ameris.net

Depuis 1994, Ameris apporte son expertise globale en supply chain navale : sourcing et gestion des approvisionnements, MCO, assistance technique, kitting, co-packing, assemblage et logistique internationale dans des domaines techniques complexes.

Grâce à sa base de données propriétaire de plus de 70.000 pièces et 7.000 fournisseurs, Ameris

fournit des pièces sur plan et sur étagère à des chantiers navals, la défense, l'énergie offshore et le transport.

Ameris group est présent sur les 5 continents, à travers ses filiales en France, Espagne, Pays-Bas, Slovaquie, Chili, Nouvelle-Zélande, Polynésie Française et à travers son réseau de plus de 20 agents internationaux.

BRETAGNE PÔLE NAVAL

www.bretagnepolenaval.org

BPN cluster industriel en Bretagne fédère plus de 125 entreprises et organismes regroupés au sein de 3 filières d'excellence.

Une organisation opérationnelle basée sur les travaux des clusters naval, EMR et Oil & Gas permet de capitaliser les savoir-faire de plus de 20.000 professionnels.

Présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de la conception à la maintenance, le cluster industriel BPN contribue par ses actions au développement économique des entreprises.

Maitres d'œuvres, chantiers navals, sociétés d'ingénierie, équipementiers, ainsi que l'ensemble des services associés sont en capacité de proposer aux clients des solutions clé en main novatrices en France et à l'international.

Un objectif premier : la compétitivité !

Le plan d'action construit en 5 axes stratégiques s'inscrivant dans une dynamique concrète de développement économique des entreprises :

- accroître et renforcer les synergies et les relations partenariales entre les membres ;
- mettre en relation les donneurs d'ordres et les entreprises ;
- promouvoir les réalisations produits et services des adhérents ;
- apporter support et conseil aux membres dans les domaines de l'emploi, de la formation et des applications réglementaires et légales ;
- contribuer au développement et à l'adaptation des infrastructures industrielles et portuaires.

Une dynamique réussie qui permet à BPN de présenter des offres "packagées" répondant à un haut niveau d'exigences.

CIRANOE

CIRANOE, société Holding de Jean-Pierre Le Goff, s'appuie dans le secteur maritime sur MAURIC, bureau d'architecture et ingénierie navale renommé, et sur SIBIRIL Technologies,

spécialiste des navires en composite, avec ses références professionnelles et prestigieuses, dont la SNSM et les Pilotes de Ports.

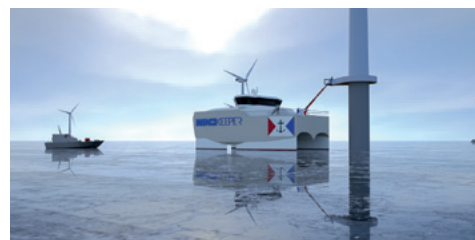
CNIM

www.cnim.com

Le groupe CNIM conçoit et réalise des ensembles industriels clés en main à fort contenu technologique et propose des prestations d'expertise, de services et d'exploitation dans les domaines de l'environnement, de l'énergie, de la défense et de l'industrie.

L'activité "systèmes maritimes" de CNIM couvre les domaines suivants :

- la conception et la réalisation de navires spéciaux à fort contenu technique pour les marchés civils et militaires,
- la conception et la fabrication d'équipements pour navires écologiques,
- la conception et la fabrication de machines et d'éléments pour les EMR.



© CNIM

d2M ENGINEERING

www.d2m-group.com

d2m est une société française spécialisée dans l'architecture navale civile et militaire, l'ingénierie marine, le service aux armateurs et les énergies renouvelables ; la société, totalement indépendante, assiste les armateurs, les compagnies pétrolières ainsi que les ingénieries et les entreprises de travaux en mer ou de travaux portuaires, tout au long de leurs projets.

Le groupe d2m emploie environ 90 ingénieurs et techniciens. Son chiffre d'affaires 2012 est de l'ordre de 12 millions d'euros, en croissance régulière : d2m réalise ces études ou supervisions de construction pour le compte de nombreuses entreprises clientes, tant en France qu'à l'international, grâce à son réseau de filiales et partenaires.

DGA TECHNIQUES
HYDRODYNAMIQUES
www.defense.gouv.fr/sites/dga

DGA Techniques hydrodynamiques, spécialisé dans les études d'hydrodynamique et d'hydroacoustique navales, ainsi que dans l'évaluation du comportement des structures des navires soumis aux sollicitations de la houle et celle des trajectoires sous-marines, met en œuvre des outils de simulation numérique et des moyens

d'expérimentation sur modèles réduits en bassin et en tunnel hydrodynamique performants (B600 and GTH), souvent uniques de part leurs capacités. Il conçoit également des propulseurs pour sous-marins, navires de surface et autres engins, les évalue et en qualifie la conception.

FIXTURLASER
www.fixturlaser.fr

Fournisseur d'instruments de mesure laser dédiés aux opérations précises de réglages lors de l'assemblage, l'installation ou la maintenance de machines.



Compétences :

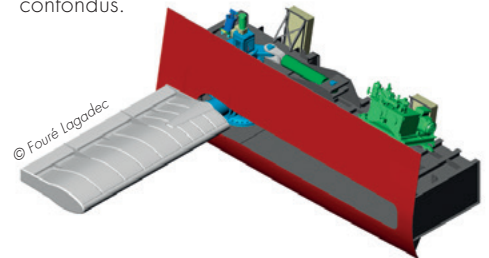
- alignement de machines tournantes (arbres, ligne d'arbres, cardans, demi-paliers, paliers, etc.),
- positionnement et mise en géométries machines (rectitude, planéité, perpendicularité, parallélisme, concentricité, etc.),
- expertise sur site avec assistance aux ajustements pour remise en géométries ou réalignement,
- formations aux techniques du lignage d'arbres et de mise en géométries machines, par des interventions d'alignement simplifiées et optimisées, l'objectif étant d'accroître la fiabilité des machines en fonctionnement et ainsi garantir la qualité de production.

FOURÉ LAGADEC MARINE
www.fourelagadec.com

Fouré Lagadec a repris les activités de ACH Engineering et a créé le département marine (FL Marine) en 2003 afin de perpétuer une tradition marine de 90 ans.

Groupe de près de 2.000 personnes dans le monde, Fouré Lagadec a pour activités principales la chaudronnerie industrielle et la maintenance industrielle. Au sein de cette entreprise, FL Marine est spécialisé dans la conception, la vente et la maintenance d'ensembles complexes pour l'industrie navale. Le département marine développe son activité de constructions neuves en s'appuyant sur le retour d'expérience provenant de la

maintenance des équipements existants. Les diverses compétences dont bénéficie l'entreprise permettent de proposer des solutions complètes, incluant l'avant-projet, la conception, le montage et le suivi des installations tout corps de métier confondus.



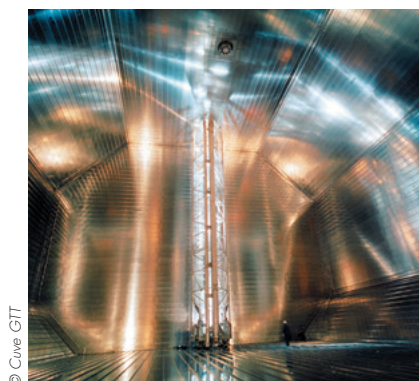
GAZTRANSPORT ET TECHNIGAZ
www.gtt.fr

GTT est une société d'ingénierie française spécialisée dans les revêtements cryogéniques dits "à membrane" pour des cuves contenant du

Gaz Naturel Liquéfié (GNL). Ces cuves équipent principalement des méthaniers, des structures offshore et des réservoirs terrestres.

GTT est leader sur son marché avec plus de 90 % de la flotte mondiale en commande équipée de d'une technologie GTT.

L'expertise et la capacité à innover pour répondre aux exigences de ses clients aux réglementations maritimes internationales permettent à GTT de fournir des solutions pour toute la chaîne du GNL. Avec des navires qui adoptent des carburants plus verts, les technologies de GTT peuvent s'adapter aux réservoirs des bateaux, au stockage on-shore et off-shore, ainsi qu'aux navires de soutage et aux barges. GTT a un rôle clé dans ce futur développement.



80 % de la pollution maritime est d'origine terrestre.
 Les navires **5** fois moins émettent de CO₂ à la tonne transportée que le transport routier, et **13** fois moins que le transport aérien.



GROUPE HERVÉ
www.groupeherve.com

Présent en France, en Suisse, en Belgique et au Maroc depuis quatre décennies, les activités du Groupe Hervé, diversifiées et complémentaires, s'organisent autour de 3 pôles : Energie Services, Industrie, Numérique, qui œuvrent ensemble afin d'obtenir l'une des offres de services les plus originales et cohérentes du marché.

Ses activités navales représentées par les sociétés Chouteau Atlantique, CTL, Métalform, SN-Hydro, Onex sont partenaires des constructeurs de navires de surface et sous-marins avec des spécialités en montage coques et structures, réseaux fluides. Ces sociétés interviennent aussi en chaudronnerie, mécano-soudure offshore acier, aluminium, inox, en serrurerie sur mesure qualité marine.

HONEYWELL MARINE
www.honeywellmarine.com



© Honeywell Marine

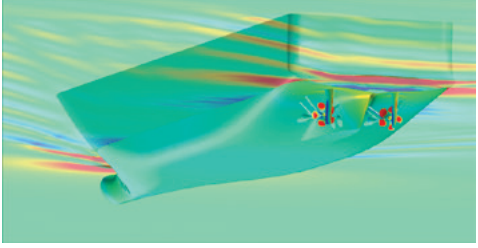
Honeywell Marine fait partie de Honeywell Process Solutions (HPS). Leur spécialité est la fabrication et la vente de systèmes de jaugeage dédiés à la marine, où ils sont profondément implantés depuis de nombreuses années. Honeywell possède un réseau d'usines dans le monde entier, le centre de production et de service étant basé à Bourges. Leur réseau de vente couvre le monde entier, basé sur leurs agents, distributeurs et équipes présents dans les principaux pays maritimes. Ils offrent des solutions complètes de jaugeage

pour les cuves de cargo, ballast et service, incluant les mesures de températures et d'inertage. Grâce à leur position et leur histoire dans l'industrie des équipements maritimes, ils offrent la conception de système, l'installation, la mise en route et le service dans le monde entier.

- Leurs solutions :
- systèmes de jaugeage pour cuves de cargo,
 - systèmes de sécurité anti-débordement et de détection de gaz,
 - une large gamme de capteurs pour le jaugeage et la sécurité.

HYDR OCEAN
www.hydrocean.fr

HydrOcean est un leader mondial en simulation numérique appliqué au domaine maritime. Au travers d'un véritable bassin de carène numérique,



© HydrOcean

HydrOcean propose des services d'évaluation et d'optimisation des performances hydrodynamiques et aérodynamiques pour les secteurs Navals, Offshore, EMR et Nautisme. Ces services permettent de réduire la consommation, d'améliorer les performances et de diminuer les risques lors de la conception des navires et structures marines. HydrOcean propose ses services à l'international, notamment à travers un partenariat mis en place avec le Bureau Veritas. HydrOcean distribue aussi ses logiciels de simulation en hydrodynamique développés en partenariat avec l'Ecole Centrale Nantes sous forme de licences.

NEPOLIA MARINE
www.neopolia-marine.com

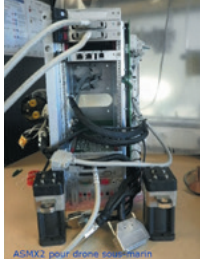
Neopolia Marine est un cluster constitué de 55 entreprises de la construction et de la réparation navale des Pays de la Loire (aluminium et acier). Ce cluster fédère des entreprises expérimentées regroupant les savoir-faire nécessaires à la réalisation de tous types de navires et espaces flottants. Neopolia Marine maîtrise la mise en synergie de toutes les spécialités, le recours à l'expertise

de spécialistes, le respect des contraintes de coordination, et la gestion globale des projets aussi bien technique que financière. Pour ce faire, le cluster s'appuie sur les compétences d'un ingénieur technique et commercial spécialisé. Celui-ci s'inscrit dans une démarche d'accompagnement des donneurs d'ordres dans leurs projets et favorise ainsi le développement des membres.

NEXTER ELECTRONICS
www.nexter-group.fr/fr/filiales/nexter-electronics

Nexter Electronics, filiale du groupe Nexter, est expert dans les systèmes électroniques embarqués fonctionnant dans des environnements sévères. Acteur historique dans la conception, la réalisation et le maintien en condition opérationnelle d'équipements embarqués dans les systèmes de défense terrestre, Nexter Electronics met en œuvre une gamme de solutions innovantes (allant de contacteurs disjoncteurs électroniques à des calculateurs sécuritaires SIL en passant sur des solutions intégrées de piles à combustibles), compétitives et pérennes développées pour la

maîtrise des systèmes électriques et électroniques des réseaux de bord.



© Nexter Electronics



La Grande Barrière de Corail, mesurant

2.600 km de longueur, est la plus grande structure vivante sur Terre. On peut la voir à partir de la Lune.

PALFINGER FRANCE

www.palfinger.fr



© Palfinger France

Entreprise du groupe Vincent et leader sur le marché français de la grue auxiliaire de manutention classique, Palfinger France assure également la distribution et le service des unités de Palfinger Marine, Palfinger Dreggen et Palfinger Wind.

Palfinger Marine : l'un des constructeurs les plus innovants dans le secteur du levage "marin". Palfinger Marine vise à proposer le "sur mesure". Spécialisé dans la fabrication de matériel de levage sur navires et sur plateformes offshore (Oil & Gas).

Palfinger Wind : plus de 10 ans dans l'industrie éolienne offshore et présent sur les parcs européens majeurs. Fabrique et propose le suivi des équipements de levage pour nacelles, plateformes et sous-stations.

CA PALFINGER FRANCE 2014 :

- 76 millions €,
- 1.031 grues vendues,
- 734 bras vendus,
- 27 distributeurs,
- 85 points SAV.

PRÜFTECHNIK FRANCE

www.pruftechnik.fr

Filiale française du groupe international Prüftechnik AG (leader mondial dans les systèmes d'alignement par rayon laser), Prüftechnik France est spécialisée dans le domaine de la maintenance prédictive des machines tournantes et offre les services suivants :

- alignement de lignes d'arbre et mesures géométriques par système laser,
- mesure de couple sur les lignes d'arbre,
- comptage des particules dans les circuits de lubrification,
- analyses vibratoires par systèmes portables ou systèmes de surveillance permanente,
- télésurveillance vibratoire.

SAFT

www.saftbatteries.com



© Saft

Saft est un leader mondial de la conception et de la production de batteries de haute technologie pour l'industrie. Le groupe est le premier fabricant mondial de batteries à base de nickel et de lithium primaire pour les infrastructures et les processus industriels, le transport, les marchés de l'électronique civile et militaire. Saft est leader mondial des batteries pour

l'espace et la défense, avec ses technologies Li-ion qui sont également déployées dans les marchés du stockage de l'énergie, des transports, de la marine et des réseaux de télécommunications. Plus de 3.800 salariés présents dans 18 pays, 14 sites de production et un réseau commercial étendu contribuent à l'accélération de la croissance future du groupe. Saft dont les batteries sont conçues pour l'industrie.

SAMES TECHNOLOGIES

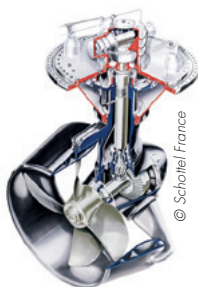
www.sames.com

65 ans de savoir-faire, d'innovations et d'accompagnement de ses clients font de SAMES une société à renommée mondiale dans le monde de la mise en peinture électrostatique. SAMES développe et installe des solutions automatisées et robotisées pour les applications de peintures, mastics, produits fluides ou épais pour l'automobile, l'industrie générale, l'éolien, le pétrole, la plasturgie et le naval.

Ses solutions sont complètes : de la pompe au système d'application du produit. L'expertise et le soutien de SAMES font que chaque client accède à la qualité de finition recherchée sur ses lignes de production, et ce, où qu'il soit dans le monde.

SCHOTTEL FRANCE

www.schottel.de/fr/



© Schottel France

Schottel est un groupe innovant, spécialisé dans le développement, la conception, la production et la commercialisation de systèmes azimutaux de propulsion et de manœuvre, ainsi que de systèmes de propulsion complets, dans une gamme de puissance jusqu'à 30.000 kW, pour navires de toutes tailles et de tous types. Des produits de qualité élevée, et un réel engagement sur le terrain sont les raisons de son succès. Une tradition de longue date constitue l'essentiel de la culture de groupe.

Avec un niveau important d'investissements dans la recherche et le développement, Schottel optimise

sa gamme existante, et met en œuvre des solutions innovantes. Le but de ces actions est d'augmenter encore davantage le rendement et la fiabilité de tous ses systèmes de propulsion et de manœuvre pour le bénéfice de ses clients.

Grâce à une coopération étroite avec les armateurs, chantiers navals, consultants, et établissements de recherche indépendants de renommée internationale, Schottel a été en mesure d'atteindre ce but régulièrement.

CA de Schottel France 1,5 M€

CA de Schottel Allemagne 300 M€

WENEX EQUIPEMENTS

www.wenex-equip.com

Wenex est une société de 4 personnes assurant la représentation de fabricants d'équipements pour la construction navale, l'offshore, les EMR,

la production d'énergie et certaines industries spécialisées. Elle génère un CA de 1,5 M€.

Classification

Les sociétés de classification aident les entreprises à se conformer aux normes de qualité et de sécurité dans la conduite de leurs activités. Elles jouent un rôle prépondérant dans le domaine du transport maritime en permettant aux navires d'être construits et exploités dans des conditions de sécurité satisfaisantes.

Le système **AIS** (système d'identification automatique) est un système d'échanges automatisés de messages entre navires par radio haute fréquence.



BUREAU VERITAS
www.bureauveritas.com



© Bureau Veritas

Bureau Veritas est l'un des principaux organismes de classification, de vérification et de sécurité offshore.

Grâce à ses 2.550 experts maritimes opérant à partir de plus de 180 centres d'intervention répartis dans 90 pays, BV classe 11.200 navires de haute mer représentant 107 millions de tonneaux, plus de 750 unités offshore et 2.000 bateaux de navigation intérieure.

Bureau Veritas possède une expertise technique reconnue dans l'ensemble des segments du transport maritime ainsi que les unités offshore, conçues pour l'exploration et l'exploitation des champs gaziers et pétroliers côtiers ou en eau profonde. BV occupe une position de leader pour les navires à très forte technicité : transporteurs de gaz naturel liquéfié (GNL) ou de gaz de pétrole liquéfié (GPL), FPSO/FSO, plateformes pétrolières offshore, navires de croisière, ferries et navires spécialisés.

Bureau Veritas participe à plusieurs programmes de recherche au niveau européen et également à un nombre important de projets industriels en coopération avec l'industrie pétrolière. En s'investissant de la sorte, BV a pu développer des domaines d'excellence tels que l'hydrodynamique, les phénomènes vibratoires, la fatigue des structures et mettre au point des outils de calcul et de simulation permettant d'analyser le comportement des navires et des structures offshore. Dans d'autres domaines, divers outils de simulation et d'études ont également été développés portant par exemple sur la propagation du feu à bord des navires, la lutte contre l'incendie ou l'évacuation des passagers.

DNV GL
www.dnvgl.com

DNV GL est une des principales sociétés de classification.

Engagé dans la sauvegarde de la vie, de la propriété et de l'environnement, DNV GL permet aux compagnies d'accroître la sécurité et la durabilité de leurs projets. DNV GL offre des services de classification et de solutions techniques accompagnées de solutions logicielles et services de conseil d'experts indépendants dans les industries maritime, pétrolière, gazière et énergétique. Le groupe offre également des services de certification aux clients dans de nombreux secteurs d'activités.

En combinant l'expertise technique et opérationnelle de premier plan, la méthodologie du risque et la connaissance approfondie de l'industrie, DNV GL renforce la confiance et la fermeté dans les décisions et actions prises par ses clients. La compagnie investit 5 % de son revenu annuel dans la recherche et l'innovation afin de fournir une qualité opérationnelle et technologique aux clients et à la société.

Fondée en 1864, DNV GL travaille dans plus de 100 pays grâce à ses 16.000 professionnels dédiés à assister leurs clients et rendre le monde plus sûr, intelligent et vert.



© DNV GL



Lloyd's Register, leader des services de classification et de certification maritime, s'assure que les normes environnementales et de sécurité internationale soient respectées à chaque étape de la vie d'un navire.

Acteur incontournable du secteur, Lloyd's Register s'engage quotidiennement auprès de ses clients pour offrir une réponse personnalisée à leurs besoins en s'appuyant sur des technologies innovantes, efficaces et rentables.

Riche de son histoire et de son patrimoine Lloyd's Register est tourné vers le futur et mets la Recherche et le Développement au cœur de ses priorités. A ce titre Lloyd's Register possède aujourd'hui deux centres de Recherche (Global Technology Centres) basés à Southampton, Royaume-Uni et à Singapour. Ces centres réunissent au sein d'un même lieu : universitaires, chercheurs et professionnels de l'industrie maritime.

Les principaux domaines d'expertise :

- Navires de défense

Grâce à ses services de classification et de conseil, Lloyd's Register aide les Marins dans le monde entier à s'assurer que leurs navires fonctionnent de manière optimale. Lloyd's Register fournit un soutien spécialisé dans tous les domaines techniques, tels que l'optimisation de l'hélice, les dommages à la coque, ou le renforcement de coque contre les chocs et les glaces avec comme priorité la sécurité des hommes et des équipements.

- Gaz Naturel Liquéfié comme combustible

Lloyd's Register a fortement contribué au développement de l'utilisation du Gaz Naturel Liquéfié comme combustible. Ainsi avec ses dernières participations, notamment sur les projets Viking Grace, Argonon, la construction de 3 ferries pour STQ et 2 PCTCs pour UECC, Lloyd's Register rend plus sécurisé l'avitaillement au GNL, et apporte également aux ports et aux opérateurs portuaires une aide à la compréhension des étapes impliquées dans l'évaluation des risques d'avitaillement. Lloyd's Register a édité les premières procédures et standards opérationnels d'avitaillement du port de Singapour.

- Formations

Le service de formation de Lloyd's Register EMEA, déclaré Organisme de formation professionnelle, propose une gamme complète de formations adaptées aux besoins des acteurs de l'industrie maritime. Lloyd's Register s'efforce d'anticiper, de comprendre et de satisfaire les besoins en formation de ses clients, pour s'adapter aux spécificités de chacun. Les formateurs sont tous des experts de la société Lloyd's Register.

Le Mont Everest, soit le plus haut point sur la surface de la Terre avec **8.848** m de hauteur, est plus petit que le Challenger Deep, qui est le point le plus profond jamais mesuré dans les océans avec **10.900** mètres de profondeur.



"Brest, plateforme de forage en construction"
Michel Bernard ⚓, peintre officiel de la marine

Industries et services pour la sécurité et la sûreté maritimes



L'appel de détresse internationale était CQD jusqu'en 1906, puis ce fut SOS jusqu'en 1929, et maintenant Mayday (déformation anglaise de la phrase française "venez m'aider").

L'accélération de la mondialisation des échanges confronte l'ensemble des activités maritimes à des enjeux et menaces croissants qui sont principalement :

- assurer le contrôle du transport maritime pour le protéger et lutter contre les menaces telles que les actes de terrorisme, la piraterie, les trafics illicites ;
- surveiller l'activité maritime, protéger les ressources marines, surveiller leur mise en valeur, préserver l'environnement et porter assistance aux personnes et aux biens.

Dans ce contexte, qui voit tant le renforcement des règles que l'accroissement de l'action publique en mer dans une optique d'approche globale des enjeux maritimes et environnementaux, les industriels français ont développé des solutions, des systèmes et des équipements particulièrement adaptés à ces domaines.

Depuis 2006, nombre d'acteurs se sont regroupés au sein du comité Sécurité, Sûreté, Environnement Maritime (SSEM) du **GICAN** (voir page 28),

afin d'être la vitrine des technologies et du savoir-faire français en la matière.

En outre, afin de lutter contre la piraterie, un groupe de travail initié en 2010 par le **Cluster Maritime Français**, et constitué d'équipementiers, d'**Armateurs de France**, de tous les métiers concernés soit par la conception soit par l'utilisation des équipements, et enfin de la **Marine nationale**, a permis de lancer un projet d'autoprotection des navires, BlueDome. Il s'agit d'un système d'auto-défense non létal au moyen de sous-systèmes automatisés embarqués à bord des navires, à la fois efficaces, modulables, simples d'utilisation et d'un coût raisonnable.

Un consortium rassemblant 9 entreprises a été créé pour développer ce projet. La dernière phase de validation ayant été réalisée, le système autoprotection verra sa commercialisation lancée courant 2015.

Des groupes et des sociétés françaises sont spécialisés dans les équipements liés à la sécurité et à la sûreté

ZITRONIC
www.2itronic.fr

2itronic développe RoSafe, dispositif d'alerte et de localisation d'hommes à la mer (MOB). La balise individuelle est si petite qu'elle s'intègre dans tous les vêtements gonflables du marché. En option, il est aussi possible d'équiper les vêtements à flottabilité permanente.

À bord, le récepteur s'intègre au réseau NMEA2000 et à la table à carte informatisée. Le système permet en plus de déclencher automatiquement de nombreuses actions d'alerte et de guidage du bateau.

AIRBUS GROUP
www.airbusgroup.com

Airbus Group occupe une place prépondérante dans l'industrie aéronautique et spatiale comme dans le domaine de la surveillance maritime grâce aux appareils d'Airbus Defence & Space et d'Airbus Helicopters.

La mer a pris une dimension stratégique : occupant 70 % de la surface de la planète, elle attire à moins de 100 km des côtes 65 % de la population mondiale et draine 90 % du commerce mondial. Ce qui fut autrefois une simple voie de passage est aujourd'hui un kaléidoscope d'enjeux et de menaces, une source de conflits ou d'ambitions pour l'appropriation de ses ressources.

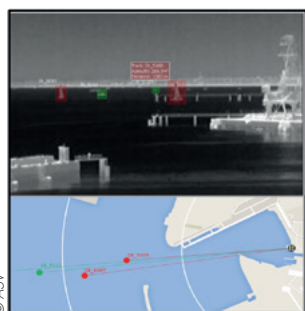
Airbus Group s'est imposé en peu de temps comme le leader mondial des systèmes de



© Airbus Group

surveillance maritime en Europe, allant de la surveillance radar classique des côtes à la mise en œuvre la plus sophistiquée de satellites d'observation en haute mer en passant par l'emploi d'aéronefs avec ou sans pilote dans les zones maritimes.

AUTOMATIC SEA VISION
www.automaticseavision.com



© ASV

Automatic Sea Vision (ASV) fournit des logiciels d'analyse vidéo dédiés à la surveillance des plans d'eau pour les solutions de gestion physique des informations de sécurité (PSIM) et les systèmes de contrôle et d'acquisition de données (SCADA).

Les logiciels ASV sont la seule solution pour rendre infranchissables les frontières perméables des infrastructures critiques : aéroports, ports, voies navigables, plateformes offshore, centrales électriques, centrales nucléaires, usines de désalinisation, fermes aquacoles, ou stations d'épuration.

DECREATION

decreation.free.fr

Depuis 2002, Bernard Decré, fondateur de DECREATION, a contribué à développer une Société d'Hélicoptères biturbines pour les SAMU avec l'équipe de Franklin Devaux et Proteus Airline, Proteus Hélicoptères.

Avec la même équipe et fort de leur succès, il développe actuellement une entité Maritime : HELICOS'Guard avec des biturbines marinisés qui sera chargé de toutes actions maritimes, et mettra

ses machines à disposition des clients, pour des contrats de 6 à 8 ans à raison de 400 heures de vol par an, en France, en Europe et sur certains pays à gros trafic maritime.

En monoturbine une filiale dénommée HELI'Archipels accompagnera l'expansion et les services des Iles et Archipels.

Enfin une structure HYDRAViATION, « SKIP'Air » travaille sur deux projets d'avion amphibie.

LACROIX

www.lacroix-defense.com

LACROIX est le spécialiste français des systèmes et services pyrotechniques. Dans le domaine naval, il apporte des solutions d'autoprotection de plateformes navales dans les phases de navigation, de mouillage ou à quai, contre tous les types de menaces antinavires et les actes de malveillance, de piraterie ou de trafic illicite.

La gamme complète d'effets terminaux permet une graduation de la réponse adaptée aux différentes situations opérationnelles rencontrées.

Le système peut être utilisé en "stand-alone" ou interfacé à des moyens de détection et/ou de désignation.



© sea cougar / Lacroix

MOBILIS

www.mobilis-sa.com



© MOBILIS

Depuis 1990, MOBILIS conçoit et produit des équipements d'aide à la navigation maritime et fluviale. Tous les produits sont fabriqués en France et distribués dans le monde entier (près de 90 % sont exportés).

MOBILIS oriente sa relation client sur le long terme avec une volonté de fournir des produits de haute technicité aux performances élevées.

En 2011, MOBILIS débute sa production de pièces en PE Rotomoulé et en 2014, intègre la fabrication des éléments en aluminium avec l'acquisition

d'une chaudronnerie dédiée à la construction des pylônes, tours et mâts.

MOBILIS propose une large gamme de matériels : balisage flottant, balisage fixe, coffres d'amarrage, flotteurs de drague, bouées d'acquisition de données. Ces dernières constituent aujourd'hui une branche d'activité à part entière avec des ressources dédiées.

OCEANPLUS

www.oceanplus.fr

OCEANPLUS est une entreprise qui conçoit et réalise des produits de sécurité et de sauvetage : bouée SILZIG®, engins flottants, défenses, bouées. Leurs produits sont fabriqués en tissus PVC et mousse à cellules fermées, et ont été adoptés par de nombreux acteurs du monde maritime : SNSM, Marine nationale, coureurs au large. Tous leurs produits sont conçus et fabriqués en France.



© OCEANPLUS

SAGEM

www.sagem-ds.com



© SAGEM

Présent sur tous les continents via le réseau international de Safran, Sagem a conçu et développé des systèmes adaptés à tous types de menaces et de plateformes navales civiles ou militaires intégrant navigation, alerte, surveillance, reconnaissance, détection et identification de menaces à très grande portée, stabilisation de systèmes d'armes et autoprotection. Sagem offre à ses clients une expertise et un haut niveau

d'innovation. Quelles que soient leurs missions, l'offre navale couvre leurs besoins notamment d'assistance, d'accompagnement et de maintien en condition opérationnelle.

Sagem propose en particulier une gamme complète et modulaire de solutions dédiées à la sûreté et à la sécurité des navires (marine marchande, Oil & Gas,..), des installations offshore et portuaires. Le dernier né de Sagem est la solution innovante Bluedome d'antipiraterie maritime.

Ses technologies équipent plus de 350 navires de surface et sous-marins de 35 marines dans le monde.

Les pirates étaient pendus "haut et court" :
haut pour que tous puissent voir, et court pour
économiser la corde qui valait plus que leur vie.



SEAPROVEN
www.seaproven.com

L'objectif de SeaProven est de fournir des systèmes de robotique marine aux organisations maritimes, aux gouvernements, aux entreprises privées ainsi qu'aux ONG, afin d'accroître leur capacité de surveillance et de protection des côtes, des zones maritimes. Leurs drones de surface sont spécialisés dans la recherche et le sauvetage pour les professionnels de la mer.

La robotique marine devient une réalité, nous constatons un intérêt croissant pour des applications civiles ou militaires. La recherche et l'optimisation des budgets, la sécurité des biens et des personnes en mer ainsi que les applications environnementales ne font qu'augmenter la pertinence de nos solutions d'USV.

SEAREKA
www.seareka.com

Seareka est une société d'électronique embarquée, spécialisée dans le domaine de la sécurité des personnes en mer. Après avoir été lauréat du concours de création d'entreprise innovante du ministère de la recherche, et après plusieurs années de R&D ainsi que d'expérimentations terrain, un nouveau produit pour homme à la mer voit le jour. Ce système nommé "Divansi MOB" permet de déclencher une alarme de chute ainsi que de donner, sur une interface intuitive, les coordonnées exactes en temps réel de la victime. Il est une réponse rapide et adaptée aux conditions de travail à bord des navires. Ce produit répond aux exigences réglementaires de la marine marchande.



SOFRESUD
www.sofresud.com

SOFRESUD est une PME varoise spécialisée dans les systèmes d'autoprotection et de sûreté maritime. Forte de 15 ans d'expérience dans le domaine de la défense à vue contre la menace asymétrique en tant que fournisseur du désignateur DOU/QPD pour les marines militaires, SOFRESUD a développé une gamme d'équipements et de solutions pour la surveillance et l'autoprotection de plateformes maritimes civiles.

SOFRESUD propose en particulier le système VMAS pour le monitoring de flotte et levée d'alertes sur les champs offshore sensibles, AMS déclinaison de VMAS dédiée à la gestion de l'autoprotection des navires marchands ou encore WRS, système de répulsion à eau apte à fonctionner en automatique ou télé-opération pour la prévention de l'abordage.

THALES
www.thalesgroup.com

Thales est un leader mondial des hautes technologies pour les marchés de la défense, de la sécurité, de l'espace, de l'aérospatial et du



transport terrestre. Fort de 61.000 collaborateurs dans 56 pays, Thales a réalisé, en 2014, un chiffre d'affaires de 13 milliards d'euros et pris 14,2 milliards d'euros de commandes. Dans le domaine naval, Thales équipe environ 500 bâtiments de tous types, dans une cinquantaine de marines dans le monde, ainsi que des avions de combat et de surveillance maritime. Enfin, Thales propose une activité de service global, pour le support technico-logistique des matériels navals.

Avec 20 % de son activité consacrée à la recherche et au développement, Thales offre une capacité unique pour créer et déployer des équipements, des systèmes et des services, afin de répondre aux besoins des chaînes critiques de décision de ses clients. Son implantation internationale exceptionnelle lui permet d'agir au plus près de ses clients partout dans le monde.

ZODIAC MILPRO
www.zodiacmilpro.com

Société française héritière du groupe Zodiac, Zodiac Milpro est spécialisée dans l'élaboration de solutions à haute valeur ajoutée à destination des militaires et professionnels du milieu maritime. Ayant su asseoir sa réputation grâce à des produits fiables et innovants comme les embarcations semi-rigides ZODIAC HURRICANE® ou les accessoires MILPRO™, Zodiac Milpro propose également une large gamme de services, comme la formation opérationnelle ou le maintien en condition opérationnelle (MCO) sur tous les continents grâce à un réseau de spécialistes agréés.



© Zodiac Milpro

D'autres acteurs sont spécialisés dans les services

ADVANCED TRACK & TRACE
www.att-fr.com



© Advanced Track & Trace

Advanced Track & Trace® est un expert dans le développement et l'implémentation de technologies d'identification, d'authentification, d'encodage de données et de traçabilité sécurisée des produits. Implanté en France, aux États-Unis, en Suisse et à Hong-Kong et

Shanghai depuis 2013, ATT protège les produits, les packagings, et sécurise la *supply chain* dans toutes les zones géographiques et tous les secteurs d'activité sensibles, afin de lutter de manière efficace et pérenne contre les commerces illicites. ATT est également un acteur majeur de la sécurité documentaire, bancaire et gouvernementale.

AGENCE SURTYMAR
www.surtymar.com

Leader depuis plus de 10 ans en France, au Maroc et au Congo de la sûreté maritime et portuaire, l'Agence SURTYMAR et son bureau d'étude SURTYMAR Maroc réalise la mise en conformité ISPS et l'ingénierie de sûreté des ports, d'installations portuaires et de navires, d'installations diverses sensibles, en France, comme à l'étranger. L'Agence SURTYMAR est un Organisme de Sûreté Habilité par l'État Français

(OSH) et un Centre de Formation Maritime (CFM) agréé par l'État pour la sûreté maritime et portuaire. En outre, l'Agence SURTYMAR assure depuis plus de 10 ans des prestations de mise à disposition de personnel spécialisé dans le domaine opérationnel de la sûreté pour des navires et installations portuaires "Oil & Gas" pour des compagnies françaises et internationales.

BATAILLON DES MARINS
POMPIERS DE MARSEILLE
www.marinspompiersdemarseille.com



© Bataillon des Marins Pompiers de Marseille

Depuis 1939, le Bataillon de marins-pompiers de Marseille assure la sécurité de la 2^e ville, du 1^{er} port et du 5^e aéroport de France. Cette mission,

réalisée par 2.400 hommes et femmes, confère à cette unité d'élite de la Marine nationale une capacité unique d'expertise mixte des domaines touchant le maritime et la sécurité civile. Ses personnels sont, à ce titre, régulièrement déployés hors de leur zone de compétence territoriale. Son centre d'entraînement moderne et respectueux de l'environnement, offre aux clients, publics et privés, français et étrangers, un panel de formations disposant des agréments nationaux et internationaux garantissant la qualité et la reconnaissance des enseignements liés à la lutte incendie, les risques technologiques, le secours à personne et la survie en mer.

CENTRE D'ÉTUDE
ET DE PRATIQUE DE LA SURVIE
www.ceps-survie.com

Unique sur l'Atlantique, à Lorient, le CEPS (certifié ISO 9001 et 29990 par le Lloyd's Register - LRQA) offre une grande variété de formations de sécurité maritime certifiées STCW, OPITO, ISAF, BZEE, GWO, pour la marine marchande, offshore, éolien, aéronautique, pêche, voile, sauvetage professionnel, secourisme, incendie...

Le CEPS dispose de nombreux moyens : simulateur crash hélico, piscine chauffée, bossoirs, canots de sauvetage, canots rapides, conteneurs à fumée, aires à feu, combinaisons de survie, salles de cours, etc... Avec un effectif de 6 personnes, le CEPS accueille 1.200 stagiaires tous les ans.



L'océan est le vecteur de la mondialisation des échanges, puisque **90 %** des marchandises transportées le sont par voie maritime. Préserver l'océan, c'est garantir la pérennité des activités maritimes dans leur ensemble.

C-TECHNOLOGIES

www.c-technologies.fr

C-Technologies conçoit, développe et commercialise des solutions innovantes et modulables pour renforcer la sûreté du stockage et du transport d'équipements et de marchandises. L'objectif des solutions de C-Technologies est de garantir l'intégrité des contenants. Les solutions brevetées par C-Technologies permettent de répondre aux problématiques de vol et de dégradation de marchandises. Ces solutions se déclinent en une gamme de boîtiers mécaniques renforcés de verrouillage des systèmes de fermeture de conteneurs et remorques, boîtiers

pouvant intégrer ou non des modules de sûreté électroniques permettant d'assurer la détection, l'enregistrement en temps réel et la communication des événements : Quels événements ? Quand ? Où ?



© C-Technologies

GALLICE PROTECTION

www.galice-security.com

Créé en mars 2007, le groupe GALLICE accompagne les États dans le renforcement de leur souveraineté et la modernisation de leur appareil sécuritaire (Gendarmerie, Police, Armée), en réalisant à leur profit des missions d'analyse, de conseil, d'ingénierie et de formation en matière de défense et sûreté du territoire.

GALLICE travaille également au profit des industriels en matière de gestion globale des risques liés à la sûreté. Son offre au profit des armateurs fait de GALLICE le leader français de la protection maritime et propose partout dans le monde des solutions de protection embarquée.

GEOS

www.groupegeos.com

Société de conseil et ingénierie spécialisée en gestion globale du risque, GEOS accompagne les entreprises et les institutions dans tous leurs projets en zones complexes. De par son expertise humaine et sa maîtrise des technologies, GEOS soutient l'industrie maritime et les organisations

offshore en intégrant des services élargis tels que la conception et la mise en œuvre des solutions de sûreté/sécurité, la supervision HSE, l'implémentation ISPS, l'interface avec le tissu local institutionnel et économique, la coordination de la logistique et des opérations, etc.

GROUPE PRORISK

www.groupe-prorisk.com

L'ambition de la holding Groupe Prorisk est d'apporter partout dans le monde, au profit des organisations institutionnelles et des compagnies privées, une réponse globale aux enjeux de maîtrise et de sauvegarde des espaces maritimes. Cette société holding française possède à 100 % trois sociétés filiales aux services complémentaires :

- Kargus Sea Interconnection ou KSI : Organisme de Sûreté Habilité et Centre de Formation Agréé dans les domaines de la sûreté maritime et portuaire, du Code ISPS et des Activités Privées de Protection des Navires (reconnue par l'État français). Bureau d'études d'ingénierie et de

conseil pour les activités se rapportant à l'Action de l'État en Mer et la sûreté.

- Prorisk International SARL : Gestion de projets et représentation de client dans les domaines de l'intervention sous la mer, la guerre des mines et le NEDEX/EOD/IED. Entreprise Privée de Protection des Navires (reconnue par l'État français) ;
- Prorisk International LTD : Private Maritime Security Company (reconnue par le Royaume-Uni) et Entreprise Privée de Protection des Navires (reconnue par l'État français). Déploiement de Security Managers en offshore et à terre.

INSTITUT FRANÇAIS DE NAVIGATION

www.ifnavigation.org

L'Institut Français de Navigation (IFN) est l'association française qui rassemble les acteurs et personnes œuvrant dans le domaine de la navigation ou intéressées par ce secteur. L'IFN contribue notamment aux réflexions prospectives en liaison avec l'industrie (y compris services) et les organismes

publics nationaux et internationaux concernés. Un effort particulier est consacré à la "e-Navigation" qui prévoit l'emploi des techniques les plus modernes pour améliorer la sécurité et la sûreté de la navigation maritime. L'IFN publie une revue trimestrielle, "Navigation".

INSTITUT NATIONAL DE PLONGÉE PROFESSIONNELLE

www.inpp.org

L' I.N.P.P est une association de Loi 1901 qui a pour objectif de participer, favoriser et promouvoir le développement des activités liées

à la plongée professionnelle, à la sécurité et à l'intervention en milieu aquatique et hyperbare.

PELAGOS

www.pelagos.biz

Cabinet de conseil spécialisé dans le transport, son pôle sûreté maritime, l'un des leaders en France, est intervenu pour plus de 25 ports et plus de 60 installations portuaires depuis 2005 dans le cadre de la mise en conformité au Code

ISPS en France et à l'étranger. Depuis 2009 les équipes pluridisciplinaires assistent les entreprises pour l'obtention de la certification d'Opérateur Economique Agréé (OEA) délivrée par les services des douanes.

SECURYMIND
www.securymind.com

Cabinet de conseil en stratégies de sûreté, dédié à la protection des biens, des personnes et des projets publics et privés, Securymind a développé depuis 2009 un pôle maritime autour de compétences internes. Organisme de Sûreté Habilité par l'État dans le cadre de l'application du code ISPS, Securymind

réalise des missions de conseil, d'évaluation et de formation (sensibilisations ISPS, formation ASIP...). Depuis 2012, Securymind est partenaire de Bureau Veritas pour le référencement des sociétés privées de sécurité opérant en mer dans le cadre de la protection contre la piraterie.

YACHTING & CRUISES RISK MANAGEMENT
www.ycrm.fr

Services d'analyse et de protection contre les menaces terroristes.

Prestations ciblées au monde de la croisière et du yachting.

Deux structures d'origine étatique vendent à l'étranger des solutions françaises

DCI - NAVFCO
www.groupecdi.com

Composante navale du groupe Défense Conseil International, DCI - NAVFCO transfère le savoir-faire de la Marine nationale aux marines étrangères. DCI - NAVFCO propose une large gamme d'enseignements - en français et en anglais - dans les domaines suivants :

- la formation académique d'officiers et d'ingénieurs militaires navals,
- la formation maritime et opérationnelle : navigation et sécurité, conduite des opérations dans l'ensemble des domaines de lutte,
- les formations techniques : maintien en condition opérationnelle (MCO) et logistique opérationnelle,
- l'entraînement opérationnel des équipages de navires de surface, de sous-marins et d'aéronefs, des gardes-côtes et des Forces Spéciales.



© Sébastien Dupont

Forte d'une expérience unique acquise depuis plus de 30 ans, DCI - NAVFCO adapte en permanence ses prestations, labellisées Marine nationale, aux exigences et spécificités des forces navales des pays amis.

ODAS
www.odas.fr

La société ODAS a été créée à la demande de l'État français pour contribuer à développer les exportations dans le domaine de la défense, de la sécurité et des hautes technologies. ODAS

intervient dans le cadre de contrats d'État à État ou de contrats commerciaux. Son actionnariat rassemble, aux côtés de l'État français, les principales entreprises de défense.

C'est sous Napoléon **1^{er}** que furent créés les premiers sémaphores (qui assurent aujourd'hui une veille visuelle, radio et radar le long de nos côtes).



"Le Mutin, manœuvre"
Jacques Rohaut ⚓, peintre officiel de la marine



Maritime et développement durable

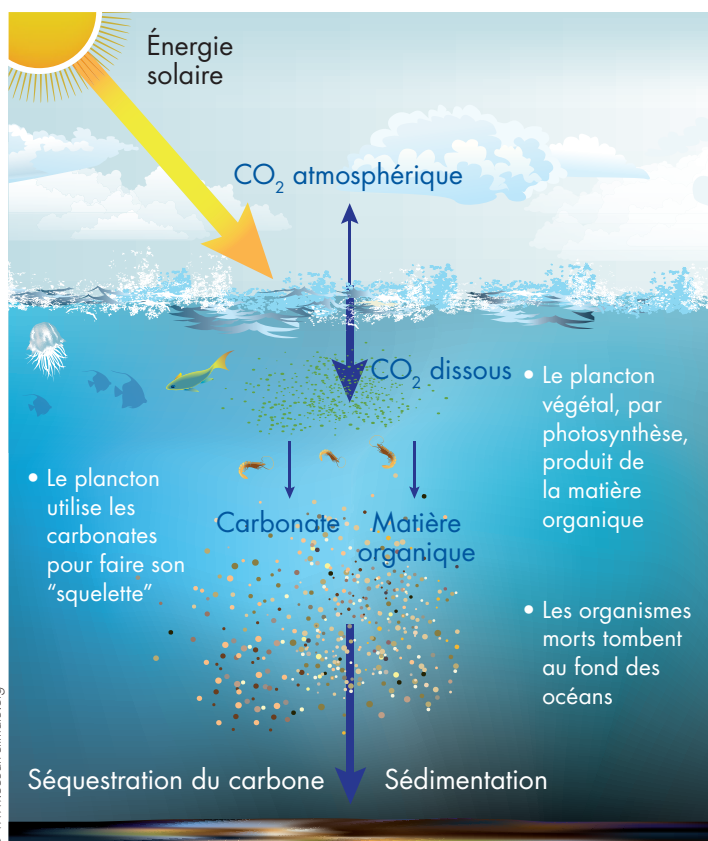
Chaque année, l'océan absorbe environ **50** % des émissions de CO₂ provenant des activités humaines, ce qui augmente son acidification.

La France accueille du 30 novembre au 11 décembre 2015 la 21^e Conférence des Nations unies sur le changement climatique. C'est l'occasion pour les acteurs du maritime de se mobiliser pour faire prendre en compte le rôle de l'océan dans la machine climatique. Grand oublié de la plupart des débats sur le climat, il a suscité le

rassemblement de nombreux scientifiques, réseaux d'entreprises et acteurs de la société civile au sein de la **Plateforme Océan et Climat** qui a produit des travaux scientifiques et fiches pédagogiques pour que l'océan ait enfin toute sa place dans les négociations.



Pompe à carbone biologique



L'Océan, poumon de la planète

C'est en premier lieu le rôle clé du plancton, premier maillon de la chaîne alimentaire marine et représentant plus de 95 % de la biomasse marine. Sa diversité est particulièrement remarquable mais reste encore à découvrir dans son intégralité, comme l'ont révélé les travaux publiés par **TARA** en juin 2015 suite à sa campagne scientifique.

Dans la machine climatique le plancton végétal (ou micro-algues) a une importance fondamentale puisqu'il agit grâce à la photosynthèse comme un absorbeur de dioxyde de carbone (CO₂), tout en produisant plus de 50 % de l'oxygène de l'air que nous respirons.

À ses côtés, les espèces à coquille calcaire du plancton participent également au piégeage du carbone, en le stockant sous forme de carbonate de calcium (CaCO₃) au sein de leur coquille (voir schéma).

Cycle de l'eau

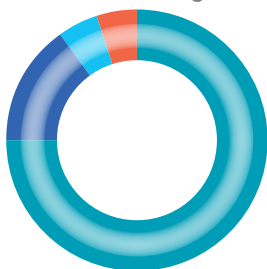


L'Océan, régulateur du climat

Sous l'effet des rayonnements du soleil, l'eau de l'océan (soit 97 % des eaux du globe) se réchauffe, s'évapore dans l'atmosphère, retombe sous forme de précipitations en mer ou sur terre, et finit toujours par revenir dans l'océan (voir schéma ci-contre). Néanmoins, sous l'effet du réchauffement climatique et de pollutions provenant majoritairement des terres, l'océan subit des dommages aux conséquences parfois désastreuses : élévation du niveau des mers (prévisions de 18 à 59 cm d'ici 2100), réchauffement, acidification (+ 30 % en 250 ans).

Le cycle de l'eau a quant à lui tendance à s'accélérer et à provoquer davantage d'événements climatiques considérés comme extrêmes : violentes précipitations, sécheresses durables, fréquence des cyclones...

Origine des pollutions des océans du globe



75%

Terre

15%

Mer

5%

Air

5%

Marées noires
déballastage/dégazage

Le réchauffement récent de l'océan affecte principalement les couches superficielles (les **300 à 500** premiers mètres) mais peut atteindre les couches profondes dans les régions situées à plus haute latitude.



L'Océan, un milieu à préserver

La bonne santé de l'océan et de sa biodiversité est indispensable à l'équilibre écologique et climatique de notre planète bleue.

Les acteurs de l'économie maritime, observateurs de premier rang, sont conscients que la mer est un environnement prometteur mais fragile. Ils se sont donc mobilisés et ne cessent d'innover, à la fois pour limiter les impacts de leurs activités mais

aussi pour trouver des solutions afin de préserver ou réparer des écosystèmes. Un équilibre peut être trouvé entre développement économique et durabilité écologique, permettant une juste exploitation de l'océan et de ses ressources pour les générations présentes, sans les mettre en péril pour les générations futures.

Organismes et structures à vocation environnementale

AGENCE DES AIRES MARINES PROTÉGÉES

www.aires-marines.fr

L'Agence des Aires Marines Protégées est un établissement public national rattaché au ministère de l'Écologie.

Elle a pour fonctions principales l'appui aux politiques publiques d'Aires Marines Protégées (AMP), l'animation du réseau des AMP et la fourniture des personnels et des budgets nécessaires à la gestion des parcs naturels marins qu'elle met en place.

L'Agence est un acteur de l'aménagement de l'espace maritime français et de la définition d'une stratégie marine en France. Elle renforce la capacité d'expertise française dans les négociations internationales sur la mer.

Les AMP sont les parcs naturels marins et les parties maritimes du domaine du Conservatoire du littoral, des parcs nationaux, des réserves naturelles, des arrêtés de protection de biotope et des sites Natura 2000, ainsi que les désignations déjà faites dans le cadre de conventions internationales. Ces espaces sont délimités en fonction de l'intérêt du patrimoine naturel, de l'importance des fonctions écologiques et de la nature des usages qui s'y pratiquent.

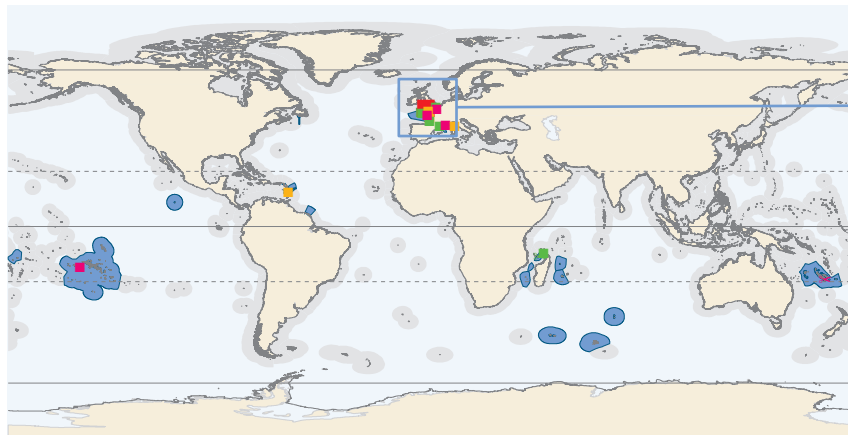
Les AMP ont un objectif de protection du milieu associé à un objectif d'utilisation durable. La France, qui dispose de la seconde ZEE au monde, est particulièrement concernée par ces enjeux.

La commande gouvernementale issue du Grenelle de la mer est la mise en place de 20 % d'Aires Marines Protégées dans les eaux sous juridiction française d'ici 2020, dont dix parcs naturels marins, et deux parcs naturels marins au minimum en outre mer, d'ici 2015.

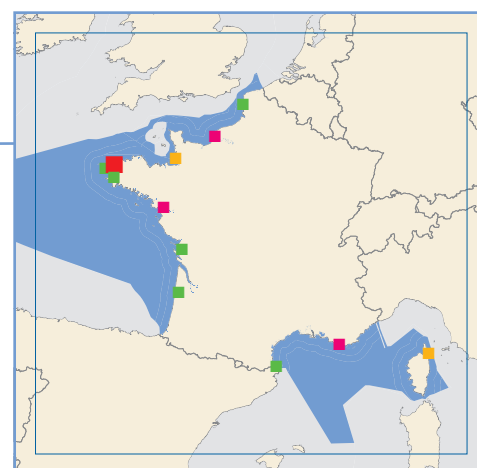
À ce jour, sept parcs naturels marins ont été implantés : en mer d'Iroise, à Mayotte, en Méditerranée, aux Glorieuses, en mer du Nord et dans le bassin d'Arcachon et sont ouverts, dans l'estuaire de la Gironde et la mer des Pertuis. Trois missions d'études de parc sont en place : dans le Golfe normand breton, en Martinique et en Corse.

L'Agence emploie actuellement 194 agents, chiffre appelé à se porter à plusieurs centaines, dans le cadre du déploiement de tous les parcs naturels marins prévus par le Grenelle de la mer.

Agence des aires marines protégées - implantations géographiques - 2015



- eaux sous juridiction française
- autres eaux sous juridiction nationale
- siège
- antenne (dont agents rattachés)
- parc naturel marin
- mission d'étude pour la création d'un parc naturel marin



© Agence des aires marines protégées

EXPÉDITION 7^e CONTINENT

www.septiemecontinent.com

“Comprendre et réduire cette pollution par le plastique pour préserver notre santé et notre planète.”



© Expédition 7^e Continent

80 % des plastiques présents en mer proviennent des continents... aucun océan n'est préservé par la présence massive de plastiques. 8 à 10 millions de tonnes y sont déversées chaque année. Ces plastiques véhiculent perturbateurs endocriniens, métaux lourds et autres polluants, et sont autant de pièges pour la biodiversité avec un impact probable sur la santé humaine. Il est temps de comprendre, d'expliquer et d'agir. C'est pourquoi Expédition 7^e Continent œuvre pour un océan préservé combinant des savoir-faire scientifiques, pédagogiques, médiatiques et la mise en place de solutions.

INSTITUT OCÉANOGRAPHIQUE

www.institut-ocean.org

L'Institut océanographique, fondé en 1906 par le Prince Albert 1^{er} de Monaco, soutient la mise en place d'une gestion durable des océans à même de concilier préservation de la biodiversité et activités économiques respectueuses des écosystèmes marins.

S'appuyant sur le Musée océanographique de Monaco et la Maison des océans à Paris, il intervient comme médiateur entre la communauté scientifique, les acteurs de l'économie maritime, les décideurs politiques et le grand public.

Au rang de ses préoccupations figurent notamment : la Méditerranée, les grands fonds marins, les méduses, ou encore la sauvegarde des requins.

Le Forum des Métiers de la mer offre chaque année un panorama des formations et débouchés du secteur. La Maison des Océans propose également tous les 2^e mercredis du mois des conférences thématiques ouvertes au public.



Institut Océanographique © T.Ameller

La Maison des Océans, comme le Musée océanographique, sont à même d'accueillir tous les événements en lien avec le monde marin.

PLANÈTE MER

www.planetemer.org

Planète Mer est une association d'intérêt général qui a pour objet de « préserver la vie marine et les activités humaines qui en dépendent ». C'est



Planète Mer © Laurent Debais

bien là l'enjeu du 21^e siècle : concilier à la fois équilibres naturels fondamentaux et développement économique et social. Les programmes de l'association sont axés sur la gestion / restauration des ressources marines vivantes, l'amélioration des connaissances et l'implication de chacun, professionnels de la mer et citoyens. Le principe est de mettre en œuvre des projets « pilotes », concrets, de les tester, de les ajuster puis de les déployer et les transmettre. Résolument tournée vers l'avenir et la recherche de solutions, Planète Mer entend tout particulièrement développer cet esprit « d'incubateur à projets » dans les années qui viennent.



Le Pavillon Bleu récompense et valorise chaque année les communes et les ports de plaisance engagés dans une démarche de gestion environnementale et répondant à des critères bien spécifiques en matière de gestion des déchets, d'environnement général, de gestion de l'eau et d'éducation à l'environnement (**166** communes en 2015).

L'acidité des océans a augmenté de
30 % en **250** ans, et
ce phénomène continue de s'amplifier.



TARA EXPÉDITIONS

www.taraexpeditions.org



© F. Laroche - Tara Expéditions

Initiative française à but non lucratif, Tara Expéditions agit depuis 2003 en faveur de l'environnement et de la recherche grâce à un bateau mythique : *Tara*, taillé pour les conditions extrêmes. Ce projet est né de la passion de l'Océan, d'une vision humaniste, originale et engagée de ses créateurs.

Les missions de Tara Expéditions se déclinent en trois programmes :

- Océan et Homme
- Océan et Biodiversité
- Océan et Climat

Depuis 10 ans, Tara n'a cessé de travailler. La goélette a parcouru 300.000 kilomètres sur tous les océans et réalisé 10 expéditions pour étudier et comprendre l'impact des changements climatiques et de la crise écologique sur l'Océan, avec des résultats concrets. Tara Expéditions agit aussi quotidiennement pour renforcer la conscience environnementale du grand public et des jeunes, et, fort de son statut consultatif à l'ONU, développe un plaidoyer afin de mobiliser la société et inciter les décideurs à avancer concrètement vers les solutions dont nous tous avons besoin pour la planète.

RÉSEAU OcéAN MONDIAL

www.worldoceannetwork.org

Les participants français du Réseau Océan Mondial (513 organisations à l'échelle internationale) ont fondé en 2013 le Réseau Océan Mondial France pour mener des actions spécifiques au contexte national. Ainsi, le Réseau Océan Mondial France soutient le déploiement du programme Mr.Goodfish favorisant une consommation responsable des produits de la mer, ou encore l'organisation de la Journée Mondiale de l'Océan.

Depuis 2012, le Réseau Océan Mondial est également engagé dans le projet européen *Sea For Society*, vers la *Blue Society*. Les membres du Réseau Océan Mondial sont mobilisés autour d'une ligne d'action commune : sensibiliser le grand public à la préservation de l'océan et

favoriser la participation de la société civile à la gouvernance de l'océan. Le réseau Océan Mondial fait converger et communiquer différentes sphères : politique, scientifique, économique, médiatique et société civile.



Réseau Océan Mondial © Katy Masset/Nausicca

Bureau d'études et prestataires de services

CRÉOCÉAN

www.creocean.fr



© CRÉOCÉAN

CRÉOCÉAN est une compagnie française issue de la fusion de CREO, fondée en 1948 et d'ECOCEAN, créée en 1987.

Filiale de l'IFREMER jusqu'en 1997, désormais de KERAN (500 personnes, approche globale pour un aménagement durable des territoires), CRÉOCÉAN (64 personnes, CA 8,7 M€ en 2014) propose une offre globale de services tournée vers la protection, le développement et l'aménagement des zones littorales et marines dans un souci permanent d'une gestion intégrée et durable. Ses capacités d'expertise ont notamment trait à la géologie, la géophysique, l'hydrodynamique, la sédimentologie, la biologie et l'écologie, et la gestion des données environnementales.

L'atout majeur de CRÉOCÉAN réside dans sa capacité à traiter de manière intégrée tous les aspects de l'océanographie depuis les premières étapes de mesure sur site jusqu'à la réalisation des projets.

Cette offre de conseils et de services multidisciplinaires se décline à travers 4 domaines d'activités :

- aménagements côtiers (projets de construction, d'aménagement et de restauration portuaires ou littoraux, ingénierie marine, gestion des dragages, émissaires en mer pour rejets/pompages, submersion marine et érosion du littoral),
- projets offshore/géosciences (Energies Marines Renouvelables, industrie pétrolière et gazière, aquaculture, extractions de granulats, routes de câbles sous-marins et infrastructures diverses),
- études environnementales en Atlantique, Manche et Mer du Nord,
- études environnementales en Méditerranée et zones tropicales.

(Sensibilités environnementales, reconnaissances sédimentaires, inventaires du patrimoine et des ressources marines, schémas d'aménagement et de gestion, suivi des rejets, études réglementaires).

Marine Life Care est une société de services spécialisée dans la protection des mammifères marins tout en préservant les intérêts industriels. Ses domaines d'expertise :

- l'acquisition de sondage sismique,
- le battage de pieux (ex : champ maritime d'éoliennes),
- la mise en œuvre d'explosifs (ex : aménagement ou démolition),
- et toutes autres opérations susceptibles de polluer le milieu subaquatique par des bruits d'origine anthropique.

Marine Life Care met à disposition des entreprises des MMO (Marine Mammals Observer) et des PAM (Passive Acoustic Monitoring), et la société a pour objectif de :

- protéger les mammifères marins et les espèces menacées des bruits d'origine anthropique,
- optimiser la rentabilité des opérations,
- participer à la promotion d'une image positive du client,
- participer à l'échange de données avec les différentes instances de réglementations internationales.

Plusieurs membres du CMF proposent des solutions, équipements et services innovants et à

forte valeur ajoutée pour la lutte anti-pollution, le traitement des déchets, etc.

Prévention environnementale et traitement de déchets



Son activité principale : construire et opérer des usines de recyclage de résidus pétroliers en carburant marins.

Créée en 2009, ECOSLOPS propose une solution unique et innovante pour recycler ces résidus en combinant un bénéfice de la protection environnementale à une rentabilité financière permettant d'offrir un meilleur service aux navires.

La technologie OW2P (Oil Waste Processing Plant) associe un procédé de raffinage avec un traitement d'eau approprié.

Après séparation de l'eau et des sédiments, les hydrocarbures sont recyclés sous forme de deux carburants marins conformes à l'ISO 8217 : MDO (Marine Diesel Oil) et IFO (Intermediate Fuel Oil). Le concept qui respecte les standards internationaux tels que l'ASTM et l'API est globalement favorable au respect de l'environnement.

L'OW2P offre un réel bénéfice à tous les acteurs portuaires : les autorités portuaires, les collecteurs de résidus, les opérateurs des terminaux portuaires, les compagnies maritimes et les distributeurs de carburants marins.

L'inauguration officielle de la première unité industrielle mondiale d'ECOSLOPS s'est déroulée le 27 juin 2015 au port de Sines, Portugal, en présence du vice Premier Ministre du Portugal.

Sécurité passive

Basée à Paris, l'entreprise JLMD Ecologic Group est leader sur le marché mondial des systèmes embarqués visant à éviter les marées noires accidentelles. Elle a développé sur ce nouveau secteur de la sécurité passive embarquée, les innovants systèmes FOR - Fast Oil Recovery Systems - des circuits de secours dédiés qui offrent un accès permanent aux réservoirs et cuves des navires. En cas d'urgence, ils facilitent le travail des sauveteurs en permettant un pompage rapide du pétrole et autres substances liquides nocives.

Ces équipements, installés en Europe, Chine, Corée, préservent les armateurs d'un désastre écologique et économique, et valorisent leur image de marque tout au long de l'année.



Dépollution

BIO-UV

www.ballast-water-treatment.com

Au cours des deux ou trois derniers millénaires, le niveau marin s'est élevé au rythme moyen de 0,5mm/an. Au XX^e siècle, le rythme s'est accéléré avec +18,7 cm entre 1901 et 2011, et +6,7 cm entre 1993 et 2014, soit **3,2** mm/an.



BIO-UV, leader du traitement de l'eau par ultraviolets depuis près de 15 ans, développe, fabrique et commercialise dans le monde entier des systèmes innovants et fiables de traitement des eaux de ballast, conformément à la Directive G8 de l'OMI, et à la réglementation américaine USCG. Les systèmes BIO-SEA peuvent être intégrés en skids sur des bateaux neufs, et en version modulaire sur des bateaux existants.

BIO-SEA
by **BIO-UV**
Ultraviolet Solutions

BIO-SEA APPROVED

www.ballast-water-treatment.com

Bureau Veritas Lloyd's Register ABS DNV-GL

© BIOUV

ECOCÉANE

www.ecoceane.com



© Ecoceane

Ecocéane, société créée en 2003, se consacre exclusivement à la recherche, au développement et à la commercialisation de trois gammes de navires brevetés pour le ramassage des hydrocarbures et déchets solides flottants en mer :

- gamme CATAGLOP : port et littoral,
- gamme WORKGLOP : grands ports, rivières, littoral et industrie pétrolière,
- gamme SPILLGLOP : pour combattre les marées noires et déversement endémiques (classés "Oil Recovery Ship" par Bureau Veritas).

THOMSEA

www.thomsea.com

Entreprise créée en 2003, leader européen pour la conception et la fabrication de chaluts dépollueurs (brevetés) utilisés lors des marées noires ou contre toute autre pollution de surface en mer, sur les canaux ou les plans d'eau intérieurs (hydrocarbures lourds et légers, macro déchets, etc.).

Thomsea forme également les opérateurs à l'utilisation des chaluts à partir d'embarcations (chalutiers, barges ostréicoles, pneumatiques motorisés) ou à partir des berges.



© Thomsea

Déconstruction

TOPP DECIDE

www.topp-decide.com

TOPP DECIDE est une société de conseil en ingénierie spécialisée dans l'assistance à l'industrie



© TOPP DECIDE

pour le démantèlement rationnel des navires - civils ou militaires - des plateformes pétrolières et autres infrastructures industrielles complexes.

TOPP DECIDE a une connaissance approfondie des bonnes pratiques dans tous les aspects concernés de la déconstruction - technologie, sécurité sanitaire et environnementale, organisation industrielle, économie, droit, politique et communication.

L'équipe de TOPP DECIDE a accumulé une expérience solide dans la déconstruction des navires militaires, en emportant de nombreux marchés publics depuis sa création.

TOPP DECIDE se développe à l'international.

Énergies marines renouvelables, stockage et services pour les EMR



6 GW : c'est la puissance potentielle disponible en Bretagne et en Normandie sous forme de courants marins.

La France maritime dispose de très nombreux atouts pour participer au développement de filières industrielles dans les différentes technologies d'énergies renouvelables : le deuxième espace maritime (ZEE) offrant toutes les opportunités pour les différents types d'énergie (éolien, courants, marées, vagues, énergie thermique des mers, ...), une capacité de recherche et une industrie forte et diversifiée tant dans les activités navales que maritimes.

Dans le cadre du protocole de Kyoto, la France s'était donnée comme objectif de produire au moins 23 % "d'énergie verte" à l'horizon 2020 dont 6 GW avec les énergies marines renouvelables (EMR).

La loi sur la transition énergétique qui a été promulguée en août 2015 a fixé un objectif encore plus ambitieux de 40 % d'énergies renouvelables dans notre mix électrique en 2030.

L'apport des énergies marines sera essentiel pour atteindre cet objectif, sa part sera fixée dans la programmation pluriannuelle de l'énergie, qui sera négociée au second semestre 2015.

La technologie la plus mûre, l'éolien offshore posé a préalablement fait l'objet de deux appels d'offres répartis sur six parcs et totalisant une puissance de près de 3 GW, mais l'objectif des 6 GW est encore loin d'être atteint (notons que le gisement total pour l'éolien offshore en France est de 80 GW) !

En Europe, la France prend du retard : l'association européenne Ewea, dans son bilan à mi-parcours, a

totalisé 82 parcs installés dans 11 pays différents, représentant plus de 10.393 MW au 1^{er} juillet. Les 584 éoliennes qui ont été mises en service pendant le premier semestre 2015 proviennent de trois pays : l'Allemagne d'abord, avec 406 turbines et 1.706 MW, loin devant le Royaume-Uni (140 mâts pour 522 MW), qui reste cependant leader en capacité totale, et les Pays-Bas (38 mâts, 114 MW).

De nouveaux projets devront donc être lancés en France. Le SER a proposé à l'horizon 2030 : 15.000 MW d'éolien offshore posé installé ; 6.000 MW d'éolien flottant ; 3.000 MW d'hydrolien. Mais les projets ne verront le jour que si les industriels parviennent à baisser les coûts, un objectif de baisse de 25 % est visé dès le prochain appel d'offres pour l'éolien posé qui devrait concerner 3.000 MW. Cet objectif est tenable en s'inspirant des meilleures pratiques européennes, si on prend l'exemple du Danemark le projet *Horns Rev 3* a été attribué en 2015 à un coût de l'électricité de 103 Euros/MWh grâce notamment à une procédure de dialogue compétitif.

Concernant les autres technologies EMR, la France vient de faire une avancée importante dans l'éolien flottant : en août, un appel à projets a été lancé par l'ADEME pour des fermes pilotes d'éoliennes flottantes portant sur quatre sites – trois en Méditerranée et un en Bretagne. Les industriels vont pouvoir éprouver leurs technologies, afin de les positionner comme composante importante de la transition énergétique.

SYNDICAT DES ÉNERGIES RENEUVABLES (SER)

www.enr.fr



© EWEA/Derco

Le Syndicat des Énergies Renouvelables regroupe 380 adhérents, représente un chiffre d'affaires de 10 milliards d'euros et plus de 75.000 emplois. Il est l'organisation professionnelle qui rassemble les industriels de l'ensemble des filières énergies renouvelables : biomasse (FBE), bois, biocarburants, biogaz, éolien, énergies marines, géothermie, hydroélectricité, pompes à chaleur, solaire photovoltaïque (SOLER), solaire thermique et thermodynamique.

Il a pour mission de promouvoir les intérêts des industriels et des professionnels français des énergies renouvelables, et de défendre les intérêts français au niveau des principaux programmes européens de soutien au secteur.

Le SER assure la promotion des énergies renouvelables au travers du développement des activités entrepreneuriales prises en charge par ses adhérents. À cette fin, le SER les représente auprès des pouvoirs publics, nationaux, européens et régionaux ainsi qu'auprès des instances de régulation. Le SER fait valoir les bénéfices de ces activités auprès de l'opinion publique et des médias.

Sa Commission Énergies Marines Renouvelables et le Pôle éolien offshore de sa Commission Éolienne comptent chacun une cinquantaine de membres qui travaillent en commun à faire du SER une force de propositions en la matière, et contribuent ainsi à l'essor des filières EMR en France.

Comité EMR du GICAN

Le développement des EMR nécessite des connaissances et savoir-faire spécifiques liés au milieu maritime, particulièrement exigeant. Le **GICAN**, syndicat de la filière navale et maritime (voir page 28) anime depuis 2011 un groupe de travail (comité EMR) pour fédérer et accompagner les industriels du monde maritime français qui innovent et investissent dans le développement des

EMR. Pour les industries maritimes, en particulier navales c'est une opportunité de diversification. Au-delà de la construction et de la maintenance des navires de pose et de services des champs EMR, les industriels de la filière navale et maritime participent à la réalisation des générateurs d'énergie eux-mêmes, des sous-structures, des sous-stations électriques, etc.

Parmi les **1.500** Mds€ dégagé par l'économie maritime dans le monde, **190** Mds€ proviennent de secteurs qui n'existaient pas il y a dix ans, dont les EMR.



FRANCE ÉNERGIES MARINES
www.france-energies-marines.org

France Énergies Marines est l'Institut pour la Transition Énergétique (ITE) dédié aux Énergies Marines Renouvelables (EMR). L'institut soutient la croissance de cette nouvelle filière industrielle

en couvrant l'ensemble des EMR, dans une approche transversale facilitant le transfert entre technologies : l'éolien offshore fixe et flottant, le marémoteur et l'hydrolien, le houlomoteur et la conversion de l'énergie thermique des mers. Construit sur un large partenariat public-privé, France Énergies Marines active les synergies entre acteurs publics et privés, par la constitution d'équipes de recherche multi-disciplinaire. Son activité de recherche mutualisée vise à dérisquer les projets et améliorer la confiance des investisseurs, faire baisser le coût de l'électricité produite et améliorer le retour d'expérience sur les concrétisations françaises et européennes, en lien étroit avec les sites d'essais en mer.



© France Énergies Marines

Mesure courantométrique sur le site de Paimpol Bréhat

Porteurs de projets pour les énergies marines renouvelables (éolien offshore posé)

EDF ÉNERGIES NOUVELLES
www.edf-energies-nouvelles.com
www.edf-en.fr

EDF Énergies Nouvelles est un leader international de la production d'électricité verte. La société assure le développement et la construction de projets d'énergies renouvelables ainsi que leur exploitation-maintenance, pour compte propre et pour compte de tiers. Majoritairement présent en Europe et en Amérique du Nord, son développement est centré sur l'éolien et le solaire photovoltaïque. EDF EN participe à l'émergence d'une filière industrielle des Énergies Marines Renouvelables au travers de plusieurs projets majeurs :

- le parc éolien en mer de Teesside au Royaume-Uni, mis en service en 2013 et entièrement réalisé par EDF EN,
- les projets éoliens en mer de Fécamp, Courseulles-sur-Mer et de Saint-Nazaire, représentant une puissance totale de l'ordre de 1.400 MW.



TEESSIDE EDF EN © Paul Morin

EDF EN est également lauréat, en partenariat avec DCNS, de l'appel à manifestation d'intérêt de l'ADEME pour l'installation dans le Raz Blanchard d'une ferme pré-commerciale de sept hydroliennes (projet Normandie Hydro). EDF Énergies Nouvelles est la filiale du groupe EDF dédiée aux énergies renouvelables.

ENGIE
www.engie.com

1^{er} producteur indépendant dans le monde, ENGIE inscrit la croissance responsable au cœur de ses métiers. Le groupe dispose d'une forte expérience et d'un savoir faire reconnu dans le domaine des énergies renouvelables. En France, son parc de production de plus de 10.000 MW installés est composé à plus de 50 % de sources d'énergies renouvelables. Leader de l'éolien terrestre avec 1.345 MW de puissance installée, ENGIE a également de fortes ambitions dans l'énergie solaire, hydrolienne et l'éolien en mer. Le groupe a ainsi remporté

deux sites éoliens en mer dans le cadre du second appel d'offres lancé par l'État, Dieppe-le Tréport et les îles d'Yeu et Noirmoutier, pour une puissance totale de 1.000 MW. ENGIE a également été nommé lauréat pour construire les premières fermes-pilotes d'hydroliennes au Raz Blanchard (Manche). Le Groupe poursuit par ailleurs ses études pour un projet hydrolien dans la zone du Fromveur (Finistère). ENGIE compte 152.900 collaborateurs dans le monde pour un chiffre d'affaires de 74,7 milliards d'euros en 2014.



ENGIE Eoliennes © Dikdak



ENGIE Alékom tidal turbine © Cyril Abod

LA COMPAGNIE DU VENT

www.compagnieduvent.com

Pionnière française de l'énergie éolienne, La Compagnie du Vent, filiale du groupe ENGIE, est aujourd'hui un des principaux acteurs des énergies renouvelables. À fin 2014, elle est à l'origine de plus de trente-cinq installations (éolien et solaire photovoltaïque) en service ou en cours de construction, pour une puissance de près de 500 mégawatts. Elle a également initié le projet éolien en mer dans la zone du Tréport pour lequel le groupement ENGIE, EDP Renewables, Neoen Marine a été retenu par l'État. La Compagnie du Vent reste fortement

impliquée sur ce projet en assurant notamment la concertation locale et l'obtention des autorisations administratives nécessaires. La Compagnie du Vent a engagé avec succès une diversification dans l'énergie solaire avec l'exploitation de cinq centrales au sol pour une puissance totale de près de 40 mégawatts-crête (MWc), dont une des plus grandes sur "trackers" en France (Langelé - Landes). À l'horizon 2016, La Compagnie du Vent aura construit sept nouvelles centrales photovoltaïques au sol et atteindra le cap des 100 MWc installés.

NEOEN MARINE

www.neoen.fr

Neoen, producteur d'énergie indépendant français, développe, finance, construit et exploite des centrales électriques vertes : éoliennes, photovoltaïques, et biomasse.

Présent en France, au Portugal, en Australie, au Mexique et en Égypte, avec un portefeuille d'actifs de 200 MW, Neoen a l'ambition de détenir et d'opérer un portefeuille de 1.000 MW d'actifs en 2017.

Neoen Marine, filiale commune de Neoen et de la Caisse des Dépôts, développe des projets d'Énergie Marine Renouvelable (EMR). Ce développement lancé activement dès 2007, a permis aux projets de Neoen Marine d'atteindre un bon niveau de maturité grâce notamment à l'expertise et à l'implication des équipes de Neoen Marine qui s'attachent à mener ces projets industriels structurants dans le respect des préoccupations des acteurs des territoires.

Ces développements ont notamment permis au consortium auquel Neoen Marine s'est associé (Iberdrola et Eole Res) d'être lauréat en 2012 de l'appel d'offres éolien en mer lancé par l'État français sur la zone de la Baie de Saint Brieuc.

En 2014, Neoen Marine associé à ENGIE et à EDPR a remporté les deux appels d'offres lancés par l'État sur les zones de Yeu-Noirmoutier et du Tréport. Ce succès couplé à l'expérience acquise lors du premier appel d'offres sur la zone de Saint Brieuc fait de Neoen Marine un acteur français incontournable de l'éolien en mer, actif sur 1.500 MW de projets attribués et ayant un portefeuille de projets en développement pour les phases ultérieures de près de 2.000 MW. Ces différents succès prouvent également la valeur de l'approche territoriale responsable que Neoen Marine met en œuvre dans le développement de ces projets industriels.

WPD OFFSHORE FRANCE

www.wpd-offshore.fr

Producteur indépendant d'électricité d'origine 100 % renouvelable, le groupe wpd est un acteur majeur des ENR présent sur toute la chaîne de valeur des projets. Sa filiale française, wpd offshore France, participe activement au développement de projets éoliens en mer au large des côtes françaises depuis 2007. Ainsi, dans le cadre du premier appel d'offres, wpd offshore France a été désigné colauréat avec ses partenaires (EDF Energies Nouvelles et DONG Energy) pour le développement, la construction et l'exploitation des futurs parcs de Fécamp (Seine-Maritime) et de Courseulles-sur-Mer (Calvados).

Fondé en 1996, le groupe wpd est présent dans 17 pays et a déjà installé plus de 1.700 éoliennes à travers le monde pour une puissance cumulée supérieure à 3 GW. Le financement, la construction et l'opération de plus de 100 centrales de production lui ont permis d'acquérir une expertise incomparable de l'éolien terrestre

et maritime à travers ses différentes filiales : Deutsche Windtechnik (service de maintenance et d'expertise pour l'industrie de l'éolien), wpd Windmanager (service de gestion opérationnelle des parcs éolien), et wpd offshore solutions (service de construction de parcs éoliens en mer).

Actif depuis 2000, wpd offshore figure parmi les sociétés pionnières du développement de l'éolien en mer, avec notamment la construction du premier parc commercial en Allemagne, Baltic 1 (48 MW). Fort de son portefeuille de projets totalisant près de 6,5 GW, le groupe compte parmi les leaders de cette filière, avec 9 parcs autorisés représentant une capacité cumulée de 3.802 MW dont 1.500 MW en cours de réalisation en mer du Nord et mer Baltique. wpd offshore a notamment finalisé la construction du parc de Butendiek (288 MW) à l'été 2015 et vient de boucler le financement du projet de Nordgründe (110 MW) dont la construction devrait débuter en mars 2016.

L'Union Européenne a pour objectif d'atteindre **10** % d'énergie renouvelable dans les transports en 2020.



Autres types d'énergies marines renouvelables

Outre l'éolien offshore posé, les énergies marines renouvelables, ce sont aussi :

- l'énergie éolien flottant,
- l'énergie houlomotrice,
- l'énergie hydrocinétique,
- l'énergie marémotrice,
- l'énergie osmotique,
- l'énergie thermique des mers.

AKUO ENERGY
www.akuoenergy.com



Akuo Energy est le premier producteur indépendant français d'énergie renouvelable. Présent dans 8 pays, son expertise couvre l'ensemble de la chaîne de valeur de la production d'énergie verte : développement, financement, construction et exploitation. Le portefeuille du groupe représente aujourd'hui près de 400 MW de projets en exploitation, plus de 200 MW déjà financés et un objectif de capacité de production globale de 3.000 MW d'ici à 5 ans.

Akuo Energy exploite toutes les ressources d'énergie renouvelable : photovoltaïque, éolien, biomasse, hydraulique, énergies marines... L'approche insulaire développée de façon pionnière par Akuo Energy a été confortée dès 2012 par une démarche exploratoire sur les énergies marines et le développement d'un partenariat avec DCNS. Les premières applications de cette coopération concernent l'Énergie Thermique des Mers (ETM), technologie de rupture pour tous les territoires de la bande intertropicale.

GUINARD ÉNERGIES

La société Guinard-Énergies (SAS) est une société d'ingénierie qui développe des systèmes d'hydroliennes, Mégawatt Force® et Mégawatt Blue®, destinés à capter les énergies des courants de marée et les transformer en énergie électrique. Le concept original, couvert par plusieurs brevets ou demandes de brevet, se caractérise par un rendement énergétique élevé.



IDEOL
www.ideol-offshore.com

Les équipes pluridisciplinaires et expérimentées d'IDEOL, société créée en 2010 et basée à La Ciotat (13), ont développé une fondation flottante destinée à l'éolien en mer et appuyée sur le concept breveté "Damping Pool". Hautement



compétitive, la solution IDEOL équipera la première éolienne en mer installée au large des côtes françaises (construction prévue en 2015) et a signé son premier contrat commercial avec le groupe japonais leader de l'éolien en mer Hitachi Zosen portant sur l'ingénierie de deux démonstrateurs flottants (construction et installation prévue à l'horizon 2017). Les ingénieurs et experts d'IDEOL travaillent également sur plusieurs projets pré-commerciaux à horizon 2020. Construite en béton ou en acier et compatible avec l'ensemble des éoliennes en mer présentes sur le marché, la solution IDEOL, à fort contenu local, est de loin la plus compétitive des solutions flottantes et transforme ainsi durablement le marché de l'éolien en mer.

HYDROCAP ENERGY
www.hydrocap.com

Hydrocap Energy est engagée dans la conception, la construction et la validation d'un système innovant (Houlomoteur SEACAP) capable de capturer et convertir l'énergie de la houle en énergies utilisables industriellement. La société a déjà validé le conceptuel et effectué diverses simulations numériques satisfaisantes en réalité virtuelle ainsi qu'un avant projet sommaire (APS) pour la réalisation

d'un démonstrateur océanique par un chantier naval international. Les essais en bassin au 1/20^e ont été réalisés en septembre 2013 et confirment les résultats numériques antérieurs. La société étudie la réalisation d'un démonstrateur océanique avec un consortium européen à compléter par un énergéticien. L'une de ses particularités est la fabrication d'hydrogène propre sur ses plateformes.

Le stockage d'énergie en mer



Selon un rapport britannique, la demande mondiale en énergie augmentera de **36%** d'ici à 2030.

Le corollaire du développement des énergies renouvelables est le stockage de l'énergie. En effet, ces énergies (eau, vent, soleil) ont un caractère fluctuant que n'ont pas les énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole). Leur développement est susceptible de compromettre, à terme, l'équilibre entre production (offre) et consommation (demande) sur les réseaux électriques. Cette hypothèse est formulée certes très en avance, mais les études montrent que vers 2040/50, plus de la moitié de la consommation énergétique mondiale sera d'origine renouvelable, ce qui entraînera un besoin conséquent de stocker l'énergie produite durant certaines heures de la journée en vue de la consommer à d'autres heures.

Actuellement seulement 3 % de l'électricité consommée dans le monde est stockée. Et à plus de 99 % elle l'est sous forme gravitaire dans des barrages hydrauliques (*Pumped Storage Hydro*). C'est la technologie la plus compétitive. Les autres, encore marginales, sont plus coûteuses. Malgré son avantage compétitif, le stockage gravitaire hydraulique présente l'inconvénient d'avoir une empreinte environnementale forte car il faut inonder

des vallées entières. Par ailleurs, les sites bon marché, c'est-à-dire ceux qui ont une hauteur de dénivelé importante, sont déjà équipés.

D'où l'idée d'aller en mer où le stockage d'énergie peut trouver sa place sur des zones à forte hauteur d'eau et éloignées des côtes, donc à moindre coût et impact environnemental. Aucune réalisation n'existe actuellement mais deux technologies sont actuellement à l'étude et portées par des membres du Cluster Maritime Français. Une technologie de stockage par air comprimé au fond de l'eau (procédé AGNES développé par **EOLFI**), et une technologie de stockage gravitaire utilisant des poids qui transitent entre le fond et la surface (procédé MGH développé par **MGH S.A.S.**). Ces deux démarches constituent les prémices d'une filière industrielle appelée *Deep Sea Energy Storage* (DSES) par analogie à la filière *Deep Sea Mining*, à laquelle elle emprunte d'ailleurs de nombreuses briques technologiques.

Le marché du DSES est un marché mondial qui est évalué à environ 200 Milliards d'euros à l'horizon 2040/50, ce qui justifie que les industriels et les producteurs s'organisent en consortium.

Développement, conseil, services, financement, systèmes et solutions pour les EMR

Une veille d'informations internationales est publiée quotidiennement en français sur le portail des énergies de la mer www.merveille.com (voir **cabinet B-Bornemann Conseil** page 126).

CORROSION

www.corrosion-france.fr

Corrosion est leader mondial de la fourniture de solutions de protection contre la corrosion de structure offshore par courant imposé (champs d'éolienne, Oil & Gas, hydroliennes) et fournit également des appareils ICCP/ICAF/MGPS aux navires ainsi que des anodes sacrificielles (corrosion

et fouling). Corrosion France accompagne le marché des EMR et a pour but de créer une entité nationale d'étude et de production pour éoliennes et champs d'hydroliennes.

EOLFI

www.eolfidev.com



© EOLFI
Vue générale de Spinfloot. Source : EOLFI.

Créé en 2004 et actif en France (Paris et Marseille), en Pologne et à Taiwan, EOLFI est devenu depuis 2012 le premier développeur international de projets éoliens flottants. Le portefeuille offshore d'EOLFI compte 3 GW en Europe et 2 GW en Asie.

EOLFI développe également d'autres activités couvrant l'intégralité de la chaîne de valeur des énergies renouvelables :

- le développement de projets éoliens onshore et solaires en France et à l'international,
- la gestion d'actifs à travers EAM, société de gestion agréée en France ayant créé les premiers fonds d'investissement éoliens et solaires,
- le développement de technologies :
 - > SPINFLOAT, conception d'éolienne flottante à axe vertical et pales à pas variable,

- > projet BLIDAR, bouée de mesure de données météo-océaniques, dont le consortium a été subventionné par le FUI,
- > projet STATIONIS, logiciel d'aide à la décision pour les liaisons fond-surface (ancrage et système électrique) d'une ferme éolienne flottante, dont le consortium a été subventionné par le FUI,
- > AGNES, conception et développement de projets dans le stockage sous-marin d'énergie sous forme d'air comprimé (UW-CAES).

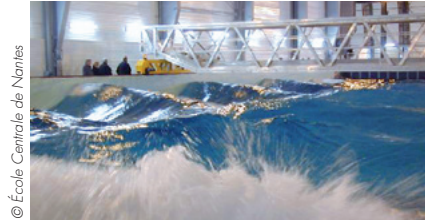
Jusqu'en 2013, EOLFI a été la filiale éolienne du groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT. Depuis sa prise d'indépendance, elle a fait des énergies marines renouvelables le cœur de sa stratégie.

Le projet de construction de **250** parcs éoliens au Royaume-Uni pourrait suffire à la consommation électrique de la population écossaise.



ÉCOLE CENTRALE DE NANTES - LHEEA

www.ec-nantes.fr



© École Centrale de Nantes

Ce laboratoire de recherche en Hydrodynamique, Énergétique et Environnement Atmosphérique (LHEEA) de l'École Centrale de Nantes est un laboratoire de recherche associé au CNRS. Il étudie les problématiques liées au Génie naval et océanique par une approche mixte : simulation numérique et expérimentale, grâce à des installations expérimentales uniques en France.

OUEST NORMANDIE ENERGIES MARINES

www.ouest-normandie-energies-marines.fr

Ouest Normandie Energies Marines (ONEM) est l'interlocuteur pour les projets EMR en Basse-Normandie.

ONEM, née de la volonté de la Région Basse-Normandie, du Département de la Manche et de la Communauté urbaine de Cherbourg, organise le développement de la filière EMR. Elle en coordonne la sous-traitance, la recherche et la formation, les relations extérieures, nationales et internationales, avec une stratégie de développement territorial.

La Basse-Normandie est LE territoire des EMR qui réunit :

- un projet industriel éolien offshore à Cherbourg,
- un parc éolien offshore à Courseulles-sur-Mer,

- le 1^{er} potentiel hydrolien mondial exploitable au raz-Blanchard,
- 1 réseau de transport d'électricité de grande capacité.

ONEM agit pour favoriser et organiser :

- les liens entre les donneurs d'ordre et les sous-traitants bas-normands,
- le développement de la sous-traitance, des RH et de la recherche pour répondre aux besoins des industriels,
- l'acceptabilité sociale et environnementale des projets,
- la coopération interrégionale et internationale.

SOPER

www.soper.fr

SOPER, holding personnelle de Jean-Michel Germa, qui détient environ 250 M€ d'actifs, est chargée de la gestion d'une participation de 41 % dans La Compagnie du Vent, société pionnière de l'éolien terrestre et offshore fondée en 1991.

Jean-Michel Germa étudie par ailleurs un certain nombre d'opportunités d'investissement et/ou de développement dans le secteur des énergies renouvelables, des économies d'énergie et de la protection de l'environnement.

Dans ce contexte, SOPER s'intéresse particulièrement :

- au stockage d'énergie en mer sous forme de stockage massif par gravité, via la société MGH® ;
- à la performance énergétique dans l'industrie par l'utilisation des énergies renouvelables (notamment solaire thermique) et la mise en œuvre de mesures d'efficacité énergétique au sein de sites industriels énergivores, cette activité étant développée par la société SUNTI®.

Concepteurs, fabricants, installation et maintenance pour les énergies marines renouvelables

ADWEN

www.adwennoffshore.com

Adwen est la coentreprise AREVA-GAMESA dédiée à l'éolien en mer. Elle est en charge de la conception, la fabrication, l'installation, la mise en service et la maintenance d'éoliennes en mer. Conjuguant l'expertise et le large retour d'expérience d'AREVA et de GAMESA dans l'éolien, Adwen est idéalement positionnée pour devenir un leader de l'éolien en mer avec l'objectif de remporter près de 20 % de part de marché en Europe à l'horizon 2020.

Adwen dispose d'une technologie éprouvée en mer depuis 2009 et d'une base installée de 630 MW en mer, constituant un retour d'expérience inestimable pour le développement.

En France, Adwen dispose d'un portefeuille projet de près de 1,5 GW, avec les projets de Saint-Brieuc, Yeu-Noirmoutier et Dieppe Le Tréport. La coentreprise, poursuivant les engagements initiés par AREVA, prévoit la création d'usines en Normandie ainsi que la constitution d'un réseau de partenaires et de fournisseurs sur le territoire français.



© ADWEN

ALSTOM

www.alstom.com



© Alstom
Eolienne Haliade™ 150-6MW



© Alstom
L'hydrolienne Oceade™ 18-1,4MW d'Alstom

Fort de 30 ans d'expérience dans l'éolien, Alstom est fournisseur de solutions globales, depuis le développement, la conception et la fourniture de fermes, à l'installation et la maintenance d'éoliennes. Alstom propose une large gamme d'éoliennes terrestres d'une puissance nominale variant entre 1,67 MW et 3 MW. A ce jour, le groupe a installé 3.700 éoliennes dans plus de 300 parcs éoliens, soit une capacité totale supérieure à 7 GW.

Présent également dans l'éolien en mer, Alstom construit actuellement Haliade 150, première éolienne en mer de nouvelle génération d'une puissance de 6 MW. Avec Haliade™150-6MW, Alstom est le fournisseur exclusif du consortium mené par EDF EN pour les projets de Saint-Nazaire, Courseulles-sur-Mer et Fécamp qui totalisent un volume d'environ 238 éoliennes.

Un plan industriel permettant la création d'une filière française d'excellence dans l'éolien offshore est en cours de déploiement avec notamment l'implantation de 4 usines à Saint-Nazaire et Cherbourg. Ce dispositif est complété par l'implantation à Nantes d'un centre d'ingénierie

dédié aux Energies Marines Renouvelables (éolien en mer et hydrolien) unique en France.

Par ailleurs, Alstom conçoit et développe les technologies hydroliennes.

Après des essais réussis sur une turbine de 500 kW, Alstom a testé dès 2013 ⁽¹⁾ une hydrolienne de 1 MW dans différentes conditions opérationnelles, laquelle a injecté plus de 1,2 GWh d'électricité sur le réseau. Fort de cette expérience, Alstom a développé une technologie hydrolienne efficace, aux coûts optimisés et facile à maintenir : l'Oceade™ 18 - 1,4 MW et a été sélectionné en décembre 2014 pour équiper une ferme hydrolienne pilote de quatre de ces hydroliennes ainsi que d'un système d'interconnexion sous-marin. Pionnier dans le secteur du développement de solutions complètes de production d'électricité hydrolienne, Alstom a élargi cette offre avec un concept unique de plateforme Oceade™ qui permet de maximiser l'utilisation de la ressource hydrolienne en fonction des conditions locales.

⁽¹⁾ Dans le cadre du projet de consortium ReDAPT (Reliable Data Acquisition Platform for Tidal) mis en œuvre et co-financé par l'Energy Technologies Institut (ETI).

SAIPEM

www.saipem.com

Saipem est un leader de la réalisation de solutions clés en mains (ingénierie, management, approvisionnements, construction et installation) pour les grands projets offshore et onshore dans le domaine de l'énergie et des infrastructures maritimes. Saipem dispose de capacités uniques en conception et construction et d'une flotte de navires spécialisés lui permettant de réaliser des projets offshore de grande envergure.

Les énergies renouvelables représentent un nouvel axe de développement. Saipem a réalisé de nombreuses études de faisabilité et participe aux appels d'offres pour les éoliennes offshore. Saipem est par ailleurs partenaire du projet d'hydrolienne Sabella.

Le groupe emploie plus de 40.000 personnes dont 2.500 en France (au siège de Saint-Quentin-en-Yvelines et en régions à travers sa filiale Sofresid).

La création d'une filière industrielle est une aubaine pour un pays. C'est dans cette perspective que nombre d'acteurs maritimes se positionnent : **Ameris France** (page 32), **Bretagne Pôle Naval** (page 32), **Bureau Veritas** (page 36), **CERVVAL** (page 108), **CROCEAN**

(page 47), **DAHER** (page 68), **DCNS** (page 29), **Les pôles de compétitivité mer** (page 15), **Louis Dreyfus Armateurs** (page 18), **Neopolia** (page 34), **SDI** (page 64), **STX** (page 29), **VDC Offshore** (page 23), etc.

Selon une étude du Boston Consulting Group,

70 % des richesses issues des océans (faune et flore, transport, tourisme et activités liées à la mer, captation de carbone) dépendent de la bonne santé des mers.



Ports, activités et services portuaires

Avec 329,6 MT (hors avitaillement) le trafic global de marchandises des ports métropolitains en 2014 augmente de 1,05 % par rapport à celui de l'année précédente (326,2 MT).

Le niveau du trafic total en 2014, s'explique par la progression du trafic des conteneurs au rythme de 4,94 % pour atteindre 4,4 millions d'EVP, signe des effets positifs de la réforme des grands ports maritimes, notamment au Havre et à Marseille. Les vracs liquides observent en revanche une baisse de -1,69 % ainsi que les vracs secs -1,73 %.

Le trafic métropolitain de passagers s'accroît de 0,40 % pour se situer au total à 28,9 millions de passagers. Le nombre de croisiéristes représente environ 6 millions de passagers.

La politique maritime portuaire nationale s'est appuyée jusqu'en 2014 sur trois piliers complémentaires :

- la réforme des ports autonomes maritimes initiée en 2008 par voie législative a transformé en métropole sept d'entre eux en Grands Ports Maritimes (GPM) ; celle-ci a été complétée en 2012 dans les départements d'Outre-mer avec la création au 1^{er} janvier 2013 des quatre grands ports maritimes de Guadeloupe, de Guyane, de La Réunion et de Martinique ;
- le transfert aux grands ports maritimes des voies ferrées portuaires qui leur permet d'améliorer la performance de leur desserte ferroviaire massifiée et de favoriser le développement d'opérateurs ferroviaires portuaires comme OFP Atlantique ;
- l'accompagnement en investissements de la part de l'État avec un programme sur la période 2009-2013, qui se poursuit sur la période 2014-2020.

La stratégie nationale portuaire lancée par le Ministre des Transports le 24 mai 2013 vise une reconquête de parts de marchés et se décline en trois volets : performance logistique, soutien à l'industrie et à la ré-industrialisation, aménagement durable. Celle-ci est cohérente avec la politique portuaire européenne qui reconnaît aux principaux ports français le rôle de nœud et de porte d'accès intégrés aux réseaux transeuropéens de transports. C'est maintenant une question de moyens...

Les ports maritimes de commerce voient transiter à peu près 85 % des échanges extérieurs de la France en volume et 66 % en valeur.

Ils peuvent être regroupés :

- en ports d'État, avec les onze grands ports maritimes de métropole et d'Outre-mer ;
- en ports décentralisés de commerce et de pêche : une quarantaine de ports relèvent des collectivités territoriales (depuis 1983 pour certains, 2007 pour les autres) et sont très majoritairement concédés ou délégués à des CCI. Ces ports traitent 71,4 MT de marchandises, 22,3 millions de passagers et environ 200.000 tonnes de produits de la pêche ;
- en ports autonomes des territoires d'Outre-mer (Polynésie et Nouvelle Calédonie).

Les établissements gestionnaires de tous ces ports sont fédérés au sein de l'**UPF** (Union des Ports de France - voir encadré page 58) qui les représente au niveau national et européen.



2014	Chiffre d'affaires*	Emplois portuaires directs*	Trafic marchandises	Trafic passagers
Exploitants portuaires	Environ 900 millions d'euros dont environ 645 millions d'euros pour les 7 GPM de métropole et plus de 250 millions pour les autres ports décentralisés ou d'Outre-mer	Services de l'État : 3.000 Établissements portuaires : 6.000	329,6 Millions de tonnes pour les ports métropolitains dont 258,6 engendrés par les 7 GPM. Plus de 11,8 millions de tonnes pour les 4 GPM d'Outre-mer	28,9 millions de passagers en métropole, dont 17,5 millions sur la façade Mer du Nord Manche Atlantique. 11,4 millions en Méditerranée. 1,7 millions dans les DOM.
Professions portuaires	3,5 milliards d'euros	30.000		
Total	4,5 milliards d'euros	39.000	341,4 millions de tonnes	30,6 millions de passagers

* Source : UPF

AIVP – RÉSEAU MONDIAL DES VILLES PORTUAIRES
www.aivp.org

L'AIVP est l'unique organisation internationale qui rassemble depuis 25 ans tous les acteurs du développement des villes portuaires. Le réseau mondial de l'AIVP compte aujourd'hui 185 ports, villes, entreprises ou organismes publics répartis dans 46 pays. L'association est le témoin privilégié des mutations en cours dans les villes et les ports du monde entier. Elle accompagne ses adhérents

dans la mise en œuvre de nouvelles stratégies pour leur permettre de mieux faire face aux changements qui s'annoncent et qui impactent le développement économique, social et environnemental de la ville portuaire : intégration urbano-portuaire, réorganisation mondiale des circuits économiques, défi de l'intégration sociétale, changement climatique, etc.

L'Union des Ports de France (UPF) est l'association professionnelle représentant les exploitants de ports français.

Elle rassemble ainsi 44 membres actifs qui regroupent les établissements gestionnaires de ports français de commerce et de pêche ainsi qu'un certain nombre de criées situés en métropole et dans les départements et territoires d'Outre-mer : grands ports maritimes, ports de Paris et de Strasbourg, Chambres de Commerce et d'Industrie, sociétés d'économie mixte et sociétés d'exploitation portuaires.

L'Association a trois missions :

- représenter les établissements portuaires français dans les négociations sociales de branche en liaison avec l'UNIM (Union Nationale des Industries de la Manutention) et les organisations syndicales, notamment pour la gestion de la convention collective nationale unifiée Ports et Manutention ;

- défendre les intérêts des ports français vis-à-vis des pouvoirs publics français, des instances européennes et des médias, notamment au sein de l'association des ports maritimes européens (ESPO) ;

- animer des réseaux de partage de bonnes pratiques et d'échange d'expériences sur les divers métiers portuaires.

Fusionnée depuis le 1^{er} janvier 2013 avec l'ancienne Association pour le Développement des Ports Français (ADPF), l'UPF a mis en place 3 Carrefours, dont les deux premiers regroupent des membres associés de l'UPF :

- le carrefour des professionnels portuaires regroupant les professionnels concernés par le développement de l'activité portuaire ;
- le carrefour des autorités portuaires décentralisées ;
- le carrefour des Présidents et Vice-Présidents de conseils de surveillance des grands ports maritimes.

Les atouts des ports français

■ Une façade maritime exceptionnelle et une position idéale pour desservir rapidement le grand Ouest européen.

■ Un système de grands ports maritimes central en Europe et assez bien relié aux grandes voies routières, autoroutières et ferroviaires ainsi qu'aux principales voies navigables (Seine, Rhône).

■ Un réseau de ports décentralisés qui sont autant d'atouts au service du développement économique régional et complémentaires du réseau des grands ports maritimes.

■ Une position géographique stratégique pour accueillir la production et la distribution de marchandises importées ou exportées par l'Europe :

- sur la façade Manche-Mer du Nord, **Le Havre** ouvre la porte de "l'axe Seine" avec Rouen et Paris, grâce au GIE HAROPA Ports de Paris Seine-Normandie et fait partie avec **Dunkerque** des premiers grands ports Nord-européens rencontrés à l'import ;

• sur la façade Atlantique, les grands ports maritimes de **Nantes - Saint-Nazaire**, La Rochelle et **Bordeaux** constituent des portes d'entrée pour les grands flux internationaux. Ils sont désormais organisés en une coopération interportuaire Atlantique. **Brest** tient également ce rôle de port généraliste tout en étant le 1^{er} site français de réparation navale civile ;

• sur la mer Méditerranée, **Marseille-Fos**, premier port de France et de Méditerranée, est situé à un important carrefour commercial et joue avec Medlink le rôle de "gateway" méditerranéenne ;

• les ports français d'Outre-mer dans l'océan Indien, en Polynésie, en Nouvelle-Calédonie, aux Caraïbes et en Amérique du Sud constituent des portes d'entrée de l'UE aidés en cela par les clusters ultramarins qui s'y développent : quatre d'entre eux, ceux de Martinique, de Guadeloupe, de Guyane et de La Réunion ont été transformés en 2013 en grands ports maritimes.

À cela s'ajoutent :

■ une accessibilité nautique exceptionnelle leur permettant de recevoir pour les hubs les plus grands navires, comme les porte-conteneurs de 18.000 EVP, les grands pétroliers de 400.000 tonnes ou encore les grands méthaniers de 270.000 m³ (QMax) ainsi que les têtes de ligne des paquebots de croisière ;

■ des infrastructures de qualité, tant au niveau des postes à quai que des terminaux ;

■ des équipements modernes et performants ;

■ des réserves foncières encore disponibles ;

■ des surfaces aménagées réservées à l'accueil d'activités logistiques de stockage et de distribution ;

■ une interconnexion des lignes maritimes régulières et des services de cabotage côtier ou de desserte fluviale ;

■ des services de transports terrestres routiers ou massifiés (chemin de fer, voies navigables) performants ;

■ des communautés portuaires dynamiques avec des entreprises performantes, qu'il s'agisse de service au navire (pilotage, remorquage et lamanage) ou de service à la marchandise ;

■ des plateformes informatiques d'échanges très avancées au sein des communautés portuaires, rendant efficaces les services logistiques à haute valeur ajoutée, qui se préparent à mettre au point des guichets uniques électroniques pour chaque place portuaire, pour se conformer à la directive européenne relative au guichet unique portuaire ;

■ des exigences élevées de sécurité, de sûreté, de durabilité et de respect de l'environnement.

Plusieurs grands projets en cours de développement

Ils concernent :

■ des extensions de capacité : achèvement de Port 2000 au Havre, achèvement des nouveaux terminaux à conteneurs à Fos 2XL et mise à l'étude d'un terminal méthanier, projet d'extension du port de Calais (Calais Port 2015) conçu dans



95 % des
poissons pêchés
dans le monde
le sont à proximité
du littoral.

210.000

EVP sont manutentionnés chaque jour dans les principaux ports de l'UE. L'interruption de cette route d'exportation entraînerait une perte de **243** millions d'euros par jour pour les entreprises européennes !



l'optique de collaboration des ports de la région Nord-Pas de Calais, creusement des darses de la Baltique et du Pacifique à Dunkerque, approfondissement du chenal d'accès à Rouen sur 120 km de l'embouchure de la Seine jusqu'à Rouen (travaux 2012-2016) ; à Nantes-Saint Nazaire, les travaux permettant l'accueil des navires QMax (GNL), l'extension du terminal à conteneurs et l'aménagement de zones pour les énergies marines renouvelables ; le projet d'extension de Port-La-Nouvelle ; le projet à Brest de stabilisation-extension du polder pour l'industrie des énergies marines renouvelables couplé à l'approfondissement des chenaux d'accès au port de commerce ;

- la construction de nouveaux terminaux : réception de GNL, notamment à Dunkerque ; construction du nouveau terminal de Grattequina à Bordeaux pour les trafics de granulats et d'éoliennes ; la réalisation en cours du nouveau terminal Anse St-Marc 2 adossé à la réserve de 35 Ha de La Repentie à La Rochelle ;
- le développement de schémas nouveaux d'organisation sur les terminaux portuaires pour en augmenter la productivité et améliorer l'attractivité des ports français pour les opérateurs et les investisseurs privés ;
- l'amélioration de la liaison terrestre en transports massifiés (rail et voie d'eau) : terminal multimodal

et amélioration de l'accès fluvial à Port 2000 au Havre, le terminal de transport combiné à Marseille, le développement de l'opérateur ferroviaire portuaire de La Rochelle et Nantes, OFP Atlantique, la coopération entre ports maritimes et ports intérieurs...

- l'accompagnement de la filière française des énergies marines renouvelables pour l'éolien posé en mer (à Cherbourg, au Havre, à Saint-Nazaire, à Bordeaux, à Dunkerque et à Brest ; pour l'éolien flottant (à Marseille, Brest et Saint-Nazaire) ; pour l'hydrolien maritime (à Cherbourg et à Brest) et fluvial (à Bordeaux) ; pour les systèmes houlomoteurs à Brest et pour l'énergie thermique des mers dans les ports ultramarins ;
- le développement du cabotage maritime et des autoroutes de la mer ;
- la mise en synergie des acteurs industriels pour garantir la possibilité du développement à long terme avec le projet VASCO, porté par le Port de Marseille/Fos, qui vise à élaborer des solutions sur le captage, le stockage et la valorisation du CO₂ à travers un programme de R&D.
- l'élaboration d'un guichet unique portuaire électronique qui permettra de simplifier et d'unifier l'ensemble des procédures déclaratives des navires en phase avec la directive communautaire dont la transposition – effective au 1^{er} juin 2015 – est en phase d'achèvement.

GRAND PORT MARITIME BORDEAUX

www.bordeaux-port.fr



CFM Bordeaux © PAT

Terminal multivrac de Bassens

Situé sur le plus vaste estuaire d'Europe, Bordeaux Port Atlantique bénéficie d'une situation privilégiée, au cœur de la façade atlantique.

Aux portes de la capitale Aquitaine, métropole qui comptera bientôt un million d'habitants, Bordeaux Port Atlantique est le point de convergence d'un réseau de communication dense et multimodal, offrant l'opportunité d'atteindre un marché étendu au sein de l'Europe.

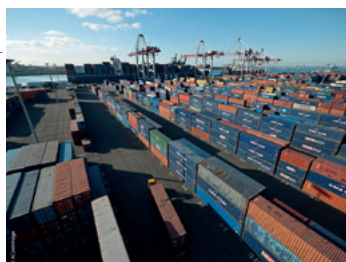
Le Port de Bordeaux déploie ainsi ses activités sur 7 terminaux spécialisés, dans le respect des principes du développement durable.

Avec plus de 500 hectares à vocation industrielle et logistique disponibles, Bordeaux Port Atlantique propose aux acteurs économiques des implantations à proximité directe de ses terminaux.

Généralisant plus de 15.000 emplois en Aquitaine, l'activité du port de Bordeaux se caractérise par une politique de développement soutenue, menée aux côtés de ses partenaires publics et privés.

GRAND PORT MARITIME DUNKERQUE

www.dunkerque-port.fr



© Grand Port Maritime de Dunkerque

Dunkerque est le :

- 3^e port de France ;
- 1^{er} pôle énergétique français ;
- 1^{er} port français d'importation de fruits et légumes en conteneurs ;
- 1^{er} port de fret ferroviaire en France ;
- 1^{er} port fluvial de la région Nord-Pas de Calais.

Situé sur la Mer du Nord, à seulement 90 minutes de navigation de la route maritime la plus fréquentée du monde (600 navires par jour), le Port de Dunkerque dispose d'une excellente accessibilité nautique et d'une réserve d'espace importante.

Ses installations lui permettent de recevoir tous les types de marchandises et les plus grands navires. Il s'étend sur une longueur de 17 km et comporte deux entrées maritimes : l'une à l'Est, accessible

aux navires de 14,2 mètres de tirant d'eau (le Port Est), l'autre à l'Ouest, qui permet d'accueillir des navires jusqu'à 22 mètres de tirant d'eau (le Port Ouest).

La circonscription du port s'étend sur 7.000 hectares, sur lesquels sont implantées dix communes (Dunkerque / Saint-Pol-sur-Mer / Fort-Mardyck / Grande-Synthe / Mardyck / Loon-Plage / Gravelines / Craywick / Saint-Georges-sur-l'Ar / Bourbourg).

Localisé à 40 kilomètres de Douvres en Angleterre, à proximité de la métropole lilloise et au centre du triangle Bruxelles / Londres / Paris, Dunkerque est la plate-forme idéale pour la massification et l'éclatement des marchandises en Europe.

Dunkerque-Port a cumulé un trafic de 43,57 MT en 2013.

GRAND PORT MARITIME LA ROCHELLE

www.larochelle.port.fr

Seul port en eau profonde de la façade atlantique, Port Atlantique La Rochelle est le 6^e Grand Port Maritime français avec 5 terminaux (242 ha de domaine terrestre), totalisant 4.464 mètres de quais reliés au réseau ferré national. Les îles de Ré et Oléron confèrent aux navires un accès protégé et rapide (45 minutes de pilotage). Avec un trafic total 2014 de 9.401.419 tonnes, dont 4,3 millions de tonnes de céréales, 2,6 millions de tonnes de produits pétroliers raffinés, plus de 850.000 tonnes de produits forestiers et un trafic de vracs agricoles de près de 750.000 tonnes, Port Atlantique La Rochelle est le 1^{er} port français pour l'importation de produits forestiers et de pâte

à papier et le 2^e port français pour l'exportation des céréales.



© GPM La Rochelle

GRAND PORT MARITIME LE HAVRE

www.haropaports.com



© Port du Havre 2000

Le Havre est le 2^e port français avec 67,5 millions de tonnes traitées en 2014 :

- premier port à conteneurs pour le commerce extérieur de la France (2,5 millions d'EVP en 2014),
- élu "Best Green Seaport in the world" (par les professionnels asiatiques, journal Cargonews Asia),
 - partenaire des ports de Rouen et Paris au sein du GIE HAROPA, 5^e ensemble portuaire nord européen,
 - 2^e port français pour l'approvisionnement en pétrole brut de la France,
- 1^{er} plateforme française pour l'import/export de véhicules neufs, développement du trafic de véhicules d'occasion,
- près de 6.000 escales en 2014,
- des conditions nautiques remarquables : accessibilité permanente pour les plus grands navires en service,
- une position stratégique de premier grand port touché en Europe du Nord et dernier grand port d'escale en Europe à l'export,
- un port sûr avec la certification ISO 28000 de l'autorité portuaire pour le management de la sûreté, et ISO 9001 pour l'accueil des navires et l'accueil sur le domaine portuaire,
- environ 32.000 emplois portuaires.

Projets de développement :

À travers son projet stratégique 2014-2019, le Port du Havre définit des axes majeurs de développement, tels que la filière conteneurs, mais également l'ensemble des activités sur les autres filières. Il travaille à une offre foncière adaptée pour l'implantation de nouvelles activités logistiques et industrielles et vise une augmentation significative des acheminements fluviaux et ferroviaires dans une démarche d'amélioration continue de la performance de l'exploitation portuaire. Cette stratégie de développement se fera dans le respect des fonctions environnementales de l'estuaire de la Seine.

- terminal multimodal : outil de massification des transports, mise en service en juin 2015,
- terminal roulier : 100 hectares disponibles et extension possible sur 20 hectares,
- Port 2000 Phase 3 : 700 m de quai supplémentaires, lancement de l'appel à manifestation d'intérêt ainsi que pour les quais d'Asie et d'Osaka,
- stockage de vracs liquides : Le Port du Havre a lancé un nouvel appel à manifestation d'intérêt,
- projet d'accès fluvial direct à Port 2000 : démarche de concertation,
- projet de construction de nouveaux entrepôts logistiques : PLNP2 (76 hectares), PLPN3, Port 2000 et Parc Frigo,
- accueil de l'éolien offshore et activités associées.

GRAND PORT MARITIME MARSEILLE-FOS

www.marseille-port.fr



© collection GPM

Idéalement situé sur les rives de la Méditerranée, le Port de Marseille-Fos est la porte d'entrée naturelle du sud de l'Europe. Il s'affirme comme l'acteur majeur de l'espace Euro-méditerranéen car il dispose d'espaces et d'infrastructures pour accueillir les navires de dernière génération et s'adapter en permanence aux évolutions du marché.

Premier port de France, le port de Marseille Fos affiche en 2014 un trafic annuel global de 78,5 millions de tonnes de marchandises. La sidérurgie, le conteneur et les croisières (1,3 millions de passagers) s'affirment comme les relais de croissance du port de Marseille Fos avec des hausses réalisées entre 5 et 12 % sur l'année.

Les installations portuaires s'étendent sur plus de 10.000 ha de terrains classés dans le domaine

public maritime ; elles sont réparties sur deux sites géographiques :

- les Bassins Est : Marseille,
- les Bassins Ouest : Fos, Lavéra, Caronte, Port Saint Louis du Rhône.

L'activité liée au Port de Marseille-Fos génère plus de 43.500 emplois au total dont plus de 40 % (18.000) sur le territoire de Marseille Provence Métropole.

Grâce à la mise en œuvre de son projet stratégique 2014-2018, le port de Marseille-Fos ambitionne de poursuivre sa reconquête de parts de marché sur tous les segments d'activité afin de renforcer son leadership en Méditerranée. Il accompagne aussi la diversification et la transition énergétique en cohésion avec le territoire pour de l'emploi régional.



Le foncier des grands ports maritimes (GPM)
est estimé à **35.000** hectares.

GRAND PORT MARITIME NANTES - SAINT-NAZAIRE

www.nantes.port.fr



NSNP © Anadjé Bacquel

Nantes Saint-Nazaire est le 4^e grand port maritime métropolitain et le 1^{er} port de la façade atlantique française. Les sites portuaires sont localisés sur l'estuaire de la Loire, long de 65 km, entre Nantes et Saint-Nazaire. Chaque année, ils accueillent près de 3.000 escales de navires, 1.200 trains de marchandises et près de 240 transferts par barges fluviales.

Le port de Nantes Saint-Nazaire génère près de 25.000 emplois dans le grand Ouest, parmi lesquels près de 3.000 professionnels salariés du Grand Port Maritime et des nombreuses structures intervenant dans l'accueil des navires et le traitement des marchandises (pilotage, remorquage, lamanage, manutention, entreposage, négoce...). Les sites aménagés et en cours d'aménagement représentent une surface totale de 1.350 ha. Les zones portuaires, comprenant des terminaux, des plateformes logistiques et des sites industriels, sont connectées aux réseaux routiers et ferroviaires

nationaux. Une liaison fluviale est assurée sur l'estuaire de la Loire pour des vracs solides et des colis industriels.

Pour les entreprises importatrices et exportatrices des régions du grand Ouest, le port de Nantes Saint-Nazaire met à disposition des services de proximité qui permettent l'optimisation des chaînes d'approvisionnement et de distribution. Pour tout type de trafic, il propose une offre de services logistiques à valeur ajoutée (entreposage, ensachage, préparation de commandes...) et réglementaires (douanes, services vétérinaires, phytosanitaires...).

Pour les trafics conteneurisés, le port dispose de lignes maritimes directes vers les Antilles et la côte ouest de l'Afrique. En complément, plusieurs lignes feeding connectées aux principaux hubs nord européens le relient à plus de 400 ports sur les cinq continents. Des services réguliers de trafics rouliers sont, par ailleurs, assurés avec l'Espagne et la Méditerranée.

GRAND PORT MARITIME GUYANE

www.portdeguyane.fr



© Grand Port Maritime Guyane

Le Grand Port Maritime de la Guyane, port de l'Europe au carrefour des Amériques, est un Établissement public de l'État, créé le 1^{er} janvier 2013 par la loi de février 2012 portant réforme des ports d'Outre-mer. Il est administré par un Directoire, organe exécutif de l'institution portuaire. Le Conseil de surveillance et le Conseil de développement complètent cette gouvernance. Une cinquantaine de collaborateurs œuvre à son fonctionnement et à son rayonnement.

Le périmètre du GPM-Guyane couvre le port de commerce de Dégrad-des-Cannes (Rémire-Montjoly) et le port de Pariacabo (Kourou), spécialisé dans

la réception des éléments de la base spatiale (CNES-CSG).

En accueillant plus de 95 % du trafic de marchandises de la Guyane, le GPM-Guyane fait partie des outils logistiques majeurs de l'économie guyanaise. Son développement stratégique a fait l'objet d'un Plan à 5 ans (2014-2018), conformément au code des transports. Ce projet stratégique approuvé par le Conseil de surveillance, ambitionne « une performance portuaire durable pour accroître la compétitivité économique et sociale du port et contribuer au développement de la Guyane ».

PORT DE BAYONNE

www.bayonne.port.fr



© CCI Bayonne Pays Basque - ASP

Le port de Bayonne, 9^e port de commerce français :

situé à l'embouchure de l'Adour, au fond du Golfe de Gascogne, à égale distance des ports de Bordeaux et de Bilbao, le Port de Bayonne dispose d'une localisation optimale par rapport aux principaux sites urbains et aux bassins industriels les plus actifs du Sud-Ouest de l'Europe. Il constitue une importante zone de fret au croisement des autoroutes Espagne - Toulouse - Bordeaux.

Le Port de Bayonne en quelques chiffres :

- 9^e port de commerce français, 2^e port régional après Calais (1^{er} hors passagers),
- trafic annuel de 4 à 4,5 MT (majoritairement vracs),
- 2.000 mouvements de navire/an,
- toutes les zones sont embranchées fer : 5^e client portuaire de la SNCF,
- 3.500 emplois (directs et induits), 530 M€ d'impact économique en Aquitaine.

PORT DE BREST

www.brest.port.fr

1^{er} port de Bretagne, le port de Brest est géré par la Chambre de Commerce et d'industrie de Brest, créée en 1851, qui gère également les ports de l'Aberwrac'h, du Conquet, de l'Aberildut et de Landerneau.

Plus de 2,8 MT de marchandises ont transité à Brest en 2014 via les différents terminaux : marchandises diverses, multi-vracs, multimodal, hydrocarbures. Brest est également le 1^{er} site français de réparation navale et un important port d'escale de paquebots.

3 services conteneurisés hebdomadaires assurent une connexion du port avec tous les continents.

Le port est certifié ISO 14001, clôturé et gardienné 24h/24.

Il dispose d'importantes réserves foncières, dont un polder de 42 hectares sur lequel sont notamment programmés des investissements importants en lien avec les EMR.

Le port est embranché fer et directement connecté au réseau autoroutier.



Port de Brest © CCI Brest



Les vrac liquides représentent **50%** de la quantité de marchandises en France par an en 2013. Les conteneurs n'en représentent que **13%**.

PORT DE CALAIS

www.calais-port.com

Calais : 4^e port français de marchandises. Situé le long du détroit le plus fréquenté du monde par les trafics maritimes internationaux, le port de Calais traite à lui seul 1/3 du fret roulant entre l'Europe continentale et le Royaume-Uni. Le port de Calais offre des services 24h/24, 7j/7 – 364j/365 et assure jusqu'à 50 départs par jour. Il dispose d'une infrastructure moderne, adaptée à chaque type de trafic : trafic roulier, trafic conventionnel (import et export de produits

Port de Calais
© CCI Côte d'Opale – HAPPY DAY



industriels, produits de carrière) et trafic spécialisé (export de voitures neuves, export de câbles sous-marins, sucre en vrac).

Par ailleurs, le port de Calais constitue une plateforme logistique incontournable directement connectée au réseau autoroutier français et européen (A16, A26 pour la France et M20, M2 pour la Grande-Bretagne).

Le port en quelques chiffres :

- 1^{er} port d'Europe continentale pour le trafic roulier,
- 1^{er} port français et 2^e port européen de voyageurs,
- 4^e port français de marchandises,

En 2013 :

- 41,1 millions de tonnes marchandises,
- 1,6 million de véhicules fret,
- 10,3 millions de passagers,
- de 3.000 à 7.000 camions/jour.

PORT DE SÈTE, SUD DE FRANCE

www.sete.port.fr

Le port de Sète, port de taille moyenne mais polyvalent, est adapté à tout type de trafic et offre une connexion multimodale complète pour l'ensemble des opérateurs. Du multi-vrac agro-industriel au conteneur en passant par le colis lourd, le bétail, le Ro-Ro et le trafic passagers, le port languedocien est capable de répondre à toutes les demandes avec réactivité et fiabilité. En 2013, le port de Sète a manutentionné 3,4 MT de marchandises et accueilli 172.000 passagers, ce qui le positionne à la 9^e place des ports métropolitains.

Les investissements importants et le partenariat public/privé exemplaire qu'ont su mettre en place

les acteurs locaux amorcent un retour rapide à l'attractivité et la compétitivité de la place portuaire, préalable au développement économique local et national.



© Port de Sète, Sud de France

PORTS NORMANDS ASSOCIÉS

www.pna-ports.fr

Propriétaire et gestionnaire des ports de Caen-Ouistreham et de Cherbourg, Ports Normands Associés représente l'autorité portuaire de ces deux ports. Affichant un trafic de près de 5 millions de tonnes de marchandises et 1,5 million de passagers, PNA s'affirme comme une place portuaire majeure en France.

Ports Normands Associés représente le 11^e ensemble portuaire français de commerce.

Il constitue le support à une activité économique

majeure pour le territoire avec 4.000 emplois directs indirects et induits et 180 M€ de valeur ajoutée.

Les ports de Caen-Ouistreham et Cherbourg offrent des atouts complémentaires : Caen-Ouistreham est un port d'hinterland régional polyvalent, et Cherbourg, situé au cœur de la Manche, est doté de caractéristiques nautiques rares.

De nombreuses filières économiques : vrac, croisière, pêche, transmanche, plaisance, construction et réparation navale, transformation des produits de la mer, industrie... prennent appui sur les infrastructures portuaires pour développer leur activité. La vocation de Ports Normands Associés est de fournir à l'ensemble de ces filières, les infrastructures et l'environnement favorables à leur expansion.

Particulièrement impliqué dans les Energies Marines Renouvelables, Ports Normands Associés a engagé un programme d'investissement majeur dans ce secteur, de plus 100 M€ pour accueillir les activités liées à la prometteuse filière des Energies Marines Renouvelables.

Ports Normands Associés © Stéphane Deve - SY Laisney



PORTS TOULON PROVENCE



Ports Toulon Provence © TPM/DSIG - ScOTPM

Cette jeune Autorité Portuaire en Méditerranée est opérationnelle depuis 2009 sous la forme d'un syndicat mixte portuaire basé à Toulon. Elle gère 18 ports sur l'ensemble de l'agglomération toulonnaise, depuis les Iles d'Or jusqu'à l'archipel des Embiez, représentant notamment 6.000 anneaux de plaisance.

Les installations de commerce et d'industrie, contiguës aux infrastructures militaires de la Base Navale de Toulon, au sein d'une rade réputée tous temps et sécurisée, offrent des quais en eaux profondes permettant l'amarrage des plus gros navires.

Outre une communauté portuaire très solidaire, Ports Toulon Provence, siège du Pôle Mer Méditerranée

et du Riviera Yachting Network, bénéficie d'un tissu économique spécifique de 200 millions € de CA pour 2.000 emplois directs. L'un des axes forts de développement actuel de Ports Toulon Provence est la grande plaisance via l'hivernage, l'entretien et le refit (185 escales de superyachts en 2013).

Leader sur les liaisons Corse-Continent (1,2 million de passagers), le port de Toulon confirme sa 3^e place au niveau français en matière de croisière (540.000 passagers). Il accueille également la seule Autoroute de la Mer sans subvention qui relie la France à la Turquie (deux rotations/semaine et 38.000 poids lourds transportés en 2013) à son site de Brégaillon qui vient par ailleurs de rénover ses moyens de levage.

Les ports chinois
traitent à eux seuls **1/3**
du commerce maritime mondial.



Travaux maritimes et ouvrages portuaires

ARTELIA

www.arteliagroup.com



© Artelia - Port Conakry

Artelia est un groupe indépendant d'ingénierie, de management de projet et de conseil qui exerce ses métiers dans 9 domaines : bâtiment, eau, énergie, environnement, industrie, maritime, multisites, transport et ville. En 2014, le chiffre d'affaires consolidé du groupe était de 366 millions d'Euros dont 30 % à l'international et est implanté dans 37 pays.

Les activités maritimes et portuaires représentent une part significative du chiffre d'affaire d'Artelia et, sur ce créneau d'études, Artelia Maritime figure depuis plusieurs années dans le peloton de tête des consultants internationaux selon l'Engineering News Record. Artelia Maritime est probablement le seul consultant maritime qui puisse revendiquer, pour accompagner ses études, de facilités aussi uniques qu'un pôle numérique dédié à forte connotation hydrodynamique, d'un laboratoire de modélisation physique de réputation internationale,

d'un simulateur de navigation et d'un centre d'entraînement à la manœuvre des navires (PORT-REVEL). Artelia intervient aussi bien pour des clients privés (industriels, entreprises de construction, opérateurs, ...) que pour des clients publics. Artelia est certifié ISO 9001, ISO 14001 et ISO 18001.



© Artelia - Tanger Med

BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS

www.bouygues-tp.com



© Bouygues Travaux Publics

Avec la globalisation des échanges économiques, les infrastructures portuaires, maillons essentiels de l'import - export, et les ouvrages côtiers connaissent une demande soutenue. Bouygues Travaux Publics a développé une expertise de constructeur de grands projets en milieu marin : ports, liaisons sous-fluviales, ponts... depuis plusieurs décennies, ainsi qu'un savoir-faire en aménagement de voies navigables et barrages fluviaux. Des réalisations marquantes incluent le barrage de Chatou (France), les ports de Monaco, Pusan (Corée), Tanger (Maroc) ou Caucedo (République Dominicaine), l'aménagement du front de mer de Beyrouth (Liban), la barge N'Kossa (Congo), le pont Hong-Kong Zuhai Macao (HK) ou le New Tyne River Crossing (GB).

EMCC

www.emcc-construction.com

Filiaire de VINCI Construction France, EMCC est le leader français des travaux maritimes et fluviaux. Ses collaborateurs, femmes et hommes d'expérience, partagent une culture alliant sécurité, exigence, performance environnementale et innovation.

EMCC est spécialisée dans la réalisation d'ouvrages maritimes, portuaires et fluviaux, le dragage, le déroctage, les travaux subaquatiques ainsi que le traitement des boues et des sédiments. Son bureau d'études et méthodes intégré lui permet de relever tous les challenges à travers le monde en retenant les meilleures options techniques. Un important parc matériel, permet à l'entreprise

de s'adapter aux spécificités de chaque chantier et de répondre aux besoins de chaque client.



EMCC © HAPPYDAY - Jean-Louis Burmod

ETMF - EIFFAGE TRAVAUX MARITIMES ET FLUVIAUX

www.eiffagetravauxpublics.com/genie-civil

FRABELTRA devenue ETMF (Eiffage Travaux Maritimes et Fluviaux) continue d'œuvrer dans les domaines aussi variés que la construction des quais, opérations de défenses de berges (palplanches, gabions, enrochements, ...), ouvrages anti-crues, ducs d'Albe, barrages et écluses, estacades, passes à poissons, passerelles



© ETMF

RO-RO, rampes et cales à bateaux, quais pleins ou sur pieux, reprises de fondations d'ouvrages d'art, dragages, curages, battage de palplanches, traversées sous-fluviales de réseaux et émissaires en mer avec des moyens humains, matériels, commerciaux et d'études renforcés grâce au rapprochement avec ETMF.

ETMF est capable de concevoir et de réaliser tous ces ouvrages dans leur globalité, et travaille pour les clients les plus célèbres comme les grands Ports Maritimes, VNF, les Ports départementaux et régionaux, mais aussi pour des clients privés tels que les céréaliers, pétroliers, carriers que ce soit en milieu fluvial ou maritime.

ETMF grâce à ses implantations couvre le territoire national, mais nourrit aussi d'importantes ambitions à l'international grâce à des collaborations avec d'autres branches du groupe.

FAYAT TRAVAUX SOUS-MARINS

www.fayat.com

4^e groupe de la construction en France et 1^{er} indépendant, Fayat possède un savoir-faire et une expérience de 30 ans dans les travaux sous-marins. FTSM (Fayat Travaux Sous-Marins) propose ses services pour les travaux de terrassement en faible profondeur jusqu'à 100 m et développe de la technologie pour les projets d'activité minière en grands fonds marins.



© Louis Perez / Fayat

SDI - SOCIÉTÉ DE DRAGAGE INTERNATIONAL

www.deme-group.com

SDI est une société de travaux maritimes et fluviaux, active sur tout le territoire français.

SDI réalise des projets très divers, allant des dragages d'entretien dans les ports de Bayonne, Gravelines, la Réunion ou sur la Gironde, au rechargement de plages devant les dunes de Pyla, ou encore des dragages plus spécifiques comme pour la réalisation des souilles pour la construction du pont Bacalan Bastide à Bordeaux ou la réfection des digues de l'aéroport de Nice. Après avoir réalisé la première phase de l'approfondissement de la Seine, elle exécute actuellement la 2^e phase pour le Grand Port Maritime de Rouen.

La flotte de SDI travaille pour le compte du groupe DEME dans le Golfe Persique, au Panama et en Europe.

SDI a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires de 53 M € avec un effectif autour de 100 personnes.



© reuvelle-allivolis.fr

DAM PALLIETER – Approfondissement de la Seine

Activités et services portuaires

CHAMBRE NATIONALE DES COURTIERS MARITIMES DE FRANCE

Les "conducteurs en douane", anciennement "Courtiers Maritimes Interprètes & Conducteurs de Navires", prennent en charge, pour l'armateur

ou son agent, les formalités douanières (la "ship's clearance") relatives au séjour des navires dans les ports français.

DELOM PORTUAIRE www.delom.com

Héritière de l'activité armateur, elle est spécialisée depuis 1987 dans les activités portuaires sur le port de Sète. Particulièrement active dans le domaine de la manutention portuaire et du transit

des marchandises roulantes, containers, animaux vivants, colis lourds. Delom Portuaire exerce également les activités d'agent consignataire de navires et de courtier en affrètement.

ECONAVIA-CEP www.econavia.fr

Econavia-CEP répond aux problématiques spécifiques à la gestion portuaire depuis plus de 20 ans. Véritable partenaire des collectivités, elle met en œuvre des solutions d'exploitation sur mesure et intervient comme force de proposition pour développer les activités économiques et

touristiques des ports. Elle s'engage également aux côtés du secteur privé pour apporter aux industriels un savoir-faire adapté aux problématiques logistiques et écologiques liées au maritime.

FÉDÉRATION FRANÇAISE DES PILOTES MARITIMES www.pilotes-maritimes.fr

© Eric Hourri



Un acteur réellement majeur. Présents sur toutes les façades maritimes de France et d'Outre-mer, les pilotes maritimes conduisent les navires à l'entrée et à la sortie des ports, assurant ainsi la sécurité des manœuvres, la protection du littoral et l'efficacité économique des transits portuaires. *(338 pilotes, environ 100.000 opérations de pilotage, 31 stations de pilotage, 3 hélicoptères, plus de 100 vedettes).*

GROUPE LHD www.groupeLhd.fr

© Groupe LHD



Le groupe LHD assure les prestations de lamanage pour les navires faisant escale au Grand Port Maritime de Nantes Saint Nazaire. Il fournit également d'autres services maritimes tels que le transfert de personnels, la logistique (réception de marchandise avec hangar sous douane, stockage et acheminement jusqu'au navire), la fourniture d'équipage, l'affrètement de navires, la mise à disposition de moyens nautiques pour réalisation de travaux maritimes. Le groupe LHD est à la disposition de ses clients 24h/24 et 365 jours/an.

SCHNEIDER ELECTRIC www.schneider-electric.com/fr

Schneider Electric est le spécialiste mondial de la gestion de l'énergie et des automatismes. En 2014, l'entreprise enregistre un chiffre d'affaires de 25 milliards d'euros et embauche 170.000 employés répartis dans plus de 100 pays. Fort de 90 années d'expérience dans l'industrie maritime et de 5.000 navires équipés, Schneider Electric possède une large gamme de solutions pour la distribution électrique des navires, l'automatisme, la propulsion électrique, la continuité d'alimentation et la sécurité à bord. Schneider Electric est aussi le leader de la connexion électrique des navires à quai.



© Schneider Electric - IV ShoreBox

SDLP - SOCIÉTÉ DU DÉPÔT DE LA PALLICE

SDLP, détenue à 48 % par SPD–Société Pétrolière de Dépôts / Groupe Socatra, 34 % par Total France et 18 % par Bolloré Energie, exploite le dépôt pétrolier situé sur la côte atlantique dans la zone portuaire de La Rochelle. Ce dépôt s'étend sur une superficie de 12 ha, pour une capacité totale de stockage de 245.000 m³.



© SDLP

SOGET www.soget.fr



SOGET sert la fluidité des opérations portuaires en organisant pour les différents opérateurs publics et privés, une gestion intelligente, partagée et instantanée des informations relatives aux chaînes logistiques.

SOGET, partenaire et animateur des communautés portuaires, offre des solutions clés en main et innovantes en alliant maîtrise des processus métiers, excellence technologique et proximité avec ses clients et partenaires.

Né au Havre en 1983, SOGET est le premier opérateur en France et en Afrique, et a pour ambition de devenir le leader mondial et la référence en matière de Guichet Unique. Membre fondateur de l'International Port Community Systems Association (IPCSA) et de la Fondation SEFACIL, SOGET est expert auprès de nombreuses organisations internationales. En 2015, SOGET lance S'ONE le guichet unique nouvelle génération.

SYNDICAT PROFESSIONNEL DU LAMANAGE www.lamanage-syndicatpro.fr

En France, les sociétés de lamanage sont regroupées au sein d'un syndicat professionnel, le SPLMNA (Syndicat Professionnel du Lamanage des ports de la Manche - de la Mer du Nord - et de l'Atlantique).

Les échanges sont permanents et les expériences partagées pour permettre le développement des différentes structures. Environ 300 lamaneurs

exercent leur métier de la façade Atlantique à la Mer du Nord.

Le lamanage est une activité qui demande de la maîtrise et de la précision. L'évolution avec les vedettes entre le navire, les remorqueurs et le quai peut s'avérer périlleuse selon les conditions nautiques et météorologiques rencontrées.

UNIM - UNION NATIONALE DES INDUSTRIES DE LA MANUTENTION DANS LES PORTS FRANÇAIS www.unim.org

L'UNIM est la fédération professionnelle regroupant les entreprises de manutention portuaire et opérateurs de terminaux dans les ports de commerce de France. Ces entreprises assurent le chargement et le déchargement des navires au moyen des équipements portuaires qu'elles mettent

en œuvre (grues, portiques, équipements de parc, chariots cavaliers...). Elles emploient pour ce faire une main d'œuvre d'ouvriers dockers qui sont maintenant des salariés d'entreprises sur la base de contrats à durée indéterminée.

UMPF - UNION MARITIME ET PORTUAIRE DE FRANCE

L'Union Maritime et Portuaire de France – UMPF – est une association loi de 1901 créée le 8 avril 2004. Son objectif est de fédérer les organisations professionnelles telles que les

Unions Maritimes des ports français, afin de renforcer leur représentativité au niveau national dans la défense des intérêts de ces ports et de leurs communautés professionnelles.

WORMS SERVICES MARITIMES www.worms-sm.com

WORMS SM, dont le siège est à Paris, est directement présent dans 10 ports français avec un effectif dédié de 100 personnes dont 20 au Havre et 50 à Marseille. Ses équipes de professionnels, s'appuyant sur les dernières technologies consignent plus de 1.000 navires par an en tramping sur le territoire national.

L'agence de lignes régulières offre la desserte des cinq continents pour tous types de transport : conteneurs, roulant, conventionnel, au travers des lignes régulières représentées.

Logistique maritime

Transport de fret intra-européen (UE 28) en 2012



1.696 milliards (tonnes/km)
Route

1.401 milliards (tonnes/km)
Mer

407 milliards (tonnes/km)
Rail

150 milliards (tonnes/km)
Fleuve

115 milliards (tonnes/km)
Pipelines

3 milliards (tonnes/km)
Air

Source : BP2S/Eurostats 2014

Les trois-quarts des mégapoles de la planète sont situées sur le littoral.



De nos jours, **90 % des échanges mondiaux sont acheminés par voie maritime**. Ces flux de marchandises transitent via les ports, passage obligé pour toute expédition. Ces ports sont maintenant bien plus que des points de passage ; ils fournissent une valeur ajoutée réelle et recherchée comme la transformation de certains produits, des facilités financières grâce aux zones franches, des méthodes pointues d'emballage, etc.

La logistique d'approvisionnement (transport de matières premières généralement en vrac), représente deux tiers des flux maritimes et la logistique de distribution (produits manufacturés souvent transportés en conteneur) représente le tiers restant.

Les entreprises françaises ont recours de plus en plus systématiquement aux prestataires logistiques qui fournissent une offre intégrée et complète : 3PL (Third Party Logistics), 4PL (Fourth Party Logistics), commissionnaires et organisateurs de transport, etc.

Depuis une dizaine d'années, près de 40 % du transport intra-européen est assuré par le mode maritime.

Environ 70 % de l'activité des ports français s'effectue avec des ports européens ou voisins (méditerranéens, etc.), relevant ainsi du transport maritime à courte distance ou cabotage maritime. Aujourd'hui, l'Union Européenne continue à soutenir activement le transport de fret, en particulier dans le cadre du MIE Transport (Mécanisme d'Interconnexion en Europe 2014-2020) qui est la partie financement du programme RTE-T (Réseau TransEuropéen de Transport), dont le réseau central doit être achevé en 2030 et le réseau global en 2050.

Les projets sélectionnés dans ce cadre en 2015, dotés d'un budget d'environ 13 milliards d'euros, comptent ainsi dans leurs objectifs et priorités : les corridors de fret multimodaux et les autoroutes de la mer.



© Thomasléclercphoto - Fotolia.com

BP2S BUREAU DE PROMOTION
DU SHORTSEA SHIPPING
www.shortsea.fr

BP2S est une association qui regroupe tous les acteurs de la chaîne de transport : ports, armateurs, organisateurs de transport, transporteurs routiers, organisations professionnelles, institutionnels, etc. C'est un forum de rencontres et d'échanges ainsi qu'une véritable source d'information. BP2S assure en effet une diffusion régulière d'informations, notamment via son site internet, son blog, ses bulletins d'informations hebdomadaires, ses "flash infos mensuels", etc.

De plus, l'association organise pour et avec ses membres des réunions et ateliers thématiques, des

colloques et conférences. Elle participe également à des études (faisabilité, techniques, économiques, etc.).

BP2S soutient également ses membres dans leurs initiatives et projets en faveur du transport maritime à courte distance (shortsea shipping), des autoroutes de la mer et de la logistique intermodale à maillon maritime en France et en Europe.

BP2S est aussi l'interlocuteur reconnu et privilégié des autorités publiques françaises et européennes sur tous les sujets relatifs au shortsea shipping et à l'intermodalité à maillon maritime.

CERCLE POUR L'OPTIMODALITÉ
EN EUROPE
www.optimodality.eu

Le Cercle pour l'Optimodalité en Europe, c'est plus de 60 Membres, entrepreneurs et entités économiques, qui partagent l'ambition commune de construire, depuis la signature de la Charte de l'Optimodalité® le 6 mars 2007, une nouvelle

approche de la chaîne de transports cherchant à optimiser au plan économique, technique, environnemental et sociétal chaque mode de transport, et toute combinaison efficace des modes entre eux.

Depuis 25 ans Crystal Group a pour vocation de concevoir et de mettre en oeuvre des solutions logistiques personnalisées répondant aux attentes des entreprises opérant à l'international.

Groupe indépendant à taille humaine, Crystal Group a acquis la solidité financière lui permettant d'investir et de maîtriser tous les maillons de la chaîne logistique.

Le groupe couvre tous les secteurs d'activités grâce à ses niches produits (notamment Aerospace, Automotive, Oil & Gas), ceci à travers ses filiales spécialisées qui ont toutes le même objectif, la satisfaction du client et de l'utilisateur final :

- Qualitair & Sea présent à l'international en particulier en propre ou au travers de JV aux EAU, Maroc, Brésil, Mexique, Japon, Chine, États-Unis, Turquie ;
- Altus au service des industries pétrolières ;
- Set Cargo géographiquement présent dans les départements d'Outre-mer.

Chacune des filiales de Crystal Group déploie des expertises spécifiques répondant aux besoins de ses clients dans les transports maritimes et aériens internationaux, la gestion des flux administratifs et physiques, les opérations douanières, ou la gestion de bases logistiques.

Daher est un équipementier qui développe des Systèmes Industriels Intégrés pour l'aéronautique et les technologies avancées.

En associant ses savoir-faire de fabrication industrielle, ingénierie des produits et des process, logistique et transport, et services industriels, Daher conçoit et développe les solutions à valeur ajoutée qui tirent parti de la convergence de l'industrie et des services.

Daher affirme son leadership sur cinq domaines d'activités : constructeur d'avions, aérostructures & systèmes, logistique intégrée, services nucléaires et vannes.

Tourné vers l'innovation depuis sa création en 1863, Daher s'impose aujourd'hui comme l'un des

acteurs majeurs de la 3^e révolution industrielle.

Avec plus de 150 ans d'histoire industrielle, Daher a fait face aux plus grands défis logistiques et a développé un ensemble d'outils et de méthodologies éprouvés afin de soutenir ses clients dans leurs prestations opérationnelles d'envergure (transport, logistique, services industriels, lead logistics & services provider). L'offre de Daher permet de sécuriser et d'optimiser la supply chain des usines et des plus grands chantiers et projets.

Daher opère des prestations de Transport Projet et de pilotage de projets complexes. Daher apporte aux industriels son expertise en :

- ingénierie de transport & douane ;
- logistique sur site et de chantier ;
- affrètement de navire (RORO, colis lourds pour les projets militaires et civils) ;
- outillage de manutention & transport ;
- multimodal ;
- colis lourds et surdimensionnés ;
- urgence et AOG ;
- industrial expediting ;
- études, tests et contrôles.

Daher réalise un chiffre d'affaires proche d'un milliard d'euros et son carnet de commandes représente environ 3,5 années de chiffre d'affaires.



© Daher

Créé il y a 29 ans, le groupe Necotrans est un acteur-clé de la logistique internationale avec un chiffre d'affaires de plus de 950 millions d'euros et 3.500 collaborateurs répartis dans 126 agences. Présent sur 5 continents et dans 42 pays, Necotrans exerce les métiers suivants :

- les activités portuaires (Ports & Logistics),
- la commission de transport (Freight Forwarding),
- la logistique pétrolière (Oil & Gas),
- la distribution d'équipements (Automobile & Equipment).

La complémentarité et les synergies de ses activités en font un réseau unique de compétences logistiques.

Chiffres clés :

- Chiffre d'affaires 2013 : 954 M€,
- 3.500 collaborateurs,
- 126 agences,
- 42 pays.



En 2010, plus de **150** millions de conteneurs ont été transportés, soit deux fois plus qu'en 2000.

Défense et action de l'État en mer

En 2014, les
Sauveteurs en mer
de la SNSM ont réalisé

4.925

interventions et secours

7.155

personnes.



Secrétariat Général de la Mer (rattaché au Premier ministre)

Il exerce une fonction interministérielle de contrôle, d'évaluation et de prospective en matière de politique maritime. Il est associé à l'élaboration des politiques publiques concernant la mer et le littoral et coordonne l'action de l'État en mer, en s'appuyant sur les préfets maritimes en métropole et les délégués du gouvernement Outre-mer. Il est rattaché au Premier ministre et est à disposition du ministre chargé de la mer pour ce qui le concerne. Le Secrétaire Général de la Mer préside le Comité directeur de la fonction garde-côtes qui réunit l'ensemble des administrations agissant en mer. Ce Comité contribue à la définition des politiques conduites au titre de la fonction garde-côtes, à l'identification des priorités d'action et des mesures d'organisation en découlant.

La France est dotée d'un centre opérationnel de la fonction garde-côtes (CoFGC) à vocation interministérielle. Placé auprès du Secrétariat Général de la Mer, le CoFGC assure une veille permanente sur les faits maritimes, tient à jour une situation maritime mondiale de référence, contribue au suivi des crises à dimension maritime au niveau central et réalise des analyses afin de proposer des adaptations du dispositif de la fonction garde-côtes. Le CoFGC est l'un des points de contact naturels des centres relevant d'autres États ou d'institutions européennes et internationales assurant les mêmes missions.

Préfet maritime

Aux termes du décret du 6 février 2004 relatif à l'Action de l'État en Mer (AEM), le préfet maritime, délégué de gouvernement, représentant direct du Premier ministre et de chacun des ministres, est dépositaire de l'autorité de l'État dans tous les domaines où s'exerce l'AEM.

Doté d'une autorité de coordination en cas de crise, il est aujourd'hui l'animateur permanent, notamment pour la défense des droits souverains et des intérêts de la Nation, le maintien de l'ordre public, la sauvegarde des personnes et des biens. Il dispose des moyens de la **Marine nationale**, et aussi de ceux de la gendarmerie maritime, des affaires maritimes, des douanes, de la sécurité civile et a le concours de la **Société Nationale de Sauvetage en Mer** (voir page 72).

Gendarmerie maritime : action de l'État en mer, sauvegarde maritime et police des pêches

Formation spécialisée de la gendarmerie nationale, placée pour emploi auprès du chef d'état-major de la marine, la gendarmerie maritime est une composante opérationnelle à part entière de la marine. Force résolument tournée vers la mer, elle est présente sur l'ensemble du littoral métropolitain et Outre-mer, mais également dans les emprises de la Marine et certains grands ports civils.

Forte de 1.089 militaires, dont un tiers ont la qualification d'officiers de police judiciaire, la gendarmerie maritime comprend :

- 3 groupements placés auprès des préfets maritimes ;
- 1 section de recherches ;
- 1 centre national d'instruction ;
- 72 unités, dont 33 embarquées, assurant un "maillage territorial" en métropole et Outre-mer.

La diversité et la complémentarité des moyens permettent aux gendarmes d'intervenir jusqu'à 200 milles nautiques pour protéger l'environnement, préserver la ressource halieutique, lutter contre toutes sortes de trafics illicites, assurer la sûreté maritime des grands ports, en complément des missions de défense qui leurs sont dévolues. Seule force disposant d'un pouvoir de police générale en mer, la gendarmerie maritime mène des missions de police administrative sous l'autorité du préfet maritime et des enquêtes judiciaires importantes, souvent sensibles, sous la responsabilité des magistrats.



© Marine nationale - Patrick Nzeleto

Direction générale des douanes et des droits indirects

L'action des douanes contribue à la lutte contre les activités illégales en mer, (notamment la lutte contre la contrebande fiscale et contre les trafics illégaux de marchandises et de personnes), ainsi qu'au contrôle de la navigation, à la surveillance des côtes, à la protection du milieu marin (lutte contre la pollution marine), et enfin à la gestion de la situation juridique des navires et à la sauvegarde et à l'assistance des personnes en détresse.

La douane (16.665 agents – 37,5 % de femmes – dont 597 marins) dispose de 2 patrouilleurs garde-côtes de 43 m, 18 vedettes garde-côtes de 19 à 32 m, 17 vedettes de surveillance rapprochée de 10 à 14 m et 3 bateaux écoles, de 18 aéronefs dont 2 avions équipés d'un système de télédétection de la pollution marine (POLMAR) et 9 hélicoptères (dont 5 EC 135).

Sécurité civile

Elle participe au sauvetage des personnes en zone côtière et en mer, avec 35 hélicoptères EC145 qui arment 24 bases et jusqu'à 7 détachements en métropole et en Outre-mer. Parmi les 24 bases, 15 sont positionnées à proximité du littoral et disposent d'équipages qualifiés et d'équipements adaptés pour intervenir sur des opérations de secours en mer.

MARINE NATIONALE

www.defense.gouv.fr/marine

www.colsbleus.fr



© Marine Nationale/Moël Pigent

La Marine c'est :

24h sur 24, 365 jours par an, sur tous les océans et mers du globe, 35 bâtiments à la mer, au moins 1 sous-marin nucléaire lanceur d'engins à la mer, 5 aéronefs en vol, des fusiliers et commandos marine déployés, soit près de 5.000 marins sur, sous et au-dessus de la mer au service de la France et des Français.

39.000 hommes et femmes dont 3.000 civils

10 sous-marins

72 bâtiments de combat et de soutien

Près de 200 avions de chasse, de patrouille, de surveillance et des hélicoptères

15 unités de fusiliers et commandos marine

La Marine nationale recrute et forme chaque année jusqu'à 3.000 jeunes âgés de 16 à 29 ans, du niveau 3^e à Bac+5. (www.etremarin.fr)

Pour :

- **Prévenir** : Agir sur toutes les mers pour éviter l'apparition d'une crise.
- **Connaître et anticiper** : Observer depuis la mer les mouvements stratégiques dans le monde.
- **Protéger** : Garantir la population contre les menaces survenant en mer.
- **Intervenir** : Envoyer une force navale pour rétablir la paix.
- **Dissuader** : Faire craindre une riposte absolue à quiconque attenterait aux intérêts vitaux de la France.

S'inscrivant dans la stratégie de défense de la France, l'action de la Marine nationale se décline dans trois grands types de missions :

- Par ses missions permanentes de présence sur toutes les mers du globe, elle contribue de manière déterminante à la dissuasion, entretient la connaissance des théâtres nécessaire à toute anticipation, et contribue à la prévention des crises. La Marine protège également le territoire national, ses approches maritimes et est présente dans les zones d'intérêt stratégique de la France, elle assure ainsi notamment la protection des flux et des ressources maritimes.
- Bras armé de l'action de l'État en mer, elle s'y engage dans la lutte contre les trafics illicites (narcotrafic, terrorisme) et les pollutions marines, veille à la défense des zones maritimes sous souveraineté française et assure le sauvetage en mer.
- Enfin, elle prend part aux opérations extérieures dans laquelle nos armées sont engagées, seules ou en coalition, comme actuellement au-dessus de l'Irak (Chammal), au Mali (Barkhane), dans le golfe de Guinée (Corymbe) et en océan Indien (Enduring Freedom).

Domaines de mission	HDV*
Sauvetage en mer (Search and rescue - SAR)	785
Sécurité maritime (dont assistance aux navires en difficulté et police de la navigation)	173
Sûreté maritime	250
Souveraineté et protection Présence et recueil de renseignement	2.797
Immigration clandestine	2
Lutte contre le trafic de stupéfiants en mer	531
Lutte contre le trafic d'armes en mer	0
Contrôle et police des pêches	167
Surveillance et préservation des espaces protégés, et répression et lutte contre les pollutions marines	47
Démunage (terrestre et sous-marin)	/

HDM**	Observations COFGC*** (hors GDM) ****
106	1.545 pax assistées ou secourues dont 678 par MN seule
28.550	23 assistances de navires de charge dont 5 remorquages
13.667	dont 7 opérations d'ordre public en mer
27.579	4.680 navires contrôlés en mer 313 infractions douanières et fisc. constatées Protection de 35 navires civils par EPE
1.911	169 embarcations 2.876 immigrants 169 passeurs interceptés
3.085	8 navires interceptés 5 enquêtes de pavillon 1.588 kg de produits stupéfiants saisis
10	par Gendarmerie maritime
15.794	1.756 navires contrôlés 1.789 PV 59 navires déroutés ou accompagnés
1.017	45 infractions 18 détections de pollution 1 opération anti-pollution
1.142	2.831 engins neutralisés / 31,9 t, dont 12,3 t matière active. Manche : 29 % ATL : 49 % MED : 22 %

*Heures de Vol

** Heures de Mer

*** Centre Opérationnel de la Fonction Garde-Côtes

**** Gendarmerie Maritime



Le nom d'amiral vient de l'arabe "amir al-bahr", qui signifie prince de la mer.

Equipements (au 30 juin 2015)	Nbre
Bâtiments de combat et de soutien	73
sous-marins nucléaires lanceurs d'engins	4
Sous-marins nucléaires d'attaque	6
Porte-avions	1
Bâtiments amphibies ¹	4
Frégates de premier rang ²	16
Frégates de surveillance	6
Patrouilleurs hauturiers ³	18
Patrouilleur austral ⁴	1
Bâtiments de guerre des mines	11
Bâtiments de soutien logistique	3
Bâtiments de soutien outre-mer ⁵	3
Chaland et engins de débarquement	19
15 CTM, 4 EDA-R	
Gendarmerie maritime	30
Patrouilleurs et vedettes de gendarmerie ⁶	
Océanographie et Hydrographie	4
Bâtiments océanographiques et hydrographiques	
Déminage surveillance des chenaux	7
Bâtiments bases pour plongeurs-démineurs, bâtiments remorqueurs de sonar	
Bâtiments auxiliaires	13
Bâtiments d'assistance, de sauvetage, de soutien, anti-pollution et remorqueurs de haute mer ⁷	
Formation et entraînement	14
Bâtiments écoles et voiliers ⁸	
Bâtiments scientifiques et d'expérimentation	4
Bâtiments d'essais et d'expérimentation	

Equipements (au 30 juin 2015)	Nbre
Groupe aérien embarqué	58
Rafale	38
Super-étendard modernisés	17
Hawkeye – E2C	3
Aviation de patrouille maritime	23
Atlantique 2	
Surveillance maritime	12
Falcon 50 (4 F50 Mi – 3 F50 Ms)	7
Falcon 200	5
Hélicoptères de combat et de sauvetage	52
Caiman Marine	13
Panther	16
Lynx	20
Dauphin Pedro	3
Hélicoptères de service public	10
EC225	2
Dauphin SP	8
Aviation de soutien maritime	45
Alouette III	21
Falcon 10	6
Xingu	11
Cap 10	7

1 – 3 à partir de juillet 2015 suite retrait du service actif du TCD Siroco.
2 – 2 frégates de défense aérienne, 2 frégates anti-aériennes, 5 frégates anti-sous-marines, 5 frégates de type Lafayette, 2 FREMM (frégates multi-missions).
3 – 9 avisos (patrouilleurs de haute mer), 4 P400, 5 patrouilleurs de service public.
4 – 0 à partir de juillet 2015 suite retrait du service actif de l'Albatros.
5 – 2 bâtiments de transport léger et 1 remorqueur ravitailleur.
6 – 6 patrouilleurs côtiers (dont 2 patrouilleurs de surveillance des sites transférés en juillet 2015), 24 vedettes côtières.
7 – 4 remorqueurs d'intervention pour l'assistance et le sauvetage, 2 remorqueurs de haute mer, 3 bâtiments de soutien région, 4 bâtiments de soutien d'assistance et de dépollution.
8 – 8 bâtiments écoles, 2 bâtiments d'instruction navale, 4 voiliers.

En 2014, **2** attaques de pirates ont été recensées au large de la Somalie contre **176** pour l'année 2011. Aucune attaque n'a été comptée à ce jour pour l'année 2015. Cela démontre l'efficacité d'actions, qui comme l'opération *Atalanta*, luttent contre la piraterie maritime.



l'administration des Affaires Maritimes

La direction des affaires maritimes (DAM), direction régaliennne au sein de la direction générale des infrastructures, des transports et de la mer du ministère de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE), élabore et met en œuvre les politiques publiques et normes juridiques relatives à la formation, à la santé, au droit social et à la profession des gens de mer, à la sécurité et à la sûreté des navires, à la surveillance de la navigation et à la signalisation maritime, au contrôle des activités maritimes, à la flotte de commerce, à la navigation de plaisance et aux loisirs nautiques.

La direction des affaires maritimes s'appuie sur le réseau des directions interrégionales de la mer (DIRM), dont l'action à l'échelle d'une façade maritime garantit la cohérence et l'intégration des politiques publiques de la mer. Au niveau départemental, les délégations à la mer et au littoral (DML) au sein des directions départementales des territoires et de la mer (DDTM) en assurent l'exécution. Ces services, au cœur du secteur maritime, assument des missions traditionnelles (sécurité des navires, protection sanitaire et sociale des gens de mer, formation professionnelle, ...) ainsi que des missions de surveillance et de contrôle (police des pêches, surveillance de la navigation, recherche, sauvetage et assistance en mer, recherche et constatation des pollutions). Ils servent également de charnière sur les sujets innovants comme la directive cadre sur la stratégie des milieux marins ou la planification spatiale en mer.

Le dispositif de contrôle et de surveillance comporte des moyens hauturiers (deux patrouilleurs de 46 et 52 mètres basés en métropole et un troisième de 54 mètres à La Réunion ; 3 vedettes régionales) et 60 moyens nautiques légers répartis au sein de 21 unités littorales. Ces unités interviennent notamment pour le contrôle des pêches, sous la coordination du centre national de surveillance des pêches (CNSP) et pour la police de l'environnement en mer sous l'égide, à titre expérimental, du centre opérationnel de surveillance des milieux marins (COSMM).

2.000 agents des affaires maritimes sont répartis sur le littoral dans les directions, dans les 7 centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS) et 2 MRCC (Maritime Rescue Coordination Center),

ainsi que dans les 16 centres de sécurité des navires (CSN) chargés des contrôles des navires.

L'administration des affaires maritimes dispose des services spécialisés suivants :

■ Le service de signalisation : les Phares et Balises

Le dispositif de signalisation des côtes métropolitaines et d'Outre-mer comprend environ 6.500 établissements de signalisation maritime (phares, tourelles, bouées, etc.). Ce service fournit et entretient un système de signalisation permettant aux navigateurs de se localiser et d'éviter les dangers.

■ Sécurité, surveillance, recherche et sauvetage : les CROSS

Les 7 Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS) font appel aux moyens navals et aériens des administrations et acteurs de l'Action de l'État en Mer.

Les 2 MRCC (Maritime Rescue Coordination Center) de Papeete et de Nouméa complètent le dispositif, permettant à la France de remplir ses obligations de sauvetage dans les immenses zones du Pacifique placées sous sa responsabilité. Dans le cadre de la mise en place du système de suivi du trafic maritime et d'information communautaire, la DAM a mis en œuvre le système TRAFIC 2000, point d'entrée et de sortie national vers le réseau de l'Union Européenne, SafeSeaNet.

TRAFIC 2000 est également associé au programme SPATIONAV de la Marine nationale, qui permet un suivi du trafic par radar et AIS (automatic identification system) au large des côtes françaises.

Les CROSS sont les correspondants opérationnels de CleanSeaNet ainsi que du centre européen de suivi des navires à longue distance (LRIT) mis en œuvre par l'agence européenne de sécurité maritime (EMSA).

Plus largement la direction des affaires maritimes porte un effort particulier sur le développement de ses systèmes d'information permettant aux CROSS, centres de sécurité maritime et services de la signalisation maritime de remplir leurs missions de recherche et de sauvetage en mer, de suivi du trafic maritime et des marchandises dangereuses, de surveillance des pollutions, de suivi des navires et des établissements de signalisation maritime.

Le système de management de la qualité des services d'inspection de la sécurité des navires ainsi que les 5 CROSS de métropole sont certifiés au titre de la norme ISO 9001/2008.

Au 1^{er} juin 2014,

13,7 %

de l'effectif militaire de la Marine Nationale sont des femmes.



Sauvetage en Mer

Avec les marines nationale, marchande, de pêche, de plaisance et de servitude, la SNSM (voir ci-dessous) représente la "6^e composante" des marines françaises. Bien qu'elle ne relève pas directement d'un contrôle étatique, sa mission participe à la sécurité publique.

SNSM

www.snsm.org



© Philip Plisson

La SNSM est une association loi 1901 reconnue d'utilité publique. Son projet est fondé sur l'engagement bénévole au service de la sauvegarde de la vie humaine en mer.

Son budget d'environ 24,7 M€ est financé à 18 % par l'État et les Collectivités publiques et à 82 % par des dons et des ressources privées.

La flotte de la SNSM comprend 215 canots, vedettes et semi-rigides et plus de 107 pneumatiques.

Ces moyens sont mis en œuvre par :

- 4.400 sauveteurs embarqués bénévoles qui opèrent au large,
- 1.200 cadres et formateurs bénévoles dans les stations et CFI,
- 1.400 nageurs-sauveteurs qui interviennent

l'été sur les plages, auxquels il faut ajouter plus de 70 salariés qui travaillent principalement au siège parisien.

La SNSM dispose d'un maillage très serré de 187 stations permanentes et 32 Centres de formation et d'intervention qui forment tous les ans plus de 500 nouveaux nageurs-sauveteurs.

Le bilan est éloquent : plus de 50 % des opérations de sauvetage en France métropolitaine sont réalisées par des moyens SNSM dont 27 % sont réalisées la nuit !

Maintenir la capacité et les moyens de la SNSM est un enjeu national.

Industrie et services nautiques

Chiffre d'affaires 2013



33%	Négoce & maintenance
22,3%	Construction / importation bateaux
10,7%	Ports de plaisance et services ass.
9,5%	Services
8,6%	Equipements
7,9%	Moteurs
5,7%	Location
1,4%	Glisse
0,9%	Pleine nature

Source FIN



© BENNETEAU

On estime que **270.000** tonnes de déchets plastiques flottent à la surface des océans.



L'industrie nautique française est l'un des secteurs où la France dispose de positions de leaders mondiaux, dans les domaines de la voile et de la glisse. Elle est également le 4^e producteur de bateaux à moteur. Elle contribue ainsi positivement à la balance commerciale du pays avec un taux d'export qui a encore progressé en 2013/2014 et atteint un niveau record à 72,4 % (71,6 % l'année précédente).

En 2013, la filière nautique française comptait 5.109 entreprises, représentant 39.699 emplois et 4,26 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Les activités du négoce et de la maintenance et de construction et importation de bateaux génèrent à elles seules plus de la moitié du chiffre d'affaires total de la filière et plus d'un emploi sur deux.

Plus que jamais tournée vers l'export, qui concerne 72,4 % de sa production, l'industrie nautique française continue de résister en 2013/2014 comme l'année précédente, tant en termes de chiffre d'affaires que d'emplois, malgré le contexte actuel difficile.

Après un recul de près de 5 % du chiffre d'affaires en 2012/2013, celui-ci s'est stabilisé en 2013/2014 (-0,1 %) s'établissant à 739,4 millions d'euros (contre 740,3 millions d'euros l'année précédente).

- Après une baisse de 5,8 % l'année passée, la production de voiliers, fer de lance de l'industrie tricolore, s'établit en 2013/2014 à 441,5 millions d'euros de chiffre d'affaires (+4,5 %) dont 76,5 % sont réalisés à l'export. Contribuent à ces performances, les segments du monocoque habitable et du multicoque habitable sur lesquels la France est leader mondial.
- La production de bateaux à moteur représente un chiffre d'affaires de 286,1 millions d'euros en 2013/2014. L'année 2013/2014 voit la tendance au renforcement de la présence française à l'international se confirmer avec des ventes exports qui ont représenté 67,8 % du chiffre d'affaires.

En 2013/2014, le chiffre d'affaires réalisé à l'export s'est élevé à 535,6 millions d'euros.

- Le grand export (continent américain, Asie et Moyen Orient) atteint un chiffre d'affaires de 306 millions d'euros et représente 41,4 % désormais de la production.
- L'Europe progresse de 3,2 % à 226,8 millions d'euros après une baisse de 12,0 % en 2012/2013. Les ventes sur le marché français poursuivent leur baisse : -3,0 % à 203,8 millions d'euros).



© ARCOA ACM



Fournaine Pajot © Gilles Martin Rogier

En 2013/2014, le marché de l'occasion progresse, dans un contexte pourtant difficile : 62.078 transactions ont eu lieu sur la période, contre 61.609 en 2012/2013, principalement des bateaux à moteur (80 %) et des bateaux de moins de 6 mètres (63 %). Quant au nombre de permis plaisance délivrés, il enregistre un léger fléchissement (-2,30 %), après trois années de hausse continue de 2009 à 2012 (+27 % sur cette période).

Côté sports nautiques, des disciplines telles que le Stand Up Paddle, le kayak ou le kitesurf connaissent toujours un véritable engouement et les pratiquants adaptent aujourd'hui de plus en plus leur support en fonction des conditions météo rencontrées.

La location maritime et fluviale séduit également de plus en plus d'adeptes. La France, grâce à la longueur et à la diversité de ses côtes et à son important réseau de voies navigables, ainsi que l'offre toujours plus diversifiée des loueurs maritimes et fluviaux, répondent parfaitement aux attentes d'un public exigeant, à la recherche d'escapades insolites.

L'économie de l'industrie et des services nautiques

- 5.109 entreprises,
- 30 catégories d'entreprises,
- 39.699 salariés,
- 4,26 milliards d'euros de chiffre d'affaires total,
- 44.580 bateaux produits,
 - représentant un chiffre d'affaires de 739,39 millions d'euros,
 - dont 72,4 % vendus à l'export.

Principaux repères de la pratique nautique

- 9 millions de pratiquants occasionnels,
- 4 millions de plaisanciers réguliers,
- 12.814 nouvelles immatriculations :
 - 68 % de bateaux à moteur,
 - 46,5 % de bateaux < 6 mètres,
- 62.078 mutations de propriété :
 - 80 % de bateaux à moteur,
 - 62 % de bateaux < 6 mètres,
- plus de 1.000 écoles de voile,
- plus de 200 bateaux-écoles,
- 84.323 permis plaisance délivrés.

Les aménagements...

- plus de 370 ports de plaisance,
 - pour 252.500 places de port,
- 38 ports à sec,
 - pour 11.248 places.

Structures institutionnelles

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA NAVIGATION DE PLAISANCE ET DES SPORTS NAUTIQUES

www.csnpsn.developpement-durable.gouv.fr

Le Conseil Supérieur de la Navigation de Plaisance et des Sports Nautiques est constitué de 46 membres représentant le plus large éventail de compétences du secteur.

Il a une vocation de conception, de coordination, de concertation et d'impulsion.

Ses préoccupations dans le domaine du nautisme, touchent tous les domaines de notre société, que ce soit en termes d'économie, d'aménagement,

d'environnement, d'emploi, de sécurité, de tourisme, d'éducation, de loisir ou de sport.

Ses travaux contribuent à la structuration et au développement de l'offre d'activités nautiques, à l'évolution de l'encadrement législatif et réglementaire, au développement de la pratique et à la dynamisation du secteur. Il s'attache à en accompagner les mutations.

FÉDÉRATION FRANÇAISE DE VOILE

www.ffvoile.fr

La voile est enseignée chaque année dans près de

500 clubs affiliés à la Fédération Française de Voile, qui accueille globalement quelques

450.000 stagiaires par an.



Créée en 1946, la Fédération Française de Voile a pour objet d'encourager, de promouvoir, de développer, d'animer, d'enseigner, d'encadrer, d'organiser, et de contrôler dans la limite de ses prérogatives le sport de la voile sous toutes ses formes de pratique, que celles-ci soient à visée de compétition, de loisir, de pratique éducative et sociale ou d'intérêt touristique.

La FFVoile répond à quatre grandes missions :

- l'encadrement réglementaire et statutaire de la discipline,
- le développement d'un réseau national de clubs et de licenciés,
- l'organisation sportive de la pratique,
- la structuration des Equipes de France.

La FFVoile en quelques chiffres c'est :

- 289.524 licenciés,
- 1.075 clubs dont 605 clubs labellisés,
- 1.066.239 personnes accueillies,
- 6.765 épreuves au calendrier.



© Fédération Française de Voile

FÉDÉRATION FRANÇAISE DES PORTS DE PLAISANCE

www.ffports-plaisance.com

La Fédération Française des Ports de Plaisance (FFPP) créée en 1979 est une organisation associative au service de tous les ports qu'elle regroupe en métropole et dans les DOM-COM – maritimes, fluviaux, lacustres et ports à sec. Seul interlocuteur officiel et organe de représentation reconnu, la FFPP fait la promotion du port de plaisance comme acteur incontournable du développement du territoire, poursuit ses missions de défense des intérêts de ses adhérents, les conseille dans tous les aspects technique, juridique et social, propose des formations adaptées aux différents métiers.

La FFPP participe activement à la promotion de la filière nautique via les travaux du CODCAP (Comité de Développement des Capacités d'Accueil de la Plaisance) qu'elle a co-créé avec l'ANEL (Association Nationale des Elus du Littoral) et préside le Groupement Européen de Coopération Odyssee. Elle participe également aux travaux du Comité des Marinas de l'ICOMIA (International Council of Marine Industry Associations) représentatif des intérêts économiques des ports de plaisance au niveau mondial.

FÉDÉRATION FRANÇAISE MOTONAUTIQUE

www.ffmotonautique.com

La Fédération Française Motonautique, c'est :

- 892 licenciés annuels toutes disciplines confondues (bateau, jet, aéroglisseur, plaisance),
- 65 clubs affiliés,
- 9 comités régionaux.

Elle organise :

- en inshore : 2 championnats du Monde – 4 manches comptant pour le championnat de France,
- en offshore : 4 manches comptant pour le championnat de France,
- en jet : 1 championnat du Monde en Guadeloupe, 1 championnat de France en

vitesse et en endurance, 1 championnat régional en Martinique, en Guadeloupe, en Corse, en Grand Est, en Normandie, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, et en Languedoc-Roussillon,

- en aéroglisseur : 2 championnats d'Europe.

C'est aussi :

- l'adaptation spécifique d'un bateau pour permettre aux personnes à mobilité réduite d'accéder au pilotage,
- l'organisation de sessions pour l'obtention du certificat de qualification professionnel d'assistant moniteur motonautique.

**FIN - FÉDÉRATION DES
INDUSTRIES NAUTIQUES**
www.industriesnautiques.fr

Syndicat professionnel rassemblant près de 600 acteurs de la filière nautique française, la Fédération des industries nautiques (FIN) a pour vocation d'accompagner, de défendre et de représenter les professionnels de l'industrie et des services nautiques français, en France et à l'international.

Soucieuse de renforcer sa présence en régions aux côtés des entreprises du secteur, et de leur assurer un accompagnement et un conseil de proximité, la FIN déploie un réseau de partenaires territoriaux. Elle développe un dialogue régional avec les collectivités et institutions du littoral. Ces démarches permettent à la FIN de jouer un rôle moteur dans le développement de la filière nautique, à travers, notamment, la recherche de solutions au manque de places dans les ports et le déploiement d'actions visant à favoriser la navigation le long du littoral.

La FIN contribue également au développement de la pratique nautique en facilitant l'accès au plus grand nombre. Elle est à l'origine de manifestations telles que la Fête du Nautisme et est propriétaire du Nautic, Salon nautique de Paris et du Yachting Festival de Cannes.

Consciente de l'importance du rayonnement de la filière nautique française, la FIN intensifie ses initiatives sur la scène internationale afin de favoriser l'exportation, faire connaître l'offre et le savoir-faire français, renforcer le caractère international de ses salons et attirer des clientèles étrangères en France. La FIN est membre fondateur d'EBI (European Boating Industry) et membre actif d'ICOMIA (International Council of Marine Industry Associations).

YACHT CLUB DE FRANCE
www.ycf-club.fr

Le Yacht Club de France a été fondé à la fin du 19^e siècle pour contribuer au développement de la navigation de plaisance. Installé à Paris, il est partenaire des principaux organismes qui définissent et mettent en œuvre la politique de la plaisance en France. Il est également une interface avec son réseau de trente Yacht clubs alliés qui agissent depuis les façades maritimes françaises. Ses cinq cents membres passionnés partagent une même approche de la mer qui conjugue tradition et modernité, initiative et innovation. Ils s'attachent

à la promouvoir auprès de tous ceux qui pratiquent la navigation de plaisance dans son sens le plus large : à voile comme à moteur, à bord des yachts de tradition comme des merveilles de technologie qui volent aujourd'hui sur l'eau.

Le Yacht Club de France est aussi partenaire d'un réseau de vingt Yacht Clubs alliés européens, américains et asiatiques.

Il est le porteur du défi français "Team France" pour la 35^e Coupe de l'America.

La France est le **second** constructeur mondial de bateaux de plaisance et le **1^{er}** en Europe.
Plus de **63** % de la production est destinée à l'exportation.



Construction de navires de plaisance et de services

CHANTIER NAVAL COUACH
www.couach.com

Couach, plus de 100 ans d'innovation et de 'Yacht Couture'.

Depuis 1897 sur le bassin Arcachon, Couach et ses 250 ouvriers/créateurs œuvrent à la réalisation de yachts "custom".

Outre les yachts de plaisance, le chantier Couach fabrique, sous la marque PLASCOA, des patrouilleurs et des vedettes de surveillance en composites dont la tenue en mer exceptionnelle a fait sa réputation. L'entreprise est aujourd'hui une marque mature. Dès l'après-guerre, la deuxième génération de la famille Couach se lance dans la fabrication de bateaux en série aux qualités marines uniques qui font la renommée du chantier. Progressivement, le chantier va développer différentes gammes de bateaux et structure sa production autour de deux axes :

- des patrouilleurs et vedettes de surveillance pour les Marines et administrations nationales et internationales,
- des Yachts à partir de 23 m, au super yacht de 50 m.



Chantier Naval Couach © Jérôme Kelagopian

CORSICA YACHT SERVICES
www.cys.fr



© Corsica Yacht Services

Corsica Yacht Services est une agence maritime qui couvre l'ensemble du territoire corse, à partir de trois bureaux implantés à Calvi, Ajaccio et Bonifacio.

Mandataire de l'armateur comme du capitaine, sa première mission d'agent maritime consiste à représenter le navire vis-à-vis des autorités.

La maîtrise d'une réglementation en constante évolution, aux modalités d'application de plus en plus strictes, permet à Corsica Yacht Services d'assister au mieux ses clients en matière de douane, de fiscalité, de contrôle de l'état du port, de police des frontières, de sécurité nationale,

de service sanitaire, etc.

Outres les formalités administratives, Corsica Yacht Services fournit et organise sur mesure l'ensemble des services logistiques et touristiques à haute valeur ajoutée indispensables aux yachts comme aux paquebots.

- Tous services au port et au mouillage,
- réservation de places de ports,
- coordination avec les autorités portuaires,

- coordination avec les stations de pilotage maritime,
- assistance et représentation générale,
- formalités administratives et douanières,
- envoi, réception de colis et courriers,
- services bancaires,
- avitaillement en carburants,
- avitaillement de nourriture et boissons,
- soutien et assistance technique,
- rescousse médicale,
- location de véhicules,
- organisation de transports, de voyages et d'excursions,
- organisation d'activités sportives et de loisirs,
- organisation de concerts privés à bord,
- etc.

Corsica Yacht Services est membre fondateur du Groupement Européen d'Intérêt Economique AGents, un réseau d'agents maritime implantés en France (St Mandrier, St Tropez, Cannes, Calvi, Ajaccio, Bonifacio), à Monaco, en Italie (Imperia, Genova, Portofino, La Spezia, Venezia), en Espagne (Barcelona), en Croatie (Rijeka), en Grèce (Athens), à Dubaï, à Singapour et prochainement en Turquie.

FONTAINE PAJOT
www.fontaine-pajot.com

Créé en 1976, le chantier Fontaine Pajot situé sur deux sites, à Aigrefeuille, de 14.300 m² couverts et à La Rochelle, de 15.000 m² couverts, a sorti



Fontaine Pajot © Gilles Martin Rogel

son premier catamaran de croisière en 1983 et son premier catamaran à moteur en 1998.

Depuis, c'est avec une volonté constante que le chantier innove en permanence afin de répondre aux exigences d'une clientèle internationale en renouvelant régulièrement ses deux gammes Fontaine Pajot Catamarans et Fontaine Pajot Motor Yachts, et en poursuivant ses études de recherche et développement en terme d'innovation et techniques de production.

Avec plus de 2.500 unités naviguant à travers le monde, le chantier référence mondiale du catamaran de croisière, compte aujourd'hui plus de 400 personnes sur les deux sites.

IGUANA YACHTS
www.iguana-yachts.com

Iguana Yachts a conçu un système de mobilité révolutionnaire permettant de mettre à l'eau un bateau par ses propres moyens. Plus besoin de place au port, ni de remorque de mise à l'eau, le système de mobilité Iguana aide à franchir les quelques centaines de mètres qui séparent la mer du parking le plus proche ou à atterrir sur une plage non équipée de ponton.



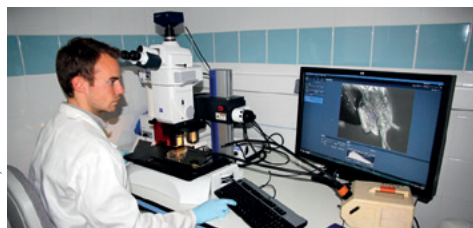
© Iguana Yachts

Le plus grand yacht du monde est l'Azzam, il mesure

180 mètres de long, appartient au Sheikh Khalifa ben Zayed Al Nahyane et son prix est estimé à **400** millions de dollars.



Recherche scientifique et océanographique marines



© Ifremer / S. Besselle

Observation de communautés microbiennes symbiotiques associées à la crevette *Rimicaris exoculata*

La recherche océanographique française est pionnière depuis presque 50 ans dans l'exploration des espaces maritimes et des grands fonds marins. Elle dispose d'une expertise internationale unanimement reconnue dans ce domaine, notamment dans l'exploration des grands fonds marin. **Ifremer**, en plus d'être un institut de recherche, est l'une des trois seules institutions au monde à posséder, au bénéfice de la communauté scientifique nationale, une flotte de navires océanographiques ainsi que plusieurs engins sous-marins opérant jusqu'à 6.000 mètres de profondeur dont le sous-marin habité Nautile, le ROV Victor 6000 et le nouvel engin autonome HROV Ariane qui est à la fois un ROV (pilote à distance) et un AUV (autonome). Par ailleurs, la France possède une expertise internationale dans le domaine de l'océanographie satellitaire (température de l'eau, courants, couleur de l'eau et salinité), particulièrement importante pour l'étude du climat et de la pêche.

Pour rendre cette expertise française à la fois plus lisible et plus visible au plan international, le ministère de la recherche a décidé en 2011 la création de l'Unité Mixte de Service Flotte Océanographique Française (UMS FOF) qui regroupe les moyens (navires hauturiers, côtiers et de stations, équipements lourds associés

(Nautile, ROV Victor 6000, moyens sismiques...) et équipements communs mobiles (gliders, carottiers, etc.) du CNRS, de l'Ifremer, de l'IPEV et de l'IRD.

L'UMS Flotte Océanographique Française occupe ainsi une place de 1^{er} choix sur la scène internationale en disposant d'une panoplie de navires et d'engins lui permettant d'avoir accès à toutes les mers du globe en regroupant l'ensemble des moyens navals français appartenant aux quatre organismes fondateurs.

Autre rassemblement : l'Alliance nationale de recherche sur l'environnement (AllEnvi), créée en 2010 et regroupant 12 organismes de recherche français fondateurs et 16 membres associés concernés par la recherche environnementale. Au sein d'AllEnvi, le groupe thématique « Mer » a mis en œuvre le Programme Mer qui dresse l'état des lieux de la recherche française sur les environnements marins et littoraux afin de venir en appui aux orientations stratégiques françaises en sciences marines.

250.000

organismes marins ont déjà été recensés. Cela correspondrait

seulement à **13** % des espèces existantes.



Efforts de la recherche maritime civile* et militaire des principaux organismes en 2014

	Dépenses totales en millions d'€	Effectifs
Ifremer**	214,2	1.432
CNRS-IRD Universités	150	1.500
IPEV	10,12	9
CEDRE	1	7
IRSTEA	13,3	153
Total civil	388,6	3.101
SHOM	55,8***	520
Total civil et militaire	444,4	3.621

* Sources provenant de chacun des organismes

** hors opérations internes

*** hors flotte hydro-océanographique mise en œuvre par la Marine nationale

Les organismes de recherche et services scientifiques

CEREMA

www.cerema.fr

www.eau-mer-fleuves.cerema.fr

CEREMA - CENTRE D'ÉTUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES, L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILITÉ ET L'AMÉNAGEMENT

Le Cerema est un établissement public à caractère administratif (EPA), sous la tutelle conjointe du ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie, et du ministère du Logement et de l'Égalité des Territoires.

DTecEMF - DIRECTION TECHNIQUE EAU, MER ET FLEUVES

La DTecEMF croise recherche, ingénierie et solutions techniques. Acteur du développement durable et de la prévention des risques, elle fournit des prestations d'intérêt général au bénéfice de la communauté nationale (État, établissements publics, collectivités locales...). Son rayonnement international se traduit par une implication active dans plusieurs programmes de recherche européens et réseaux d'échanges internationaux : plateformes de partage

de connaissances, sociétés savantes, associations professionnelles et conférences internationales.

Elle a 3 missions principales :

- recherche et développement ;
- ingénierie et méthodologie ;
- sécurité et intelligence.

Sur 5 champs de compétence :

- ingénierie portuaire ;
- sécurité de la navigation ;
- ingénierie fluviale ;
- ingénierie côtière ;
- télécommunications.

Au service :

- de l'État ;
- des collectivités territoriales ;
- des grands ports maritimes ;
- de Voies Navigables de France ;
- et de l'ensemble des acteurs de la communauté maritime et fluviale.



Plus de **30.000** espèces de microalgues sont aujourd'hui cataloguées. Il en existerait plus de **200.000**.

CORRODYS
www.corrodys.com



© Corrodys

Corrodys est un centre de technologies en corrosion, corrosion marine et biocorrosion. Ses spécialistes aux savoir-faire complémentaires expertisent et étudient les phénomènes de corrosion sous tous leurs aspects.

Prestations de service :

- expertises : identification de l'origine des dommages et préconisation d'actions correctives ;
- études : validation, qualification de matériaux, revêtements, biocides (sur mesure ou normée).

En laboratoire (réacteurs), en hall d'essais (boucle d'essais en milieu renouvelé) ou sur site ;

- conseil : en design de structure (type de matériaux, assemblage, protection) ;
- analyses : métallographiques, physico-chimiques, microbiologiques.

Recherche et développement :

- programmes collaboratifs européens sur l'étude de l'interface matériau/biofilm/fouling ;
- agréé Crédit Impôt Recherche (CIR).

Plusieurs organismes contribuent à la recherche scientifique marine, par exemple la société **CROCEAN** (voir page 47), ou développement des outils, comme le fait le **laboratoire de**

Recherche en Hydrodynamique, Énergétique et Environnement Atmosphérique de l'École Centrale de Nantes (voir page 55) avec la société **HydrOcean** (voir page 34).

IFREMER
www.ifremer.fr



© Ifremer/Olivier Dugonay

Créé en 1984, doté d'un budget annuel de 214,2 millions d'euros et fort de 1.432 salariés répartis sur 25 implantations en France métropolitaine et en Outre-mer, l'Ifremer est un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC). Il est placé sous la double tutelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et du Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie.

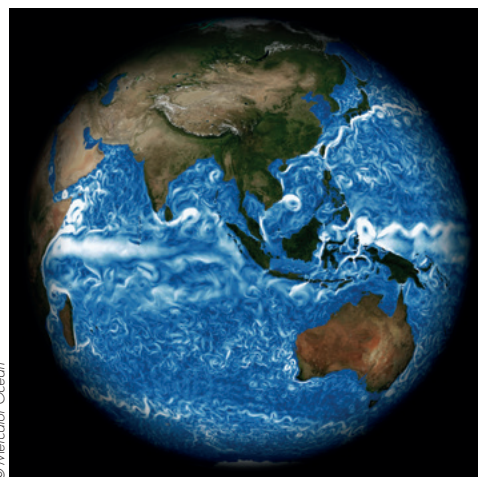
L'Ifremer contribue, par ses travaux et expertises, à la connaissance des océans et de leurs ressources, à la surveillance du milieu marin et du littoral et au développement durable des activités maritimes. À ces fins, il conçoit et met en œuvre des outils d'observation, d'expérimentation et de surveillance.

Pour assurer ces missions, l'Ifremer dispose notamment de 8 navires dont 4 hauturiers, d'un submersible habité *Le Nautilus*, du ROV *VICTOR 6000* qui est un robot télé-opéré capable de

descendre à 6.000 mètres de profondeur, du tout nouvel engin sous-marin *HROV Ariane* qui peut être télé-opéré ou autonome et de véhicules sous-marin autonome (AUV). Les moyens navals de l'Ifremer sont depuis intégrés à la flotte océanographique française est gérée au sein d'une Unité Mixte de Service commune au CNRS, à l'Ifremer, l'IPEV et l'IRD.

L'Ifremer est partenaire de plusieurs pôles de compétitivité liés aux problématiques de la mer et du littoral. L'institut est également membre d'AllEnvi, Alliance nationale de recherche pour l'Environnement, et d'Ancre, Alliance Nationale de Coordination de la Recherche pour l'Energie. Dans le cadre des investissements d'avenir, l'Ifremer est coordonnateur de l'Equipex NAOS2, partenaire des Laboratoires d'Excellence LabEx MER3, CORAIL4, COTE5, de l'Institut pour la Transition Énergétique dédié aux Énergies Marines Renouvelables France Énergies Marines.

MERCATOR Océan
www.mercator-ocean.eu
marine.copernicus.eu



© Mercator Océan

Courants modélisés de l'océan global (source: modèle global de l'océan au 1/12 degré de Mercator Océan)

En temps réel ou en temps différé, en surface comme en profondeur, les modèles et systèmes numériques de Mercator Océan sont capables à tout instant de décrire, d'analyser et de prévoir l'état physique et biogéochimique de tous les océans du globe ou d'une zone précise : température, salinité, hauteur de mer, épaisseur des glaces, courants, chlorophylle, phytoplancton, etc. Mercator Océan est un opérateur français de services de très haute technicité, dont les organismes associés le CNRS, l'IFREMER, l'IRD, Météo-France et le SHOM sont les premiers utilisateurs. La société a été choisie par la Commission Européenne pour mettre en opération le service Copernicus de surveillance et de prévision des océans de l'UE (2014-2021). Le Copernicus Marine Service donne un accès libre et gratuit à des informations océaniques de référence (observations et modèles) scientifiquement qualifiées et régulièrement mises à jour sur l'océan global et les mers européennes.

NEOTEK

www.neotek-web.com

Neotek distribue et intègre une très large gamme d'équipements de haute technologie capables de s'adapter aux exigences de la Marine et du positionnement, avec un portefeuille complet d'instruments de contrôle, d'analyse et de transmission de données qui couvre les domaines suivants :

- acoustique sous-marine ;
- océanographie ;
- bathymétrie ;
- météorologie.

Le savoir-faire de Neotek s'appuie notamment sur :

- une présence dans ce domaine précis depuis plus de 25 ans ;
- des relations privilégiées et exclusives avec les grands noms des fabricants ;
- une parfaite capacité à intégrer des matériels de haute technologie (capteurs, systèmes électroniques...).

SHOM

www.shom.fr

La vocation du SHOM, le Service hydrographique et océanographique de la marine, est de garantir la qualité et la disponibilité de l'information décrivant l'environnement physique maritime, côtier et océanique, en coordonnant son recueil, son archivage et sa diffusion, pour satisfaire au

moindre coût les besoins publics, militaires et civils. Le SHOM exerce ainsi :

- les attributions de l'État en matière d'hydrographie générale, au sein d'organisations internationales, au bénéfice de tous les usagers de la mer ;
- des missions de défense pour les besoins d'expertise et de soutien opérationnel de la défense en connaissance de l'environnement aéromaritime ;
- un soutien aux politiques publiques de la mer et du littoral.

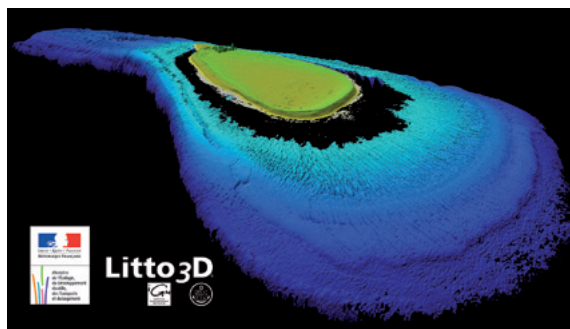


Image : le programme national Litto3D®, mené en partenariat entre le SHOM et l'IGN (Institut national de l'information géographique et forestière), est une représentation continue terre-mer du littoral qui constitue le socle de données indispensable à la mise en œuvre de politiques publiques de la mer et du littoral : prévention des risques, protection du littoral, délimitations maritimes, aménagement du territoire, ... île Tromelin - îles Eparses.

SINAY

www.sinay.fr



L'indice "Planète Vivant" marin, qui indique l'état de la diversité biologique mondiale, a enregistré un recul de **39%** entre 1970 et 2010.

SINAY est un bureau d'études spécialisé dans l'environnement marin et littoral. SINAY accompagne le développement des activités maritimes en offrant des services et des innovations dans les domaines de l'environnement marin, de l'acoustique sous-marine, de l'halieutique et la pêche, de la géophysique et de la géotechnique.

Quelques chiffres :

- une équipe composée de 18 salariés,
- qui a réalisé 1.922 jours de mer, 1.021 enquêtes socio-économiques et 90.120 km de transects,
- et qui a observé ou mesuré : 72.832 poissons, 3.533 cétacés, 35.000 oiseaux, 820 tortues et 905 requins.

Quelques-uns des services et innovations :

- études d'impact sur l'environnement marin,
- campagnes mammifères marins, avifaune, halieutique et benthos,
- observation scientifique des pêches,
- suivi de la qualité de l'eau et des sédiments,
- étude des impacts socio-économiques des activités maritimes,
- modélisation et cartographie acoustique : www.oceannoisemap.com,
- bouée acoustique pour le suivi temps réel des chantiers et cétacés,
- conseils et expertises.

Les activités de SINAY s'appliquent aux domaines des EMR, du portuaire, de la recherche scientifique, de la prospection sismique et de la pêche.



© SINAY

Equipe avec des enregistreurs acoustiques pendant une étude à Cherbourg.

Ressources marines

L'accès aux ressources marines est un enjeu économique et un défi technologique majeur. L'océan est un réservoir de richesses stratégiques, car essentielles tant aux industries qu'à notre mode de vie et de consommation. L'augmentation de 30 % des besoins énergétiques d'ici 2030 et les promesses attendues des ressources marines minérales et biologiques expliquent la course entre États pour la prospection dans les fonds marins de la Haute Mer et les nombreux conflits pour l'appropriation d'espaces maritimes. L'accès aux ressources de l'offshore profond et ultra profond suscitent de l'innovation et créent des marchés sur lesquels se positionnent de nombreuses entreprises françaises.

En effet, la France compte des leaders mondiaux dans ce domaine, **CGG** pour la prospection en particulier sismique, **Technip** et **Saipem** pour la conception de plateformes, unités flottantes, équipements sous-marin et travaux marins, la **Comex** pour la robotique profonde, **BOURBON** pour les services offshore, l'**Ifremer** pour la recherche, et des opérateurs - également affrêteurs - **Total** et **ENGIE** ainsi qu'**ERAMET** pour l'extraction des minerais. Les start up, PME, ETI, clusters locaux - **Neopolia**, **BPN** - et les **Pôles Mer**, développent eux aussi des solutions technologiques et des compétences essentielles à l'exploitation de toutes les ressources marines.

À ces acteurs il faut ajouter d'autres professionnels du maritime, notamment de la construction navale, **STX** et **DCNS**, et du shipping avec **Louis Dreyfus Armateurs**. Tous ensemble ils constituent une véritable filière d'excellence de l'industrie offshore. La France a donc tous les moyens pour mettre en œuvre une stratégie pour les grands fonds et l'exploitation durable des ressources marines.

Ressources minérales marines

Les progrès technologiques et scientifiques ont lancé la course à l'exploration des grands fonds marins pour en exploiter les ressources minérales, à savoir les nodules, les encroûtements et les sulfures. On y trouve comme éléments majeurs : baryum, cobalt, cuivre, fer, manganèse, nickel, plomb, silice, zinc, ainsi que des métaux précieux, des diamants et les fameuses terres rares.

La présence de métaux-clés pour l'industrie (notamment l'aéronautique, l'automobile, les technologies à très forte valeur ajoutée...) est d'autant plus intéressante à l'heure où les réserves et gisements terrestres atteignent un niveau critique tandis que les technologies demandent de plus en plus de ces ressources. Les possibilités d'exploitation de ces ressources sont très inégales, car leur coût - accès, technologies d'exploitation, transformation, etc. - ne permet pas encore de créer un schéma économique rentable.

Au total, 19 permis d'exploration minière ont été accordés par l'Autorité Internationale des Fonds Marins (AIFM), sur 6.000 km de dorsales océaniques, soit 7,5% des dorsales océaniques. Ces permis sont soumis à un premier droit d'entrée de 500.000\$, auquel il faudra ajouter chaque année une redevance de 50.000\$.

La France, quant à elle, mène des explorations dans sa ZEE à Wallis & Futuna, et attend les mesures réglementaires qui permettront l'exploitation des ressources. Elle a par ailleurs obtenu pour les eaux internationales, deux permis d'exploration : un premier en 2001 et jusqu'en 2016 pour les nodules polymétalliques sur 75.000 km² dans la zone Clarion-Clipperton (dont le renouvellement est à l'étude) ; un second en août 2012 pour les sulfures polymétalliques le long de la dorsale médio-atlantique.

À tous les niveaux, la protection de l'environnement est une préoccupation majeure des acteurs professionnels français.

Les microalgues pourraient être la clé des biocarburants de 3^e génération. Start-ups et associations d'entreprises se lancent déjà dans cette voie.



Secteurs	CA (M€)	Emplois
Ressources énergétiques	Cf. tableau p. 26	
Granulats marins	70	650
Algoculture (valeur de production)	426	1.600

ERAMET

www.eramet.com

ERAMET est un groupe minier et métallurgique français, un des leaders mondiaux dans ses métiers, notamment les métaux d'alliages et la métallurgie haut de gamme. ERAMET est également engagé sur d'importants projets autour de métaux stratégiques. Son déploiement s'accompagne d'une politique de développement responsable et durable. Grâce à ses technologies innovantes, ERAMET maîtrise

toutes les étapes de la valorisation des métaux. Aciers inoxydables, énergie, automobile, aéronautique civile et militaire, transport, outillage... L'éventail des marchés du Groupe est très varié et ses clients ont en commun un grand niveau d'exigence. Chiffre d'affaires : 3.162 millions d'euros 14.000 collaborateurs dans 20 pays et sur 63 implantations.

Dans une famille proche des ressources minérales, on retrouve les sédiments meubles des fonds marins et les matériaux siliceux et calcaires. Les sables et graviers siliceux servent essentiellement à l'industrie du BTP, avec des entreprises comme Lafarge ou Ciments Calcia. En France la part marine des granulats ne représente que 1 %, tandis que dans d'autres pays la proportion est nettement plus importante (15 % en Grande-Bretagne). L'accélération de l'urbanisation, les nouvelles routes comme les nouvelles voies ferrées, et leur rénovation,

rendent cependant les granulats marins de plus en plus stratégiques. En effet, il faut 30.000 T de granulats pour 1 km d'autoroute, 10.000 T pour 1 km de voie ferrée, 300 T pour une maison. Des besoins qui amèneront sans doute à extraire les ressources au-delà des 30-45 m actuels, forment un enjeu technologique et environnemental exigeant un savoir-faire que peu d'acteurs possèdent. L'**UNPG** les rassemble, parmi lesquels la **Compagnie Armoricaine de Navigation**.



Un rapport de l'OCDE estime que les biotechnologies en Europe pourrait engranger **2.000** milliards d'euros de chiffre d'affaires et **22** millions d'emplois.

UNPG -
UNION NATIONALE DES
PRODUCTEURS DE GRANULATS
www.unpg.fr

L'Union Nationale des producteurs de Granulats (UNPG) rassemble les entreprises productrices de sables et graviers. Sur une consommation annuelle de 360 millions de tonnes de granulats (2012), 7 millions sont des granulats siliceux et calcaires d'origine marine. Une douzaine d'entreprises extraient des granulats marins au moyen d'une quinzaine de navires sabliers qui approvisionnent une vingtaine de ports français. L'activité emploie 650 personnes tant en

mer qu'à terre (terminaux sabliers). Elle génère un chiffre d'affaires de l'ordre de 70 millions d'euros. La mission de l'UNPG est de défendre les intérêts collectifs de ses adhérents. Son rôle consiste également à les assister et les informer dans les domaines aussi variés que l'accès à la ressource minérale, la législation, la protection de l'environnement, la qualité des produits, la conjoncture économique, etc.

Ressources biologiques et biotechnologies

Valoriser les bioressources marines

Les bioressources marines désignent les produits, coproduits et sous-produits de la pêche et de l'aquaculture multitrophique, les organismes marins, les champignons et les halophytes.

Leur valorisation, de la production à la transformation, a de multiples applications : nutrition humaine et animale, agriculture, santé, cosmétique, chimie, etc., des industries en pleine croissance. La valorisation suscite de nombreuses innovations et collaborations et l'émergence d'opportunités nouvelles.

Si les bioressources marines représentent aujourd'hui une faible part de notre économie maritime, les marchés qui y sont liés sont appelés à se développer dans les prochaines décennies, face aux défis du XXI^e siècle. La coordination des acteurs, producteurs et utilisateurs des bioressources, est une condition essentielle pour répondre aux besoins de ces marchés et que la filière reste compétitive sur toute la chaîne de valeur.

Les biotechnologies

Les biotechnologies sont un mode de valorisation spécifique. Elles dépendent tant de la connaissance que de la disponibilité de la ressource première, qu'il s'agisse de coproduits de la pêche, d'algues, ou d'autres organismes végétaux ou animaux. Les promesses des biotechnologies conduisent les entreprises - start up et PME comme les grands groupes - à investir pour mieux connaître le potentiel économique des ressources.

En effet, le marché mondial des biotechnologies attendra 320 Mrds\$ en 2015 et représente déjà un CA consolidé de 261 M€ en France.

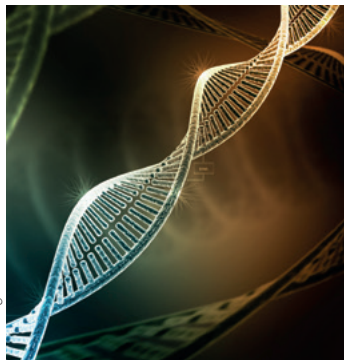
Les biotechnologies ont de multiples applications industrielles. Il est aujourd'hui difficile d'identifier la part des ressources marines dans ces biotechnologies, car les entreprises sont associées au marché dans lequel les biotechnologies trouvent leurs applications. Les estimations et calculs tendent à considérer que les biotechnologies marines représentent un marché estimé à 4,1 Mrds\$ en 2015.

Algoculture

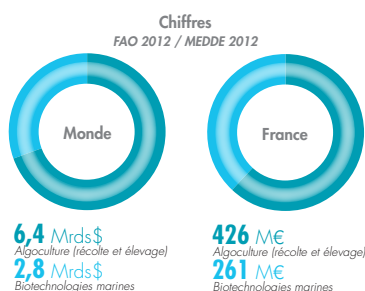
Les ressources biologiques marines ont une part grandissante dans les biotechnologies, notamment les algues, principale ressource marine exploitée massivement pour les biotechnologies et qui est de plus en plus utilisée dans la nutrition humaine. Même si l'algoculture est un secteur récent en France et en Europe, il est déjà en pleine croissance. Ce sont près de 80 entreprises qui génèrent une valeur de production de 426 M€. La France produit 60.000 T d'algues et en importe 55.000 T, dont 80 % pour les colloïdes et 20 % pour la chimie fine. Plusieurs projets structurants visent à développer cette filière, avec pour objectif d'atteindre 1.000 hectares pour la culture d'algues en 2015.

Avec de nombreuses entreprises innovantes, comme **Aleor**, des acteurs à la pointe dans la recherche avec le **CEVA**, l'**Ifremer**, et les porteurs de projet que sont les **Pôles Mer**, le **Pôle Aquimer** et d'autres clusters spécialisés, la France a les moyens d'être leader sur les marchés des biotechnologies marines.

Cet enjeu scientifique et économique doit aboutir au plus vite à une véritable stratégie pour la structuration et le soutien à une filière maritime des biotechnologies.



© cultimage - Fotolia.com



Nota : l'industrie de transformation des produits de la mer représente en 2012 (FR) un CA de 4,8Mrds€ et 16.000 ETP.

ALEOR
www.aleor.eu

Aléor est une entreprise industrielle spécialisée dans le développement de produits et de savoir faire dans les algues marines. Grâce à de nouvelles méthodes de culture et de séchage, Aléor propose la fourniture d'une matière première constante, calibrée et de qualité. Ses technologies permettent une traçabilité à toutes les étapes de sa production.

Grâce à un travail à la pointe de la recherche et du développement dans la maîtrise des algues, de leur reproduction et de leur croissance, Aléor permet, par ses prestations de services, de rendre possible des développements industriels utilisant les algues, matière première en tension qui offre de grandes promesses en termes de création de valeur.

CENTRE D'ÉTUDE ET DE VALORISATION DES ALGUES

www.ceva.fr

Le CEVA (Centre d'Étude et de Valorisation des Algues), basé à Pleubian dans les Côtes d'Armor, est un organisme de recherche privé et un centre technique du réseau ACTIA, labellisé Institut Technique Agro-Industriel (ITAI) par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Situé dans la première région européenne productrice d'algues, et en bordure d'un important champ d'algues sur un territoire propice à leur culture, le CEVA est le seul centre technique en Europe dédié à l'étude et à la valorisation des végétaux marins.

Créé en 1982 avec le soutien des collectivités locales bretonnes et d'industriels de la filière algues, il met en oeuvre une recherche appliquée sur les algues (macro & micro), les végétaux marins, et les biotechnologies marines. Il assure en particulier le transfert des connaissances scientifiques issues du monde académique vers le domaine industriel.

Le CEVA compte 25 personnels permanents. Parmi ceux-ci, 18 sont diplômés de l'enseignement supérieur (techniciens, ingénieurs, docteurs ès sciences).

Il dispose d'un outil performant adapté à l'identification, à la production, à la caractérisation et à la transformation des végétaux marins :

- des laboratoires (1.300 m²),
- un hall technologique (1.000 m²) pour le développement de préséries industrielles,
- des moyens d'intervention sur le terrain (télédétection, cartographie),
- une plate-forme à terre de culture de macro et microalgues,
- une ferme marine.

Outre la réalisation de prestations d'assistance technique ou de R&D à façon pour les industriels, le CEVA participe à des projets de recherche et d'innovation de type collaboratif public au niveau national, européen et mondial.

Les différents projets du CEVA sont souvent labellisés auprès des Pôles de Compétitivité suivants : Mer Bretagne, Valorial, Trimatec, Fibres, I.A.R, Vegepolys et Axelera.



© CEVA

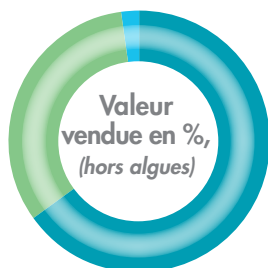


Il est estimé que **39.000 km²** (**10** % de la surface de l'Allemagne) de culture d'algues seraient suffisants pour remplacer tout le pétrole utilisé aux États-Unis.

Pêche et aquaculture

À l'échelle mondiale, les produits de la mer ont assuré à plus de

1,5 milliard de personnes près de **20** % de leurs apports moyens en protéines d'origine animale.



65 %
pêche fraîche et congelée
33 %
conchyliculture
2 %
pisciculture marine



74 %
pêche fraîche et congelée
26 %
conchyliculture
1 %
pisciculture marine

La filière pêche – du navire au consommateur – est un secteur important tant au plan économique qu'en terme d'aménagement du territoire. 4^e au rang des pêches maritimes en Europe, avec 9 % des captures communautaires, la France métropolitaine compte 63 ports de pêche, 38 halles à marée, 12 organisations de producteurs, 608 entreprises de mareyage et de transformation.

La filière, tournée vers l'avenir, s'appuie sur des technologies toujours plus innovantes pour avoir de meilleures connaissances et gestion de la ressource : identification et ciblage, sélectivité, etc. Les projets de navire de pêche du futur – notamment celui porté par **Breizh Marine Consult** – répondent aux enjeux clés notamment l'économie d'énergie, la polyvalence, l'ergonomie et la sécurité, qui permettront aux acteurs de rester toujours plus compétitifs face à la demande croissante de produits de la mer.

En effet, avec une population mondiale estimée à 9 milliards d'habitants en 2050, la pêche et l'aquaculture aideront à faire face aux besoins alimentaires. Les perspectives données par l'OCDE et la FAO, mettent en valeur l'importance de la part du poisson dans l'apport en protéines, ce qui favorisera l'essor économique du secteur.

Au-delà de la capture et de l'élevage, les avancées en R&D ouvrent des perspectives dans la valorisation des produits, coproduits et sous-produits de la pêche et de l'aquaculture. Le **Pôle Aquimer** est un leader en ce domaine et rassemble des industries spécialisées. C'est pourquoi, de la production à la distribution, en passant par la transformation et l'industrialisation, c'est toute une chaîne de valeur qui se structure autour de cette valorisation qui répond aux besoins de différents marchés : nutrition humaine et animale, cosmétologie, santé, etc.

Dans cet esprit d'innovation et de développement durable de la pêche et de l'aquaculture, la France s'est vue attribuer une enveloppe de 588 M€ pour la période 2014-2020 (70 % de plus que pour la période précédente) dans le cadre du FEAMP qui veut favoriser la croissance du secteur qui attend maintenant les programmes opérationnels pour sa mise en œuvre.

L'encadrement de cette filière, en partie, par l'organisation professionnelle des pêches maritimes et des élevages marins (**CNPMEM**) a été modifié à la suite de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (LMAP) adoptée en juillet 2010.

Quelques repères nationaux

- 7.121 navires qui représentent 8% de la flotte de l'Union Européenne.
- Flotte composée majoritairement de bateaux de moins de 12 mètres et de 18% de navires de 12 à 24 mètres, en métropole.
- Chiffre d'affaires (fraîche et congelée) : proche du milliard d'euros.
- La Bretagne contribue à 43% de la production de la pêche débarquée en France métropolitaine, en valeur, devant les régions Pays de Loire (13%), Basse Normandie (13%) et Nord-Pas-de-Calais (8%).
- La pêche congelée concerne en premier lieu les thons tropicaux (listao et albacore).

Des métiers diversifiés et une zone de pêche étendue

En France, quatre types de pêche sont pratiqués :

- "La grande pêche" qui concerne les navires de plus de 1.000 TJB, et les navires de plus de 150 TJB dont les marées durent plus de 20 jours.
- "La pêche au large" qui concerne les navires dont les marées durent entre 4 et 20 jours.
- "La pêche côtière" pour les marées de 1 à 4 jours.
- "La petite pêche" pour les marées de moins de 24 heures.

Les zones de pêche se situent vers les côtes françaises, aux abords de l'Écosse et de l'Irlande, entre l'Islande et le Groenland, au large de l'Espagne, du Golfe de Guinée jusqu'à l'Océan Indien (thon tropical) ou jusqu'à l'Antarctique (léguine).

Ventes et consommation

- Les principales halles à marée, en valeur, sont Le Guilvinec, Lorient, Boulogne-sur-Mer, Les Sables d'Olonne, Erquy, Saint-Jean-de-Luz et Oléron. En 2014, près de 209.200 tonnes y ont été vendues tant par des navires français qu'étrangers.
- En 2013, les ménages français ont acheté, pour une consommation à domicile, leurs produits marins à 33% en frais, 32% en produits traiteurs réfrigérés, 20% en produits surgelés, 15% en conserve. La consommation moyenne annuelle par habitant est de 35 kg.
- Les restaurants, toutes catégories confondues, en 2014, ont acheté pour 1.135 millions € dont 603 millions € de produits frais, 431 millions € de produits surgelés, 57 millions € de produits traiteurs réfrigérés, 44 millions € de conserves.

Domaine de production	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	Emplois	Tonnage
Pêche fraîche et congelée	1.095	21.631	460.000
Aquaculture marine	conchyliculture	546	17.715 (8.574*)
	pisciculture marine	37	648 (602*)
Total Pêche et Aquaculture	1.678	39.994	625.000
Mareyage	1.932	4.584	-
Industrie de transformation des produits de la mer	5.095	16.465	-

Sources : les cahiers de FranceAgriMer / Les filières pêche et aquaculture en France / Edition avril 2015 - l'emploi à la pêche en 2013 de l'observatoire prospectif des métiers et qualifications de la pêche
* équivalents temps plein

Nombre de marins embarqués à la pêche



9.387

Petite pêche

4.744

Aquaculture et petite pêche

3.444

Pêche au large

2.847

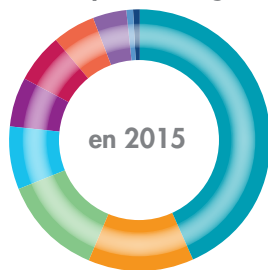
Pêche côtière

1.209

Grande pêche

Sources : l'emploi à la pêche en 2013 de l'observatoire prospectif des métiers et qualifications de la pêche

806 millions d'€ produits par nos régions



351 M€

BZH

104 M€

PdL

101 M€

BN

62 M€

NPCP

51 M€

PC

48 M€

HN

43 M€

LR

33 M€

Aq

7 M€

PACA

6 M€

Corse

Sources : les cahiers de FranceAgriMer / Les filières pêche et aquaculture en France / Edition avril 2015



Mariamagdalena © Stéphane Grangier



© CNPME

Organismes nationaux

CNPME

www.comite-peches.fr



© CNPME - ouverture drague

Le Comité National des Pêches Maritimes et des Elevages Marins (CNPME) est un organisme de droit privé chargé de missions de service public qui regroupe tous les professionnels des pêches et des élevages marins de la production.

Outre le CNPME siégeant à Paris, l'organisation professionnelle s'organise désormais le long du littoral des façades maritimes métropolitaines et d'Outre-mer, autour de 14 Comités Régionaux et de 12 Comités Départementaux ou Interdépartementaux.

Plus que jamais, le CNPME a vocation à s'assurer de l'exploitation responsable et équilibrée des ressources marines et de la valorisation des métiers, des hommes et des femmes du secteur. Il est en charge de l'encadrement des pêcheries

maritimes, et participe activement à l'élaboration des réglementations françaises et européennes afférentes.

Les sujets et dossiers suivis ou traités par le CNPME répondent à un même objectif : faire reconnaître à tous les niveaux de décision français, européen et international, l'engagement et la responsabilité des professionnels de la filière, notamment au titre "d'une pêche responsable et d'un développement durable".

« Pêcheur Français, un métier légitime, responsable, utile au plus grand nombre et résolument tourné vers l'avenir ».

COOPÉRATION MARITIME

www.cooperationmaritime.com

La Coopération maritime est une association de 1901 qui fédère, depuis plus d'un siècle, l'essentiel des structures coopératives de la pêche artisanale française. Elle regroupe en six branches d'activités quelques 1.230 navires de pêches et plus de 150 coopératives ou filiales de coopératives : coopératives d'armement-gestion, organisations de producteurs, coopératives d'avitaillement, caisse régionales de crédit maritime, assurances et mutuelles maritimes, cultures marines.

Elle représente un chiffre d'affaires global de 800 millions d'euros, dont plus de la moitié venant

des navires de pêche eux-mêmes. Un quart de ce chiffre d'affaires provient des coopératives d'avitaillement et de leurs filiales de la marque "Comptoirs de la mer".

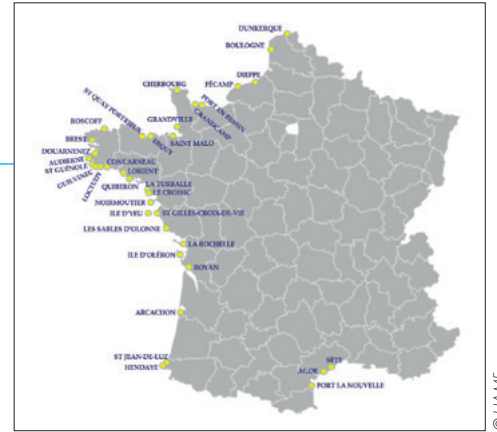
Acteur leader de l'économie sociale et solidaire dans le monde maritime, elle porte de nombreux projets dans deux domaines clé au service de la filière pêche : l'ingénierie financière et l'optimisation fiscale ISF via un dispositif spécifique de collecte de fonds propres ; les économies d'énergie et l'optimisation de l'utilisation du gazole pêche par les navires en mer.

ASSOCIATION DES DIRECTEURS ET RESPONSABLES DES HALLES À MARÉE DE FRANCE

L'Association des Directeurs et Responsables des Halles à Marée de France a pour but de faciliter les relations entre ses membres dans l'objectif de participer à optimiser et valoriser le fonctionnement des halles à marée.

L'Association est un interlocuteur privilégié des services de l'État (DPMA, DGAL...) dans la mise en œuvre des dispositifs réglementaires.

L'Association est membre du Conseil d'Administration de France Filière Pêche, elle est également présente au sein du Conseil Spécialisé « Pêche et Aquaculture » de France Agrimer.



Les 36 halles à marée françaises assurent la mise en marché de 220.000 T de produits de la pêche pour une valeur de transactions de 660.000 K€. © HAMF

CRPMEB BRETAGNE

www.bretagne-peches.org

Fort de plus de 6.000 marins et près de 1.500 navires, le CRPMEB de Bretagne représente un tiers de la profession française. Il est le lien indispensable entre les pêcheurs et les autres acteurs de l'économie maritime. Force de proposition, il participe à l'organisation d'une gestion équilibrée des ressources marines. Il informe l'ensemble des pêcheurs de Bretagne sur les mesures nationales et européennes qui les concernent et leur fournit l'assistance technique nécessaire à l'exercice de leur activité. Il contribue à des expérimentations, des travaux de recherche, des études socio-

économiques, ainsi qu'à leurs applications dans le domaine de la mise en valeur des ressources marines et aquacoles.



FRANCE PÊCHE DURABLE ET RESPONSABLE

www.francepechedurable.eu

France Pêche Durable & Responsable est l'association de préfiguration d'une fondation nationale qui a vocation de fédérer réflexion et actions susceptibles de contribuer au maintien des métiers artisanaux et industriels de la pêche en France et au développement de l'économie halieutique.

Sa création en 2008 est la manifestation résolue d'un groupe de responsables d'origines diverses, ayant en commun une longue expérience de la pêche, des mandats de haut niveau dans

les organisations françaises et européennes représentatives et partageant la volonté de favoriser l'évolution indispensable des métiers de pêche dans un cadre indépendant, novateur et partenarial.

France Pêche Durable & Responsable s'engage en initiant plusieurs projets à haute valeur technologique ajoutée, visant à faire émerger des solutions techniques innovantes, notamment dans le domaine de la propulsion économe et des engins de pêche "soutenable".

ORTHONGEL

www.orthongel.fr



Orthongel (organisation française des producteurs de thon congelé et surgelé) a pour mission de rechercher et gérer les licences d'accès aux eaux des pays tiers où les navires exercent leur activité, de représenter, défendre et promouvoir les intérêts des armateurs thoniers, de contribuer à la gestion de la pêcherie et de promouvoir l'adoption de méthodes de pêche durable et responsable. C'est donc un interlocuteur privilégié de la DPMA et de la DG MARE à la Commission européenne.

La flotte des adhérents d'Orthongel compte 22 thoniers senneurs de 60 à 90 m répartis entre 3 armements : Compagnie Française du Thon

Océanique (13 senneurs congélateurs), Saupiquet (4 senneurs congélateurs) et SAPMER (5 senneurs surgélateurs) en activité en Atlantique (9 navires) et en Océan Indien (13 navires). Les armements français emploient environ 400 marins français et 550 marins étrangers (principalement des pays avec lesquels des accords de pêche existent). La production est principalement composée d'albacore et de listao (les thons représentent 98 % des captures totales) et destinée aux conserveries. Ces dernières années, la production globale française s'élevait à environ 100.000 T dont deux tiers de l'Océan Indien. Le chiffre d'affaires annuel varie entre 110 et 140 M€.

UAPF - UNION DES ARMATEURS À LA PÊCHE DE FRANCE

L'Union des Armateurs à la Pêche de France (UAPF) fédère les armements français structurés à la pêche. Ceux-ci exploitent des navires de pêche hauturière et de grande pêche tant dans les eaux de l'Atlantique Nord-Est, que dans celles de la Guyane française, de l'Atlantique Centre Est, de l'Océan Indien et de l'Océan Austral.

L'UAPF représente et promeut les intérêts des

armements à la pêche français auprès des pouvoirs publics, des instances communautaires, des organisations régionales et internationales chargées de la gestion des pêcheries, et des autres organisations professionnelles nationales et communautaires. Elle accompagne les relations qu'ils nouent avec les Instituts de Recherche halieutiques.

Armement à la pêche

FRANCE PÉLAGIQUE

L'armement France Pélagique a été créé le 1^{er} octobre 1988. Depuis l'origine, les navires gérés par l'armement concentrent leurs captures sur les



© France Pélagique

espèces pélagiques telles que le maquereau, le hareng, le chinchard, le merlan bleu et la sardine. Les navires gérés par l'armement sont le *Prins Bernhard* et le *Sandettie*, chalutiers congélateurs tous deux immatriculés à Fécamp.

Les effectifs de l'armement représentent environ 70 personnes : 5 salariés administratifs travaillant au siège social à Paris et 65 marins répartis sur les deux navires.

La totalité des poissons capturés sont congelés à bord, puis débarqués aux Pays-Bas dans les entrepôts frigorifiques de l'armement. Le chiffre d'affaires annuel oscille entre 20 et 24 millions d'euros, exclusivement réalisés à l'exportation.

SCAPECHE

www.scapeche.fr



© Scapêche

Les *Mousquetaires* ont investi, il y a plus de vingt ans, dans un armement de pêche, la *Scapêche*. Avec 23 navires et 250 marins et officiers, *Scapêche* est aujourd'hui le 1^{er} armateur français de pêche fraîche, et contribue fortement au développement de la pêche française et européenne.

Les structures administratives, techniques et commerciales de *Scapêche* (30 salariés) sont concentrées à Lorient, avec des établissements au Guilvinec et à la Réunion.

La flotte *Scapêche* comprend :

- 1 palangrier congélateur de 55 mètres (léginge),
- 1 palangrier de 33 m (poissons frais),
- 16 chalutiers de 24 à 46 m (poissons frais),

- 3 bolincheurs de 16 m (sardine),
- 2 caseyeurs de 18 et 24 m (tourteaux).



Scapêche © BOUGAINVILLE - Yves ROUX.

Aquaculture

L'aquaculture représente aujourd'hui plus de la moitié de l'approvisionnement mondial de poissons, contre seulement 9 % en 1980. Il s'agit d'un changement de paradigme majeur, l'aquaculture étant devenue un complément indispensable à la pêche dans l'approvisionnement en poissons.

Cependant, en France, depuis 15 ans, la production est tombée à moins de 50.000 T, alors que la production norvégienne dépasse 1 million de T. La consommation de produits aquatiques croît, mais ce sont les importations qui répondent à cette augmentation (87 % en 2012).

De par la richesse de son territoire, la France a pourtant de nombreux atouts pour développer la production diversifiée et de qualité (Charte Qualité-Aquaculture de nos Régions®, LR, AB, indicateurs de durabilité IDAQUA®) qu'elle offre

au consommateur dans une démarche constante de durabilité :

- 35.000 T de truites vendues à la consommation ou vivantes pour la pêche de loisir,
- 7.000 T, la pisciculture d'étangs est en chute libre en raison de la prédation exponentielle du cormoran (protégé),
- pisciculture marine, les éclosiers produisent 93 millions d'alevins, vendus à près de 90 % à l'export, l'élevage n'ayant jamais réussi à se développer à cause des problématiques d'accès aux sites et des contraintes réglementaires et environnementales : seulement 4.500 T sur 15 ha pour 5.000 kms de côtes métropolitaines !
- avec une production de caviar d'esturgeon de 22 T, la filière française reste l'un des deux leaders mondiaux.



© Luczkiewicz

Sur l'ensemble des stocks halieutiques européens évalués, la proportion de stocks européens exploités durablement est passée de

6 % en 2004 à
61 % en 2012.



À l'avenir, le vrai défi de l'aquaculture sera d'augmenter sa production suffisamment pour répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels de la planète, sans augmenter la pression sur les ressources aquatiques pour alimenter les poissons, tout en contrôlant l'impact sur l'environnement et en s'intégrant dans un littoral déjà contraint.

En France et en Europe, les prises de position en faveur du développement de l'aquaculture sont nombreuses, mais la traduction en actes concrets reste partielle.

La réglementation, notamment environnementale, doit encore évoluer et prendre en compte les enjeux de cette filière naissante pour soutenir son développement et offrir une parfaite visibilité aux professionnels. On peut noter sur ce point des évolutions positives. En effet, si l'élaboration des schémas régionaux de développement de

l'aquaculture marine (SRDAM) s'avère parfois difficile, des exemples concrets, comme la mise en place d'un Plan de Progrès pour la pisciculture continentale, montrent que la concertation permet d'aboutir à des solutions viables et profitables à tous.

Dans le cadre de la PCP (Politique Commune de la Pêche), la France doit mettre en œuvre un plan stratégique national pluriannuel pour le développement de l'aquaculture. Il s'agit de traduire en actes concrets la volonté politique affichée par le gouvernement en s'appuyant sur les orientations stratégiques de la Commission Européenne (simplifier les procédures administratives, coordonner la planification de l'espace, renforcer la compétitivité de l'aquaculture, assurer des conditions de concurrence équitables). C'est un nouvel élan au développement durable de l'aquaculture en France.



© Scopêche

SFAM - SYNDICAT FRANÇAIS DE L'AQUACULTURE MARINE ET NOUVELLE

Le SFAM regroupe la grande majorité des pisciculteurs français d'espèces marines et nouvelles (bar, daurade, esturgeon, maigre, saumon, turbot et sole). La production du secteur représente plus de 90 millions d'alevins (dont plus 70 % à l'export), près de 5.000 tonnes de poissons à la consommation et plus de 20 tonnes de caviar. Basé près de Bordeaux, il participe aux travaux de toutes les instances concernées

par le secteur et milite pour un développement durable de la filière, car actuellement les produits piscicoles français ne représentent que 2 % de la consommation française des produits aquatiques. La filière traverse encore une période difficile et attend toujours la concrétisation de la volonté politique affichée de pérenniser et développer le secteur.

FERME MARINE DE CAMPOMORO www.gloriamaris.mobi

La Ferme Marine bio de Campomoro est située à l'extrême Sud-Ouest du Golfe du Valinco, en Corse du sud, sur un site exceptionnel. Elle s'inscrit dans la démarche d'une aquaculture de qualité

voulue par le groupe Gloria Maris. La ferme aquacole produit 150 tonnes de loups bio et daurades royales bio par an.

La Ferme Marine de Campomoro répond à un cahier des charges très rigoureux, qui garantit un aliment 100 % naturel, des cycles de croissance longs, de très faibles densités de poisson dans les cages et des méthodes de production artisanales. Tout cela confère au poisson un bien-être essentiel à sa bonne croissance et des qualités gustatives attestées par les plus grands chefs étoilés. Avec 4.000 tonnes de production hautement qualitative, Gloria Maris groupe confirme sa position de leader national sur le marché de l'aquaculture française.



© Ferme de Campomoro

LES POISSONS DU SOLEIL www.groupeaqualande.com

Créée en 1975, la société Les Poissons du Soleil (filiale du groupe Aqualande) produit des alevins de poissons marins destinés aux éleveurs de Méditerranée et les achemine par voie maritime directement sur les cages offshore de ses clients. Elle est basée en Languedoc-Roussillon avec 4 sites de production et 50 salariés, dont une unité sur le Port de Sète-Frontignan permettant un développement industriel de la commercialisation par voie maritime.

La qualité des alevins est reconnue internationalement grâce au savoir-faire de la société et ses investissements R&D, en particulier en termes de sélection génétique.

L'export représente 88 % de la production, principalement sur l'Europe et l'Afrique du Nord.



© Les Poissons du Soleil



La France est le premier producteur d'huîtres dans l'UE avec **130.000** tonnes par an, devancée à l'échelle mondiale par la Chine avec environ **3,7** millions de tonnes.

Valorisation des produits de la mer

PÔLE AQUIMER www.poleaquimer.com



© Pôle Aquimer

Créé en 1999 et labellisé Pôle de Compétitivité en 2005, AQUIMER est spécialisé dans la valorisation des produits aquatiques.

• Le rôle du Pôle :
Faciliter l'émergence d'idées et de projets de R&D, de leur montage à la recherche de financements, jusqu'à la mise sur le marché.

• L'ambition du Pôle :
Favoriser la compétitivité des entreprises, les aider à pérenniser et développer leurs activités par l'innovation et le développement de projets collaboratifs.

PORT DE PÊCHE LORIENT KEROMAN www.keroman.fr



© Harve Cohermer

La SEM Lorient Keroman (Société d'Économie Mixte) exploite et gère le Port de Pêche de Lorient, propriété de la Région Bretagne.

Le Port de Pêche de Lorient est l'une des places commerciales halieutiques les plus dynamiques d'Europe et dispose d'infrastructures performantes et modernes :

- 7.000 m² de criées réfrigérées,
- achats accessibles via internet pour toutes les ventes (côtière, hauturière),
- viviers à crustacés,

- fourniture de glace automatisée,
- production d'eau de mer propre,
- station de gasoil automatisée,
- aire de Réparation Navale de 7 ha, en site propre et sécurisé,
- élévateur à bateaux de 650 T,
- gare de marée de 36 portes.

Le Port de Pêche de Lorient en quelques chiffres :

- 100.000 T / an de produits de la mer travaillées sur la place commerciale,
- dont 26.000 T vendues par la SEM,
- 3.000 emplois directs.

ALD - ATLANTIC LIMPET DEVELOPMENT www.lacrepidule.com



© ALD - FFA - Crépidules

La crépidule est LE coquillage le plus abondant en France et en Europe. Pêchée et décoquillée en Bretagne, c'est le fruit de mer nouvelle génération, une pastille marine et iodée prête à être cuisinée et consommée. La chair, subtile, se rapproche des coquillages comme la coque et la palourde, l'atout praticité en plus. La crépidule crue, surgelée IQF, est principalement commercialisée auprès des restaurateurs et des industriels de l'agroalimentaire, en France et à l'export (Europe - Asie - Amérique). La coquille, quant à elle, est valorisée localement comme amendement calcaire

durable et renouvelable. Pour son faible impact sur l'environnement et son caractère vertueux, la pêcherie est plébiscitée par le programme Mister Goodfish visant à promouvoir une pêche responsable.

La mise en place d'une filière complète de collecte et de valorisation s'est faite en coopération avec le Comité Conchylicole et grâce aux soutiens des institutionnels et politiques bretons. La démarche d'ALD s'inscrit dans le cadre d'une économie verte et circulaire, de la pêche à la valorisation des coproduits.

Communication et lobbying

BLUE FISH bluefishseurope.org/fr

O.N.G. de développement durable, Blue Fish est l'association européenne de promotion de la pêche durable et responsable.

Créée en 2013 à l'initiative des ports de Lorient et de Boulogne-sur-Mer, Blue Fish se développe dans les principaux ports de pêche en Europe et travaille à la durabilité du secteur, tant sur le plan environnemental que social et économique.

Blue Fish s'engage à faire connaître les bonnes pratiques mises en œuvre par le secteur halieutique

européen en lien avec ses partenaires scientifiques, et soutient des projets de développement durable. Elle informe le public et favorise la confiance et le dialogue avec l'administration et les élus nationaux et européens.

Ses actions et sa représentativité font de Blue Fish une O.N.G. unique en Europe et une voix reconnue dans les débats sur la gestion durable et responsable de la pêche tant sur le plan national qu'auprès des institutions européennes.

Bureau d'étude

COFREPECHE FRANCE AQUACULTURE www.cofrepeche.fr

Cofrepeche est un bureau d'étude créé en 1980 par des professionnels, auquel l'Ifremer a adhéré en 1985 et qui a intégré France Aquaculture en 1994. Ensemble de savoir-faire, il est spécialisé dans la pêche et l'aquaculture dans le monde. Le déploiement spectaculaire et durable des thonniers senners français puis espagnols en Océan Indien dans les années 80, a été sa première

"success story". Depuis, les experts de Cofrepeche sillonnent le monde pour réaliser études, expertises, assistances techniques, missions d'ingénierie afin de gérer durablement le secteur et créer des emplois. Dans de nombreux pays, Cofrepeche est devenu un partenaire incontournable. Cofrepeche est installé au Maroc depuis 2009 avec sa filiale COFMA/ Maroc Aquaculture Service.

Assurance maritime

Avec 4,8 % de part de marché en 2013*, les compagnies françaises d'assurance maritime restent parmi les leaders d'un marché international indépendant et puissant (34,2 milliards de dollars de CA en 2013 - source : IUMI) qui garantit les transporteurs et opérateurs du commerce international vis-à-vis des conséquences financières résultant d'événements survenant aux navires ("corps") et aux marchandises transportées ("facultés").



© Nature Today - Fotolia.com

CHIFFRES CORPS ET FACULTÉS (Hors Énergie, et P&I)

CA corps (Hull)	518,6
CA facultés (Cargo)	908,7
CA total	1.427,3

Source : FFSA (chiffres 2014 en millions d'€)

En 2013, l'assurance maritime française conserve le même pourcentage d'encaissements de primes pour les marchandises transportées (5,1 %) et montre une relative stabilité en assurance corps de navire (4,1 % en 2013 contre 4,5 % en 2012). À la différence de certains marchés de premier plan, soit "protégés" directement ou non (USA, Japon), soit disposant de flottes domestiques importantes (Scandinavie, Italie, ...), les assureurs français ont développé leurs souscriptions à l'étranger.

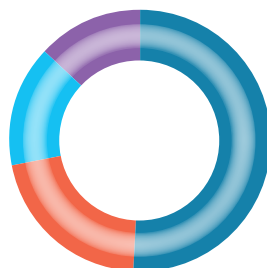
Les activités des compagnies françaises d'assurance maritime, qui accompagnent étroitement leurs clients français dans leur développement international, dépassent ainsi très largement le marché domestique. De fait, ces compagnies participent à la couverture de près d'un quart du tonnage de la flotte de navires de commerce mondiale.

Le marché français de l'assurance maritime est un marché :

- **très international** : les risques étrangers souscrits représentent 80 % du total.
- **très qualitatif** : les flottes couvertes sont sélectionnées avec une extrême rigueur. Et aucune nouvelle police n'est accordée s'il existe des doutes sur la qualité de gestion.
- **puissant** : capacités de "pleins" jusqu'à 150 M€ par unité.
- **fiable et solvable** : les ratios de solvabilité à observer légalement sont parmi les plus élevés au monde, avec un contrôle strict des autorités.
- **créatif et souple** : régi par le droit français de l'assurance maritime qui offre aux parties souplesse et protection (à noter en faveur de l'assuré la charge de la preuve des exclusions qui repose sur l'assureur), le modèle de police française d'assurance corps internationale ("Package") permet aux armateurs de pouvoir disposer de nombreux avantages.

Poids des différentes catégories en 2013

Source : FFSA



51 %
Facultés (passagers et marchandises)

21 %
Corps (navires)

15 %
Plaisance

13 %
RC transporteurs

75 à 96 % des accidents du transport maritimes sont attribués à la catégorie générale des "erreurs humaines".



* au jour de la préparation de la brochure du CMF 2015-2016, les données de l'IUMI n'étaient pas encore diffusées.



Le coût de la piraterie est estimé à **7** milliards de dollars.

ADAM ASSURANCES

www.adam-assu-mar.com

Assureur maritime de père en fils depuis 1833 à Bordeaux, agent souscripteur mandataire de compagnies d'assurance de premier ordre opérant

sur le marché français, Adam Assurances S.A.S. est spécialisée en "Maritime et Transport" pour l'assurance, dans le monde entier.

AXA CORPORATE SOLUTIONS

www.axa-corporatesolutions.com



Avec 1.500 collaborateurs et un réseau couvrant 150 pays, AXA Corporate Solutions est l'entité d'AXA dédiée aux grandes entreprises corporate pour leurs besoins de Risk management et assurance IARD et Marchés spécialisé marine, aviation et spatial, ainsi que de gestion de sinistres et services.

Être proches des clients est clef, et ce partout dans le monde. AXA Corporate Solutions accompagne et sert ses clients au travers des succursales, entités et équipes dédiées en Allemagne, Australie, Autriche, au Benelux, Brésil et Amérique Latine, en Chine, Espagne, France, dans le Golfe Arabique, Hong-Kong, Italie, Malaisie, au Maroc, à Singapour, en Suisse, Turquie, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

La diversification d'activités est au centre de la stratégie d'AXA Corporate Solutions, en termes de

- géographie : marchés émergents et matures,
- segments : large et corporate ainsi que différents secteurs d'activités,
- produits & services : innovation en étendant l'offre à l'assurance paramétrique, à l'A.R.T., aux Captives et au Cyber, etc.

GENERALI

www.generalif.fr

Créé à Trieste en 1831, le groupe s'est développé dans toutes les branches de l'assurance pour accompagner aujourd'hui plus de 65 millions de clients dans le monde entier.

Pour les clients Corporate, Generali assure, par le biais de trois structures dédiées, Global Corporate & Commercial (GC&C), Generali Employee Benefits (GEB) et Europ Assistance-Global Corporate Solutions, la conception et le suivi de programmes d'assurance sur mesure de plus d'un millier de multinationales.

Generali fait aujourd'hui partie des principaux groupes mondiaux de services financiers. En Europe, le groupe se positionne comme le premier assureur Vie. Generali opère à travers tous les types d'intermédiaires d'assurance : agents généraux, conseillers salariés, courtiers et partenaires, mais aussi des sociétés de vente directe en Italie et en Allemagne.

Generali, c'est aussi une solidité financière reconnue par les principales agences de notation :

Le groupe dispose par ailleurs d'une couverture mondiale pour les produits d'assistance via sa filiale Europ Assistance.

- Moody's Baal
- Fitch A-
- AM Best A

HELVETIA

www.helvetia.fr



Helvetia France fait partie du Groupe Helvetia, assureur suisse intervenant dans le domaine de l'assurance vie, non-vie ainsi que dans la réassurance et présent dans 5 pays européens. Avec plus de 7.000 collaborateurs, le Groupe Helvetia assure plus de 47 millions de clients à travers ses 6 entités en Suisse, en Allemagne, en Autriche, en Italie, en Espagne et en France. Helvetia s'est vue réévaluer son rating Standard & Poor's en 2013, passant de "A -" à "A".

Avec un chiffre d'affaires de 207 millions d'euros à la fin de l'année 2014, Helvetia bénéficie en France d'un positionnement clair en tant que spécialiste sur le marché de l'assurance Maritime et Transport et ce, notamment, grâce à une organisation en 8 marchés :

- armateurs,
- portuaire,
- pêche,
- fluvial,
- plaisance,
- cargo,
- transporteurs & logisticiens,
- dommage aux véhicules.

Fondé en 1993, la compagnie RaetsMarine est un spécialiste de l'assurance P&I concentré sur l'activité de gestion des risques des clients, la relation clientèle, et la gestion et le règlement de sinistres. La compagnie est présente en France depuis 1999. RaetsMarine propose un éventail de solutions d'assurance à prime fixe telles que la Responsabilité Civile Armateur, la Responsabilité Civile affréteur, la Responsabilité Civile pour les activités de transport multimodal – Port & logistique ou encore la Protection juridique (FD&D). RaetsMarine a une clientèle répartie dans le monde entier pouvant s'appuyer sur le siège à Rotterdam ainsi que ses filiales basées à Paris, Londres et Singapour.

RaetsMarine compte dans ses rangs 120 employés et constitue le centre d'expertise P&I au sein du groupe Amlin.

RaetsMarine a pour ambition de répondre aux attentes de ses clients et pour ce faire, s'efforce donc de :

- investir du temps et de l'énergie afin d'avoir une connaissance approfondie de leurs activités,
- adopter une approche holistique en proposant un produit d'assurance sur-mesure tout en prodiguant des conseils pour minimiser ou éviter les risques,
- gérer les sinistres avec flexibilité, pragmatisme et efficacité,
- travailler de manière transparente avec des primes fixes et des accords concrets,
- rester proactif et décisif dans l'intérêt du client,
- répondre à toutes les demandes de cotation sous 24 heures,
- offrir la même qualité de service à tous ses clients.

C'est cette approche qui a consolidé les succès commerciaux de ses clients et cela permet à RaetsMarine d'être un partenaire de confiance dans l'industrie maritime.

Groupement d'Intérêt Économique, prestataire de services, le CESAM regroupe les sociétés d'assurances françaises et étrangères qui pratiquent la branche "Maritime et Transports" en France.

Organisme technique unique et sans équivalent dans le monde, le CESAM a pour mission de faciliter et de développer l'activité économique de

ses membres. Il met, pour cela, à leur disposition des services techniques d'intérêt général et des services administratifs et financiers supportés par le système EDI "Optiflux®". Il est également chargé de la conception d'événements dédiés à l'assurance Maritime et Transports tel que le Rendez-Vous annuel de l'Assurance Transports.

Si toute la glace de la planète fondait, le niveau de l'océan s'élèverait de **66** mètres.



Le 7^e "Rendez-vous de l'Assurance Transports" qui s'est tenu à Paris les 5 et 6 mai 2015 à la Maison de la Chimie et qui a réuni plus de 600 participants représentant une quarantaine de pays, a traité de l'évolution des grands projets d'infrastructures et des nouvelles routes du commerce international. Plusieurs représentants de grands groupes industriels internationaux, qui investissent dans les infrastructures de transports, ont exposé les enjeux économiques et logistiques

liés à ces projets ainsi que leur influence sur les échanges internationaux.

Les professionnels de l'assurance, les prestataires de services spécialisés et les chargeurs impliqués ont trouvé ainsi une nouvelle fois l'opportunité de se rencontrer et de dialoguer autour de ce thème et de ses impacts sur le transport de demain.

Les photographies et les vidéos des interventions figurent sur le site internet du CESAM.

Le marché français propose un package "corps" qui a été élaboré dans le cadre de la **FFSA**, en étroite collaboration avec **Armateurs de France (ADF)** et l'**Union des Courtiers d'Assurance Maritime et Transports (UCAMAT)**. Ce modèle de contrat, mis à jour au 1^{er} janvier 2012, est

disponible en version française et en version anglaise. Le package "corps" s'adresse à tous les propriétaires et exploitants de navires de commerce du monde entier. Il offre des garanties étendues et claires et a été conçu pour renforcer le modèle de gestion des sinistres français.

Les assureurs maritimes français membres de la FFSA se réunissent dans le cadre de la Commission des assurances transports (COMAT). Ils améliorent

en permanence les conditions d'assurance qu'ils pratiquent en France et à l'international, et jouent un rôle essentiel dans la prévention des risques.

P&I

Une assurance P&I est une assurance de responsabilité civile qui couvre les propriétaires de navires (et les affréteurs) pour la responsabilité qu'ils pourraient encourir à l'égard de l'équipage du navire et d'autres tiers, ainsi que la responsabilité des armateurs pour les marchandises transportées,

déversements d'hydrocarbures, collisions, dommages aux objets fixes et flottants, amendes par les autorités, etc.

C'est aussi une assistance juridique pour laquelle interviennent des correspondants P&I tel que :

FRANCE P&I

www.francepandi.com

Intervenant en tant que correspondant pour le compte d'assureurs "corps" et P&I partout en France et en Afrique francophone, France P&I est surtout une société de services spécialisée dans la prévention, le conseil et l'analyse juridique/contractuelle, et la gestion de contentieux maritimes de tous types pour le compte d'opérateurs

maritimes français et étrangers, d'assureurs et de P&I Clubs. Fondé il y a bientôt 15 ans, composé de juristes disposant d'une expérience et d'une compétence en droits maritime français et anglais, France P&I est le seul prestataire Français offrant un service juridique externalisé spécialisé en droit des transports et maritimes.

MCLEANS SA

www.mcleangroup.fr

Membre du groupe McLean, McLeans SA est le correspondant P&I agissant pour les clubs de protection d'armateurs / affréteurs et autres assureurs maritimes P&I en France Métropolitaine et dans les DOM COM.

Par ses filiales, le groupe McLean a également une activité importante dans les pays du Maghreb (McLEANS-TMCS en Tunisie, McLEANS-ALPIS

en Algérie, McLEAN MARITIME MAROC, McLEANS MAURITANIA), en Afrique (WAMS) et est également présent en Grèce (SHIPSERVE INTERNATIONAL Inc).

Fort d'une équipe de juristes spécialisés en droit maritime, le groupe McLean est devenu depuis 1973 un acteur majeur dans le monde de l'assurance "Maritime/Transports".

Le courtage d'assurance maritime

Le courtier d'assurance maritime négocie la couverture des risques auprès des compagnies d'assurance. Notamment, il négocie pour l'armateur la couverture des risques liés à la navigation, et pour le chargeur la couverture des risques concernant le fret. Il joue le rôle d'un mandataire au service du client pour le placement des risques ("corps" bien sûr et risques concernant le transport de marchandises pour lesquelles les coûts sont

relativement élevés et fréquents). Il peut agir aussi au service de l'assureur lui-même.

Le marché français est composé de quelques acteurs majeurs membres du CMF, la plupart sont affiliés à l'**UCAMAT, Union des courtiers d'Assurance Maritime et Transports** (voir ci-dessous).

UCAMAT

www.ucamat.com

L'UCAMAT est le syndicat professionnel des courtiers d'assurances maritimes et transports.

L'UCAMAT défend et promeut les spécificités de la profession. Elle la fédère au travers de projets et travaux communs.

L'UCAMAT a vocation à dialoguer avec toutes les organisations professionnelles du secteur maritime

en vue notamment de contribuer à l'innovation et l'amélioration des garanties d'assurances.

Elle est l'instance représentative des courtiers d'assurances maritimes et transports auprès des pouvoirs publics.

Les Courtiers d'Assurance Maritime

ASCOMA MARITIME

www.ascoma-maritime.com

Leader à Monaco et en Afrique, présent dans plus de 23 pays, le groupe Ascoma développe des solutions d'assurances adaptées à l'ensemble des professionnels des industries du shipping et du yachting.

L'opération européenne
Atalante pour
lutter contre la
piraterie coûte **300**
millions de dollars par an.



Le nombre d'interventions de secours en mer est en constante augmentation depuis 14 ans. **1.021** opérations ont été par exemple conduites par le CROSS CORSEN en 2014 contre **834** en 2013 et **601** en 2000.



CAP-MARINE

www.cap-marine.com

Cap-Marine est une société leader du courtage d'assurances, spécialisée en assurances maritimes et transports.

La société produit un volume de prime de l'ordre de 70 M€.

Elle place les risques de ses clients auprès des principaux marchés de l'assurance maritime et transport, marchés français, anglais, norvégien, suédois, danois, russe, coréen, japonais.

Sa clientèle est principalement composée d'armateurs, opérateurs de navires spécialisés, grands groupes industriels ou de distribution, négociants, professionnels du monde du transport, et compagnies ou mutuelles d'assurances pour lesquelles Cap-Marine place de la réassurance.

CREWSECURE

www.crewsecure.com

Crewsecure est un courtier en assurances spécialisé dans la mise en place de couvertures pour les marins et personnels travaillant sur des sites offshore. Il est établi à Marseille-France depuis 2008 et Genève-Suisse depuis 2012. Ses clients sont des armateurs, des sociétés de crewing, et des entreprises industrielles ayant des activités en mer. Il propose du conseil en

risk-management et des solutions d'assurance RC professionnelle, RC dirigeants, santé, prévoyance, perte de salaire, rapatriement ainsi que des plans retraite internationaux. Crewsecure travaille avec des assureurs et des gestionnaires de sinistres de tout premier plan pour garantir à ses clients et à ses assurés dans le monde entier une sécurité maximale et un service de grande qualité.

FILHET-ALLARD MARITIME

www.famarit.com

- Leader Français en Assurance Maritime et Transport,
- plus de 90 % du chiffre d'affaire réalisé à l'international,
- 80 millions d'euros de primes produites /

- 13 millions d'euros de chiffre d'affaire en 2014,
- plus de 80 collaborateurs entre Bordeaux, Genève, Abidjan, l'Angola et l'Asie,
- expérience et expertise depuis 1895.

GROUPE EYSSAUTIER

www.groupe-eyssautier.com

Groupe Eyssautier est, depuis 1816, un courtier en assurances maritimes et transport redevenu indépendant en 2013 disposant de bureaux stratégiquement situés à Paris, Marseille, Genève, Londres et bientôt Dubaï.

Groupe Eyssautier dispose d'une équipe de 55 professionnels, spécialisés en assurances maritimes et transports et a généré en 2014 75,8 millions de primes et 10,4 millions de courtage dans toutes les branches du secteur maritime.

Le pragmatisme de Groupe Eyssautier et son approche axée sur la recherche de solution permettent de résoudre la très grande majorité des challenges rencontrés par ses clients en termes d'assurances maritimes et transports.

La proximité et la valeur ajoutée mise à disposition de ses clients a toujours été au cœur de la stratégie long terme de ce cabinet.

De plus, étant spécialisés en maritime et transport et grâce à sa réputation, Groupe Eyssautier a accès à tous les principaux marchés d'assurances mondiaux, dont les Lloyd's of London depuis 2005.

Que vous cherchiez une assurance pour des opérations de grandes envergure et à dimension internationale ou que vous ayez des besoins locaux spécifiques et plus restreints, Groupe Eyssautier s'engage à fournir le même niveau d'excellence.

GUIAN

www.guian.com

Autre leader disposant de 75 ans d'expérience, avec un CA supérieur à 6 millions d'euros dont 50 % réalisés à l'international.

Une quarantaine de collaborateurs. Spécialisé dans

les assurances Corps, Facultés et Responsabilités Civiles. Sa filiale Normandie Conseils Assurances (NCA) est particulièrement dédiée aux domaines portuaires et logistiques...

SEASECURE

www.seasecure.fr

SEASECURE, courtier d'assurance maritime établi à Marseille et Genève depuis 2008, propose des solutions d'assurances innovantes et compétitives aux acteurs du Shipping, Chartering et Trading. Ses offres couvrent les assurances P&I, Corps et Machines, Perte d'exploitation,

Risques de Guerre et de Piraterie, Marchandises Transportées et RC Professionnelle. SEASECURE travaille avec des acteurs de premier plan des marchés d'assurances pour répondre aux besoins spécifiques de chacun de ses clients.

Courtage maritime

La France compte environ 30 sociétés, regroupant près de 200 courtiers, hors présence internationale, qui interviennent sur l'ensemble du secteur des transports maritimes en affrètement, achat/vente et commande de navires neufs sur le marché international.

Le courtier maritime est un intermédiaire entre l'offre et la demande sur les marchés de l'affrètement des navires, de la construction navale, des ventes d'occasion et de la démolition.

Sur ces marchés, le courtier assiste ses clients (affréteurs, armateurs ou chantiers) dans la recherche d'une contrepartie, dans la négociation et dans la rédaction de la documentation commerciale.

Le courtier : une interface affréteur/armateur et armateur/chantier

**AGENCE MARITIME
PIERRE LAMBOT**
www.maritime-lambot.com

Située aux Sables d'Olonne (Vendée), depuis près de 90 ans, de la lignée des Courtiers Maritimes Jurés Lambot, l'Agence Maritime Pierre Lambot, entreprise indépendante, regroupe les activités maritimes suivantes :

- le courtage en vente & achat, construction, l'affrètement de navires de tous types (navires de charge, navire de servitudes, offshore, barges, navires de pêche, navires à passagers, etc...) en France et à l'étranger. Forte de son expérience, l'Agence Maritime Pierre Lambot a tissé un large réseau de correspondants internationaux pour satisfaire ses clients,
- l'agence maritime – consignation de navires.

L'Agence Maritime Pierre Lambot représente les armateurs des navires de commerce escalant au port de commerce des Sables d'Olonne. Elle entretient des relations privilégiées avec tous les acteurs portuaires comme les importateurs, exportateurs, etc.

Également, l'Agence Maritime Pierre Lambot, en sa qualité de conducteur en douanes, effectue les formalités administratives obligatoires pour le compte de l'armateur.

ATLANTIC MARINE SERVICES

Atlantic Marine Services SAS, créée en 1987 par Jean-Pierre Millet, courtier maritime français depuis 1973, et ses 6 employés professionnels, est exclusivement dédiée à la vente, achat, construction et affrètement de navires de tous

types et d'équipements flottants (pétroliers, navires de charge, navires à passagers, navires offshore, navires de pêche, barges, navires de service portuaire et côtier, etc.).

**BRS - BARRY ROGLIANO
SALLES**
www.brsbrokers.com

Le groupe BRS figure parmi les toutes premières sociétés de courtage mondiales.

- plus de 150 ans d'expérience : société fondée à Marseille en 1856,
- un effectif de plus de 400 personnes dont une centaine au siège parisien,
- une couverture de toutes les opérations de courtage d'affrètement, d'achat/vente ou de construction navale, et d'intelligence de marchés,
- dix départements, correspondant chacun à une activité industrielle : pétrole brut, produits pétroliers, produits chimiques, gaz, vracs secs, navires de ligne, offshore, navires à passagers, achat et vente d'occasion et construction navale,
- une implantation internationale : Allemagne, Chine, Dubaï, Espagne, Royaume-Uni, Grèce, Inde, Singapour, Suisse, Etas-Unis, Brésil, Norvège, Luxembourg, Monaco,
- plus de 3.500 transactions par an.

Le groupe BRS collecte, traite et diffuse l'information, pour apporter à ses clients une large gamme de services complémentaires au courtage : analyses de marché (flottes, taux de fret, demande de transport), opportunités d'affaires, organisation d'appel d'offres, évaluation de navires, études de faisabilité et rédaction de contrats.

Le groupe BRS est aussi présent dans d'autres secteurs d'activités tels que le marché des produits dérivés de fret, le courtage en yachts (YPI), les plateformes d'information sur Internet (AXSMarine, Alphaliner, Alphabulk) et le courtage d'assurance maritime (Cap-Marine).



© ERANIAN

CHAMBRE SYNDICALE DES
COURTIERS D'AFFRÈTEMENT
MARITIME ET DE VENTE DE
NAVIRES DE FRANCE
www.french-shipbrokers.org

La Chambre Syndicale, créée en 1917, est la seule organisation en France reconnue "pour la défense des intérêts généraux de l'industrie de l'affrètement et du commerce maritime englobant les opérations d'achat, location ou vente des navires effectuées à titre d'intermédiaire ou de contractant...". Au fil des années, le rôle de la Chambre Syndicale n'a cessé de se renforcer.

Elle organise des échanges réguliers entre professionnels, notamment sous forme de matinées d'information très appréciées. Elle est également représentée au sein de divers organismes nationaux et internationaux lui permettant de suivre l'évolution des grands dossiers économiques et juridiques concernant la profession.

MIT CHARTERING
www.mit-chartering.com



MIT Chartering est un courtier spécialisé dans le transport maritime de colis lourds par navires ou barges océaniques. MIT Chartering représente également en France et en Espagne les armateurs européens MULLER, ROLLDOCK et OCEAN7 qui opèrent une flotte moderne et polyvalente répondant aux demandes de transports les plus exigeantes. MIT CHARTERING est présent en France via son siège social de Versailles et son bureau de Marseille.



"Le barreur"
Anne Smith ⚓, peintre officiel de la marine

Le conteneur représente aujourd'hui

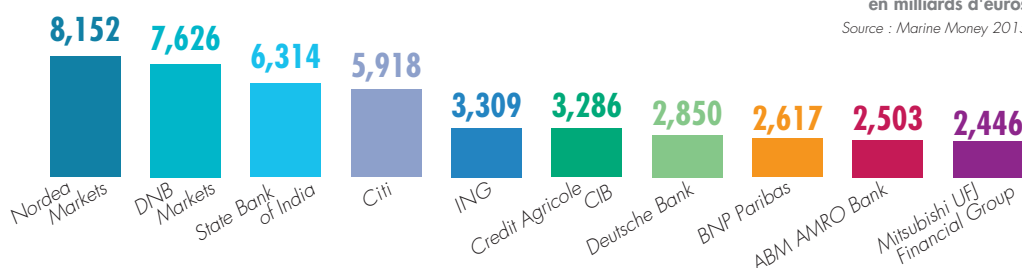
16 % des flux mondiaux contre
10 % en 2000.



Financement maritime

Tableau des 10 premiers teneurs de livres pour les prêts syndiqués en financement maritime en milliards d'euros

Source : Marine Money 2015



Les océans du monde contiendraient près de **20** millions de tonnes d'or.



Les experts semblent s'accorder sur une reprise des activités du secteur maritime (hausse du trafic de marchandises), permettant de relancer la construction de navires et des infrastructures vues comme un potentiel d'investissement.

Alors que les problèmes de financement et de surcapacité sont considérés comme majeurs, le secteur maritime doit également faire face à

des enjeux de nature très diverse : la nécessité d'investir dans le développement des compétences et des effectifs afin de s'assurer de disposer d'un personnel en nombre suffisant pour accompagner sa croissance, et l'obligation de proposer des solutions et sources de financement nouvelles en présence de réglementations sectorielles toujours plus contraignantes.

BNP PARIBAS

www.shipping.bnpparibas.com



© BNP Paribas

- Un portefeuille de 1.500 navires pour 14 milliards de US\$,
- 300 entreprises armateuriales clientes dans le monde parmi lesquelles le top 20 de chaque secteur du shipping.

Le Shipping Finance Group couvre les besoins financiers des armateurs à travers le monde.

Le Shipping Finance Group inclut une véritable expertise du secteur (70 collaborateurs) sur le réseau international de BNP Paribas.

CRÉDIT COOPÉRATIF

www.credit-cooperatif.coop

Le Crédit Coopératif finance des entreprises qui interviennent dans des secteurs d'activité très divers.

Le financement des entreprises des filières maritimes – transport, exploitation des ressources marines, services, filières amont et aval- tient depuis 1947 une place importante dans son activité. Sa compétence lui vaut un rôle d'expert auprès des instances nationales, notamment du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, et auprès de la Commission Européenne. Le Crédit Coopératif apporte une assistance financière,

commerciale et technique aux entreprises du secteur, soit par son département spécialisé dans le maritime, soit par son réseau d'agences, présentes dans toutes les régions. Sa commission sectorielle lui permet de suivre de près les évolutions des filières et d'adapter ses prestations. Banque coopérative à statut de banque populaire, le Crédit Coopératif est membre du Groupe BPCE. Il concilie les atouts d'une banque à taille humaine et les moyens d'un grand groupe.

Depuis 2011, le Crédit Coopératif participe financièrement dans le fonds Atalaya.

INGEPAR BPCE

www.bpce.fr

Spécialisée en ingénierie financière, INGEPAR est une société du groupe bancaire BPCE (Banques populaires et Caisses d'Epargne). Offrant aux

armateurs une double expertise, financière et maritime, INGEPAR monte des financements structurés pour tous types de navires.

SOCIÉTÉ CENTRALE DES CAISSES DE CRÉDIT MARITIME MUTUEL

www.creditmaritime.fr

Le Crédit Maritime est principalement administré par des professionnels de la filière maritime. La Société Centrale des Caisses de Crédit Maritime Mutuel est la structure faitière du Réseau Crédit Maritime.

Le Réseau compte 6 Caisses Régionales de Crédit Maritime : 5 en métropole, Région Nord, Bretagne- Normandie, Atlantique, Littoral du Sud-Ouest et Méditerranée, et une pour l'Outre-mer. Totalisant 135 agences et 650 collaborateurs, le

Crédit Maritime s'est adossé au réseau Banque Populaire le 19 octobre 2004, avec BPCE comme Organe Central.

Le Crédit Maritime finance l'ensemble de la filière Pêche et Cultures Marines, et a développé une expérience affirmée dans le financement des ports de commerce, de la plaisance, de l'Hôtellerie de Plein Air (HPA) et de tous les acteurs de l'économie du littoral.



Il y a trente ans
l'on forait, en mer, à **300** mètres,
aujourd'hui
entre **2.000** et **3.000** mètres.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CIB

www.sgcib.com



© SG CIB

Depuis plus de 30 ans, Société Générale Corporate & Investment Banking (SG CIB) est un acteur majeur des financements maritimes, disposant d'une large capacité d'arrangement et de conseil à l'échelle mondiale.

Grâce à la présence de ses équipes d'experts en financements d'actifs dans les principaux centres financiers internationaux, notamment Paris, Londres, New York, Madrid, Singapour, Hong Kong, Milan, Tokyo, Sao Paulo, ...

SG CIB possède une connaissance approfondie de nombreux environnements locaux lui permettant d'accompagner ses clients dans leur développement.

Particulièrement actif sur les secteurs des porte-conteneurs, gaziers et de l'offshore, SG CIB a développé de fortes relations avec plus d'une centaine d'armateurs internationaux, leaders sur leur marché, en proposant des solutions innovantes répondant à leurs besoins spécifiques. La gamme de produits proposés par SG CIB regroupe l'ensemble des techniques de financements spécialisés de la banque incluant les financements hypothécaires traditionnels, les financements à recours limité, leasing, crédit export, produits dérivés, conseil en fusion acquisition, etc.

D'autres sociétés s'illustrent dans le financement des actifs et le conseil en financements dédiés au maritime :

CHALUS CHEGARAY & CIE

Chalus Chegaray & Compagnie accompagne les sociétés dans lesquelles elle investit en proposant des prestations de services visant à leur permettre de se recentrer sur leur cœur d'activité stratégique.

Au travers d'une offre complète – communication, ressources humaines, marketing, marketing digital, pilotage de système d'information, comptabilité, juridique, contrôle de gestion... –, la société d'investissement Chalus Chegaray & Cie entend permettre aux entreprises de se donner les moyens de leur développement.

Ses dirigeants sont fortement présents dans les métiers de la logistique et du maritime dont ils sont très proches du fait d'un long passé d'assureurs maritimes.

Partenaire des entrepreneurs de talents depuis plus de 20 ans, Chalus Chegaray et Compagnie a bâti un savoir-faire qu'elle met à disposition des petites et moyennes entreprises rejoignant son réseau. Proximité, dynamique et solidité... plus qu'un investissement financier, un engagement à long terme !

FIMAR



© Fimar

Société d'études et d'ingénierie financière, spécialisée dans le financement maritime (plus de 70 navires, navires de commerce, croisière et transport de passagers, navires fluvio-maritimes) :

- financements structurés en crédit-bail fiscal,
- financements pour les DOM-COM,

- syndication d'investisseurs, personnes morales et physiques,
- gestion (back-office) des sociétés de portage créées pour chaque navire.

FIPROMER

www.fipromer.fr

Filiale spécialisée du Groupe BRED Banque Populaire, FIPROMER propose des solutions de financements optimisés avec levier fiscal, telles

que la structuration d'opération de crédit-bail fiscal ou de défiscalisation Outre-mer.

THALOCEA CAPITAL PARTNERS

www.thalocsea.com

Thalocsea Capital Partners est une société de conseil pour l'investissement (conseil aux fonds, en gestion de portefeuille, conseil M&A) et fournisseur d'informations et études stratégiques

sur des sujets liés aux nombreuses opportunités du "blue business" (ressources biomarines et énergies marines renouvelables).

Au-delà du financement des actifs structurés, il existe des structures qui gèrent des fonds spécialisés dans le développement des sociétés à valeur ajoutée maritime :

ACE MANAGEMENT

www.acementagement.fr

Spécialisée dans les secteurs à haute teneur technologique ayant une application pour les industries aéronautique, maritime, défense et sécurité, ACE Management, société de gestion privée créée en juin 2000, conseille et gère 7 fonds d'investissements représentant près de 450 M€ parmi lesquels Aerofund (I, II et III),

Sécurité, Financière de Brienne et le fonds Atalaya, dédié à la filière maritime.

Ce fonds lancé en juillet 2010 est souscrit par les grands acteurs industriels de la filière (DCNS, Louis Dreyfus Armateurs, GICAN), bpifrance, le Crédit Coopératif, SOPER et des régions françaises (Pays de la Loire, Aquitaine).

Formation et emploi maritimes

En 2014, l'Ecole Nationale Supérieure Maritime (ENSM) prépare **1.100** élèves à une vingtaine de diplômes.



La formation est un des piliers de l'économie. Les compétences nécessaires à l'ensemble des activités du maritime couvrent le panel vaste des formations initiales - du CAP au doctorat - et continues. Les écoles, centres et organismes de formation, ainsi que les laboratoires et plateformes de recherche associés, assurent une acquisition des savoirs essentiels aussi bien aux jeunes qu'aux professionnels, ce qui est fondamental face à l'évolution des techniques, outils, matériaux et procédés. Ces deux aspects de la formation sont indissociables de la transmission des savoir-faire qui se fait ensuite tout au long de la carrière dans les entreprises et les industries. La formation maritime commence dès le primaire avec la sensibilisation au fait maritime. L'opération "Enseigner la Mer!" lancée par l'Éducation nationale et soutenue par le CMF a permis d'introduire de nombreux enseignements dans tous les programmes scolaires du primaire au lycée. Pour renforcer cette action, la **Maud Fontenoy Foundation**, en partenariat avec le CMF et le CNRS,

a lancé en septembre 2013 un Kit 100 % Océan, conçu comme un guide pédagogique du primaire au lycée, avec un livret spécial pour le professeur et le lycéen afin de découvrir la mer et ses métiers. La promotion des formations et métiers de la mer auprès des jeunes est un enjeu pour tout le secteur. Plusieurs acteurs jouent un rôle important comme l'**Institut océanographique** ou l'**IFM** dont les sites présentent des formations et métiers associés dans le maritime. La mobilisation des acteurs du maritime est donc de plus en plus forte, à l'exemple du Campus Naval France (CNF) créé en octobre 2012 pour fédérer et coordonner les différents organismes, privés et publics. Certains métiers sont stratégiques pour les industries, et il est fondamental que la mobilisation se poursuive. Grâce au CNF, soutenu par Océans 21, vont ainsi être créées et renforcées des formations adaptées aux besoins des industriels, notamment pour préserver des compétences clés, du compagnon à l'ingénieur.

Former des marins



© Marine nationale

Pour former des marins à la pêche ou au commerce, la France s'appuie sur un réseau de 12 lycées professionnels maritimes et de nombreux centres de formation, de l'**École Nationale Supérieure Maritime** présente sur quatre sites dans toute la France, de l'**École navale** et du Centre d'Instruction

Navale de Manche, Atlantique, Méditerranée pour la Marine nationale. Les lycées maritimes proposent également des formations dans le nautisme et les cultures marines, des compétences nouvelles pour s'adapter aux nouveaux besoins des activités en mer.

ÉCOLE NAVALE
www.ecole-navale.fr

Grande école de la mer, elle forme depuis 1830 les officiers de la Marine nationale en rade de Brest. Bénéficiant d'un cadre privilégié et d'infrastructures adaptées, l'école propose un enseignement supérieur théorique et pratique, ouvert à l'international, qui s'appuie sur trois

pilliers : la formation humaine et militaire, la formation au métier de marin et la formation aux métiers de l'ingénieur. Suivant le cursus choisi, l'école délivre aux élèves des diplômes au niveau master (bac + 5) : ingénieur de l'école navale ou master professionnel.

ENSM - ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE MARITIME
www.supmaritime.fr



© ENSM

L'École nationale supérieure maritime (ENSM), héritière des Hydros, forme les officiers de la marine marchande au Havre, Saint-Malo, Nantes et Marseille. Elle délivre le DESMM et un titre d'ingénieur à ceux qui suivent la filière académique en cinq ans et demi. L'ENSM accueille des stagiaires de toutes les marines pour des revalidations STCW, propose des stages courts en navigation, exploitation, facteurs humains, sécurité et sûreté et réalise des missions d'audit et de conseil en France et à l'étranger.

LYCÉE DE LA MER PAUL BOUSQUET
www.lyceedelamer.fr



Les Bousquets

Le lycée de la mer Paul BOUSQUET est l'établissement le plus important du réseau des lycées maritimes français du ministère de l'Écologie. Centre de formation maritime complet, il occupe une situation unique à Sète avec son port particulier sur le Bassin de Thau. À cette situation idéale correspond un équipement exceptionnel pour la formation et la

revalidation des marins, il est le seul à disposer d'installations complètes pour les formations sécurité : TIS, CAEERS, CQBLLI, CQALI. Unique établissement maritime public de l'arc continental méditerranéen, Paul BOUSQUET propose toutes les formations maritimes (hors officier) en formation continue et en formation initiale auxquelles se rajoutent des formations par la voie de l'apprentissage.



Calculé de la même manière que le PIB national, le Produit Marin Brut annuel placerait les océans au **7^e** rang des économies mondiales grâce à une production annuelle de biens et services évaluée à **2.500** milliards de \$ US.

DCI-NAVFCO, composante navale de Défense Conseil International, transfère le savoir-faire de la Marine nationale aux marines étrangères, en matière de formation, d'entraînement et d'assistance technico-opérationnelle notamment dans le domaine de la sûreté et sécurité maritime (cf. page 43).

La création d'une Joint Venture avec les chantiers **Piriou** a abouti en septembre 2013 au lancement de l'*Almak*, un bateau de formation pour les élèves des marines étrangères.

Former les plaisanciers

ÉCOLE DE VOILE DES GLÉNANS
www.glenans.asso.fr

© École de voile des Glénans



L'école de voile des Glénans, première école de voile d'Europe, est née en 1947 en Bretagne, sur l'archipel des Glénans. Elle est depuis de nombreuses années reconnue comme LA référence dans le monde de l'enseignement de la voile et accueille plus de 15.000 stagiaires et moniteurs par an. En croisière, catamaran, dériveur, planche à voile, kite-surf et kayak de mer, Les Glénans

proposent des formations pour tous, du débutant au marin confirmé. Les stages se déroulent sur 5 bases nautiques (3 en Bretagne, 2 en Méditerranée). En croisière, les Glénans proposent également des formations aux Antilles, en Grèce, en Italie, en Croatie... Les Glénans sont une association loi 1901 reconnue d'utilité publique et agréée par le ministère chargé des sports.

Former les professionnels de la mer

BERLITZ CULTURAL CONSULTING
www.berlitz.fr

Berlitz International, Société Anonyme créée en 1878, est l'un des premiers prestataires assurant une offre globale de cours de langues et de formations interculturelles pour le secteur public, les industries du secteur privé et les organisations à but non lucratif.

Berlitz International SA, entreprise basée à Princeton/New Jersey, est, depuis 2001, une filiale de la compagnie japonaise Benesse. Ses activités, organisées à l'échelle mondiale,

sont réparties en plusieurs pôles : Berlitz Cultural Consulting, Berlitz Instruction, English Language Services (ELS), Services éducatifs, Berlitz Study Abroad et Berlitz Traduction.

Berlitz France est un organisme accrédité et recommandé pour les formations interculturelles par le Cercle Magellan (réseau professionnel de rencontre, d'échange et d'information s'adressant aux responsables des Ressources Humaines Internationales).

CENTRE ATLANTIQUE DE SHORT SEA SHIPPING EUROPÉEN
www.case-optimodal.eu

Une nouvelle offre de formation sur le transport multimodal proposée par le GEIE CASE (Centre Atlantique du Short Sea Shipping Européen) dès novembre 2013 pour les professionnels du transport et de la logistique et les chargeurs.

L'objectif de cette formation, soutenue par le Programme Marco Polo de l'UE, est de montrer l'intérêt économique et écologique à reporter du

fret vers des modes de transport alternatifs : fer, fleuve et maritime à courte distance.

Un programme original, concret et dynamique qui combine des cours dispensés par des professionnels à bord de ferrys avec des visites de ports et de réseaux ferrés.

Durée des sessions : 1, 2 ou 3,5 jours.

CENTRE EUROPÉEN DE FORMATION CONTINUE MARITIME
www.cefcm.com



© CEFM

Le Centre Européen de Formation Continue Maritime est aujourd'hui, avec 2.500 stagiaires formés par an, le plus important organisme de formation professionnelle français totalement dédié à la formation tout au long de la vie des navigants et des personnels des entreprises maritimes. Le CEFM est présent sur tous les grands champs professionnels de la compétence maritime : transport de fret et de passagers, offshore pétrolier et énergies marines renouvelables, pêche et conchyliculture, marines nationales, développement des activités nautiques et touristiques du littoral, construction et réparation navale.

Le CEFM, ce sont trois établissements de formation basés en France, spécialisés en trois activités distinctes : navigation et maintenances générales, formations techniques et maintenance, formations sécurité et sûreté ; des actions de formation qualifiantes en partenariat avec le réseau des lycées maritimes bretons ; des formations sur mesure et à la demande dans l'ensemble des grands ports français, à bord des navires ou dans les entreprises ; des partenariats nationaux et internationaux ; un réseau de 150 intervenants, capables de répondre rapidement et efficacement à toute question relative à l'évolution des métiers et des compétences maritimes.

EUROSAE

www.eurosa.com



© EUROSAE

EUROSAE est la filiale de formation continue de deux grandes écoles sous tutelle de la DGA, l'ENSTA Paris Tech et l'ISAE SUPAERO, et répond aux exigences d'excellence scientifique et technique du monde de la Défense, de l'Aéronautique, de l'Espace et du Maritime. La mission d'EUROSAE est d'accompagner la croissance des entreprises en renforçant les compétences de leurs équipes tant en France qu'à l'Étranger. Face à l'évolution

du marché, EUROSAE s'est positionnée dans le domaine de la sécurité et notamment la Cybersécurité avec une offre globale, développée en collaboration avec l'ANSSI, de la sensibilisation jusqu'à la gestion de crise en passant par les tests d'intrusions et la détection des vulnérabilités, les architectures et les développements sécurisés ainsi que la réglementation.

PORT REVEL

www.portrevel.com

Inventeur du concept et leader mondial, ARTELIA-Port Revel entraîne à la manœuvre des grands navires les pilotes maritimes, capitaines et officiers, sur les modèles réduits de 11 navires et 4 remorqueurs à l'échelle de 1/25^e naviguant sur un lac de 5 ha équipé d'une trajectographie DGPS et de nombreuses zones en eau peu profonde avec des courants. Les dernières additions à flottille : un porte-conteneurs de 8.500 TEU, un méthanier Q-Max de 265.000 m³ et un paquebot de croisière de plus de 300 m. En 2014, Port Revel a confirmé sa certification DNV dans le cadre de sa norme 3.201 – Learning Programmes – (SeaSkill™).



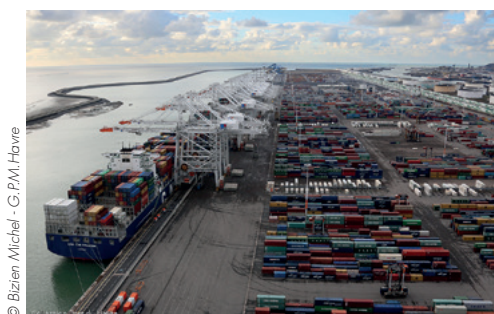
© Sogreah

Écoles et universités

ÉCOLE DE MANAGEMENT DE NORMANDIE - IPER

www.em-normandie.fr

L'EM Normandie propose au Havre, premier port français pour le trafic de conteneurs et outil performant de développement logistique et industriel, des programmes de formation



© Bizien Michel - G.P.M. Havre

supérieure de haut niveau : MSc Supply Chain Management et MSc International Logistics and Crisis Management, (en anglais) et un Executive MBA avec une spécialisation Maritime, Transport et Logistique. Expert en formation portuaire, maritime et logistique, l'Institut Portuaire d'Enseignement de Recherche (IPER), accompagne les professionnels de la communauté maritime et portuaire internationale dans leurs projets de formation avec un catalogue d'une trentaine de séminaires au Havre et des programmes sur mesure, en France et à l'étranger, en français, anglais ou espagnol. Dans le domaine de la recherche, le laboratoire *Métis* de l'EM Normandie et son axe « Logistique Terre Mer Risque » sont notamment spécialisés dans le management maritime et portuaire et le Supply Chain Management.

ENSTA BRETAGNE

www.ensta-bretagne.fr



© ENSTA Bretagne

L'ENSTA Bretagne, c'est :

- plus de 700 étudiants,
- 85 doctorants,
- 200 diplômés/an.

Basée à Brest, l'ENSTA Bretagne est une école d'ingénieurs et un centre de recherche de haut niveau et de référence dans le secteur maritime. Les enseignements en architecture navale, ingénierie offshore, hydrographie, robotique

marine et énergies marines renouvelables, sont particulièrement reconnus internationalement et uniques en France.

En recherche, le laboratoire LBMS traite de la durabilité des structures navales et de la maintenance des systèmes en environnement marin. Les équipes du Lab-STICC axent leurs recherches sur la connaissance des milieux marins, l'acoustique sous-marine et la cartographie de l'environnement marin.

ESSEC BUSINESS SCHOOL

www.essec.fr

Créée en 1907, ESSEC BUSINESS SCHOOL est une institution académique d'excellence qui s'est toujours illustrée par son esprit pionnier. En formation initiale et continue, l'ESSEC propose une large gamme de programmes, à tous ceux qui souhaitent fortifier leurs talents, exprimer leur leadership et devenir des managers de haut niveau. Forte d'un large réseau d'entreprises et d'institutions académiques partout dans le monde, l'ESSEC fonde son développement sur trois principes : l'innovation, l'implication et l'internationalisation qui constituent les trois axes de sa stratégie. C'est une institution internationale et multiculturelle avec un tout nouveau campus de 6.500 m² à Singapour et des projets de développement en Afrique et Amérique Latine. L'ESSEC, consciente du potentiel de croissance que représente l'espace maritime, est en phase de

création d'une chaire « Océans » dont les objectifs sont de :

- constituer un espace de dialogue privilégié sur les océans, rassemblant communauté académique, entreprises, associations, ONG et institutionnels,
- former les jeunes générations, sensibilisées et responsables, pour développer les compétences transversales nécessaires pour inventer ensemble l'Océan de demain,
- élaborer des propositions d'enseignement et de recherche répondant aux besoins et aux enjeux des partenaires de la chaire.

Chiffres clés annuels :

- 3 campus : Cergy, Paris-La Défense, Singapour ;
- 4.400 étudiants ;
- 5.000 managers en formation continue.

KEDGE BUSINESS SCHOOL

www.kedgebs.com

Kedge Business School, compte aujourd'hui parmi les 10 meilleures grandes écoles françaises de management et les 20 meilleures business schools européennes. Elle fait partie des rares business schools mondiales (1 %) à bénéficier de la triple accréditation (EQUIS, AACSB et AMBA). Elle propose 3 programmes de formation supérieure dédiés au monde maritime :

- M.Sc. en Management Maritime, International et Logistique,
- Mastère Spécialisé en Management Maritime International, en partenariat avec l'École Nationale Supérieure Maritime,
- et enfin le prestigieux Kedge BS MBA et son Maritime Management Track : un diplôme d'envergure mondiale classé 5^e en France et 61^e Executive MBA mondial par le Financial Times.

UBO - INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN DE LA MER (IUEM)

www-iuem.univ-brest.fr

Acteur majeur du Campus Mondial de la Mer à la pointe de Bretagne, l'IUEM est un institut de recherche et de formation pluridisciplinaire dédié à l'océan et au littoral. Il a pour objectif d'aider les sociétés à relever les défis de la croissance bleue et du développement durable, pour des océans sains et productifs. Son potentiel s'étend des sciences de l'univers et de la vie aux sciences humaines et sociales, et ses programmes de master et de doctorat sont intégralement dédiés au domaine des sciences de la mer et du littoral. Ouvert sur la société, l'IUEM est un acteur de l'innovation et des politiques publiques. Ouvert

sur le monde, l'IUEM développe de multiples coopérations internationales en Europe et au-delà.



© Paul TREGUER / CNRS

UNIVERSITÉ DU HAVRE

www.fc.univ-lehavre.fr

L'Université du Havre, l'École Nationale Supérieure Maritime (ENSM) et l'Union Professionnelle des Experts Maritimes (UPEM) ont associé leurs compétences pour développer une formation d'expert maritime. Le "Diplôme d'Université Expert Maritime"(bac+5) prépare des professionnels de la mer à une reconversion de carrière, il vise une qualification d'ingénieur conseil.

Programme : droit de la mer, droit maritime, assurance maritime, réglementation, codes ISM/ISPS, structure et stabilité, pratique de l'expertise maritime, off-shore, pêche, plaisance. Formation de 300 heures (10 modules de 30 heures) assurée par des professionnels et des universitaires.

En août 1858, l'Impératrice Eugénie, en visite à Brest, offre son mouchoir en guise de pansement à un matelot qui s'était blessé le sommet du crâne en la sauvant. Ce mouchoir devient le pompon rouge du béret de marin, censé amortir les chocs à la tête dans les navires à plafonds bas.



- licence et Master "shippingtrading" : l'IUP Finance Banque-Assurance et logistique maritime (I.E.M.N.-IAE) de l'Université de Nantes, propose une formation en 3 ans autour des métiers du transport, de la logistique maritime et portuaire, du commerce et de la finance internationale ;
- licence et Master "Finance et logistique maritime internationales".

En mars 2010, le président de l'Université de Nantes, le directeur de l'Ecole Centrale de Nantes, et le directeur des Affaires Maritimes, au nom de l'Ecole Nationale Supérieure Maritime (ENSM), ont

signé un accord de programme d'intérêt commun dans l'enseignement supérieur et la recherche. Cet accord permet l'implantation de la Licence et du Master universitaire "Finance et logistique maritime internationales" sur le site nantais de l'ENSM, en septembre 2010. Ce Master s'inscrit dans la Fédération de Recherche Pôle Mer Littoral de l'Université de Nantes (FED-4111), structure fédérative de recherche regroupant environ 270 chercheurs au sein de 8 laboratoires, et comptant une douzaine de Masters spécialisés dans le domaine maritime.

Young Entrepreneur School est la 1^{re} école en France qui propose exclusivement des programmes orientés entrepreneuriat. Inspirés des méthodes anglo-saxonnes et finlandaises, ses programmes et sa pédagogie intègrent divers éléments différenciants comme : le *learning by doing*, 100% des enseignements par des professionnels et des entrepreneurs, à 50% en anglais, voyages et stages à l'étranger, *smart specialization* et *cross fertilization*, *coaching* en groupe et en individuel, sport et créativité. Son credo est de permettre à chaque étudiant de créer son futur, par l'apprentissage concret de l'entrepreneuriat.

Elle propose un programme de formation supérieure dédié au monde maritime : Le "Blue Entrepreneurship program", parrainé par Jacques Rougerie et le Sea Orbiter, en partenariat avec le Cluster Maritime Français, le Pôle Mer Méditerranée, des business

angels (Sophia Business Angels), des entreprises et des entrepreneurs (Monaco Sophia Business Hub, Club Business 06...).



© Young Entrepreneur School

Organismes collecteurs et gestionnaires de fonds de formation



© Odyssee Développement

1^{er} gestionnaire privé des fonds de la formation professionnelle en France, AGEFOS PME est un réseau de 21 implantations régionales et 500 conseillers Emploi-Formation qui accompagnent plus de 375.000 entreprises et 50 branches professionnelles adhérentes. AGEFOS PME est aussi l'OPCA du maritime et se mobilise aux côtés des entreprises du maritime et de leurs salariés.

Depuis 20 ans, l'OPCA Transports et Services est le partenaire formation des secteurs Transports et Services Opérationnels. Il représente les transports maritimes depuis 1996 mais également les ports, la manutention portuaire, le transport fluvial de marchandises et de passagers.

Chiffres clés 2014 pour l'ensemble des branches :

- 43.000 entreprises adhérentes,
- 1.100.000 salariés couverts avec plus d'1 sur 4 bénéficiaire d'action de formation.



© OPCA Transports

Cabinets de recrutement

DIVEINTAR MARINE
www.marine.diveintar.com

Diveintar Marine Recruitment Services est un cabinet de recrutement spécialisé dans les métiers du secteur maritime à travers le monde :

- énergies marines ;
- construction navale ;
- shipping et marine marchande ;
- gestion portuaire ;
- shipchandling ;
- offshore et Oil & Gas ;
- nautisme ;
- travaux maritimes.

L'équipe se compose de 5 consultants expérimentés en recrutement, mais également de professionnels avérés du maritime ayant une expérience en navigation et en gestion des Ressources Humaines. Diveintar Marine propose également à ses clients une gamme de formations dédiées au personnel maritime, à bord ou à terre.

En 2013, Diveintar Marine a géré plus de 30 postes opérationnels et plus de 70 postes sur des fonctions supports sur l'ensemble du territoire Français, à Singapour, sur le continent Africain, ainsi qu'aux États-Unis.

HORTON INTERNATIONAL
www.hortoninternational.com

Cabinet de recrutement de cadres supérieurs et dirigeants par approche directe, Horton International accompagne depuis 25 ans les entreprises, grands groupes internationaux ou sociétés de taille moyenne, dans leur projet de développement tant en France qu'à l'international

par sa présence dans 38 pays. Horton International intervient dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, des assurances, de la construction et a regroupé toute son expertise "Maritime" dans un département international dédié.

INTER PÔLE
www.inter-pole.fr

Inter Pôle s'est appuyé sur le tissu économique local pour créer Inter Pôle naval et industrie : des agences spécialisées dans les métiers de la construction et réparation navale, à Brest,

Concarneau, Lorient et Saint-Nazaire. L'intérim, recrutement, formation et solutions RH, des agences dotées d'un savoir-faire unique dans la région.

Portails de l'emploi et organismes de reconversion

CLICANDSEA
www.clicandsea.fr

Leader sur le marché français, ClicandSea est le site d'emploi spécialisé dans les secteurs naval et maritime. Véritable allié pour les RH, ClicandSea

propose trois types de services : la diffusion d'annonces, une CVthèque ciblée ainsi que des outils de communication...

LA TOULINE
www.latouline.com

Association unique dans le secteur maritime et reconnue d'utilité publique depuis juillet 2010, La Touline œuvre depuis près de vingt cinq ans au service des marins dans les domaines de l'emploi, l'orientation, la formation dont la validation des acquis de l'expérience et la promotion des métiers

maritimes. De par son réseau de partenaires et son savoir-faire très apprécié, l'équipe composée de salariés et bénévoles apporte un conseil et un suivi personnalisés tout au long de la vie professionnelle, depuis les bancs de l'école jusqu'à une éventuelle reconversion.

Les métiers de la mer : des métiers de passion !

Le CMF et ses membres ont fait le choix de filmer des jeunes professionnels pour promouvoir les métiers du maritime.

Retrouvez ces clips sur la chaîne Youtube ClusterMaritimeTV.
www.youtube.com/user/ClusterMaritimeTV

Avec 4 clips en 2013 pour le lancement, complétés par 4 autres clips en 2014, ces portraits constituent un annuaire vivant des compétences essentielles pour notre économie !



Droit maritime, droit de la mer et autres droits applicables aux activités en mer

Dès **1604**,
Hugo Grotius dans son
« mare liberum » pose le
principe de la liberté des mers
et les bases d'un droit
de la mer « sans frontières ».



Le droit relatif aux activités en mer relève principalement du droit maritime et du droit de la mer. Le **droit maritime** est le droit des choses, des activités et des événements liés à la mer. Plus précisément, il traite des affaires relatives aux navigants, aux navires et autres bâtiments de mer, aux contrats d'affrètement et de transport maritimes, à l'armement et aux ventes maritimes, à la sécurité maritime, aux événements de mer et aux assurances maritimes.

Le **droit de la mer** est quant à lui le droit de l'espace maritime, il en définit les zones ainsi que les droits et obligations des États dans ces zones, notamment ceux relatifs à la protection de l'environnement et à l'ordre public en mer. Il est incontournable pour le développement d'activités en mer, comme l'exploitation des ressources ou l'installation d'ouvrages en mer.

Au-delà de ces droit maritime et droit de la mer, les professionnels font aussi appel à l'expertise pluridisciplinaire des cabinets, allant des classiques **droit des affaires, droit civil, droit communautaire, aux droits plus spécialisés** (assurances, contrats, environnement, fiscal, pénal, propriété intellectuelle).



Les avocats ont pour fonctions essentielles d'informer et de conseiller, d'agir pour le compte de, de rédiger et transiger, et enfin de défendre. La plupart des juristes, avocats ou praticiens du droit maritime sont regroupés au sein de l'**Association française de droit maritime** (AFDM) qui joue un rôle de coordinateur et de consultant au niveau national et international.

ASSOCIATION FRANÇAISE
DE DROIT MARITIME
www.afdm.asso.fr

L'AFDM réunit près de 400 professionnels du droit maritime (universitaires, avocats spécialisés, juristes d'entreprises ayant une activité maritime). Elle a notamment pour objet l'étude des questions

relatives au droit maritime et au droit des activités maritimes en général sous tous ses aspects (interne et international, privé et public).

CHAMBRE ARBITRALE MARITIME
DE PARIS
www.arbitrage-maritime.org

Des règlements de litiges par voie d'arbitrage ou par conciliation peuvent être envisagés à travers la Chambre Arbitrale Maritime de Paris qui met à la disposition des entreprises de toute taille

tous les moyens nécessaires. Ses services sont aussi efficaces que les juridictions anglo-saxonnes similaires, notablement moins chères et plus rapides.

Cabinets d'avocats

CABINET BMC
www.bmc-avocats.com

Spécialiste de la matière maritime, le cabinet BMC Avocats est implanté à Paris et Marseille. Loyauté, réactivité, pragmatisme et discrétion sont les qualités promues au sein du cabinet qui assiste les acteurs du monde maritime (armateurs, assureurs, P&I, banques, chantiers navals, courtiers, pêcheurs,...) que ce soit dans le cadre amiable (rédaction et relectures contractuelles, vente et immatriculation de navires, négociations

diverses,...) ou contentieux (abordages, affrètements, avaries et pertes de marchandises, incendies, malfaçons et garanties, pollutions, redressements douaniers, saisies conservatoires et ventes aux enchères de navires,...). Reconnu pour ses compétences le cabinet BMC Avocats est listé au Chambers and Partners, au Legal500 et il est référencé par de nombreuses compagnies d'assurances.

CABINET DOLLFUS
www.dollfuslaw.com

Franck Dollfus a créé son propre cabinet d'avocat indépendant dédié au droit maritime et des transports à Paris en 2011. Il représente et conseille une vaste gamme de clients nationaux et internationaux, incluant des armateurs, des

managers et opérateurs de navires, des assureurs "Facultés" et "RC", des sauveteurs, des courtiers, des sociétés de recours, des opérateurs logistiques et transports, et des avocats étrangers.

CABINET NOMOS
www.nomosparis.com

NomoS a été créé en 1998 par des associés issus de grands cabinets d'avocats d'affaires parisiens. Le cabinet rassemble aujourd'hui 37 avocats dotés de compétences juridiques spécifiques et complémentaires dans les matières du droit répondant aux principaux besoins de ses clients : concurrence/distribution/consommation, propriété intellectuelle/médias/nouvelles technologies, droit social, M&A/Corporate, droit fiscal. NomoS se conçoit en effet comme un cabinet partenaire à long terme des clients accompagnés généralement dans l'essentiel de leur vie juridique, qu'il s'agisse des affaires courantes, des opérations exceptionnelles ou des actions contentieuses. Bien que d'origine purement française, NomoS a toujours privilégié une forte ouverture sur l'international. Les clients du cabinet regroupent approximativement 70 % de sociétés appartenant

à des groupes anglo-saxons ou multinationaux et 30 % d'entreprises françaises. NomoS compte parmi ses clients une proportion équilibrée de grands groupes et de PME-PMI. NomoS considère que la compréhension des pratiques et secteurs d'activité de ses clients, adossée à la parfaite maîtrise des spécialités juridiques, constituent un gage supplémentaire d'excellence. NomoS suit donc étroitement l'actualité des secteurs de nos clients afin d'assurer la compréhension permanente de leurs besoins et d'anticiper les évolutions juridiques. Les profils d'avocats recrutés sont diversifiés et plusieurs d'entre eux sont originaires de l'entreprise, en veillant à ce que la parité hommes-femmes ne soit pas seulement un objectif affiché. Cinq des 10 associés de NomoS sont des femmes.

CLYDE&Co LLP
www.clydeco.com

Cabinet international d'avocats établi à Paris depuis 1992 spécialisé en droit des assurances, droit des transports (maritime, aérien, routier,

ferroviaire), de la construction, des matières premières, des risques industriels et en arbitrage.

FAVAREL & ASSOCIÉS
www.favarel-associes.com

Depuis 1997, le cabinet Favarel offre une expérience en droit maritime et affaires internationales. Composé d'une équipe d'avocats multilingues spécialisée en droit maritime et des transports, arbitrage international, droit des sociétés, droit bancaire, droit des entreprises

en difficulté, il intervient régulièrement sur des catastrophes environnementales, accidents du travail à bord de navires, rédaction de contrats internationaux de construction de yachts de luxe et a développé un réseau mondial de partenaires privilégiés.

GICQUEL ASSOCIÉS
www.eric-gicquel.com

Gicquel Associés, société d'avocats d'affaires internationaux comprenant parmi ses membres

des personnes sensibilisées aux problématiques du droit fiscal maritime et du développement durable.

**HOLMAN FENWICK WILLAN
FRANCE LLP**
www.hfw.com

Fondé à Londres en 1883 et implanté en France depuis 1977, HFW est l'un des cabinets d'avocats les plus actifs en droit maritime. Doté d'une expertise de pointe dans le traitement des sinistres majeurs (abordage, assistance en mer, relèvement d'épave, pollution, pertes totales et litiges portant sur les dommages corporels), le cabinet intervient

également sur toutes les problématiques liées au transport de marchandises (chartes parties, connaissements et assurances maritimes). Il est en outre réputé pour son expertise dans les domaines liés à l'achat, au financement et à l'assurance de biens maritimes, ainsi qu'à tous les aspects touchant aux opérations portuaires.

INCE & CO FRANCE
www.incelaw.com

Partie intégrante du cabinet d'avocats international Ince & Co, depuis 2002, leurs liens historiques avec les acteurs du monde maritime et le marché français de l'assurance remontent à plusieurs

décennies. Leurs bureaux en France exercent en droit français et en droit anglais dans des activités de conseil, de contentieux et d'arbitrage.

L'article **136** de la convention de Montego Bay énonce que les grands fonds marins, gérés par l'Autorité Internationale des Fonds Marins, sont le patrimoine commun de l'humanité.



KRAMER LEVIN
www.kramerlevin.com

Présent à Paris, New York et Silicon Valley, Kramer Levin est un cabinet international de plus de 375 avocats, avec une approche globale, créative et personnalisée qui permet une grande efficacité dans les dossiers de conseil et de contentieux.

Expertises :

- infrastructure & énergie (financement de projets, maîtrise d'œuvre & ingénierie, construction, sous-traitance),

- contentieux construction & risques industriels,
- protection des données, secret des affaires & cybersécurité,
- droit public (marchés publics, domanialité publique, concessions, régulation, environnement),
- autres : contentieux & arbitrage, corporate M&A et restructurations, fiscal, social, banque & finance, assurances.

LE BERRE ENGELSEN WITVOET
www.lbew-avocats.com

Équipe de 5 avocats basée à Paris et disposant d'un réseau international de confrères étrangers, LBEW est spécialisée dans toutes les activités

des secteurs maritimes et transports et apporte à ses clients étrangers et français son expertise en matière contentieuse, d'arbitrage et de conseil.

LEWIS & CO
www.lewiscolaw.com

Lewis & Co AARPI est un cabinet d'avocats qui fournit un large éventail de services en droit maritime, commerce international, droit des assurances et droit commercial. Ses avocats ont été impliqués dans certains des plus importants litiges maritimes de ces dernières années ; ils gèrent également au quotidien tous les aspects

contentieux issus des contrats passés entre les différents acteurs du monde maritime.

Lewis & Co AARPI se distingue plus particulièrement des autres cabinets d'avocats maritimes par son indépendance (il ne dépend d'aucun autre) et la compétence de ses avocats à la fois en droit français et en droit anglais.

NORMAND & ASSOCIÉS
www.normand-associés.com

Cabinet international d'avocats créé en 1950, exerçant en droit maritime dans toutes les branches stratégiques en particulier au côté de chantiers de construction et de réparation navale, de leurs sous-traitants et fournisseurs, mais aussi d'armateurs, d'institutionnels du domaine maritime et de compagnies d'assurance tant dans les domaines du conseil que du contentieux (judiciaire, administratif et arbitrage).

Le cabinet Normand et Associés assiste ses clients dans toutes les phases de leurs activités (de l'élaboration des contrats à la conduite des contentieux jusqu'à l'exécution de décision de justice) mais aussi en risques industriels et professionnels (droit des assurances, droit social, droit pénal...).

NORTON ROSE FULBRIGHT LLP
www.nortonrosefulbright.com

Pionnier dans le secteur maritime, Norton Rose Fulbright LLP est un cabinet d'avocats d'affaires international à la pointe des derniers montages juridiques dans ce domaine que ce soit en droit bancaire et financements (financements hypothécaires, financements structurés et à

effets de levier, financements crédit-export), droit des sociétés et boursier, droit des assurances, concurrence et réglementation, fiscalité, droit maritime, énergie et contentieux, quel que soit le type de navire (méthaniers, navires de croisière, pétroliers, vraquiers ou porte-conteneurs...).

REED SMITH
www.reedsmith.com

Reed Smith est un cabinet d'avocats d'affaires international qui dispose d'équipes spécialisées en droit maritime et des transports. Leur pratique se concentre également sur le négoce international, l'assurance et l'arbitrage, aussi bien en Europe (Paris, Londres et Athènes), qu'aux États-Unis (Washington, New York), en Asie (Hong-Kong,

Shanghai, Singapour) et dans les Émirats (Abu Dhabi, Dubaï). La force de Reed Smith dans ces domaines provient de sa plateforme internationale d'experts, et notamment son implantation historique en Grèce et en Asie, et, pour ce qui concerne le bureau de Paris, de l'équipe dédiée au droit maritime et menée par Luc Grellet.

**RICHEMONT NICOLAS
ET ASSOCIÉS**

www.richemont-nicolas.com

Cabinet international d'avocats établi à Paris depuis 1945, spécialisé dans le droit des transports (routier et aérien) et plus particulièrement en droit maritime, couvrant tous les aspects de ce droit, ainsi qu'en droit des assurances et de l'arbitrage.

Les avocats du cabinet gèrent les recours aussi bien en France qu'à l'étranger et plus particulièrement en Afrique francophone, directement et à travers un réseau de correspondants spécialisés.

SHUBERT COLLIN ASSOCIÉS

www.shubertcollin.com

Cabinet d'avocats parisien spécialisé en droit des affaires, qui s'adresse à une clientèle largement diversifiée.

Dans le domaine maritime, cette "boutique" (douze avocats) intervient dans le domaine fiscal (taxe au tonnage, TVA, CET, contentieux fiscaux, restructurations...).

STEPHENSON HARWOOD

www.shlegal.com

Stephenson Harwood est un cabinet international d'avocats spécialisé entre autres dans le domaine des transports et notamment dans le domaine maritime. Les équipes interviennent sur l'achat, la vente et le financement de navires (y compris loi Girardin, crédit simple, leasing fiscal, crédit export), les structures de détention, les pavillons, le développement portuaire, les concessions,

les appels d'offres, les questions européennes et de subventions et sur tous les aspects fiscaux des opérations. Stephenson Harwood assiste également ses clients en matière de saisie de navires, mise en jeu de sûreté, réclamations auprès des compagnies d'assurance et contentieux commercial.

TRILLAT & ASSOCIÉS

www.trillatetassocies.com

L'activité du cabinet Trillat & Associés est dédiée au monde des affaires tant en conseil qu'en contentieux-arbitrage. Le développement du cabinet est important notamment en accompagnement de ses clients (contract management, fusion - acquisition, etc.) à l'international (Allemagne, Chine). Enfin, le cabinet Trillat & Associés jouit également d'une

réputation solide en matière de résolution des risques industriels (pollution, incendie du tunnel sous le Mont Blanc, explosion de l'usine AZF à Toulouse, effondrement de la passerelle du Queen Mary, incendie du tunnel sous la Manche, etc.) en intégrant les données assurantielles et pénales.

VILLENEAU ROHART SIMON

www.villeneau.com

Premier en date des cabinets d'avocats maritimes français et recommandé par Chambers, il est établi à Paris et à Marseille. Il est spécialisé dans le contentieux, l'arbitrage et la médiation

en droit maritime (événements de mer, transport, affrètement, assurances maritimes, construction navale, plaisance, pollution...).



La France se situe auprès de l'Organisation Maritime Internationale dans le trio de tête des États ayant ratifié le plus grand nombre de conventions internationales pour la prévention des accidents de pétrolier.



© emillau - Fotolia.com

Services informatiques et électroniques

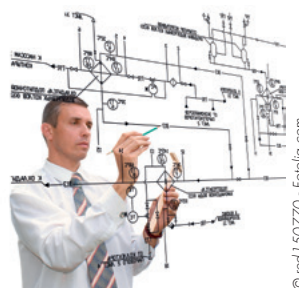
La Marétique (Mare (en latin) + [informa] tique) est l'ensemble des systèmes informatiques et électroniques utilisés dans la gestion et l'automatisation des opérations relatives aux activités maritimes, fluviales et portuaires.



L'électronique et l'informatique constituent une filière transverse essentielle au maritime. La maîtrise des savoir-faire dans l'électronique garantit la cohérence de notre industrie navale, offshore et EMR. Les outils informatiques, avec l'édition de logiciels, des centres de simulation et des plateformes virtuelles, sont essentiels tant pour la conception que la réalisation de navires, la conduite de navires, les armes et systèmes de défense et autoprotection, le développement des EMR, ou encore la formation et l'entraînement de marins ou d'ouvriers qualifiés.

C'est pourquoi, la naissance d'un cluster marétique avec l'association @Marrer et le lancement du Livre Bleu sur la Marétique, qui ont

été soutenus activement par le CMF, permettront le déploiement d'actions et de moyens pour développer les innovations de cette filière utile à tout le secteur maritime.



© red 1 50770 - Fotolia.com

@MARRER

www.seagital.com

Aujourd'hui l'association @Marrer est engagée dans une démarche de transformation en une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) avec pour objectifs de :

- porter des projets Marétique dont la finalité est de concevoir et commercialiser de nouveaux produits et services numériques pour les professionnels du maritime et fluvial,

• associer dans la gouvernance de la SCIC les :

- filières maritimes et fluviales,
- filières numériques,
- pôles de compétitivité et acteurs de l'innovation,
- collectivités publiques,
- experts,
- autres professionnels et particuliers.

ATOOL DÉVELOPPEMENT

www.atool-dev.fr

ATOOL Développement édite, maintient et commercialise le logiciel "Sémaphore, Voir pour prévoir", outil opérationnel de gestion d'événements. Sémaphore permet le suivi de

l'entretien des actifs stratégiques (GMAO), ainsi que le suivi réglementaire et contractuel, afin de limiter les risques et d'éviter toutes pertes d'agréments ou pertes d'exploitation.

AXSMARINE

www.axsmarine.com

AXSMarine est l'un des principaux fournisseurs mondiaux de solutions logicielles sur internet et de bases de données pour le secteur de l'affrètement maritime. Depuis sa création en 2000, les solutions d'AXSMarine ont été adoptées par plus de 800 sociétés internationales. La gamme de produits AXSMarine offre une meilleure efficacité aux courtiers d'affrètement de navires et cargaisons commerciales. Ainsi chaque produit fournit une suite de modules qui leur permet d'analyser pleinement leurs activités commerciales et opérationnelles. Parce qu'ils sont basés sur Internet, ces services sont disponibles depuis n'importe quel ordinateur, n'importe où dans le monde ; ils sont en outre sécurisés, rapides et faciles à utiliser. AXSMarine est la première et seule société sur le marché offrant

un système logiciel couplé à une base de données en interne, ce qui rend ses produits uniques et très complets.



© AXSMarine

CERVVAL

www.cervval.com

CERVVAL, société de 15 personnes, est spécialisée dans :

- l'aide à la conception et à l'optimisation de systèmes multidisciplinaires ;
- les outils de formation, assistance aux opérations marines et de "serious games" ;
- la gestion de projets et optimisation de plannings ;
- l'aide et l'accompagnement à la prise de décision dans le domaine de la stratégie ;
- la prise en compte des comportements humains dans les simulations.

Dans le domaine de l'économie maritime, le champ d'application de ces méthodes couvre :

- le transport, les méthodes d'opérations en mer, l'affrètement ;
- les énergies marines renouvelables, le mix-énergétique, la gestion des stockages ;
- l'analyse des transports multimodaux, la simulation du port du futur, ...

Ces méthodes s'appliquent également à la planification de grands projets, construction navale et offshore...

Des concepts à la fois fiables et innovants, une parfaite qualité d'exécution, des délais tenus, la conformité aux normes de sécurité, des bateaux et plate-formes offshore adaptés à leur milieu, des opérations optimisées : tels sont les défis que l'industrie de la construction navale et offshore doit relever aujourd'hui pour apporter à ses clients une valeur solide et des voyages inoubliables. Les

Industry Solution Experiences de Dassault Systèmes vous aideront à conduire des innovations durables et à créer la meilleure expérience consommateur autour de votre produit.

Dassault Systèmes, "The 3DEXPERIENCE Company", propose aux entreprises comme aux particuliers des univers virtuels dans lesquelles innover de manière durable. Son logiciel de conception 3D, N°1 mondial, mais aussi ses solutions de maquette numérique 3D et de gestion du cycle de vie du produit (PLM), transforment la manière dont les produits sont conçus, fabriqués, et pris en charge par la suite. Les solutions collaboratives de Dassault Systèmes favorisent l'innovation sociale, étendant les possibilités pour le monde virtuel d'améliorer le monde réel.

Aujourd'hui, le groupe apporte de la valeur ajoutée à plus de 190.000 clients de toutes tailles et de tous secteurs, partout dans le monde.



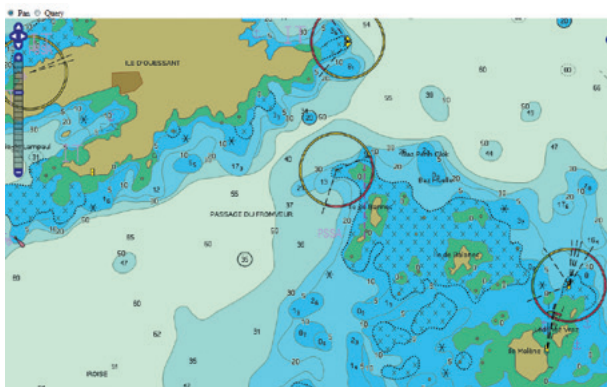
© Dassault Systèmes

Geomod est un acteur majeur de l'exploitation logicielle des produits maritimes et notamment des produits cartographiques maritimes officiels (ENC, AML). Basés à Brest, les experts de l'activité Marine de Geomod participent activement aux groupes de travail internationaux de l'OHI sur les évolutions des normes. Les solutions logicielles développées par Geomod sont en particulier

embarquées dans les applications militaires de DCNS, ou encore dans des applications de l'IFREMER et de GENAVIR.

Geomod est éditeur de solutions logicielles en Java : KarMor SDK (API constituant un cœur cartographique et proposant des services cartographiques normalisés : image S52, service d'alerte ECDIS), MARINE WMS Server (serveur web exploitant avantageusement les ENC : image de haute qualité, requêtes sur image), ePilotBook (application web affichant les ENC et l'information en temps réel pour les Pilotes), ULHYSES (production automatique de cartes bathymétriques- ENC/bENC/CLB - à partir de levés). Geomod est également distributeur PRIMAR des ENC cryptées.

© Geomod. D'après une carte ENC du SHOM. Autorisation n° 405/2013



Les produits dérivés proposés et élaborés à partir des produits numériques issus des cartes marines du SHOM, ne sont pas utilisables pour la navigation maritime. Ils ne remplacent pas les produits officiels d'un service hydrographique. Ces produits dérivés n'ont pas fait l'objet de vérification de la part du SHOM.

MATRA Électronique est capable de définir, concevoir, fabriquer, intégrer, accepter et maintenir en conditions opérationnelles des équipements électroniques durcis. Son savoir-faire est disponible dans des domaines variés (microélectronique, enrobage, métrologie...) pour la fabrication et le test de fonctions

complexes toujours plus intégrées. Outre le câblage des navires, MATRA Électronique est implanté dans d'autres domaines dont les matériels imposent de forts niveaux d'exigences sur des cycles de vie très longs : aéronautique civile et militaire, recherche pétrolière, et spatial.

Le LiFi est une nouvelle technologie de communication optique sans fil utilisant l'éclairage à LED pour envoyer des données numériques. OLED COMM France LiFi conçoit, produit et commercialise des solutions complètes permettant aux clients utilisateurs de communiquer sur terre et sous l'eau juste avec un simple éclairage à LED. Le LiFi ouvre une ère nouvelle au monde des données sans fil, sans pollution électromagnétique, sans saturation de la bande passante et avec un coût à l'installation beaucoup plus faible que le WiFi. Le LiFi permet de communiquer là où le WiFi n'était pas autorisé ou lorsqu'il est fortement perturbé par les infrastructures métalliques environnantes et bien évidemment sous l'eau.

Chiffres clés : +600 K€ pour le 1^{er} bilan.
24 collaborateurs.



© OLED COMM



© PARSYS Station Télémédecine -
Hardcase - Télécardio - Beurer - Foracore

PARSYS Télémédecine est un concepteur de systèmes et d'équipements permettant aux médecins de réaliser des diagnostics à distance en toutes circonstances. Elle équipe ainsi de nombreux navires de commerce ou de pêche, en France ou à l'étranger, d'électrocardiographes communicants ou de stations médicales embarquant un système de visioconférence qui permettent au CCMM (Centre de Consultation Médicale Maritime) de porter un diagnostic précis et à distance, via la communication satellitaire, sur les marins en souffrance.



© S2F Network

S2F Network intègre des solutions sans fil et de vidéoprotection. Fort de sa situation géographique au Havre et de son expérience auprès de nombreux ports, S2F Network a créé R-marina, l'offre dédiée aux Ports de Plaisance, et R-port, pour les Ports de Commerce, solutions sans fil d'exploitation centralisée et sécurisée des Ports.

R-marina et R-port comportent des briques modulaires permettant de gérer à distance et sans contrainte filaire tous les équipements ayant besoin de communiquer : contrôle d'accès, interphonie, télégestion des fluides, affichage dynamique pour diffuser des informations en temps réel liées au tourisme local ou à la sûreté, et une couverture Wi-Fi en tous lieux.

Transas est le leader des systèmes de simulation, d'e-navigation et de surveillance maritimes. Reconnu à l'échelle mondiale pour sa compétence dans le développement de solutions techniques

innovantes, Transas dispose de 23 bureaux à travers le monde et est présent commercialement dans plus de 130 pays. Son siège social est implanté à Cork en Irlande.



En 2015, on trouve au fond de la mer
1,2 million de kilomètres
de câbles en fibre optique.

L'océan profond commence à environ **200** m sous la surface, là où il n'y a plus de lumière solaire ni de variations de température, et s'étend jusqu'au plancher océanique dont la profondeur maximale atteint **11.000** m. Cet environnement représente plus de **98** % des eaux marines en volume.



Conseil et expertise

Dans les services essentiels aux sociétés, les bureaux d'étude et cabinets de conseil proposent des services spécifiques à tous les niveaux de l'activité économique. Les bureaux d'étude sont présents dans toutes les branches de l'ingénierie maritime (construction navale, nautisme, offshore, EMR et portuaire), qu'il s'agisse de maîtrise d'ouvrage, d'architecture, de design ou encore d'études environnementales dont l'importance est croissante dans la plupart des projets du maritime. Les cabinets de conseil possèdent quant à eux d'autres compétences essentielles pour le développement d'affaires,

qu'il s'agisse d'analyses et études stratégiques, de communication et médias, de relations institutionnelles et management des organisations, mais aussi pour proposer des outils et produits spécifiques.



© everythingpossible - Fotolia.com

Bureaux d'études et d'ingénierie

AVELAJ

www.avelaj.com

AVELAJ est une société de conseil, d'expertise et d'ingénierie maritime.

Son but est de proposer, dans le domaine maritime à ses clients, armateurs, entreprises privées, administrations publiques et collectivités locales, constructeurs de navires de pêche, de travail, bateaux de grande plaisance,

transport de passagers, une offre de conseil, d'accompagnement et de management de projets, impliquant plusieurs entreprises aux technologies différentes.

AVELAJ se tourne résolument vers l'efficacité énergétique en offrant des solutions d'optimisation de propulsion électrique et hybride.

BREIZH MARINE CONSULT



© Breizh Marine Consult

Créée en 2012 par l'armateur paimpolais Yannick Hemeury, Breizh Marine Consult (BMC) est une entreprise de conseil et d'expertise technique maritime basée à Paimpol (22). Le projet phare de cette société concerne le navire du futur de moins de 12 mètres intitulé *Sérénité*. Il a pour vocation finale de mettre sur le marché, à l'horizon 2016, un navire de pêche

côtière polyvalent et innovant qui sera, pour les armateurs, un outil d'exploitation plus économe, plus écologique et plus sûr que les navires actuellement disponibles grâce à l'intégration de trois technologies nouvelles majeures : une architecture repensée, une motorisation diesel-électrique et l'intégration de matériaux biosourcés (insertion de fibres de lin).

CONEXNAV



© Conexnav

CONEXNAV est une société d'ingénieurs conseils auprès d'armateurs, en construction neuve et refonte de navires de commerce, sur les plans technique, réglementaire et contractuel.

Ses prestations couvrent les domaines suivants : études préalables, avant-projets (seuls ou en collaboration avec des architectes navals), rédaction et/ou mise au point de spécifications et contrats, gestion d'appels d'offres nationaux ou internationaux, suivi d'études, de construction, d'essais, de livraison, de garantie. CONEXNAV fait également des expertises de navires.

Sa force est d'offrir à peu de clients à la fois un service sur mesure et toujours disponible, de sorte que CONEXNAV fonctionne pour eux dans l'esprit d'un service interne.

Son action s'appuie également sur un réseau de relations parmi les chantiers navals, les architectes navals, les sociétés de classification, les affaires maritimes (françaises), les courtiers.

Son expérience auprès d'armateurs et de chantiers est mondiale : France (métropole et la plupart des régions d'Outre-mer), Australie, Philippines, Île Maurice, Pologne, Espagne, Norvège.

MER FORTE

www.merforte.com



© Mer Forte

Mer Forte est un bureau d'études spécialisé en ingénierie liée au nautisme créé par Michel Desjoyeaux et animé par Denis Juhel.

En valorisant ses expériences dans la voile en compétition, Mer Forte s'attache à jeter des passerelles vers tous les secteurs du monde maritime, ainsi que dans l'ensemble des domaines où l'innovation technologique est source de progrès, notamment dans le transport maritime de demain et les Energies Marines Renouvelables, EMR.

Au service de ces ambitions, une équipe d'ingénieurs passionnés maîtrisant les logiciels de

référence : la suite de modélisation et de calcul de Dassault Systèmes (Catia ; Abaqus ; Simulia) ; CD Adapco Star CCM+ (Hydrodynamique) ; Simspar (calcul de gréements) ; Maat hydro + (hydrostatique).

Bureau d'étude pilotant le défi technologique Groupama Team France pour la 35^e Coupe de l'America, Mer Forte renforce ses moyens humains et matériels pour offrir encore plus à ses clients dans le domaine des WASP (Wind Assisted Ship Propulsion).

Mer Forte est également JEI, (jeune entreprise innovante).

Depuis près de 80 ans, Vaisala est une entreprise spécialisée dans la mesure météorologique et industrielle ; elle s'adresse aux clients de la météorologie (maritime, énergie, défense, aéroports, routes et rails, , etc.) et de l'environnement industriel contrôlé.

Le groupe Vaisala dont le siège est à Helsinki compte 30 sites dans le monde entier et emploie près de 1.600 salariés, pour un CA 2014 de 300 millions d'euros.

Ses produits sont utilisés dans plus de 150 pays avec pour marchés principaux : Europe (37 %), Amérique du Nord (37 %), Asie et Pacifique (25 %). Depuis 1990, la filiale française Vaisala SAS, assure son rôle commercial et prestataire de

services pour l'Europe du Sud.

L'offre maritime :

- des solutions et services environnementaux pour HMS/EMS, offshore, VTS, EMR ;
- des systèmes met-océan d'aide à l'optimisation de décisions conçus pour améliorer l'efficacité opérationnelle et la sécurité ;
- une gamme étendue de capteurs et stations météorologiques (vent, pression barométrique, température et humidité, courant, hauteur des vagues, hauteur d'eau, houle, visibilité, hauteur des nuages, précipitation, foudre) ;
- des prestations d'installation, de mise en service, de formation, de support technique : étalonnage et réparation, maintenance.

Verifavia est un organisme international accrédité de vérification indépendante d'émissions de gaz à effet de serre pour l'aviation et le transport maritime. Verifavia propose des services d'information et de vérification permettant aux armateurs de se mettre en conformité avec la réglementation européenne concernant le suivi, la déclaration et la vérification des émissions de CO₂ (Monitoring, Reporting & Verification - MRV). Verifavia a développé son expertise et ses services afin de devenir le partenaire de référence du secteur pour la vérification indépendante des émissions conformément au Règlement 2015/757 'Shipping MRV' qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2015.

Les news de Verifavia sont accessibles sur Twitter :
[@VerifaviaMarine](#)



VERIFAVIA © Yik Gemis - Rizo - Fotolia.com



En France métropolitaine, l'activité aquacole principale est la conchyliculture avec **160.000 T** produites par an pour **546 M€** de CA, suivie de la pisciculture continentale avec **40.400 T** pour **125 M€** de CA.

Cabinets de conseil

CK AUDIT

Dirigée par un ancien associé de PwC, cette structure a développé une expertise financière et fiscale dans le secteur de l'économie maritime (assurances, banques, collectivités locales,

industries de la transformation des produits de la mer) et plus particulièrement l'armement à la pêche industrielle, tant en France qu'à l'étranger.

DsG CONSULTANTS

www.dsgconsultants.com

DsG Consultants conseille et assiste les entreprises publiques et privées, évoluant dans le secteur portuaire ou les filières vrac solides, pour des

missions ciblées ou de veille en continu, en France et à l'étranger (pays d'Europe du Sud, Méditerranée et Mer Noire, principalement).

EB CONSEILS

www.eb-conseils.fr

Cabinet de conseil spécialisé en relations institutionnelles offrant un service de représentation aux entreprises et institutions (collectivités locales, organisations professionnelles) auprès des

pouvoirs publics français et européens, assistance à montage de projets, recherche de financements notamment communautaires. Mise en relations avec les acteurs maritimes et portuaires.

EPNAVAL
epnaval.com

EPNaval réalise un voilier de grande croisière de l'avenir. Avec plusieurs innovations dont l'utilisation de "foils", une propulsion électrique utilisée en hydrogénérateur, la domotique appliquée à la plaisance, le watercooling, l'amerX est éco conçu. EPNaval réalise l'ingénierie et propose des voiliers avec l'aide de partenaires pour la fabrication de ceux ci.



amerX au grand Pavois

© EPNaval

EQUALOGY
equalogy.fr

Equalogy © Teeside Offshore Wind Farm - Paul Licence Creative Commons



Equalogy est un nouveau type d'agence visant à réconcilier l'économie avec la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité et les enjeux d'adaptation au changement climatique, grâce à l'expérience de ses fondateurs à la fois dans le monde des affaires et des ONG environnementales.

Equalogy aide les entreprises et institutions à s'adapter à ces nouveaux défis aussi vite que possible, en anticipant les conflits potentiels dans les projets de planification et en réunissant les différentes parties prenantes dans un esprit partenarial et de consensus. En plus des services de conseil en développement durable et RSE/RSO, Equalogy aide aussi ses clients à faire des choix pour l'avenir de leur entreprise qui soient en phase avec les nouvelles normes et attentes sociales en matière d'environnement.

ERNST & YOUNG
www.ey.com/fr

Ernst & Young bénéficie d'une grande expérience du secteur portuaire et maritime. Son équipe pluridisciplinaire, spécialisée dans ce secteur, accompagne les établissements portuaires et entreprises maritimes dans la gestion de leurs

projets complexes, en répondant à l'ensemble de leurs enjeux : optimisation de la performance, finance/gestion, maîtrise des risques, définition de stratégie, droit public, droit des affaires (juridique & fiscal) ...

EUROTRANS
www.eurotrans.fr

Cabinet qualifié ISQ en études de marché, montage de business plan, conseil en stratégie et en logistique. Son savoir-faire est à l'origine de nombreux projets réussis depuis 20 ans, dans

20 pays, auprès de 800 clients du transport, de la logistique et de l'industrie. Eurotrans dispose de consultants et de bases de données spécialisées en transport maritime, construction navale, et ports.

INDICTA
www.indicta.com

INDICTA, dont l'ensemble des équipes et la marque commerciale représentent depuis avril 2015 la nouvelle division Conseil et Etudes Stratégiques du cabinet M PRIME ENERGY, intervient principalement :

- dans l'aide à la décision stratégique et dans l'élaboration des stratégies de croissance des entreprises (grands groupes, ETI, PME et start-ups), en France et à l'international ;

- en soutien des politiques publiques et dans l'évaluation de leurs enjeux socio-économiques. INDICTA a développé une expertise renforcée dans les domaines de l'énergie et de l'économie maritime, avec des références de premier plan sur :
 - l'ensemble des énergies marines renouvelables ;
 - et plus généralement sur les enjeux technologiques et nouveaux marchés d'innovation de rupture (subsea, plateformes multi-usages, ...).

INTER ACTION CONSULTANTS
www.iac.fr

IAC est une société de conseil opérationnel qui a pour mission d'améliorer la compétitivité de ses clients. IAC accompagne les projets (maîtrise d'ouvrage), challenge et dynamise les équipes en

apportant un support d'animation et d'expertise économique. Les quatre grands métiers sont : le design to cost, le re design to cost, l'optimisation des achats, et la *value creation*.

ISEMAR
www.isemar.fr

L'Isemar est un centre de recherche, d'expertise et d'information en économie maritime et portuaire. Grâce à ses analyses, ses publications, ses interventions, il a su se positionner comme

l'observatoire français de référence dans le domaine de l'économie maritime et dispose aujourd'hui d'une réelle reconnaissance au niveau européen.

JFT CONCEPTS

JFT Concepts propose des prestations de conseil au niveau national, européen et international : aux entreprises, aux collectivités, aux administrations

publiques, aux organismes professionnels dans les domaines de la stratégie, des relations institutionnelles, du développement.

JP COLLIN & PARTNERS

www.jpcollin.com/offer

JP Collin & Partners s'adresse aux grands utilisateurs de transport. JP Collin & Partners traite et analyse les données du transport et de la logistique avec une vision opérationnelle et financière. JP Collin & Partners identifie et réalise les opportunités qui permettent d'améliorer les résultats, la satisfaction des clients et l'empreinte environnementale. Le cabinet réalise des études d'opportunités, implante ses recommandations, et met en place

des solutions IT, des indicateurs et des tableaux de bord, et pilote des projets d'externalisation.

Son équipe sait intervenir dans le monde entier en tenant compte du local. Son expertise couvre les transports en colis, palettes, lots partiels et complets, le maritime et l'aérien, le transit et la douane, la logistique, les projets, les opérations portuaires et les systèmes.

KPMG ENTREPRISES

www.kpmg.com/fr

Premier groupe français d'audit, de conseil et d'expertise comptable, réalisant 894 M€ de chiffre d'affaires et employant 8.300 personnes



en 2013, KPMG France est membre de KPMG International, réseau de cabinets indépendants exerçant dans 155 pays.

Les professionnels de KPMG disposent de compétences spécialisées dans le domaine maritime, repartis sur l'ensemble du territoire. Le bureau de Sète est un grand spécialiste en la matière avec une grande majorité de sa clientèle couvrant le secteur de la pêche :

KPMG Sète offre un service optimal en ce qui concerne la présentation des comptes annuels et déclaration fiscale d'armements de pêche au large ou chalutiers en Méditerranée.

LEO POLE CONSULTING

www.leo-pole.com

Dédié à l'industrie maritime, LEO POLE CONSULTING apporte l'expertise sûreté indépendante s'appuyant sur l'expérience maritime de son fondateur et sur un réseau international de partenaires triés sur le volet. Les services offerts englobent :

- les missions de conseil au siège et sur le terrain ;
- les partenariats les plus pertinents en vue de protéger les équipages contre la criminalité maritime ;
- l'accompagnement des projets offshore qui impliquent des acteurs publics et privés en Afrique.

MASSAI

www.massala.eu

Massai est le seul cabinet indépendant, exclusivement dédié aux dirigeants, Présidents, Directeurs Généraux et membres de conseils d'administration, spécialisé dans l'organisation et la gestion de la gouvernance d'entreprise et les transformations stratégiques.

Avec plus de 90 projets, Massai conseille des dirigeants dans plus de 28 pays, afin d'accélérer la croissance de leur entreprise, en étant très attaché à la plus grande confidentialité dans les relations avec les grands groupes, les ETI et les groupes familiaux, et sans jamais divulguer les références.

Disposant d'une grande expérience avec les groupes familiaux le cabinet a développé une approche unique afin de maintenir l'intimité de leur fonctionnement ainsi que d'assurer discrétion de notre assistance.

En se basant sur une forte connaissance et une solide expérience acquises en France et à l'international, dans les secteurs privés et publics, Massai fournit une assistance unique spécialement construite pour les enjeux spécifiques de chaque

entreprise. Il met ainsi en place une gouvernance sur-mesure, facilite la transition au cours de projets de fusions ou d'acquisitions, prépare le parcours des nouveaux membres de CA, propose des solutions de résolution des conflits et prépare la prise de fonctions de la prochaine génération dans les groupes familiaux.

La volonté est d'être le meilleur cabinet de conseil en gouvernance en France et d'apporter une véritable valeur ajoutée aux clients pour assurer la pérennité de leur croissance.

La mission est d'apporter plus qu'un service : c'est d'être le partenaire et de garantir une amélioration continue de votre organisation et de votre efficacité.

C'est pourquoi Massai s'engage à :

- respecter une complète confidentialité et une totale discrétion pour ses clients,
- apporter des solutions uniques afin de résoudre des défis complexes,
- développer des idées innovantes inscrites dans la croissance réussie aux côtés de ses clients.

MONTGOMERY CONSEILS
www.montgomery-conseil.net

Montgomery apporte une offre de conseil, d'accompagnement et de management de transition sur de grands projets industriels, notamment dans les secteurs de l'énergie et du

maritime. Les problématiques adressées incluent analyse stratégique, affinage des opportunités de marché, définition du projet de la réflexion au déploiement et établissement de partenariats.

ODYSSÉE DÉVELOPPEMENT
www.odysseedev.com

Bureau d'étude indépendant spécialisé dans le domaine de l'économie maritime. Ses actions de conseils – audit/expertise – appui technique et formation – sont tournées vers les domaines des activités professionnelles maritimes dans le secteur

de la pêche et des cultures marines, la gestion portuaire (pêche, commerce et plaisance), le transport maritime mais également, l'aménagement du territoire en région maritime.

PwC
www.pwc.com

PwC, acteur de référence du monde maritime, développe en France et en Afrique francophone des missions d'audit et de conseil aux entreprises. Ses équipes pluridisciplinaires accompagnent les acteurs du monde maritime (shipping, chantiers

navals, zones portuaires, pêche...) dans leurs projets d'entreprises et décisions stratégiques. En France et en Afrique francophone, PwC rassemble 4.500 personnes au sein de ses 38 bureaux.

R-MARIN CONSEIL

R-Marin Conseil effectue des missions de conseil, de conduite de projets de développement et de réorganisation d'activités, ainsi que de coaching de dirigeants d'entreprises ou d'organismes

professionnels. Elle s'appuie en particulier sur l'expertise d'un ancien dirigeant de compagnies de transport maritime et de construction navale, et sur un réseau de professionnels de très haut niveau.

S²F NAVISPEC
www.navispec.com

Réseau d'experts et de consultants maritimes et financiers internationaux pour le milieu maritime fluvial et portuaire.

Assistance navires & projets maritimes industriels, formation, analyse et test non destructifs, Condition & 3rd party survey.

SOCIÉTÉ MARINE DE SERVICE
www.smsmarine.fr

Société d'ingénierie, d'agences commerciales, de marketing, de services et d'assistance aux armateurs et aux chantiers navals (projets et après-vente).

SMS a également établi un réseau de correspondants dans les principaux pays acteurs dans l'armement et la construction navale, principalement le Maghreb.

SYRTYS CONSEIL

Accompagne en assistance de maîtrise d'ouvrage les entreprises, les collectivités locales et

territoriales, notamment en évaluation des risques, en organisation et en stratégie.

10 milliards de tonnes : c'est la barre symbolique franchie par le transit maritime international en 2014.



Cabinets de conseil en medias, communication et événementiel

ALISKER

www.alisker.com

Agence de communication globale, Alisker conseille et accompagne les entreprises et acteurs du secteur maritime dans la mise en œuvre et la réalisation de leurs projets de communication : site web, identité visuelle, print, stands et événements, en France et à l'international.

En 10 ans, Alisker a su gagner la confiance et la fidélité de ses clients par son exigence, sa réactivité et sa créativité.

Ses savoir-faire : comprendre les univers et les objectifs de ses clients, et concevoir les actions et les outils de sa communication pour servir au mieux ses enjeux.

CAP IMAGE

www.cap-image.com

Spécialiste de la communication industrielle, Cap Image accompagne depuis 21 ans le monde naval. Installés à Saint-Nazaire, Nantes et Paris,

Cap Image produit des événements, stands et films de l'univers maritime, de Marseille au Havre, de Miami à Moscou.

Baptêmes de Yachts, paquebots, sous-marins ou catamarans de course, visites de navires, accueil de personnalités ou opérations de communication interne. Sa connaissance des contraintes de ses clients, de leur culture est la garantie de la réussite. Ils font confiance à Cap Image : Marine nationale, STX Europe, MSC Croisière, Cunard, Vendée Globe, Gare Maritime de Marseille, Alstom, ENGIE, Musée de la Marine...



© Cap Image

COLLOQUIUM GROUP

www.colloquium-group.com

Depuis 60 ans Colloquium accompagne les institutions, les associations, fédérations, ... dans leurs politiques de développement et d'expansion. En concevant et mettant en œuvre les stratégies adéquates pour relever les défis d'aujourd'hui et ceux de demain.

Colloquium a intégré l'ensemble de la chaîne de valeur pour permettre d'apporter une réponse complète et cohérente à l'ensemble des problématiques de ses clients.

- Événements,
- gouvernance,
- financements,
- qualification & gestion de bases de données,
- communication digitale,
- développement & animation de communautés,
- brand content.

COMTOSEA

www.comtosea.com

Comtosea est spécialiste de la gestion et de la production de contenus d'information et de communication au service du secteur maritime et de l'eau. L'agence accompagne les entreprises dans la création, l'animation, la gestion ou le développement de l'ensemble

de leurs supports (Web, print, audiovisuel, conférences), et propose notamment une forte expertise des problématiques de développement durable. Elle assure également la formation à la communication (prise de parole, gestion des médias) des cadres et dirigeants du secteur.

HEOS MARINE

www.heos-marine.com

HEOS Marine est une agence audiovisuelle spécialisée dans le maritime ; HEOS Marine réalise des reportages photo et vidéo pour la promotion des activités de ses clients : images sous-marines, installations en mer, pêche et métiers de la mer, parcs éoliens offshore et mise en valeur du territoire maritime.

Pour la communication de ses clients, HEOS Marine dispose également d'une banque d'images libres de droits dans les domaines suivants : algues sous-marines, métiers de la mer et parcs éolien offshore.



© HEOS - Nicolas Job

I-TRACK MÉDIA

www.i-trackmedia.com

L'équipe d'I-Track Média met son savoir-faire et sa réactivité au service de l'image, utilisant un ton et des techniques inédites dans cet univers afin de mettre en valeur de façon pertinente et percutante l'information.

Son équipe multiculturelle et pluridisciplinaire est constituée d'experts de la production audiovisuelle, de l'événementielle et de la communication, parfaitement complémentaires.

I-Track Média accompagne ses clients, de la prise de vue au montage en passant par l'habillage, et apporte son expertise de l'image, son avancée dans les techniques d'avant-garde et sa créativité dans la post-production.

I-Track Média encourage l'audace d'innover afin de valoriser les produits de ses clients, événements ou concepts, grâce à une vidéo plus séduisante et persuasive qu'un long discours...

ILAGO GROUP

www.ilago.fr

Une équipe résolument internationale et des compétences réunies pour couvrir les métiers de la communication et de l'événement. ILAGO déploie ses savoir-faire au travers de deux entités.

ILAGO Communication répond à l'ensemble des besoins que rencontre une entreprise en

matière de communication : analyse stratégique, élaboration de contenu, création graphique, relations publiques, relations presse.

ILAGO Event dispose d'une expertise reconnue dans le conseil en organisation d'événements.

VIA DÉCOUVERTES PRODUCTION

www.viadecouvertes.fr

Via Découvertes Production concentre son activité sur la production de contenus audiovisuels à destination des programmes de télévisions, des institutions et des entreprises.

Spécialiste du "film de mer" et produisant l'intégralité de ses films en Haute Définition, Via Découvertes Production s'appuie sur ses 20 années d'expérience et son expertise du documentaire pour accompagner les entreprises, institutions et collectivités dans leurs démarches de communication.

Au travers de "films vitrines" dédiés et déclinables sur le web, Via Découvertes Productions permet

ainsi de relayer leurs savoir-faire et atouts spécifiques, suivant un angle de traitement volontairement inspiré du documentaire.



Extrait du film : "A l'assaut des déferlantes"

© Via Découvertes Production

Services sociaux

SERVICE SOCIAL MARITIME

www.ssm-mer.fr

Le Service Social Maritime (SSM) est une entreprise créée en 2007 (suite à la fusion des anciens services sociaux maritimes nés dans les années 1930) sous forme d'association Loi 1901 par les principaux acteurs du secteur maritime (Armateurs de France, CNPEM, CNC, Enim, Cmaif, syndicats de marins...).

Il intervient notamment auprès des entreprises maritimes en tant que Service Social du Travail et participe aux politiques de prévention en matière de Santé au Travail en partenariat avec les différents acteurs concernés.

Présent dans les 38 principaux ports français (métropole et DOM), et composé de 95 professionnels du social et du maritime qui au quotidien apportent leur savoir-faire auprès des entreprises maritimes et de leurs collaborateurs.



Les océans contiennent **97,5 %**
de l'eau terrestre, les continents en contiennent
2,4 % et l'atmosphère moins de **0,001 %**.

Acteurs économiques locaux

Avec 3.427 km de littoraux et plus de 7,7 millions d'habitants dans les communes littorales en métropole, les territoires maritimes concentrent des activités économiques importantes pour leur développement. Les acteurs institutionnels locaux – collectivités, organismes consulaires, etc. – comme les clusters industriels qui se sont renforcés ces dernières années, jouent donc un rôle essentiel pour soutenir les professionnels au



La surface de la ZEE Française peut être accrue de **1,5** million de km² grâce au programme Extraplac, visant à étendre la bordure des plateaux continentaux.

plus près de leurs activités. Ils sont des relais indispensables pour une politique maritime qui tienne compte des spécificités socio-économiques de chaque territoire.

ADIR - ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE LA RÉUNION
www.adir.info

L'ADIR est une association loi 1901 créée le 9 août 1975, pour la promotion et le développement des activités industrielles à La Réunion. Ses 200 adhérents représentent environ 2 milliards d'€ de CA et 10.000 emplois et sont issus de tous les secteurs d'activités (agroalimentaire, matériaux du BTP, chimie et autres biens manufacturés). Elle assure la défense de leurs intérêts à tous les échelons de l'autorité publique (locale, nationale, européenne)

et développe à leur attention des moyens d'étude et d'accompagnement technique pour optimiser leur performance : fret maritime, logistique, maîtrise de la demande en énergie, gestion des déchets, risques industriels, commande publique, RH, ... Dotée d'un service de communication intégré, elle produit un magazine économique télévisé (mensuel de 40 minutes) depuis 15 ans. L'ADIR est également membre du Cluster Maritime de La Réunion.

ANEL - ASSOCIATION NATIONALE DES ÉLUS DU LITTORAL
www.anel.asso.fr

L'Association Nationale des Elus du Littoral regroupe les élus des collectivités territoriales du littoral de métropole et d'Outre-mer : communes, communautés de communes et d'agglomération, départements et régions maritimes. L'Association a vocation à être un lieu

d'échanges d'expériences entre élus et avec les partenaires publics et privés ; c'est aussi une force de propositions. Elle a pour mission de représenter les élus et d'être l'interlocuteur qualifié auprès des pouvoirs publics pour les questions relatives à la mer et au littoral.

CCI DU HAVRE
www.havre.cci.fr

Établissement public, la CCI du Havre représente aujourd'hui plus de 7.000 entreprises industrielles, commerciales et de services, situées sur un territoire de 29 communes. Élément moteur

du développement économique local, elle est avant tout le cœur d'un réseau dynamique au service de la création et du développement des entreprises.

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BOULONNAIS
www.agglo-boulonnais.fr



© photo pêche Mission Capécure 2020

Avec plus de 5.000 emplois directement liés à l'économie maritime, Boulogne-sur-Mer, premier port de pêche de France, abrite l'un des premiers clusters halieutiques en Europe. Le port de pêche à Capécure – la zone d'activité dédiée à la capture, la transformation et la logistique des produits et coproduits de la mer – est le

poumon économique de notre agglomération de 125.000 habitants. L'ambition de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais (CAB) est d'accompagner les acteurs de l'économie bleue sur la façade de la Côte d'Opale. Énergies marines renouvelables, biotechnologies, transport maritime, aquaculture, plaisance, croisière sont les axes de développement privilégiés sur lesquels la CAB cherche à développer des partenariats avec les adhérents du Cluster Maritime Français.

COMMUNE DE SAINT-ANDRÉ
www.saint-andre.re

Le PIB (Pôle industriel de Bois rouge) est un projet majeur de développement économique pour la Région Réunion.

Le PIB piloté par le GIP constitué de la Région Réunion, de l'EPCI CIREST, de la Commune de Saint-André a pour ambition de développer les activités suivantes sur un foncier de plus de 200 hectares :

- Portuaires : vraquier, roulier, énergétique avec le GNL et complémentaire au Port actuel ;
- Numérique : Green data center ;
- Énergétiques : Unités de production électriques, et SWAC ;
- Formation et recherche : Technopole.



© Perspective Saint-André bois rouge mai 2015

60 % de la population mondiale vit à moins de
60 km des côtes, et bientôt **75** %.



COMMUNAUTÉ URBAINE
DE DUNKERQUE
www.dunkerquegrandlittoral.org

La Communauté urbaine de Dunkerque (CUD) est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Créée en 1968, elle a été la première communauté urbaine volontaire de France. Elle regroupe aujourd'hui 18 communes et compte un peu plus de 200.000 habitants.

Outre les missions traditionnelles d'une intercommunalité (gestion de l'eau et des déchets, assainissement, transport urbain, voirie...) la CUD s'est dotée au fil du temps d'un certain nombre de compétences nouvelles ayant trait à son développement et son rayonnement : économie, tourisme, relations internationales, sport, culture... En cohérence avec les objectifs fixés par les élus dans le projet communautaire, les services travaillent ainsi à la mise en œuvre d'un développement territorial en phase avec les enjeux du pôle industrialo-portuaire dunkerquois. Le partenariat établi avec le Grand Port Maritime de Dunkerque vise à ce que la réflexion et l'action des deux structures en faveur de l'aménagement, de l'attractivité et du développement durable du



© Communauté Urbaine de Dunkerque

territoire soient menées conjointement. Lorsque l'on sait que le domaine public portuaire s'étend sur près d'un tiers du territoire communautaire, que les activités du pôle industrialo-portuaire, de façon directe ou indirecte, font travailler plus de 24.000 personnes et qu'elles génèrent près de 80 % de la valeur ajoutée du Dunkerquois, on mesure combien une convergence de vues est indispensable entre ces deux acteurs majeurs du territoire que sont la Communauté urbaine et le Grand Port Maritime.

DÉPARTEMENT DE
CHARENTE-MARITIME
www.charente-maritime.fr

Avec ses 470 km de côtes, la Charente-Maritime constitue un territoire naturellement attractif. Les filières maritimes, génératrices d'emplois et d'innovation, y sont largement représentées, et le Département accompagne leur développement :

- la filière nautique caractérisée par une grande diversité de savoir-faire au sein de 400 entreprises,

- l'activité de plaisance favorisée par la présence des pertuis,
- la présence du Grand Port Maritime de La Rochelle, 6^e port maritime français,
- la filière conchylicole comptant un millier d'entreprises et représentant le premier site national de commercialisation d'huîtres,
- la secteur de la pêche professionnelle autour de 3 criées départementales.

LE HAVRE DÉVELOPPEMENT
www.havre-developpement.com



© Le Havre Port

Agence de développement économique de la région havraise, Le Havre Développement accompagne les entreprises dans leurs projets d'implantation, d'investissement ou de développement au sein de la 1^{re} place portuaire française pour le commerce extérieur. Parmi ses actions liées au maritime, Le Havre Développement accompagne les professionnels de la logistique, du secteur maritime et portuaire, et des activités associées. L'agence pilote notamment les actions visant au développement d'une filière industrielle éolien en mer.

RÉGION BRETAGNE
www.bretagne.bzh

Première région maritime de France avec près de 3.000 km de côtes, la Bretagne valorise l'ensemble de ses activités maritimes : pêche et aquaculture, énergies marines, ports, construction navale, biotechnologies marines, nautisme, tourisme, liaisons transmanches (Irlande, Royaume-Uni, Îles Anglo-Normandes) et vers l'Espagne.

Ces secteurs sont des leviers de développement pour le territoire que la Région soutient résolument en mettant en œuvre une politique ambitieuse de développement économique maritime.

La Bretagne, c'est :

- 40.000 emplois directs dans le secteur maritime hors tourisme,
- 50 % de la recherche marine et maritime française,
- 50 % de la production halieutique française.



© Fred TANNEAU

Avec ses 215 km de côtes et 70 ports, le Languedoc-Roussillon possède un véritable potentiel pour l'économie maritime. Étangs, canaux et Méditerranée forment ici un formidable réseau d'échanges. Développement des ports de Sète et La Nouvelle, accompagnement des pêcheurs, création de nouveaux anneaux pour la plaisance, la recherche scientifique, etc., la Région est aux côtés de tous les résidents de la mer. C'est pourquoi, après la mise en place du Parc Naturel Marin du Golfe du Lion en 2012,

a été créé en 2013 un Parlement de la mer pour fédérer l'ensemble de la communauté maritime régionale. Un outil indispensable pour valoriser les atouts de la Méditerranée. La Région Languedoc-Roussillon a accueilli à Montpellier et Sète la 9^e édition des Assises de l'économie maritime et du littoral en 2013 et, en 2015 à Montpellier, le 1^{er} sommet européen des Ports de plaisance qui a rassemblé plus de 400 personnes.

La Région Nord Pas-de-Calais, forte de ses 113 conseillers régionaux, 5.800 agents, et un budget de 2 milliards d'euros, est propriétaire des ports de Boulogne sur Mer et de Calais depuis 2007. Elle gère, entretient et aménage les infrastructures portuaires, et en délègue l'exploitation.

- Boulogne-sur-Mer : n°1 de la pêche et de la transformation des produits de la mer
 - 130 entreprises représentant plus de 5.000 emplois, 36.000 tonnes de poissons pêchés/an ;
 - 300.000 tonnes de flux de produits de la mer ;
 - 183 navires de pêche ;
 - un pôle de compétitivité national sur l'halieutique : Aquimer.

- Calais : 1^{er} port français de voyageurs, à 30 km de l'Angleterre
 - 11 millions de passagers ;
 - 41 millions de tonnes de marchandises transportées ;
 - 2^e rang européen pour le fret roulier, avec 1.569.000 camions.

Le Conseil régional Nord-Pas de Calais a lancé en 2011 la procédure d'attribution d'une délégation de service public sur les ports de Boulogne-sur-Mer et Calais, incluant la réalisation du projet Calais Port 2015.

Avec 450 km de côtes et une valeur ajoutée de 28 milliards d'euros par an, le secteur de la mer pèse lourd dans l'économie de la région des Pays de la Loire.

L'économie maritime concerne des domaines très divers comme la construction navale et nautique, le transport maritime, la pêche, les infrastructures portuaires, les biotechnologies, le tourisme maritime et littoral... L'ensemble des acteurs des Pays de la Loire sont aujourd'hui mobilisés pour la croissance bleue : énergies marines renouvelables, navire et bateau de pêche du futur, protection et partage durable des ressources de la mer...

S'appuyant sur des savoir-faire historiques et une position de leader national de la construction

navale, les acteurs régionaux innovent et mettent à profit l'intelligence collaborative (notamment au sein de centres de recherche dédiés, ou encore du cluster Neopolia EMR...) pour réinventer sans cesse les techniques de production. Ils permettent ainsi aux Pays de la Loire de s'affirmer légitimement comme la région de la nouvelle économie maritime.

La Région des Pays de la Loire est particulièrement en pointe sur les énergies marines renouvelables et multiplie les initiatives :

- la défense des projets de fermes éoliennes offshore au large des côtes ligériennes : deux champs d'éoliennes attribués (1/3 de la puissance nationale): au large de Saint-Nazaire et près des îles d'Yeu et de Noirmoutier,
- un soutien financier massif des projets de R&D liés aux EMR,
- la structuration de ces forces régionales de R&D à travers la construction de la plate-forme Technocampus Océan,
- un soutien financier constant aux éco-projets des industriels qui souhaitent se diversifier vers les EMR,
- le développement d'une ingénierie et d'une offre de formations (ex. : filière de formation en maintenance éolienne).

Des études montrent que la protection des habitats marins essentiels - tels que les récifs coralliens, les herbiers marins et les mangroves - peuvent augmenter considérablement la taille du poisson et la quantité, bénéficiant à la fois à la pêche artisanale et commerciale.



© Région Pays de la Loire

Inauguration eolienne alstom

**SYNDICAT MIXTE
POUR LE DÉVELOPPEMENT
DE BREST IROISE - SMBI**
www.brest.fr

Créé en 1971, le SMBI est un syndicat mixte composé de la Région Bretagne, du Département du Finistère, de Brest métropole et de la CCI de Brest. Il a pour objet principal d'être l'instance de gouvernance stratégique du port de Brest. À ce titre, il est notamment chargé d'élaborer et de gérer le schéma de référence du développement portuaire.

Au titre du développement de la place portuaire brestoise, il pilote différentes études prospectives pouvant déboucher sur des programmes d'investissement pour doter le port d'infrastructures et d'outillages industrialo-portuaires performants.

Le SMBI, pour et par les acteurs qu'il réunit, mène des actions de prospection économique au service de la valorisation des espaces portuaires, notamment ceux en cours de création sur le polder du port de Brest.



© SMBI

TECHNOPÔLE BREST-IROISE
www.tech-brest-iroise.fr



© Technopôle Brest-Iroise

Un site d'exception - 100 ha à l'ouest de l'agglomération

L'objet du Technopôle Brest-Iroise est de mobiliser et d'accompagner les innovateurs pour dynamiser le développement du territoire. Pour cela, il mène une action d'animation entre les acteurs industriels, scientifiques et académiques.

Il met ses adhérents en réseaux, il identifie des opportunités de partenariats, il accompagne leur projet de création.

Le technopôle anime deux projets structurants majeurs : le Campus Mondial de la Mer et la Brest Tech +. Ils fixent une stratégie pour que les acteurs sociaux-économiques œuvrent à la poursuite de leur développement et à l'attractivité du territoire.

**TOULON PROVENCE
MÉDITERRANÉE**
www.tpm-agglo.fr

Depuis sa création en 2002, la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée, dans la continuité de son histoire militaire, navale et industrielle, a développé une stratégie maritime. Ainsi, TPM a fait de la mer un axe économique et touristique majeur de sa politique, à travers plusieurs actions, comme le soutien à la gouvernance et aux projets de plusieurs pôles

de compétitivité et du Pôle Mer Méditerranée en particulier (239 projets labellisés en août 2014) ; TPM favorise par ailleurs l'implantation et l'accueil des entreprises sur son territoire (Technopôle de la Mer, Parc d'Activités Marines à Saint-Mandrier, Zones d'Activités Économiques...) ; enfin, elle investit dans l'enseignement supérieur et la recherche, ainsi que dans l'activité portuaire.

VILLE DE PAIMPOL
www.ville-paimpol.fr

Paimpol, port de caractère et d'histoire, est une escale incontournable sur le littoral nord Breton. Situé au cœur de la ville, le port de Paimpol bénéficie d'une situation privilégiée au carrefour des sites naturels préservés et des projets d'énergies marine renouvelables de la côte Nord de la Bretagne.

Paimpol est un point stratégique pour découvrir les alentours. C'est la porte d'entrée vers l'Île de Bréhat, les atterrages du Trieux d'où l'on se projette facilement vers les Îles Anglo-Normandes, l'Angleterre ou encore l'Irlande. Entouré par un littoral préservé, à la fois naturel et sauvage, on s'y promène à la recherche de sa célèbre falaise avec plaisir et curiosité.

Paimpol est un port d'activité, de plaisance, de pêche et d'ostréiculture. C'est sa diversité qui fait sa force et sa richesse. Acteur engagé



© Mairie de Paimpol

dans les activités maritimes, Paimpol souhaite développer son lien à la mer en favorisant l'implantation d'activités liées à l'aquaculture, aux biotechnologies marines en créant des espaces d'activités accessibles aux entreprises innovantes.

Rayonnement

Au service du rayonnement maritime, ces institutions permettent, fortes de leurs actions et de leur influence, de sensibiliser au fait maritime les Pouvoirs Publics, les parlementaires, les universitaires, mais également le grand public. Le rayonnement permet le partage des idées et des valeurs, contribuant au maintien de la connaissance et à la diffusion d'informations.

La France a mis en place
40 aires marines
protégées en Océan
Atlantique et Méditerranée
et **7** en Océan Indien.



Entraide et solidarité

AAAM - ASSOCIATION DES ADMINISTRATEURS DES AFFAIRES MARITIMES

L'Association des Administrateurs des Affaires Maritimes rassemble les officiers de ce corps d'officiers de la Marine quelle que soit leur position (activité, retraite, détachement). Composée de 300 membres, l'Association s'est donnée pour but

de concourir au rayonnement des administrations maritimes françaises et de contribuer à leur adéquation avec les nécessités du milieu maritime dans toutes ses composantes actuelles.

ACOMM Φ AENSM - ASSOCIATION DES CAPITAINES ET OFFICIERS DE LA MARINE MARCHANDE & DES ANCIENS ÉLÈVES DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE MARITIME

www.acomm-net.com

Réflexion et action pour la défense et la promotion des officiers de marine de commerce de l'élève officier au commandant, au chef mécanicien et à l'ingénieur para-maritime, tous niveaux de diplômés et de brevets. Toutes situations : navigants, sédentaires, en recherche d'emploi et retraités, sympathisants. défense de la mer et des

océans. Valorisation de la Marine Marchande française. Prospective et interventions pour préserver un enseignement maritime de haut niveau afin qu'il reste constamment en phase avec les réalités, les compétences requises et les exigences maritimes et para-maritimes.

ACORAM

www.acoram.fr

L'Association des Officiers de Réserve de la Marine est un réseau de 4.000 adhérents, de tous corps, spécialités, grades. Réservistes opérationnels, réservistes citoyens, honoraires ou anciens réservistes, tous partagent les valeurs de la Marine nationale, valeurs généralement condensées dans le terme "esprit d'équipage". Les 36 sections, dans lesquelles ils sont répartis,

couvrent le territoire métropolitain et l'Outre-mer. L'ACORAM est également le porte-parole des officiers de réserve de la Marine vis-à-vis des autorités de la Défense, et est l'éditeur de Marine & Océans, pôle médias composé à la fois d'une revue trimestrielle d'information traitant du monde maritime et de géopolitique et d'un site Internet, où s'expriment analystes et décideurs internationaux.

AEN - ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES DE L'ÉCOLE NAVALE

www.anciens-navale.fr

L'association des anciens élèves de l'École Navale a pour but d'apporter secours et aide à ses membres, notamment lors de leur reconversion dans la vie civile, de participer au rayonnement de l'École et de mieux faire connaître la Marine et

les intérêts maritimes de la Nation. Forte de 4.000 membres, elle dispose de son site Internet, de la revue trimestrielle "la Baille" (6.000 exemplaires), organise la Soirée Bleu Marine et décerne le "prix Eric Tabarly" du meilleur livre de mer.

INTRA-MARINE

www.intra-marine.net

L'INTRA-MARINE regroupe des officiers de marine de réserve ayant généralement effectué leur service national dans la marine, en y occupant des fonctions d'aides de camp ou de chefs de cabinet d'autorités navales, de spécialistes des relations internationales ou de linguistes ayant des compétences en langues rares. Ces officiers sont issus pour la plupart de grandes écoles de commerce ou d'ingénieurs, d'instituts

d'études politiques, de l'ENA, Normale Sup, ou Langues O. L'association accueille également, avec un nécessaire parrainage tout officier de marine de réserve, sous contrat, appartenant à la réserve opérationnelle ou citoyenne, ayant une expertise en matière de relations internationales ou de langues étrangères et témoignant d'un fort intérêt pour la Marine et la mer.

Réflexion et réseaux

ACADÉMIE DE MARINE www.academiedemarine.com

L'Académie de marine est un établissement public national placé sous la tutelle du Ministre de la Défense.

Elle a pour vocation, en tant que société savante, de favoriser le développement des hautes études concernant les questions maritimes de toute nature. Elle exerce des activités d'ordre scientifique, culturel et administratif concernant l'ensemble des domaines maritimes.

Elle contribue par ses travaux, avis, publications, voyages d'étude, attributions de prix et récompenses et par tous autres moyens appropriés, à encourager les recherches, les initiatives, les expériences pouvant intéresser les diverses activités maritimes.

L'Académie est composée de six sections de treize membres chacune choisies par élection parmi les personnalités les plus éminentes du monde maritime :

- marine militaire ;
- marine marchande, pêche et plaisance ;
- sciences et techniques ;
- navigation et océanologie ;
- histoire, lettres et arts ;
- droit et économie.

Vingt membres de nationalité étrangère sont associés aux travaux de l'Académie et contribuent à son rayonnement international.

CERCLE DE LA MER www.cercledelamer.com

Le Cercle de la Mer a pour but de développer l'intérêt pour les choses de la mer et les activités qui s'y rapportent.

Installé sur une péniche amarrée à quelques encablures de la Tour Eiffel, entre les ponts d'Iéna et de Bir Hakeim, le Cercle offre un lieu d'exception.

ENTREPRENDRE POUR LE FLUVIAL www.entreprenre-fluvial.com

Créée en 2007 à l'initiative de VNF et des professionnels du secteur, l'association Entreprendre Pour le Fluvial rassemble aujourd'hui une soixantaine d'acteurs du secteur fluvial,

industriel et financier et a pour vocation d'aider à la création et au développement des entreprises de tourisme, de fret et des services associés à la filière fluviale.

EPHÈSE

Ephèse est la société de la navigatrice et journaliste Catherine Chabaud. Créée en 1990 à l'occasion de la construction de son premier bateau dans la Cité des Sciences et de l'Industrie de La Villette à Paris, la société a

géré et gère encore ses activités de course au large (construction et maintenance de voiliers de course), de conférences ou d'animation. Depuis 2011, Ephèse gère également le projet Voilier du Futur.

IFM – INSTITUT FRANÇAIS DE LA MER www.ifmer.org

L'Institut Français de la Mer est une association d'utilité publique qui a pour objectif de « faire connaître et aimer la mer aux Français » et, plus largement, de les sensibiliser au rôle fondamental des océans dans tous les domaines de la vie humaine et des grands équilibres de notre planète, ainsi que d'œuvrer par tous les moyens au développement durable des activités maritimes de la France.

L'IFM représente, avec le CMF maintenant, le "parti de la mer". Il réalise son objectif par de nombreuses actions de sensibilisation, d'information, d'orientation, de recherche, d'études et de formations, dirigées aussi bien vers

les décideurs que vers l'opinion publique. Animé par une équipe de bénévoles, avec le relais de comités locaux actifs en Ile de France et dans une dizaine de régions maritimes, l'IFM bénéficie de l'appui dans son Conseil d'Administration de représentants de toutes les activités maritimes civiles et militaires, à leur plus haut niveau.

L'IFM réalise des études et rapports de référence sur les sujets maritimes les plus variés, et publie la Revue Maritime, la plus ancienne revue maritime française fondée en 1863, qui est un lieu de débats, d'analyses, d'opinions, de propositions, de commentaires d'actualités et d'histoire maritime.

Le paquebot France a traversé
377 fois l'Atlantique transportant
600.000 passagers.



"Think tank" maritime et littoral dédié au développement des politiques et des stratégies maritimes intégrées et de leurs dispositifs de gouvernance, *LittOcean, pour des espaces maritimes équitables* est un laboratoire d'idées voué au développement de la dimension maritime des politiques publiques et des relations internationales. Son action s'exerce au bénéfice de tous les acteurs de la vie et de la politique maritime et littorale,

via des actions de formation et de conseil, sous la forme, notamment, de l'accompagnement des entreprises dans la mise en œuvre de projets industriels adaptés à des espaces spécifiques, mettant aux prises de nombreux acteurs et qui recouvrent des enjeux environnementaux particulièrement importants ; d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour aider les acteurs institutionnels dans l'élaboration de leurs projets maritimes et littoraux.



© Maud Fontenoy Foundation

Depuis 2008, la Maud Fontenoy Foundation, reconnue d'utilité publique, s'engage en France comme à l'international pour préserver nos océans. Elle mène des actions d'éducation à l'environnement auprès de la jeune génération et du grand public avec le soutien de son comité scientifique, du Ministère de l'Education nationale et du Ministère de l'Ecologie ainsi que de la Commission Océanographique Intergouvernementale de l'UNESCO. Son objectif, à la fois écologique et social : sauver l'océan, c'est sauver l'homme.

L'édition 2014-2015 de son kit EAU à l'attention des primaires est complétée d'un livre du professeur sur l'Alimentation. L'édition 2014-2015 du kit 100 % Océan est complétée d'un livre du professeur-collèges dédié aux littoraux français en partenariat avec le Conservatoire du Littoral ; et d'un livre du professeur-lycées dédié aux énergies marines renouvelables en partenariat avec le Cluster Maritime Français et le CNRS. Les enseignants peuvent disposer gratuitement des kits pédagogiques et inscrire leurs classes au défi national de la Maud Fontenoy Foundation en se rendant sur le site internet de la fondation.

Le Propeller Club of the United States est une organisation à vocation mondiale qui a été créée à New York en 1923 pour promouvoir les intérêts de la marine marchande au lendemain du premier conflit mondial. Aujourd'hui, le Propeller Club de Paris n'est qu'un élément d'un vaste ensemble qui réunit plus de 100 clubs affiliés à travers le monde et 28 clubs rien qu'en Europe. Un point commun pour les quelque 7.000 membres qui composent cette entité : la défense et la promotion de la Marine Marchande au sens large et de toutes les activités qui y contribuent, tant il est vrai que les échanges internationaux reposent

avant tout sur le Transport Maritime et les échanges par mer. Cette réalité est fort méconnue et c'est la raison pour laquelle, le Propeller club de Paris a souhaité depuis quelques années se mobiliser pour tordre le coup à ces idées reçues et faire de la pédagogie en se présentant comme une structure ouverte au dialogue. Une politique nécessitant de revenir obstinément à nos fondamentaux en organisant des sessions thématiques autour de déjeuners-débats mensuels, souvent aussi en collaboration avec d'autres associations qui poursuivent les mêmes objectifs et partagent les mêmes cibles.

Océanides est une association loi 1901 d'intérêt général, qui porte un projet de recherche scientifique international dédié à l'Histoire maritime et navale mondiale. D'ici 2017, ce sont près de 300 chercheurs du monde entier qui vont étudier et retracer le déroulé de l'humanité au travers du prisme maritime. L'objectif est de démontrer que depuis 5.000 ans et sur 5 continents, les océans sont au cœur des

enjeux politiques, économiques et sociaux ainsi que de sensibiliser la société aux enjeux qui en découlent qu'ils soient passés, présents ou futurs. Financée par des partenaires publics et privés, Océanides a pour mission de transmettre le fruit de la recherche par des publications éditées en français et en anglais, et leurs versions simplifiées à destination des politiques, des jeunes et des enseignants.

1,2 million de personnes vivent et travaillent en permanence en mer sur près de **50.000** navires.



WISTA FRANCE
www.wista.fr

Women's International Shipping & Trading Association est un réseau international de femmes qui occupent des postes à responsabilités dans le secteur maritime et les activités commerciales

qui s'y rattachent. WISTA compte plus de 2.000 membres dans le monde, regroupés en 32 associations nationales, dont WISTA France créée en 2004 sous la forme d'une association soumise à la loi de 1901.



© Pierre-Alexandre Mesnil

L'objet du réseau est triple : offrir à ses membres des opportunités professionnelles renouvelées, développer leur formation et leur connaissance du monde maritime, promouvoir et soutenir les femmes dans les carrières professionnelles maritimes. WISTA France agit plus particulièrement pour faciliter les échanges entre les femmes dont les responsabilités professionnelles sont liées à la mer.

Salons

EUROMARITIME
www.euromaritime.fr



© Euromaritime 2015 - Thierry Nectoux

Organisé en partenariat par *le marin* (groupe Ouest-France) et le GICAN, avec le soutien actif du Cluster Maritime Français, Euromaritime est le seul salon professionnel dédié à l'ensemble des acteurs de l'économie de la mer en Europe.

Pour sa deuxième édition, le salon a largement confirmé son ancrage, favorisant l'implantation d'Eurowaterways, salon européen de l'économie fluviale.

Euromaritime a reflété la vitalité économique du secteur maritime, présentant toutes ses composantes : construction et réparation navale, transport maritime, ports, pêche, sûreté, environnement, énergies renouvelables, offshore ou marétique (technologies numériques au service des activités maritimes).

Le salon a aussi eu pour vocation de porter les thématiques de l'économie maritime auprès

des décideurs politiques français et européens. Les industriels, experts et élus ont échangé sur les défis de la croissance bleue lors de trois conférences plénières et de treize ateliers réunissant 110 intervenants européens.

Chiffres clés 2015 :

- 306 exposants,
- 8.300 m² de surface d'exposition,
- 5.000 visiteurs venus de 48 pays,
- 80 acteurs concernés par le fluvial et le fluvio-maritime,
- 3 conférences plénières et 13 workshops animés par 110 intervenants européens.

Euromaritime - Eurowaterways 2017 :
31 janvier au 2 février 2017
Paris - Porte de Versailles Hall 3

THETIS EMR
www.thetis-emr.fr

Thétis EMR est le rendez-vous professionnel de la filière des Énergies Marines Renouvelables qui réunit chaque année tous les acteurs porteurs d'initiatives politiques, industrielles, économiques et technologiques contribuant à structurer la filière EMR.

La dernière édition en 2015 à Nantes a réuni plus de 4.000 enregistrés et 300 exposants dont 27 % internationaux sur 2 jours, 53 conférenciers et 808 rendez-vous d'affaires, avec 33 % de participation internationale.

Thétis EMR permet de promouvoir les savoir-faire et compétences des entreprises de la filière et d'identifier les défis et opportunités de ce marché dans un cadre tout à la fois territorial, autour de la région d'accueil de l'édition et des autres régions motrices, mais aussi européen et international compte tenu des perspectives mondiales du marché des EMR.

Thétis EMR est organisé avec le soutien des collectivités partenaires, des institutions concernées, des grandes associations professionnelles, des clusters et pôles de compétitivité et de l'ensemble des acteurs privés du secteur.



Thetis © William Jezequel

Médias

L'actualité maritime, riche et fournie, peut compter sur différents acteurs qui informent le grand public autant que des lecteurs plus avertis, des dernières nouvelles de la mer et de ses professionnels.



© michèle-pautasso - Fotolia.com

ENERGIES DE LA MER / CABINET B-BORNEMANN CONSEIL

www.energiesdelamer.eu

Le Portail Energies de la Mer / Mer-Veille publié par le cabinet B-Bornemann Conseil, constitue un pôle d'excellence dans le domaine de l'étude, l'analyse et la perspective relatives au secteur des énergies marines renouvelables. Il a été l'un des premiers à en promouvoir et en valoriser les actions. Ses activités se sont notamment développées vers la constitution d'un véritable fonds documentaire de 2.000 articles. Ce dernier, est alimenté par une

veille quotidienne des événements liés aux énergies de la mer et la constitution de cartographies des acteurs clés publics et privés. En complément du portail, B. Bornemann Conseil et son réseau d'experts met en œuvre un département de consulting afin d'accompagner les projets des entreprises, élaborer les études nécessaires à leur réflexion stratégique et organiser des événements promotionnels pour leur compte.

INFOMER - LE MARIN www.infomer.fr

Filiale de Ouest-France, la société Infomer édite plusieurs publications maritimes, dont *le marin* et le *Chasse-Marée*. Elle organise aussi les Assises de l'économie de la mer et celles de la pêche ainsi que le salon Euromaritime-Eurowaterways.

- L'hebdomadaire *le marin*, diffusé à 12.087 exemplaires (42.300 lecteurs). Ancré dans le maritime depuis près de 70 ans et ciblé sur une économie maritime puissante et dynamique.
- *Produits de la Mer* : revue spécialisée pour la filière "poisson", pour tout savoir sur la transformation et la commercialisation des produits de la mer.

- *Cultures Marines* : le magazine des professionnels de la conchyliculture.
- *Navires et Marine Marchande* : revue des amateurs de navires de commerce.
- *Marines et Forces navales* : pour les passionnés de la marine de guerre.
- *Chasse-Marée* : filiale d'Infomer, le *Chasse-Marée* est "la" revue maritime pour défendre et sauvegarder la culture et le patrimoine maritime et fluvial.

MER ET MARINE www.meretmarine.com

Mer et Marine est né, en 2005, de la rencontre de journalistes, de passionnés de la mer et d'une jeune structure éditoriale (GLCDK Media), qui avaient tous la même envie, celle d'informer, au quotidien, sur la mer et les communautés humaines structurées autour.

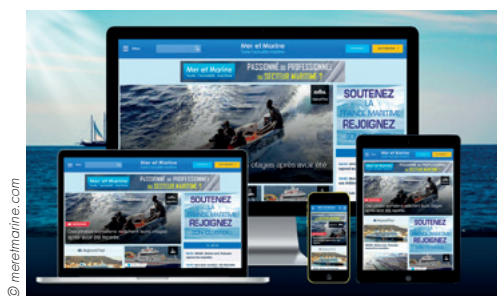
Adapté à tous les supports numériques, le site web génère plus de 500.000 visites mensuelles, 35.000 personnes étant abonnées à sa newsletter. Il propose, au quotidien, une information dense et qualifiée sur le secteur maritime (actualité, reportages, interviews, analyses...).

Mer et Marine, titre bi-média, édite aussi des hors séries papier, consacrés notamment aux enjeux militaires et géostratégiques.

Le titre jouit d'une forte notoriété et a été à plusieurs reprises récompensé pour la qualité et le sérieux de son travail. Quant au site internet, il est devenu un support de référence non seulement pour les professionnels, mais également pour les media généralistes.

Et, alors que ses informations sont régulièrement reprises par les media régionaux, nationaux et étrangers, la rédaction de Mer et Marine est présente, à chaque événement maritime d'importance, sur les plateaux de radio et de télévision des chaînes généralistes françaises et internationales.

Peu caloriques, et riches en protéines, minéraux et oligo-éléments, les algues brunes, verte ou rouge possèdent de nombreux bienfaits nutritionnels et pourraient constituer les légumes de demain.



Édité avec le soutien du groupe de presse *Le Télégramme*, Mer et Marine est aujourd'hui, dans le domaine de l'actualité maritime, le support francophone leader sur Internet, avec une audience internationale de plus en plus forte.

Vous pouvez aussi retrouver :

- *"La Revue Maritime"* dans laquelle s'expriment des professionnels, décideurs et experts sur l'actualité et l'histoire. Créée en 1861 et publiée par l'**IFM** (voir page 123), il s'agit de la plus ancienne publication française ayant trait à la mer.

- *"Marine & Océans"* édité par l'**ACORAM** (voir page 122), pôle médias composé à la fois d'une revue trimestrielle d'information traitant du monde maritime et de géopolitique et d'un site Internet, où s'expriment analystes et décideurs internationaux : www.marine-oceans.com

Culture et Patrimoine

Entre tradition et modernité, afin que soit conservée pour les générations actuelles et à venir la mémoire de ce que représente l'Histoire de la mer, de nombreuses structures permettent de mettre en valeur ce patrimoine historique, économique et culturel (qui nous rappelle combien les hommes

sont attachés à la mer depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours). Ces organismes s'attachent aussi à sensibiliser le public au fait maritime, en accueillant des conférences, des séminaires, et en échangeant régulièrement avec les professionnels.

AMERAMI
www.amerami.org

Association fondée en 1975, reconnue d'utilité publique, implantée sur tout le territoire, AMERAMI œuvre pour la sauvegarde du patrimoine maritime et fluvial. Son action passe par la recherche, la préservation et la restauration de bateaux anciens de tous genres. Restauré, s'il le peut le bateau doit naviguer à nouveau et ainsi témoigner sur l'eau de son époque. 18 d'entre eux le font déjà. Tous les domaines d'activités maritimes sont concernés : pêche, plaisance, transport, défense, surveillance, sauvetage. Du *Vaurien n°1* au sous-marin *Argonaute*, de yachts à voile monuments historiques à la *Vigie*, vedette à vapeur qui navigue à Paris, ce sont plus de 80 unités qui sont rassemblées.



Vétille, le plus ancien voilier de plaisance français en tôle (1893), classé monument historique.

© Amerami

ASSOCIATION DES PEINTRES OFFICIELS DE LA MARINE
www.peintreofficieldelamarine.fr

L'Association des Peintres Officiels de la Marine (APOM) a été créée en 1973 par le peintre de la Marine, directeur du musée de la Marine, à l'époque, Luc Marie BAYLE.

L'APOM regroupe les peintres, sculpteurs, graveurs et photographes ayant le titre de peintres de la Marine. Elle assure la cohésion du corps et entretient des liens privilégiés avec la Marine nationale. Elle propose en outre des embarquements aux artistes volontaires, réalise nombre d'expositions, de séjours de travail et d'éditions dans un contexte civil et militaire.



"Les matelots en escal."
Sylvie du Plessis ✠, peintre officiel de la marine

CENTRE INTERNATIONAL DE LA MER - LA CORDERIE ROYALE
www.corderie-royale.com

Installé depuis 1985 à la Corderie Royale de Rochefort (Charente Maritime), le Centre International de la Mer est une structure associative dont la mission est de diffuser la culture maritime par tout moyen : création d'expositions, publications, animations, colloques, ingénierie culturelle, action pédagogique, etc. Il contribue également au développement touristique de l'ancien arsenal de Colbert : gestion d'un restaurant, de plusieurs points de vente spécialisés, de la réservation, de la médiation et de l'accueil des publics sur le site de L'Hermione, soit la prise en charge de 400.000 entrées par an.



Centre International de la mer © S. Roussillon

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM MARITIME D'EXPLORATION ET D'ENVIRONNEMENT

www.fifme-toulon.com



© Festival International du Film Maritime
d'Exploration et d'Environnement.

Le Festival depuis plus de 60 ans présente des films d'exploration sous-marine mais aussi d'aventures où découvertes des peuples permettent chaque année de percer les secrets de l'univers et des différentes ethnies à travers le monde. Il est ainsi un formidable outil de la Mémoire du Monde mais aussi une préfiguration du futur. Par ailleurs, et c'est aussi sa vocation, environnement, développement durable, faune, flore, vie animale y sont présents à travers de superbes réalisations qui sans aucun doute font rêver mais aussi réfléchir.

FESTIVAL MONDIAL DU FILM DE MER

www.ecransdelamer.com

La Guilde Européenne du Raid organise chaque année avec la Communauté Urbaine de Dunkerque et le Port de Dunkerque, un Festival Mondial du Film de Mer. Cette rencontre cinématographique maritime met en compétition pendant trois jours une vingtaine de films

sur des sujets aussi divers que l'écologie et l'exploration marine, l'aventure maritime et les sports nautiques, ou encore les métiers liés à la mer. L'objectif est de sensibiliser le grand public aux enjeux et défis que représentent aujourd'hui les océans et mers du globe.

FONDATION DU PATRIMOINE MARITIME ET FLUVIAL

www.patrimoine-maritime-fluvial.org

La Fondation du Patrimoine Maritime et Fluvial est la correspondante de la Fondation du Patrimoine pour les initiatives portant sur le patrimoine maritime et fluvial non protégé, elle centralise les actions des Fédérations Régionales pour la Culture Maritime. Elle est en outre la représentante pour la France de l'*European Maritime Heritage*, organisme culturel qui a pour but de recenser et de valoriser le patrimoine maritime européen, ainsi que d'uniformiser les règlements qui encadrent

la navigation des navires du patrimoine. Sa principale mission est la labellisation des Bateaux d'Intérêt Patrimonial (BIP).

Tous les bateaux labellisés font l'objet de fiches techniques détaillées et de photos consultables par tous sur le site de la Fondation.

La labellisation est depuis 2011 étendue au domaine fluvial et VNF accorde une réduction de 90 % du droit de navigation aux bateaux ayant obtenu le label.

FONDATION BELEM

www.fondationbelem.fr

Fondation Belem © Benjamin Decoin



La Fondation Belem, reconnue d'utilité publique, a pour vocation de conserver dans le patrimoine de la France le trois-mâts *Belem*, dernier grand voilier marchand français du 19^e siècle encore naviguant. Navire-école civil et monument historique, le *Belem* a accueilli en 2014, 29.000 visiteurs sur

23 journées d'ouverture au public et plus de milles novices ou initiés sur 124 jours de navigation. En 2015, le *Belem* navigue principalement en Atlantique, Manche, mer d'Irlande et mer du Nord. Un programme de navigations à thèmes ponctués par la découverte des îles, qui permet aux participants d'explorer la côte Atlantique jusqu'à Bayonne, la Normandie et les régions du nord, les terres celtiques avec la Bretagne, l'Irlande, la Cornouaille et le Pays de Galles et d'aller rejoindre Amsterdam. Le *Belem* participe également à de grands évènements : le départ de la Solitaire du Figaro à Bordeaux, un 14 juillet nantais, et la Sail Amsterdam, l'un des plus spectaculaires rassemblements de grands voiliers de l'année. Enfin, le *Belem* est très largement ouvert à tous les visiteurs dans 9 ports français et européens pendant 37 journées.

La France dispose à l'heure actuelle de trois bien marins inscrits sur la liste du Patrimoine mondial : le golfe de Porto, les lagons de Nouvelle-Calédonie, et le Mont Saint-Michel et sa baie.





Le phare de Créach, à Ouessant, est le plus puissant d'Europe avec **59** km de portée.

MUSÉE NATIONAL DE LA MARINE
www.musee-marine.fr

Témoignage de l'activité maritime française depuis le XVIII^e siècle, le musée national de la Marine est la plus ancienne institution française qui permet de comprendre à travers ses objets, ses modèles et ses tableaux l'importance du patrimoine maritime de la France. Sa programmation scientifique et culturelle permet à ses 400.000 visiteurs annuels de découvrir sur son site parisien et ses quatre établissements de province les répercussions historiques, économiques et sociologiques des aventures maritimes anciennes et contemporaines. Le musée échange et collabore constamment avec le Cluster Maritime Français, s'ancrant ainsi dans le monde maritime actuel.



© Musée National de la Marine / S. Dondain

NAUSICAA
www.nausicaa.fr

NAUSICAA © Alexis Rosenfeld



NAUSICAA, Centre National de la Mer à Boulogne-sur-Mer, est bien plus qu'un simple aquarium. NAUSICAA est un Centre de découverte de l'environnement marin unique en son genre, à la fois ludique, pédagogique et scientifique, essentiellement axé sur les relations entre l'Homme et la Mer. 36.000 animaux, aquariums géants, 5.000 m² d'exposition, technologies de pointe dans la magie d'une mise en scène grandiose. En 2015, NAUSICAA présente une nouvelle exposition intitulée « Océan & Climat : chaud devant ! ». Cette exposition est réalisée en partenariat avec Météo-France et le Muséum National d'Histoire Naturelle.

La France est officiellement hôte de la 21^e Conférence sur le Climat en décembre 2015 et le monde se mobilise pour s'assurer un avenir moins chaud ! NAUSICAA ainsi que les partenaires de la Plateforme Océan climat 2015 s'investissent pendant toute l'année pour que l'Océan soit bien présent dans les discussions de la Cop 21. NAUSICAA adopte la thématique Océan et Climat et jouera pleinement son rôle de sensibilisation à l'importance des océans dans la régulation du climat.

Océanopolis
www.oceanopolis.com

Parc de découverte des océans situé au bord de la rade de Brest, Océanopolis propose au grand public une plongée au cœur du milieu marin et de ses écosystèmes tropical, polaire et tempéré, à travers 9.000 m² d'espace de visite et 68 aquariums.

© Oceanopolis - Atelier Paris-Brest.com



Ce Centre de Culture Scientifique et Technique de la Mer, créé en 1990, est né de la conjugaison et concentration de compétences à la pointe de la Bretagne, avec la plus grande communauté scientifique en France dédiée à l'étude de l'océan : universités, grandes écoles, centres de recherche, PME et grandes entreprises, dont le terrain d'activité, le métier et l'ambition convergent autour de la mer.

Équipement unique, associant découverte et science, sensibilisation et éducation, Océanopolis est un lieu de partage et d'échange de savoirs. Comprendre le fonctionnement et les enjeux liés à l'océan et construire sa propre opinion sur l'impact de nos actions, tout en se divertissant et en s'émerveillant, tel est en résumé l'objectif partagé par toute l'équipe.

VOILES ET TRADITIONS
www.voilestraditions.fr

Voiles & Traditions réalise, à bord de voiliers traditionnels, des sorties de découverte du milieu maritime accessibles à tous : pour les entreprises (sorties clients, motivation des équipes, séminaires...), pour les comités d'entreprises mais aussi pour les particuliers. Les navigations sont privilégiées dans l'Archipel de Bréhat, en Bretagne et de l'Espagne à l'Irlande ; un de ses voiliers du patrimoine est homologué pour toutes les mers.



© Voiles et Traditions

Experts maritimes

Les experts maritimes utilisent leur savoir-faire et leur expérience dans le domaine du transport maritime et de la navigation pour déterminer par exemple les causes d'un sinistre, et évaluent ensuite le montant des dommages à un navire, des ouvrages maritimes ou des marchandises transportées. Ils apportent du conseil en matière de chargement de colis lourds ou encombrants, prescrivent des recommandations pour un remorquage hauturier, effectuent des pesées de navires ou leurs visites en vue de leur affrètement. Ils sont aussi sollicités de plus en plus souvent en matière environnementale ou pour effectuer le suivi des implantations d'engins liés aux énergies renouvelables en mer. L'expert maritime apporte avant tout un avis technique, dans le cadre d'inspections, d'expertises et de diagnostics pour des bateaux, engins de plaisance et navires, avis d'autant plus fort que l'expert maritime intervient en toute indépendance.

La France est le principal armateur mondial de câbliers de télécommunications avec une flotte de **13** navires.



CEEMF - COLLÈGE EUROPÉEN DES EXPERTS MARITIMES ET FLUVIAUX

www.expert-marine.eu

Le collège fondé en 1969 regroupe des techniciens de chacune des disciplines du vaste domaine maritime et fluvial, dans un esprit d'indépendance, de compétence, et d'objectivité. Le CEEMF, au travers de son encadrement et de modules de formations ; offre aux experts indépendants, membres de l'association, une certification individuelle de leurs compétences « Expertises Maritimes & Fluviales Code BIT : 2142 Certifié : N° 2639 - Selon Norme ISO- CEI 17024 - Par IPF Certifié COFRAC ».

Le collège, association syndicale professionnelle, est par nature pluridisciplinaire. De la construction navale aux infrastructures en passant par

l'environnement, la sécurité et la navigation, l'arrimage et le contrôle des facultés, les travaux sous-marins, le transport et la manutention, la corrosion, ainsi que la plaisance : les membres du collège assurent seuls ou en synergie active avec les confrères compétents les missions d'expertise, de contrôle, de suivi, d'étude ou d'assistance technique à la satisfaction de leurs donneurs d'ordres publics ou privés dans le même esprit que lorsqu'ils sont mandatés par le ministère de la justice dans le cadre judiciaire. Le titre d'expert prend alors sa juste valeur dans l'efficacité, l'objectivité et l'indépendance, conformément à l'engagement sur l'honneur signé par chacun d'entre eux au moment de leur adhésion au CEEMF.

UPEM - UNION PROFESSIONNELLE DES EXPERTS MARITIMES

www.upem.org

Fondée en 1975, l'UPEM rassemble à l'échelon national près de 70 experts maritimes, véritables professionnels de la mer reconnus du monde maritime. Anciens officiers de la marine marchande, nationale ou ingénieurs, leurs qualifications techniques maritimes et leur expérience de la mer et des navires leur permettent d'exercer avec compétence et indépendance la profession d'expert maritime. Leurs domaines d'intervention sont principalement la navigation commerciale (corps & machines - transport, contrôle, manutention, arrimage,

saisissage des marchandises), la navigation portuaire et fluviale, la pêche, la plaisance, la construction et la réparation navale, la stabilité des navires, l'environnement, la sécurité et la sûreté portuaire.

Forte de ses 40 ans de retour d'expérience, l'UPEM est à l'origine de la création du Diplôme Universitaire d'Expert Maritime en partenariat avec l'Université du Havre et l'École Nationale Supérieure Maritime (ENSM) ayant pour objectif de former les futurs experts maritimes aux technicités et spécificités du métier.

Principaux salons et manifestations du maritime en France

Retrouvez les dates de ces événements et bien d'autres encore sur notre site Internet www.cluster-maritime.fr

En 2015

11^e ASSISES DE L'ÉCONOMIE DE LA MER www.economiedelamer.com	du 3 au 4 novembre Marseille	Organisées par <i>le marin</i> , en partenariat avec le CMF, et avec le soutien des <i>Échos</i> et de l'IFM
24^e FORUM DES MÉTIERS DE LA MER www.institut-ocean.org	le 28 novembre Paris	Organisé à et par l'Institut Océanographique
5^e ÉDITION "LA NUIT DU SHORTSEA" www.shortsea.fr	le 9 décembre Paris	Organisé par BP2S
NAUTIC, 55^e SALON NAUTIQUE www.salonnautiqueparis.com	du 5 au 13 décembre Paris	Organisé par la Fédération des Industries Nautiques

En 2016

ASSISES DE LA PÊCHE ET PRODUITS DE LA MER www.assisesfilierapeche.com	juin	Organisé par <i>Produits de la Mer et le marin</i>
ASSISES DU PORT DU FUTUR www.cetmef.developpement-durable.gouv.fr	septembre	Organisées par le CEREMA
25^e EURONAVAL www.euronaval.com	du 17 au 21 octobre Paris - Le Bourget	Organisé par GICAN-Sogena
12^e ASSISES DE L'ÉCONOMIE DE LA MER www.economiedelamer.com	début décembre	Organisées par <i>le marin</i> , en partenariat avec le CMF, et avec le soutien des <i>Échos</i> et de l'IFM
NAUTIC, 56^e SALON NAUTIQUE www.salonnautiqueparis.com	décembre Paris	Organisé par la Fédération des Industries Nautiques

En 2017

3^e ÉDITION EUROMARITIME / EUROWATERWAYS www.euromaritime.fr	du 31 janvier au 2 février Paris	Organisé par <i>le marin</i> et le GICAN, en collaboration avec le CMF
---	--	--

Autres rendez-vous tout au long de l'année :

LES MARDIS DE LA MER www.ifmer.org	Paris	Organisés par l'IFM et le CETMER de l'Institut Catholique de Paris
---	--------------	--

Index

2ITRONIC	38	CENTRE ATLANTIQUE DE SHORT SEA SHIPPING EUROPÉEN	99
A		CENTRE D'ÉTUDE ET DE VALORISATION DES ALGUES	82
ABCRM	17	CENTRE EUROPÉEN DE FORMATION CONTINUE MARITIME	99
ACADÉMIE DE MARINE	123	CENTRE INTERNATIONAL DE LA MER - LA CORDERIE ROYALE	127
ACCO	31	CEPS	41
ACE MANAGEMENT	97	CERCLE DE LA MER	123
ACOMM Φ AENSM - ASSOCIATION DES CAPITAINES ET OFFICIERS DE LA MARINE MARCHANDE & DES ANCIENS ÉLÈVES DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE MARITIME	122	CERCLE POUR L'OPTIMODALITÉ EN EUROPE	67
ACORAM	122	CEREMA - CENTRE D'ÉTUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES, L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILITÉ ET L'AMÉNAGEMENT	77
ADAM ASSURANCES	90	CERVVAL	108
ADIR - ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE LA RÉUNION	118	CESAM	91
ADTS	31	CGG	26
ADVANCED TRACK & TRACE	41	CHALUS CHEGARAY & CIE	97
ADWEN	55	CHAMBRE ARBITRALE MARITIME DE PARIS	104
AGEFOS PME	102	CHAMBRE NATIONALE DES COURTIER MARITIMES DE FRANCE	65
AGENCE DES AIRES MARINES PROTÉGÉES	45	CHAMBRE SYNDICALE DES COURTIER D'AFFRÈTEMENT MARITIME ET DE VENTE DE NAVIRES DE FRANCE	95
AGENCE MARITIME DE L'OUEST	17	CHANTIER NAVAL COUACH	75
AGENCE MARITIME PIERRE LAMBOT	94	CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE	30
AGENCE SURTYMAR	41	CIRANOE	32
AIRBUS GROUP	38	CK AUDIT	112
AIVP - RÉSEAU MONDIAL DES VILLES PORTUAIRES	57	CIACANDSEA	103
AKUO ENERGY	53	Clyde&Co LLP	105
ALCATEL-LUCENT SUBMARINE NETWORKS	24	CMA CGM	17
ALD - ATLANTIC LIMPET DEVELOPMENT	88	CMN	29
ALEOR	81	CNIM	32
ALISKER	116	CNPMEM	84
ALSTOM	56	COFELY ENDEL	26
AMCF - AGENTS MARITIMES ET CONSIGNATAIRES DE FRANCE	25	COFREPECHE FRANCE AQUACULTURE	88
AMERAMI	127	COLLÈGE EUROPÉEN DES EXPERTS MARITIMES ET FLUVIAUX	130
AMERIS FRANCE	32	COLLOQUIUM GROUP	116
ARMATEURS DE FRANCE	16	COMEX	21
ARTELIA	63	COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BOULONNAIS	118
ASCOMA MARITIME	92	COMMUNAUTÉ URBAINE DE DUNKERQUE	119
ASSOCIATION DES ADMINISTRATEURS DES AFFAIRES MARITIMES	122	COMMUNE DE SAINT-ANDRÉ	118
ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES DE L'ÉCOLE NAVALE	122	COMPAGNIE ARMORICAINE DE NAVIGATION	18
ASSOCIATION DES DIRECTEURS ET RESPONSABLES DES HALLES À MARÉE DE FRANCE	85	COMTOSEA	116
ASSOCIATION DES PEINTRES OFFICIELS DE LA MARINE	127	CONEXNAV	111
ASSOCIATION DES UTILISATEURS DE TRANSPORT DE FRET	25	CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA NAVIGATION DE PLAISANCE ET DES SPORTS NAUTIQUES	74
ASSOCIATION FRANÇAISE DE DROIT MARITIME	104	COOPÉRATION MARITIME	84
ASSOCIATION @MARRER	108	CORRODYS	78
ASSOCIATION NATIONALE DES ÉLUS DU LITTORAL	118	CORROSION	54
ATLANTIC MARINE SERVICES	94	CORSICA YACHT SERVICES	76
ATLANTIC REFIT CENTER	31	CRÉDIT COOPÉRATIF	96
ATOOL DÉVELOPPEMENT	108	CRÉOCÉAN	47
AUTOMATIC SEA VISION	38	CREWSECURE	93
AVELAJ	111	CRPMEM BRETAGNE	85
AXA CORPORATE SOLUTIONS	90	CRYSTAL GROUP	68
AXSMARINE	108	C-TECHNOLOGIES	42
B		D	
BATAILLON DES MARINS POMPIERS DE MARSEILLE	41	d2M ENGINEERING	32
B-BORNEMANN CONSEIL	126	DAHER	68
BERLITZ CULTURAL CONSULTING	99	DAMEN SHIPREPAIR BREST	30
BIO-UV	49	DAMEN SHIPREPAIR DUNKERQUE	30
BLUE FISH	88	DASSAULT SYSTÈMES	109
BNP PARIBAS	96	DCI - NAVFCO	43
BOURBON	21	DCNS	29
BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS	63	DECREATION	39
BP2S	67	DELOM PORTUAIRE	65
BREIZH MARINE CONSULT	111	DÉPARTEMENT DE CHARENTE-MARITIME	119
BRETAGNE PÔLE NAVAL	32	DEXTER OIL	25
BRITTANY FERRIES	20	DGA TECHNIQUES HYDRODYNAMIQUES	33
BRS - BARRY ROGLIANO SALLES	94	DIVEINTAR MARINE	103
BUREAU VERITAS	36	DNV GL	36
C		DSG CONSULTANTS	112
CABINET BMC	104	DTM - DRAGAGES - TRANSPORTS ET TRAVAUX MARITIMES	18
CABINET DOLLEUS	104	E	
CABINET NOMOS	105	EB CONSEILS	112
CAP IMAGE	116	ÉCOCÉANE	49
CAP-MARINE	93	ÉCOLE CENTRALE DE NANTES - LHEEA	55
CCI DU HAVRE	118	ÉCOLE DE MANAGEMENT DE NORMANDIE - IPER	100
CEGELEC DÉFENSE	30		

ÉCOLE DE VOILE DES GIÉNIANS	99	GUIAN	93
ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE MARITIME	98	GUINARD ÉNERGIES	53
ÉCOLE NAVALE	98	H	
ECONAVIA-CEP	65	HELVETIA	90
ECOSIOPS	48	HEOS MARINE	116
EDF ÉNERGIES NOUVELLES	51	HOLMAN FENWICK WILLAN FRANCE LLP	105
EFFICIENCY ENGINE	24	HONEYWELL MARINE	34
EIFFEL INDUSTRIE MARINE	31	HORTON INTERNATIONAL	103
EMCC	64	HYROCAP ÉNERGY	53
ÉNERGIES DE LA MER / CABINET B-BORNEMANN CONSEIL	126	HYDR OCEAN	34
ENGIE	51	HYDROPTÈRE	12
ENSTA BRETAGNE	100	I	
ENTREPRENDRE POUR LE FLUVIAL	123	IDEOLO	53
EOLFI	54	IFM – INSTITUT FRANÇAIS DE LA MER	123
EPHÈSE	123	IFREMER	78
EPNAVAL	113	IGUANA YACHTS	76
EQUALOGY	113	ILAGO GROUP	117
ERAMET	80	INCE & Co FRANCE	105
ERNST & YOUNG	113	INDICTA	113
ESSEC BUSINESS SCHOOL	101	INFOMER - LE MARIN	126
ETMF - EIFFAGE TRAVAUX MARITIMES ET FLUVIAUX	64	INGEPAR BPCE	96
EUROMARITIME	125	INSTITUT FRANÇAIS DE NAVIGATION	42
EUROSAT	100	INSTITUT NATIONAL DE PLONGÉE PROFESSIONNELLE	42
EUROTRANS	113	INSTITUT OCÉANOGRAPHIQUE	46
EUTELSAT COMMUNICATIONS	23	INTER ACTION CONSULTANTS	113
EXPÉDITION 7 ^e CONTINENT	46	INTER PÔLE	103
F		INTRA-MARINE	122
FAVAREL & ASSOCIÉS	105	IROISE ÉVASION	22
FAYAT TRAVAUX SOUS-MARINS	64	ISEMAR	113
FÉDÉRATION DES INDUSTRIES NAUTIQUES	75	I-TRACK MÉDIA	117
FÉDÉRATION FRANÇAISE DES PILOTES MARITIMES	65	J	
FÉDÉRATION FRANÇAISE DES PORTS DE PLAISANCE	74	JFT CONCEPTS	113
FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES	91	JIFMAR OFFSHORE SERVICES	22
FÉDÉRATION FRANÇAISE DE VOILE	74	JLMD	48
FÉDÉRATION FRANÇAISE MOTONAUTIQUE	74	JP COLLIN & PARTNERS	114
FERME MARINE DE CAMPOMORO	87	K	
FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM MARITIME D'EXPLORATION ET D'ENVIRONNEMENT	128	KEDGE BUSINESS SCHOOL	101
FESTIVAL MONDIAL DU FILM DE MER	128	KPMG ENTREPRISES	114
FILHET-ALLARD MARITIME	93	KRAMER LEVIN	106
FIMAR	97	L	
FIPROMER	97	LA COMPAGNIE DU VENT	52
FIXTURLASER	33	LACROIX	39
FONDATION BELEM	128	LA TOULINE	103
FONDATION DU PATRIMOINE MARITIME ET FLUVIAL	128	LBEW	106
FONTAINE PAJOT	76	LE HAVRE DÉVELOPPEMENT	119
FOURÉ LAGADEC MARINE	33	LE NOUVEAU PAQUEBOT FRANCE	12
FRANCE ÉNERGIES MARINES	51	LEO POLE CONSULTING	114
FRANCE PÊCHE DURABLE ET RESPONSABLE	85	LES POISSONS DU SOLEIL	87
FRANCE PÉLAGIQUE	86	LEWIS & Co	106
FRANCE P&I	92	LITTOCEAN	124
G		LOYD'S REGISTER EMEA	37
GALLICE PROTECTION	42	LOUIS DREYFUS ARMATEURS	18
GAZOCEAN	19	LYCÉE DE LA MER PAUL BOUSQUET	98
GAZTRANSPORT ET TECHNIGAZ	33	M	
GENERALI	90	MARFRET	17
GEOGAS MARITIME	19	MARINE LIFE CARE	48
GEOMOD	109	MARINE NATIONALE	70
GEOS	42	MASSAÏ	114
GICAN - LE SYNDICAT DES INDUSTRIES MARITIMES	28	MATRA ÉLECTRONIQUE	109
GICQUEL ASSOCIÉS	105	MAUD FONTENOY FOUNDATION	124
GRAND PORT MARITIME BORDEAUX	59	MCLEANS	92
GRAND PORT MARITIME DUNKERQUE	59	MERCATOR OCÉAN	78
GRAND PORT MARITIME GUYANE	61	MER ET MARINE	126
GRAND PORT MARITIME LA ROCHELLE	60	MER FORTE	111
GRAND PORT MARITIME LE HAVRE	60	MIT CHARTERING	95
GRAND PORT MARITIME MARSEILLE-FOS	60	MOBILIS	39
GRAND PORT MARITIME NANTES - SAINT-NAZAIRE	61	MONTGOMERY CONSEILS	115
GROUPE EYSSAUTIER	93	MUSÉE NATIONAL DE LA MARINE	129
GROUPE HERVÉ	34	N	
GROUPE LHD	65	NAUSICAA	129
GROUPE PRORISK	42	NCT NECOTRANS	68

NÉOEN MARINE	52	SHOM	79
NEOLINE	13	SHUBERT COLLIN ASSOCIÉS	107
NEOPLIA MARINE	34	SINAY	79
NEOTEK	79	SNSM - SOCIÉTÉ NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER	72
NEXTER ELECTRONICS	34	SOCATRA	19
NORMAND & ASSOCIÉS	106	SOCIÉTÉ CENTRALE DES CAISSES DE CRÉDIT MARITIME MUTUEL	96
NORTON ROSE FULBRIGHT LLP	106	SOCIÉTÉ DU DÉPÔT DE LA PALLICE	66
O		SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CIB	97
OCEAN FRESH WATER	13	SOCIÉTÉ MARINE DE SERVICE	115
OCÉANIDES	124	SOFRESUD	40
OCÉANOPOLES	129	SOGET	66
OCEANPLUS	39	SOPER	55
ODAS	43	STEPHENSON HARWOOD	107
ODYSSÉE DÉVELOPPEMENT	115	STX FRANCE	29
OLEDCOMM	110	SYNDICAT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES	50
OPCA TRANSPORTS ET SERVICES	102	SYNDICAT MIXTE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE BREST IROISE - SMBI	121
ORANGE MARINE	24	SYNDICAT PROFESSIONNEL DU LAMANAGE	66
ORTHONGEL	85	SYRTYS CONSEIL	115
OUEST NORMANDIE ENERGIES MARINES	55	T	
P		TARA EXPÉDITIONS	47
PALFINGER FRANCE	35	TECHNIP	27
PARSYS TÉLÉMÉDECINE	110	TECHNOPÔLE BREST-IROISE	121
PELAGOS	42	THALES	40
PIRIOU	29	THALOCEA CAPITAL PARTNERS	97
PLANÈTE MER	46	THETIS EMR	125
PÔLE AQUIMER	88	THOMAS SERVICES MARITIMES	23
PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ MER BRETAGNE ATLANTIQUE	15	THOMSEA	49
PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ MER MÉDITERRANÉE	15	TOPP DECIDE	49
PONANT	20	TOTAL	25
PORT DE BAYONNE	61	TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE	121
PORT DE BREST	61	TOWT - TRANSPORT À LA VOILE	21
PORT DE CALAIS	62	TRANSAS MEDITERRANEAN	110
PORT DE PÊCHE LORIENT KEROMAN	88	TRILLAT & ASSOCIÉS	107
PORT DE SÈTE, SUD DE FRANCE	62	U	
PORT REVEL	100	UAPF - UNION DES ARMATEURS À LA PÊCHE DE FRANCE	85
PORTS NORMANDS ASSOCIÉS	62	UBO - INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN DE LA MER (IUEM)	101
PORTS TOULON PROVENCE	63	UCAMAT - UNION DES COURTIERS D'ASSURANCES MARITIMES ET TRANSPORTS	92
PROLARGE	22	UMPF - UNION MARITIME ET PORTUAIRE DE FRANCE	66
PROPELLER CLUB DE PARIS	124	UNIM - UNION NATIONALE DES INDUSTRIES DE LA MANUTENTION	66
PRÜFTECHNIK FRANCE	35	UNIVERSITÉ DE NANTES	102
PwC	115	UNIVERSITÉ DU HAVRE	101
R		UNPG - UNION NATIONALE DES PRODUCTEURS DE GRANULATS	81
RAETS/MARINE FRANCE	91	UPEM - UNION PROFESSIONNELLE DES EXPERTS MARITIMES	130
REED SMITH	106	UPF - UNION DES PORTS DE FRANCE	58
RÉGION BRETAGNE	119	V	
RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON	120	VAISALA	112
RÉGION NORD PAS-DE-CALAIS	120	VDC OFFSHORE	23
RÉGION PAYS DE LA LOIRE	120	VERIFAVIA	112
RÉGISTRE INTERNATIONAL FRANÇAIS	25	VIA DÉCOUVERTES PRODUCTION	117
RÉSEAU OCÉAN MONDIAL	47	VILLE DE PAIMPOL	121
RICHEMONT NICOLAS ET ASSOCIÉS	107	VILLENEAU ROHART SIMON	107
R-MARIN CONSEIL	115	VOILES ET TRADITIONS	129
S		W	
S2F NAVISPEC	115	WENEX EQUIPEMENTS	35
S2F NETWORK	110	WISTA FRANCE	125
SAFT	35	WORMS SERVICES MARITIMES	66
SAGEM	39	WPD OFFSHORE FRANCE	52
SAIPEM	56	Y	
SAMES TECHNOLOGIES	35	YACHT CLUB DE FRANCE	75
SCAPECHE	86	YACHTING & CRUISES RISK MANAGEMENT	43
SCHNEIDER ELECTRIC	65	YOUNG ENTREPRENEUR SCHOOL	102
SCHOTTEL FRANCE	35	Z	
SDI - SOCIÉTÉ DE DRAGAGE INTERNATIONAL	64	ZODIAC MILPRO	41
SEAORBITER	14		
SEAOWL	23		
SEAPROVEN	40		
SEAREKA	40		
SEASECURE	93		
SECURYMIND	43		
SERVICE SOCIAL MARITIME	117		
SFAM - SYNDICAT FRANÇAIS DE L'AQUACULTURE MARINE ET NOUVELLE	87		

Annuaire du maritime : principales administrations et institutions

(Non membres du CMF)

En France

SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA MER

69, rue de Varenne – 75007 PARIS
Tél : 01 42 75 66 00
www.sgmer.gouv.fr

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

37, quai d'Orsay – 75351 PARIS
Tél : 01 43 17 53 53
www.diplomatie.gouv.fr

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

246, boulevard Saint-Germain – 75007 PARIS
Tél : 01 40 81 21 22
www.developpement-durable.gouv.fr

Dont :

SECRETÉIRE D'ÉTAT CHARGÉ DES TRANSPORTS, DE LA MER ET DE LA PÊCHE

246, boulevard Saint-Germain – 75007 PARIS
Tél : 01 40 81 21 22

DIRECTION GÉNÉRALE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS ET DE LA MER (DGITM)

Tour Séquoïa
1, place Carpeaux – 92055 Paris-La-Défense Cedex
Tél : 01 40 81 21 22
www.developpement-durable.gouv.fr

DIRECTION DES AFFAIRES MARITIMES (DAM)

Tour Séquoïa
1, place Carpeaux – 92055 Paris-La-Défense Cedex
Tél : 01 40 81 21 22
www.mer.gouv.fr

Dont :

INSTITUT MARITIME DE PRÉVENTION (IMP)

60, avenue de la Perrière – 56100 LORIENT
Tél : 02 97 35 04 30
www.imp-orient.com

DIRECTION DES PÊCHES MARITIMES ET DE L'AQUACULTURE (DPMA)

Tour Séquoïa
1, place Carpeaux – 92055 Paris-La-Défense Cedex
Tél : 01 40 81 88 51

DIRECTION DES SERVICES DE TRANSPORT

Tour Séquoïa
1, place Carpeaux – 92055 Paris-La-Défense Cedex
Tél : 01 40 81 25 27
www.developpement-durable.gouv.fr

BEAMER (BUREAU D'ENQUÊTES SUR LES ÉVÉNEMENTS DE MER)

Tour Pascal B
92055 LA DEFENSE CEDEX
Tél : 01 40 81 38 24
www.beamer-france.org

ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE (ENIM)

4, avenue Eric Tabarly
17183 PÉRIGNY Cedex
Tél : 05 46 31 83 00
www.enim.eu

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT

78, rue de Varenne – 75349 PARIS 07 SP
Tél : 01 49 55 49 55
www.agriculture.gouv.fr

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

14, rue Saint-Dominique - 75007 PARIS
Tél : 01 80 50 14 00
www.defense.gouv.fr

Dont :

SERVICE D'INFORMATIONS ET DE RELATIONS PUBLIQUES DE LA MARINE (SIRPA)

2, rue Royale – 75008 PARIS
Tél : 01 42 92 16 65
www.defense.gouv.fr/marine

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

139, rue de Bercy – 75572 PARIS CEDEX 12
Tél : 01 40 04 04 04
www.economie.gouv.fr

Dont :

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS (DGDDI)

11, rue des Deux-Communes
93558 MONTREUIL CEDEX
Tél : 01 40 04 04 04
www.douane.gouv.fr

MINISTÈRE DES OUTRE-MER

27, rue Oudinot – 75007 PARIS
Tél : 01 53 69 20 00
www.outre-mer.gouv.fr

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

1, rue Descartes - 75005 PARIS
Tél : 01 55 55 90 90
www.enseignementsup-recherche.gouv.fr

En Europe

COMMISSION EUROPÉENNE DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES MARITIMES ET DE LA PÊCHE

99, rue Joseph II
1000 Bruxelles - BELGIQUE
Tél : +(32) 2 299 11 11
www.ec.europa.eu/maritimeaffairs

Le Cluster Maritime Français, un acteur qui fédère l'économie maritime pour une place maritime française

Le Cluster Maritime Français (CMF) est une organisation créée en 2006 par et pour les professionnels afin de **rassembler tous les secteurs du maritime**. De l'industrie aux services, le CMF est composé d'entreprises de toutes tailles, Pôles de compétitivité, fédérations et associations, laboratoires et centres de recherche, écoles et organismes de formation, collectivités et acteurs économiques locaux, ainsi que de la Marine nationale.

Le CMF construit avec ses membres une « place maritime française », réel écosystème générateur de business. Les Assises de l'économie de la mer en sont chaque année l'illustration. Dans une économie extrêmement concurrentielle, il est impératif de créer des synergies entre acteurs du maritime, pour que toute l'économie puisse profiter des capacités d'innovation du maritime et des opportunités de business qu'offrent les activités en mer.



© Sylvain Perrier

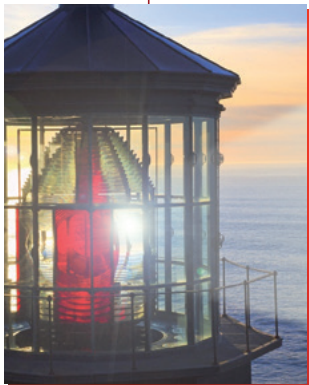
L'équipe du CMF

(de gauche à droite) :

Emmanuel-Marie Peton, Philippe Perennez, Frédéric Moncany de Saint-Aignan, Marie-Noëlle Tiné, Alexandre Luczkiewicz.

Plan d'action du Cluster Maritime Français

Communication institutionnelle



Le CMF a développé un vaste réseau et s'appuie sur les moyens de communication sociaux et professionnels pour promouvoir l'économie maritime, le dynamisme et l'excellence de ses membres, et défendre les dossiers stratégiques du secteur.

- **Les Assises de l'Économie de la mer** (organisées par le marin avec le CMF, en partenariat avec l'IFM)

Chaque année cette rencontre est la plus importante d'Europe dans le domaine maritime. Lieu d'échanges et de débats sur les enjeux de l'économie de la mer, les Assises sont une tribune désormais incontournable tant pour les professionnels du secteur, que pour les élus et les Pouvoirs Publics.

- **Brochure**

Outil d'information et d'analyse business, la brochure annuelle que vous tenez entre les mains présente dans son ensemble et par filière les données de l'économie maritime, tout en assurant la promotion de ses membres, de leurs produits et services. Diffusée très largement et disponible en libre téléchargement, elle est devenue **LA référence du maritime français**.

Synergies opérationnelles

Le CMF suscite les rencontres entre professionnels que rassemblent des enjeux et intérêts communs autant que les valeurs du maritime.

- **Groupes synergie**

Proposés par les membres, les groupes synergie traitent des problématiques et dossiers déterminants, à la fois transversaux et au cœur de leur business. Ils ont tous un **objectif opérationnel** : recommandations et propositions défendues et suivies, création de consortiums industriels, structuration de filières, et toute autre action qui contribue aux objectifs communs de la « place maritime française ».

- **Buffets networking**

Les buffets networking assurent six à huit fois par an la mise en relation des acteurs économiques, institutionnels et politiques. Réunissant à chaque fois près de 250 participants, ils favorisent l'esprit d'équipage et les solidarités de tout le secteur, et facilitent le business.



Actions d'influence



Les actions d'influence sont menées au profit des membres du CMF et à leur demande ou au profit de l'ensemble de la communauté maritime. Entreprises pour la défense et la promotion de dossiers stratégiques, elles ont permis au CMF d'être reconnu comme représentant l'intérêt général de l'économie maritime et comme défenseur efficace des dossiers particuliers de ses membres (lorsqu'ils s'inscrivent dans l'intérêt général).

- **Un interlocuteur neutre**

La force du CMF réside notamment dans sa neutralité : son budget ne dépend d'aucune subvention publique et n'est composé que des cotisations de ses membres. Cette indépendance lui confère une véritable crédibilité et une liberté indispensable aux actions d'influence.

- **Un interlocuteur privilégié pour les décideurs**

Le CMF entretient un **dialogue permanent**, ferme, pédagogique et constructif avec les Pouvoirs Publics. Il a ainsi très largement contribué à imposer le maritime dans le paysage économique et social et à faire aboutir des dossiers-clés.

Travaux et réalisations du Cluster Maritime Français...

Groupes synergies actifs :

- GS Attractivité des métiers de la mer
- GS Archéologie préventive en mer
- GS Drones marins (2015)
- GS Egalité professionnelle Hommes-Femmes
- GS EMR et stockage
- GS Grands fonds marins
- GS Microfinancement (2015)
- GS Outre-mer
- GS Plaisance (2015)
- GS Planification spatiale maritime (2015)
- GS Plateformes Offshores Multi-Usages
- GS Valorisation des bioressources marines

Grands projets et consortiums industriels

- **ATALAYA** : création du premier fonds d'investissement du maritime (capital-développement).
- **BlueDome - Autoprotection des navires** : consortium industriel porteur du projet validé et financé par l'ADEME dans le cadre des investissements d'avenir.
- **Deep sea mining** : création d'un consortium industriel qui rassemble tous les acteurs de la chaîne de valeur pour la valorisation durable des ressources minières de la mer.

Développement et soutien aux filières

- **EMR** : depuis 2007 le CMF a lancé deux groupes synergie qui ont contribué à la création de la filière EMR : mobilisation des acteurs du maritime et de l'énergie, promotion et défense des EMR auprès des décideurs.
- **Valorisation des bioressources marines** : le CMF rassemble les acteurs présents sur toute la chaîne de valeur, du producteur (pêcheurs et aquaculteurs) aux transformateurs (notamment les biotechnologies), afin de faciliter et débloquer les modes de production pour répondre aux besoins de nombreux marchés demandeurs en bioressources : nutrition humaine et animale, santé, pharmaceutique, matériaux, etc.

Rapports (tous les rapports sont en libre téléchargement sur www.cluster-maritime.fr)

- Archéologie préventive en mer (2013)
- Services portuaires du futur (2013)
- Pour une réforme portuaire (2007)
- Impact du bruit en mer (2013)
- Enseignement maritime (2008)
- ...

... actions auxquelles il faut ajouter la prise de parole fréquente du CMF dans les médias sur les dossiers clés et sensibles du secteur (Loi de 1992, fermes pilotes pour les EMR, gardes armés à bord des navires, grands fonds marins, etc.).

Les Métiers de la Mer : des Métiers de Passion !

Le CMF a fait le choix de filmer des jeunes professionnels pour promouvoir les métiers du maritime.

Retrouvez ces clips sur la chaîne Youtube du CMF. Lancés en 2013 ces portraits sont un coup d'œil passionnant sur les compétences clés dont toute l'économie a besoin.

EUROMARITIME

Le CMF est partenaire d'Euromaritime, le 1^{er} Salon européen de toute l'économie de la mer. La première édition s'est tenue en février 2013 et la seconde en février 2015. Véritable vitrine des savoir-faire du secteur maritime, ce salon européen se veut le rendez-vous de la technologie, de l'innovation, et des activités tournées vers la mer. Rendez-vous en 2017 !

CADRE NEUTRE

Le CMF offre à ses membres la possibilité de se rencontrer et d'échanger dans un cadre neutre et discret, que ce soit pour faire avancer des dossiers confidentiels, résoudre des différends récurrents ou contribuer à apaiser des antagonismes sectoriels.

L'Equipe de France du Maritime

Chaque année au mois d'octobre, le CMF rassemble aux 20 km de Paris, plusieurs centaines de coureurs et de supporters. Participant tous pour le plaisir de courir ensemble sous les mêmes couleurs, c'est un moment fort et convivial qu'ils viennent partager au nom de leur passion commune : la mer !